Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- [x] Coloured covers/ Couverture de couleur
- [ ] Covers damaged/ Couverture endommagée
- [ ] Covers restored and/or laminated/ Couverture restaurée et/ou pelliculée
- [ ] Cover title missing/ Le titre de couverture manque
- [ ] Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur
- [ ] Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- [ ] Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur
- [x] Bound with other material/ Relié avec d'autres documents
- [x] Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure
- [ ] Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.

- [ ] Coloured pages/ Pages de couleur
- [ ] Pages damaged/ Pages endommagées
- [ ] Pages restored and/or laminated/ Pages restaurées et/ou pelliculées
- [x] Pages discoloured, stained or foxed/ Pages décolorées, tachetées ou piquées
- [ ] Pages detached/ Pages détachées
- [x] Showthrough/ Transparence
- [ ] Quality of print varies/ Qualité inégale de l'impression
- [ ] Continuous pagination/ Pagination continue
- [ ] Includes index(es)/ Comprend un (des) index

Title on header taken from:/ Le titre de l'en-tête provient:

- [ ] Title page of issue/ Page de titre de la livraison
- [ ] Caption of issue/ Titre de départ de la livraison
- [ ] Masthead/ Générique (périodiques) de la livraison

- [x] Additional comments:/ Commentaires supplémentaires: La pagination es comme suit : p. [2], [XVIII] - XXIX, [235] - 373.

This item is filmed at the reduction ratio checked below/
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X		14X		18X		22X		26X		30X	
	12X		16X		20X		24X ✓		28X		32X

TABLEAUX SYNOPTIQUES
DE
L'HISTOIRE DU CANADA

QUATRIEME FASCICULE

(1800-1900)

Edition rédigée pour l'enseignement classique et académique

par

le R. P. L. Le Jeune, O. M. I.

de

l'Université d'Ottawa

1er mille



En vente : chez l'auteur, Juniorat du Sacré-Cœur, Ottawa
et a la librairie Granger, 43 rue N.-D. O., Montréal.

Imp. L'Action Sociale Ltée, Québec

TABLEAUX SYNOPTIQUES
DE
L'HISTOIRE DU CANADA

QUATRIEME FASCICULE
(1800-1900)

Edition rédigée pour l'enseignement classique et académique

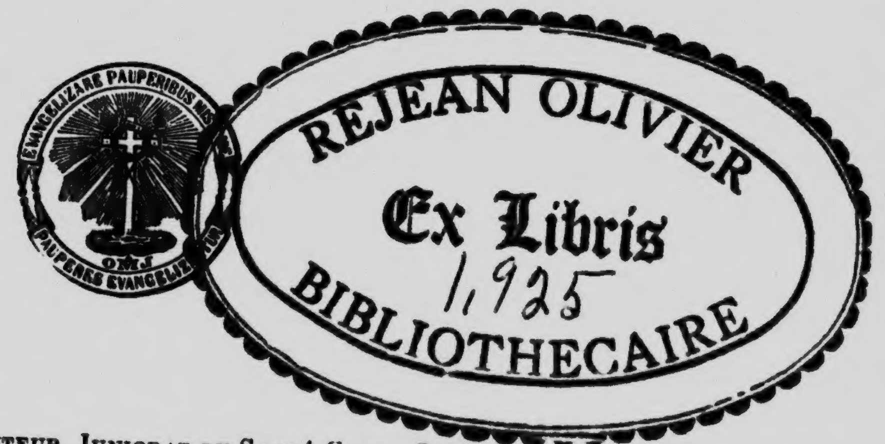
par

le R. P. L. Le Jeune, O. M. I.

de

l'Université d'Ottawa

(1er MILLE)



EN VENTE : CHEZ L'AUTEUR, JUNIORAT DU SACRÉ-CŒUR, OTTAWA
ET A LA LIBRAIRIE GRANGER, 43 RUE N.-D. O., MONTRÉAL.

IMP. L'ACTION SOCIALE LTÉE, QUÉBEC

Après examen, permis d'imprimer.

Ottawa, 1er novembre 1917.

Guillaume CHARLEBOIS,

Provincial, O. M. I.

Imprimatur.

Archevêché de Québec, 1er novembre 1917.

† P.-E. ROY, Arch. de Séleucie.

I. — EN VENTE

I FASCICULE (1500-1600) et II FASCICULE (1600-1700), publiés ensemble (1916), mêmes remises que ci-après.

III FASCICULE (1700-1800) (1917).

IV FASCICULE..... $1.00

1. L'exemplaire (*franco*)..... 1.00
2. L'exemplaire (port dû), à une douzaine..... 0.75
3. L'exemplaire (port dû), à 2 douzaines..... 0.60
4. L'exemplaire (port dû), à 3 douzaines et plus..... 0.50

II. — EN PRÉPARATION

V FASCICULE SPÉCIAL : Acadie, Terre-Neuve, etc... (1604-1760)

VI ABRÉGÉ DES TABLEAUX SYNOPTIQUES, à l'usage des Écoles primaires, avec cartes anciennes et modernes.

N. B. — *L'Auteur recevra avec reconnaissance toute observation, toute communication sûrement documentée, en vue de la correction des dates, de l'exactitude des événements, de la physionomie des personnages, des omissions involontaires, en ce qui concerne la rédaction des matériaux de chaque fascicule.*

IVᴱ EPOQUE

UNION ET CONFÉDÉRATION

(1800-1900)

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

I°

État politique et social

(1800-20)

1o **Le roi** : — héréditaire et inviolable, le *maître officiel* du " Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande " ; — il fait la guerre, la paix, les traités, nomme les juges et les fonctionnaires, convoque le Parlement et le dissout, présente le budget et les projets, sanctionne les lois. — Il gouverne avec son **Conseil**, il nomme ses membres ou **le ministère**. — Georges III, contrairement aux deux autres Georges (1715-60) ressaisit ses *prérogatives* : " il voulut être lui-même son premier ministre ". — Il n'admit sans restriction aucun des nouveaux procédés parlementaires : ainsi le *parlementarisme anglais*, formulé seulement à la fin de son règne, est *plus récent* qu'on ne le suppose d'ordinaire.

2o **Les ministres** :—ils formaient **le cabinet** ou le *Conseil royal*, bien que les mots *cabinet* et *ministre* ne fussent pas des termes d'institution officielle : le nom était *administration*. — Seul le chef, désigné par le roi pour porter la parole et choisir ses collègues, s'appelait **Premier ministre** dans la bouche du peuple. — Leurs *titres* sont anciens : **Lord de la Trésorerie, Grand Chancelier, Chancelier de l'Echiquier**, et **Secrétaire d'Etat**. — Ils sont *responsables* — le roi, " qui ne peut mal faire ", étant *irresponsable*,— devant le Parlement, où ils appuient leur politique sur le vote de *la majorité* : — ainsi la Chambre exerce, de façon *indirecte*, le pouvoir royal, et par son mandat *législatif* et par l'*exécutif* qu'elle va s'approprier par l'usage.

3o **Les partis politiques** : — le **parti tory** défend la traditionnelle doctrine de la monarchie constitutionnelle, réduisant le Parlement au simple rôle de *contrôleur* du cabinet, reconnaissant au roi la faculté de choisir et de diriger les ministres : — plus tard on le dénomme *les Conservateurs*. — Le **parti whig** admet la nouvelle théorie du régime parlementaire, ne laissant au souverain qu'une influence vague, transférant le pouvoir au cabinet, le délégué de la majorité aux Communes :—plus tard, *les Libéraux*.— Le **parti radical** — ou le *parti ouvrier* — né vers 1763, organisé en secret en 1793, ainsi dénommé en 1810, réclame des réformes, l'accès et une part au vote législateur, provoquant l'*agitation* par des meetings, des discours publics, des processions en foule innombrable ; formulant des réclamations contre les nobles, le clergé anglican, les industriels et les grands négociants.

4o **La nation** : — l'Écosse est *unie* (1707) — et l'Irlande (1800) — à l'Angleterre (Old England). — Celle-ci, au sud et à l'est, est *aristocratique* et *anglicane* : donc **conservatrice**. — Les régions de l'ouest et du nord sont quasi désertes, à cette époque. — L'Écosse est *presbytérienne* et *démocratique* : elle va devenir industrielle et commerçante ; — l'Irlande est *catholique* et hostile aux landlords anglais ; — le pays de Galles et le Nord sont peuplés de *dissidents* : méthodistes, quakers, etc. : donc naturellement foyers de **libéralisme** et de **radicalisme**. — L'Angleterre est alors une *agglomération* de nationalités qui diffèrent par l'origine, le culte, la langue, la condition sociale.

II°

Georges III

(1800-20)

1o **Fin du règne** (1800-1820) : — le roi, en dépit de ses *absences mentales* quasi périodiques, gouverne l'État, choisit ses ministres ou les éloigne du pouvoir... – En 1811, il est frappé d'aliénation définitive et de cécité : double mort anticipée, *mort* réelle le 29 janv. 1820.—Son épouse, la reine **Charlotte-Sophie** (1744-1818), fille de Charles-Louis, grand-duc de Mecklembourg-Strélitz, montée sur le trône le 3 sept. 1761, fut mère de *quinze* enfants. : — 1. *Georges-Auguste-Frédéric* (1762-1830), prince de Galles, succède à son père ; — 2. *Frédéric* (1763-1827), duc d'York et d'Albany ;—3. *William-Henry* (1765-1837), duc de Clarence, roi sous le nom de **Guillaume IV** ; — 4. *Edouard-Auguste* (1767-1825), duc de Kent, père de la reine Victoria ; — 5. *Ernest-Auguste* (1771-1851), duc de Cumberland, devient **roi de Hanovre** (1837-51) ; — bien que aveugle de naissance, son fils Georges V, lui succède jusqu'en 1866, année de l'annexion du royaume à la Prusse ; — 6. *Auguste-Frédéric* (1773-1843), duc de Sussex ; — 7. *Adolphe-Frédéric* (1774-1850), duc de Cambridge ; — 8. *Octavius* (1779-83) ; — 9. *Alfred* (1780-82) ; — 10. *Charlotte-Augusta* (1766-1828) épouse le roi de Wurtemberg ; — 11. *Augusta-Sophie* (1768-1840) ; — 12. *Elisabeth* (1770-1840) épouse le landgrave de Hesse; — 13. *Marie* (1776-1857) ; — 14. *Sophie* (1777-1848) ; — 15. *Amélie* (1783-1810).

2o **Les ministres** : — le 14 mars 1801, résignation de *Pitt*, remplacé par **Addington**, à la grande joie du roi. — Le 27 mars 1802, *paix d'Amiens* qui termine la *deuxième coalition* entre la France et l'Angleterre. — Le 18 mai 1803, la déclaration de la *troisième coalition*, déposée aux Communes, elle est acceptée de toute la nation soulevée par la menace d'invasion de l'Angleterre par Bonaparte. — Mais l'opinion rappelle *Pitt* au ministère : celui-ci offre un portefeuille à *Fox*, qui est écarté par le roi : — Pitt meurt le 23 juillet 1806 : et Fox, qui a fait l'intérim, le 13 sept. suivant. — *Camp de Boulogne*, où 150,000 hommes vont être transportés à travers la Manche ; léger succès du *Ferrol* obtenu par la flotte de l'amiral de Villeneuve ; désastre de *Trafalgar* (21 oct. 1805) où il est battu par l'amiral *Nelson*, avec 27 navires contre 33 français ; Napoléon déclare (1806) tous les ports anglais bloqués et les marchandises de bonne prise : *blocus continental* ou les ports neutres fermés aux Anglais. — Ministère nominal du *duc de Portland* et effectif de *Spencer Perceval* (1807-09), — très hostile aux catholiques, comme le roi lui-même.— Maîtresse des mers, l'Angleterre a capturé 1,200 navires français et hollandais, s'est emparé de Malte et de Gibraltar...

3o **La Régence** (1811-20) : — tombé en démence, le roi a pour successeur son fils aîné. — Né le 12 août 1762, se montra intelligent, linguiste, artiste, musicien. — L'évêque anglican, *Richard Hurd*, son précepteur, dit de lui : " Ou bien il sera l'homme le plus accompli, ou bien le plus roué polisson du monde ! " La dernière prédiction se réalisa, de 1785 à 1830. — Devenu *Régent*, il se tourna vers *les Whigs*. — Il charge *lord Grenville* de former un ministère ; — mais Perceval s'accroche au pouvoir jusqu'à son assassinat (11 mai 1812). — Ministère de *Robert Banks Jenkinson*, comte et **lord Liverpool** (1770-1828), lequel contribua à la chute de Napoléon, s'opposa à l'émancipation des catholiques, persécuta la reine Caroline ; secondé par *Robert Stewart*, marquis de Londonderry, *lord Castlereagh* ; — il se maintient au pouvoir jusqu'en 1827 et assiste aux luttes inaugurées en 1819 par les radicaux. — En 1817, le Régent que ses scandales ont rendu impopulaire, est assailli par la foule furieuse.— Caroline de Brunswick ne lui avait donné qu'une fille, la princesse *Charlotte-Augusta* : celle-ci épousa (1816) *Léopold de Saxe-Cobourg*, le futur roi des Belges (1831), et mourut le 6 nov. 1817. — Les traités de 1815 accordaient à l'Angleterre, outre Malte et Gibraltar : les Iles Ioniennes, le Cap de Bonne-Espérance, Ceylan, l'île Maurice, une partie des Antilles (*V.* Paul Feyel, *Hist. pol.*, t. I. Paris, Bloud ; Ch. Seignobos, *Hist. pol.*, Ar. Colin).

1o **Le roi** : — *Georges IV* succède à son père en février 1820. — En 1795, il épousa sa cousine *Caroline*, fille de *Charles-Guillaume, duc de Brunswick*, et de la princesse Augusta, sœur de Georges III. — Séparée du prince (1796), elle voyage en Orient ; accusée (1806) d'inconduite, elle fut trouvée innocente. — En 1820, elle vint réclamer son titre royal : nouveau procès pour le même grief, inventé par le roi ; le 18 juillet 1821, elle se présente à Westminster pour *le couronnement* : la police la repousse de l'église. — Le 8 août, elle

III° Georges IV (1820-30)

meurt et une émeute accompagne ses funérailles. — Le 12 août 1822, s[illegible]de de lord Castlereagh, à qui succède *lord Canning* au portefeuille des Affaires étrangères.

2o **Esprit nouveau :** — devant ces scandales, *les radicaux* Brougham, Cobett, Bentham, agitent l'opinion et gagnent du terrain. — Aussitôt, les prérogatives royales fléchissent devant les idées de réformes *pénales, économiques, sociales, religieuses* : — ainsi, grâce à *Peel, cinq bills* abolissent de nombreux cas de la peine capitale qui atteignait les pauvres ; — grâce à *William Huskisson*, du Bureau de Commerce, et à *Robinson*, lord Goderich, chancelier de l'Échiquier (1823), des lois suppriment les droits sur les blés, sur les tarifs de douane, ouvrent la voie au libre échange ; —en 1824, un bill autorise les associations des ouvriers, et *Robert Owen* fonde les *sociétés coopératives* : demi-liberté conquise sur les industriels. — Canning rêva l'*abolition de l'esclavage* : il n'obtint que des mesures de détail.

3o **Émancipation des catholiques (1829)** : — vers 1760, les Irlandais forment une *Association générale des Catholiques d'Irlande*. — En 1793, leur Parlement les admet comme électeurs. — En 1800, le Parlement est fermé par l'*Union* à la Grande-Bretagne : **Daniel O'Connel** (1775-1847) préside l'*Association;* après avoir étudié aux collèges irlandais de Saint-Omer et de Douai (France), fait son droit à Londres (1794), été reçu au barreau de Dublin (1798). — En 1813, le radical protestant irlandais *Henri Grattan* soumet aux Communes un *bill de soulagement*, qui est voté en 1821, mais arrêté aux Lords par les tories et le roi. — Reprise du bill en 1823 : nul résultat ; — en 1825, la majorité des Communes vote le projet de réforme : il est rejeté par les Lords. — Soudain meurt lord Liverpool : Canning le remplace et meurt après 4 mois (1827). — En 1828, ministère du **duc de Wellington,** qui poussa les whigs à voter, *malgré lui*, la suppression des mesures d'exception contre les *dissidents protestants* : la porte est ouverte. — O'Connell se fait élire député : Robert Peel fait voter, par 348 contre 160, le *bill d'Emancipation* ou l'abolition des mesures contre les catholiques du Royaume (1829). — Mais O'Connell réclama sans cesse le *rappel de l'Union* (1800) qui liait son pays à l'Angleterre.

IV° Guillaume IV (1830-37)

1o **Le roi : son caractère** : — Georges IV, libertin dégoûté de tout, disparaît (30 juin 1830). — *Guillaume IV*, lui succède à l'âge de 64 ans. — Né le 21 août 1765, il sert sous l'amiral *Digby* (1779), assiste l'amiral *Rodney* au combat naval du cap Saint-Vincent (1780). — Puis voyage aux Antilles, promu duc de Clarence (1787) ; il prend part à la guerre contre la France (1793) et mène ensuite une vie retirée. — En 1817, il épouse *Adélaïde de Saxe-Meiningen* ; en 1827, lord de l'Amirauté. — Prince d'un caractère fade, bavard comique, bon tory, ami de la popularité, de mœurs fort libres.

2o **Ses ministres** : — en nov. 1830, chute du ministère Wellington-Peel, sur la réforme électorale. — Série des ministères suivants : *whig*, **Grey**, puis **Melbourne** (1830-34) ; — *tory*, **Peel** (1834-35) ; — whig, **Melbourne** (1835-41). — Lord *Howick, comte Grey* (1764-1845) entre aux Communes (1786), est promu lord de l'Amirauté (1808), appuie le bill d'émancipation (1829), devient *Premier* et *lord de la Trésorerie* (1830).

3o **Réforme du système électoral (1832)** : — l'ancien régime tory disposait à son gré des votes de la nation. — Les whigs et les radicaux engagent la lutte durant 18 mois (mars 1831-4 juin 1832). — L'*agitation* dans les villes industrielles, parmi bourgeois et ouvriers, est voisine de la *révolution* : les *journaux* poussent à refuser l'impôt ; — le gouvernement ordonne des arrestations, déportations, emprisonnements, exécutions ; — malgré le roi et les deux refus des Lords, la *Réforme électorale* est votée. — Ce mouvement est à rapprocher de la *situation analogue au Canada, cinq ans après, l'agitation de 1837-38.* — Ainsi les Communes forment un corps plus représentatif des *nationalités* anglaises : seuls les *ouvriers* et les *pauvres* sont encore exclus du droit de vote.

4o **Les unions ouvrières (1832-34)** : — en anglais, la *Trades Union* d'alors désigne "l'association *unique* de tous les métiers" dans le Royaume ; — les *Trade Unions* désignent "les syndicats *spéciaux* de chaque métier isolément". — Les ouvriers tentent d'améliorer leur misérable sort en s'associant : leur vocabulaire a créé alors les termes *coopération, classe productive, valeur égale du travail, principe d'équité, socialiste.* — Ils visaient la *grève générale* pour forcer les Communes à la *journée de huit heures*, surtout pour

les adolescents — ou le patron à la *fermeture* (lock-out) de l'atelier. — Effrayés, whigs et torys sévirent sans merci. — Mais bientôt, le *parti radical* et le *parti ouvrier*, sous la direction de *Lovett* et de *Place*, fondent **la charte** en six demandes : " suffrage universel, scrutin secret, indemnité aux députés, abolition du cens électoral, annuité de la députation, division égale du pays en circonscriptions."

5o **Abolition de l'esclavage (1833)** : — *Stanley, comte de Derby* (17991869), secrétaire pour l'Irlande (1830-33), ministre des Colonies, propose la libération de 750,000 esclaves noirs aux Antilles.—moyennant une *indemnité* de 2 millions à leurs maîtres, et une *émancipation lente* de sept ans, dès le 1er août 1834.—En même temps, on vote la journée de *huit heurse* en faveur des *esclaves blancs* ou enfants pauvres des usines du Royaume.

6o **Intermède tory** : — de nov. 1834 à avril 1835, Robert Peel est au pouvoir.—Les édifices du Parlement brûlés en octobre.—O'Connell et son groupe se déclarent pour les whigs, qui eurent ainsi la majorité : Peel démissionna. — Les séances de la Chambre deviennent *publiques* et les votes sont commentés par les journaux. — Les partis changent de noms : *libéraux* ou whigs et radicaux, — *conservateurs* ou tories.

V°

Victoria Ire

(1837-1901)

ou

le Pouvoir royal

1o **Avènement au trône** : — le 20 juin 1837, mort du roi, sans postérité. — Le *Hanovre* forme alors un royaume particulier, dévolu à *Ernest-Auguste*, cinquième fils de Georges III. — La couronne d'Angleterre échoit à *Victoria-Alexandrina*, fille unique du duc de Kent, décédé (23 janv. 1820). — Née le 24 mai 1819, l'enfant n'avait pas un an à ce décès ; — sa mère, *Marie-Louise-Victoria* de Saxe-Cobourg ne meurt qu'en 1861 ; — femme instruite et sérieuse, aidée de son frère, veuf aussi, Léopold, futur roi des Belges, elle élève la princesse avec le plus grand soin.

2o **Éducation** : — la baronne de *Lehzen* et, plus tard, la duchesse de *Northumberland* président à sa formation morale. — La princesse étudia le latin, les langues modernes, le dessin, la musique, la botanique. — En 1830, Guillaume IV, qui avait eu deux filles mortes au berceau, la fit déclarer *héritière présomptive* (heir apparent) de la couronne. — Lord Melbourne est chargé de son éducation politique.

3o **Mariage (1840)** : — dès 1836, Léopold prépare ce mariage, qui est retardé par l'opposition du roi. — L'alliance avec le prince *Albert de Saxe Cobourg-Gotha* est célébrée (10 février) au palais de Saint-James. — Les tories accueillent fort mal le *prince consort* : refus du titre de pair d'Angleterre, réduction de sa liste civile (150,000 liv.), mise en doute de ses convictions protestantes, contestation du premier rang aux cérémonies. — Réserve du Prince, " qui est le *mari*, non le *maître* de la maison royale ". — Naissance (21 nov. 1840), de la princesse *Victoria*.

Ière Partie du règne

(1837-68)

1°

Le Pouvoir exécutif

1o **Couronnement** : — le 21 juin 1837, la jeune reine déclare qu'elle voulait être appelée **Victoria Ière** ; — elle assista, d'un balcon du palais, à la proclamation de son *avènement*.— Le 28 juin, *couronnée* à Westminster : enthousiasme à Londres, accolade de Wellington à Soult, deux illustres combattants de Waterloo.

2o **Ministères** : — Ministère *libéral* : **Melbourne** (1835-41) ; — min. *conservateur* : **Peel** (1841-46) ; — min. lib. : **Russel** (1846-52) ; — min. cons. : **Derby** (1852) ; — min. lib. : **Aberdeen,** puis **Palmerston** (1852-58) ; — min. cons. : **Derby** (1858-) ; — min. lib. : **Palmerston,** puis **Russel** (1859-66) ; — min. cons. : **Derby,** puis **Disraeli** (1866-68).

3o **Ministres** : — 1o *William Lamb* (1799-1848), **vicomte Melbourne,** secrétaire d'État en Irlande, remplace son père aux Lords (1828), ministre de l'Intérieur (1830), chef du Cabinet (1834) et de 1835 à 1841, whig modéré : sa sœur épousa lord Palmerston... — 2o Sir **Robert Peel** (1788-1850), que Pitt créa *baronnet* (1800), tory absolu, secrétaire d'Irlande (1812) ministre de l'Intérieur (1822-30), chef des tories (1833) et du ministère (1841-46) : il mourut d'une chute de cheval.—3o **Lord John,** *duc de Bedford*, premier **comte Russel** (1792-1878), élève d'Edimbourg, whig fougueux aux Communes, payeur général de l'armée (1832), ministre de l'Intérieur (1835), des Colonies (1839), chef du gouvernement (1846-52), ministre des Colonies (1855), des Affaires étrangères (1859), chef du cabinet (1865-66) ; — il se maria en secondes noces (1841) avec une fille de

lord Minto, et vécut dix ans retiré de la politique (1868-78). — 4o *Edouard-Geoffroy-Smith Stanley*, comte de **Derby** (1799-1869), sous-secrétaire aux Colonies (1827), secrétaire pour l'Irlande (1830-33), ministre des Colonies (1833-34) (1841-45), chef du ministère (1852) et (1858-59). — 5o *Georges Hamilton*, vicomte *Gordon*, **comte d'Aberdeen** (1784-1861), pair d'Écosse (1807), plénipotentiaire à Vienne (1813), tory fanatique, ministre des Aff. étrangères (1828), des Colonies (1834-35), revenu ensuite à des idées libérales en matière religieuse, Lord de la Trésorerie et Premier (1852-54). — 6o *Henry-John Temple*, **lord vicomte Palmerston** (1784-1865), lord de l'Amirauté et secrétaire de la Guerre (1809-28), ministre des Aff. étrang. (1830-41) (1846-51), de l'Intérieur (1852), du cabinet (1855-59). — 7o *Benjamin* **Disraëli**, *comte de Beaconsfield* (1804-81), fils d'Isaac, descendant d'une famille israélite, originaire d'Espagne et établie à Londres (1750) ; d'abord *romancier* (8 vol. parus 1826-32), puis député (1837), romancier (5 vol. 1847), Chancelier de l'Échiquier (1852) (1858-59) (1866), chef du ministère (1868), ardent adversaire de Gladstone... (*V.* Dezobry et Bachelet, *Dict. gén.*).

2°

Le Pouvoir local, religieux, social

1o **Les villes et bourgs** : — les villes *anciennes* et les bourgs *privilégiés* sont *seuls* administrés par une *corporation élue* par des héréditaires.—Les autres, sans autre administration que le *Conseil de paroisse* (vestry), les *marguilliers* (churchwarden), dépendant du seigneur et du pasteur anglican. — Les juges de la *Cour du roi* à Londres, salariés, vont partout tenir les assises avec le jury des propriétaires ; — les *juges de paix* sont nommés par le seigneur, *le clergé* assure la police et les taxes. — Les *bourgs pourris*, anciens centres urbains, désertés, ont gardé droit au député régional. — Les *bourgs de poche*, avec 50 électeurs, servaient au *patron*.—Il y avait *658 députés* en tout. — Ainsi la souveraineté appartenait au roi et à l'aristocratie ;—le parlement était, non un gouvernement *représentatif* de la nation, mais *oligarchique* et féodal. — Où et quand a existé le *self-government* tant prôné de l'Angleterre ?

2o **L'Église anglicane** : — elle détient une *portion notable* du pouvoir. — Elle est très dure aux *Dissidents* (dissenters), qui ne sont que *tolérés* par le *bill d'indemnité* (1688) soumis au vote annuel, déclarés *incapables* de fonctions aucunes faute de communier selon le rite anglican ! — Elle est plus dure encore aux catholiques *romains*, que le *bill du Test* (1673) écartait de tout emploi, même dans l'armée (1806). — *Eglise d'Etat* (Established Church) *établie* par la loi civile, elle se compose de *clergymen*, hommes du monde mariés, hiérarchisés en : *archevêques, évêques, doyens* (deans) nommés par le roi, *pasteurs* (parsons) nommés par le patron de la cure, suppléés souvent par des *vicaires* (curates) de classe bourgeoise, — *tous* bien dotés par l'État, par des dons, des fondations. — Tous levaient des *dîmes* sur les Dissidents, sur les Romains,. — Elle tenait les actes de l'état civil. — Aussi bien, le haut clergé avait — il a encore — *sa place* dans la Chambre des Lords. — Par tolérance précaire, les Dissidents pouvaient célébrer leurs rites et entretenir leurs écoles, tandis que le *culte romain* restait légalement interdit : mais l'État dut fermer les yeux sur les *7 millions* de catholiques irlandais et les Ecossais.

3o **La société** : — deux classes : les riches et les pauvres ; — les seigneurs propriétaires (landlords), les *membres du clergé* (clergymen) de la Haute-Église et les fermiers (farmers) de leurs terres, qui les exploitent par des *journaliers* — nos *engagés* du Canada français. — Bientôt, les *grands industriels* et les *capitalistes* sont maîtres des villes *neuves* : les *artisans* et les *ouvriers* sont prêts aux revendications. — Les landlords ont légiféré sur les *blés* étrangers (corn laws), afin de vendre plus sûrement le leur aux ouvriers à des taux élevés : les lois seront supprimées. — La *classe pauvre* n'a aucun droit politique; inférieure à la nation légale ; — elle est exposée à être enrôlée de force dans la flotte : c'est *la presse* des marins.— Le *pauvre* est tenu de travailler pour quiconque lui offre le salaire légal ; — l'*ouvrier* n'a pas le droit de s'associer à ses voisins d'usine, sous peine de la prison;—les *indigents* et *infirmes*, hospitalisés dans les *fabriques* (workhouses) sont soumis aux *surveillants des pauvres* et la paroisse lève pour eux la *taxe des pauvres* ; — pour échapper au régime de misère, beaucoup versent dans le crime et le vice, la mort prématurée.

3°
Réaction ouvrière irlandaise, religieuse

1o **Réaction socialisante** : — radicaux et ouvriers se plaignent de l'*inégalité politique*. — Les classes populaires murmurent contre *la misère*, exploitée avec la tolérance de l'État. — **Le 6 août 1838**, la *Charte du peuple* (mot d'O'Connell) est rédigée à Birmingham, sous l'inspiration de " l'Association des ouvriers de Londres " ;—Lovett, O'Connor, O'Brien, impriment à l'agitation un caractère de violence.—On rassemble des meetings monstres qui forment à Londres une *Convention nationale* (avril 1839), laquelle constitue un *Comité du Salut public* et centralise les signatures de pétition au Parlement (2 mai 1842).— Peel refuse et réprime les émeutes. — En 1848, les *Chartistes* renouvellent l'agitation : Wellington brise ce mouvement : en 1850, la réaction cesse. — Les *Unions* (Trades Unions) tentèrent une action légale, pacifique, jusqu'en 1861.

2o **Agitation irlandaise** : — Dès 1829, l'Irlande a des députés à Londres ;—mais elle est gouvernée par des fonctionnaires protestants, soumise à la dîme protestante, au caprice des seigneurs protestants pour le fermage, à l'école neutre... En 1840, sa population s'élève à 8 millions et demi. — O'Connel prêche le *rappel de l'Union*, soutenu par les évêques *Mac Hale, Cantwell, Higgins*... Peel intervint pour l'apaisement : il tripla la dotation officielle du séminaire catholique de Maynooth (1845). — Le groupe nouveau de la *Jeune Irlande* affecta une allure révolutionnaire : O'Connell se rend à Rome et meurt le 15 mai 1847. — Hélas ! l'atroce *famine* de 1846-47 exaspéra l'Irlande et la dépeupla par l'émigration au Canada et en Amérique. — *Smith O'Brien, Francis Meagher, John Mitchell* sont arrêtés, condamnés, déportés (août 1848) : ce fut la fin de la Jeune Irlande.

3o **Réveil religieux** : — le *mouvement d'Oxford* est inauguré par *John Keble*, auteur de " l'Année chrétienne ". — L'*Association des Amis de l'Eglise* affirme les titres de l'anglicanisme à la direction des consciences ; — la bourgeoisie dénonce *Froude, Rose, Palmer, Pusey, Newman* comme traîtres à la Réforme, suppôts de Rome. — En effet, Newman et ses disciples se convertissent (1845). — Le remords envers les déshérités saisit *Carlyle, Ruskin, Frédéric Maurice* et *Kingsley*, sortes de " Socialistes chrétiens " (1848). — Le célèbre *Père Mathieu*, prêtre irlandais, prêche la croisade contre l'*intempérance*.

4°
Réformes sociales

1o **Règlements divers** : — en 1842, *loi sur les mines*, soumises à l'inspection, interdisant le travail des enfants au-dessous de 10 ans. — En 1844, *loi sur l'industrie textile*, excluant les enfants au-dessous de 9 ans, limitant le travail des femmes. — En 1845, *loi sur les usines d'impression* sur les étoffes et *loi de la journée de 10 heures* (1847) pour tous. — En 1864, *lois* sur les métallurgies, les manufactures de papier, verre, tabac ; — en 1867, *lois* sur le fonctionnement des petits ateliers.

2o **L'instruction** : — elle appelle l'attention du Parlement. — En 1836, fondation de l'*Université de Londres* comme centre d'enseignement *moderne*. — Subventions de l'État en 1851, rendues (1853) proportionnelles au nombre d'élèves. — *Comité du Conseil privé* qui en surveille l'emploi : germe d'un ministère de l'Éducation. — Tous ces débuts sont bien tardifs et laissent du champ *au progrès* de la culture intellectuelle.

3o **Révolution économique** : **libre-échange** : — en 1838, *Richard Cobden* et *John Bright* fondent la " Ligue contre les droits sur les blés ", à Manchester. — Propagande du libre-échange, à travers le royaume, par des *brochures* (tracts) ; — en 1841, campagne *parlementaire* : Peel fait voter *la loi*, le 25 juin 1846. — En 1849, suppression de l'*Acte de Navigation*. — En 1852, Disraeli renonce aux théories protectionnistes. — En 1860, *traité de commerce* avec la France ; l'Angleterre levait les droits d'entrée sur les produits français et la France supprimait les tarifs prohibitifs.

4o **Réforme électorale** (1867) : — en 1865, le ministère libéral propose un bill qui réduisait le cens électoral. — Des émeutes sanglantes, à Londres, le rendirent urgent : il fut voté en 1867. — *53 bourgs* virent leurs sièges transférés aux comtés, c.-à-d. à la campagne — tout citoyen des villes et bourgs, qui est inscrit au rôle de l'impôt, a le droit de vote *sans condition de cens* ; — dans les comtés, il suffit de posséder ou de louer un immeuble valant 12 liv. sterling. — Ainsi les ouvriers urbains deviennent *électeurs et éligibles* : le suffrage est *démocratique*. — La réforme est due à Disraéli, qui souhaitait plus encore.

5°

L'Empire colonial

1o **Organisation** : — en 1815, l'Inde exceptée, l'*exploitation coloniale* n'est guère avancée — Mais à Londres règne le dogme que " l'empire des mers appartient à l'Angleterre ". — En 1825, occupation de l'Ascension, île proche de Sainte-Hélène (1829), de Singapour ; (1832), d'Aden (1833), des îles Falkland (1841), de Hong-Kong (1841) : c'est le contrôle sur les routes maritimes du globe. — La *colonisation* commence avec l'*émigration* que seul Carlyle songe à diriger sur les possessions britanniques (1846-47).

2o **Les grandes possessions** : — **le Canada** reçoit un contingent d'émigrés, surtout d'Irlandais — encore plus les États-Unis. — **La Colonie du Cap,** occupée en 1806, à la place de la *Compagnie hollandaise*, où le gouverneur *Somerset* fonde Port-Elisabeth (1820) et établit un gouvernement colonial (1824-28) : vinrent ensuite le *Transvaal* et le *Natal* (1848-56). — **L'Australasie,** d'abord lieu de déportation pour les condamnés de droit commun, en *colonie pénitentiaire* : les *Nouvelles-Galles*, *Van Diemen*. — Puis l'*Australie* occidentale et méridionale, la *Nouvelle-Zélande*, toutes régies par l'Acte de 1842... — **L'Inde** et **l'Indus,** qui s'organisent vers la même époque, sous *lord Dalhousie* (1849-56). — Canning devient *Secrétaire d'Etat pour l'Inde* ; Calcutta a un *vice-roi* (1862)qui est *lord Elgin*. — Le 1er janvier 1877, la reine est proclamée *Impératrice de l'Inde*. — Ainsi s'est fondé l'**Empire colonial** (British Empire).

IIème Partie du règne (1868-1901)

1°

Les idées démocratiques

1o **Les idées démocratiques** : — sous la pression des faits, les *anciens partis* politiques adoptent une attitude moderne : la politique *intérieure* change en face des problèmes économiques et sociaux. — A l'*extérieur*, ils adoptent des idées de conquête et d'expansion, afin de maintenir à sa place la nation dans la concurrence mondiale. — La *réforme électorale* (1885) jette dans les batailles de la politique impériale deux forces : le *socialisme* et l'*unionisme*.

2o **Ministères** : — 1. Min. *libéral* : **Gladstone** (9 déc. 1868-28 fév. 1874), — min. *conservateur* : **Disraéli** (26 juin 1874-23 mars 1880) ; — min. lib. : Gladstone (1880-9 juin 1885) ; — min. cons. : **Salisbury** (nov. 1885-fév. 1886) ; — min. lib. : Gladstone (avril-juin 1886) ; — min. cons. : Salisbury (1886-1892) ; — min. lib. : Gladstone (1892-94) ; — min. cons. : Salisbury (1894-1900) (1900-1902).

3o **Ministres** : — 1o **William-Ewart Gladstone,** né à Liverpool (29 déc. 1809) d'une famille écossaise ; — son père, négociant en grains, tory absolu, député, fut créé *baronnet* (1846) et mourut en 1851. — Très brillant élève à Oxford, il est sous-secrétaire d'État aux Colonies (1835) président du Bureau du Commerce (1842), Secrétaire aux Colonies (1845), rival de Disraéli (1852)... — 2o Robert-Arthur-Talbot **Gascoigne-Cécil,** 3ème marquis de **Salisbury,** né le 3 fév 1830, pair d'Angleterre, siège aux Lords à la mort de son père (1868) ; — lutte contre Gladstone (1866), sous-secrétaire d'État pour l'Inde et ministre de ce département (1874); — Aristocrate intransigeant, conservateur invariable, protectioniste agrarien, il adhère cependant à l'*impérialisme* colonial; — deux fois *plénipotentiaire*, à Constantinople (1876), à Berlin (1878). — Marié en 1857, il a pour fils aîné le *vicomte de Cranborne*, né en 1861.

2°

1er ministère Gladstone

(1868-74)

1o **Œuvre du premier ministère Gladstone** :—1. *En matière d'enseignement*, sous le ministre *Forster*, qui fait voter un *Acte* (1870), les contrbuables établiront des *écoles publiques*, où le *Bureau* imposera les taxes : mais les subventions *officielles* seront réparties à toutes, même aux écoles confessionnelles, *anglicaines seulement*. — 2. *En matière de finances*, sous *Robert Lowe*, qui accroît l'income-tax, afin de racheter les grades des officiers de l'armée (8 millions). — 3. *En matière politique*, Gladstone impose par le *Ballot Act* (1872) le *scrutin secret* en faveur des ouvriers aux élections législatives, les soustrayant à l'influence du *patron*. — 4. *En matière sociale*, il adopte la *loi de 1871*, qui reconnaît aux *Unions ouvrières* la personnalité civile.

2o **La question irlandaise** : — en déc. 1863, *John O'Mahoney*, réfugié d'Irlande (1848) a fondé la *convention fenian*, qui prépare une descente armée en Irlande, envahit le Canada (1866), attaque Chester (Galles) en 1867, sans autre résultat que la prison et la mort. — Le député *Maguire* attaque aux Communes l'*Eglise établie* d'Irlande (1868) ; et Gladstone s'écrie aussitôt : " Elle doit cesser d'exister ! ". — — Le 1er mars 1869, elle y perd

son *caractère officiel* (disestablishment), ses dîmes, conservant ses bâtiments, avec indemnité. — En 1870, l'*acte foncier* essaya de régler les rapports entre les landlords et les tenanciers : la *coutume de l'Ulster* fut étendue aux trois comtés catholiques ; mais rien ne fut changé *de fait*.

3°
Dernier ministère Disraéli
(1874-80)

1o **Réformes sociales** : — série des " Actes sur les usines " (1874-78) : interdiction du travail *avant dix ans* ; — fixation du travail à *56 heures* par semaine aux femmes et enfants ; — autorisation pour les municipalités de construire des *logements* ouvirers... — Mais les patrons se garantissent contre les revendications, en formant la *Fédération nationale du patronat*.

2o **L'Empire** : — est augmenté de l'occupation de : l'archipel Fidji (1874), du Transvaal (1877), du Zoulouland (1879), de l'île de Chypre (1875).

3o **La crise économique** : — crise *agraire*, causée par le transport plus rapide des blés étrangers, par l'invasion des produits français, danois, hollandais, par les mauvaises récoltes (1875-79). — Crise *industrielle*, en raison de la concurrence des États-Unis, de l'échelle des salaires proportionnés au bénéfice des patrons, de la banqueroute des caisses d'assurances ouvrières. — Telles furent les causes exploitées par Gladstone contre lord *Beaconsfield*, en 1880 ; — celui-ci meurt le 19 avril 1881.

4°
Le Home Rule
ou
l'autonomie irlandaise
(1870-86)

1o **Ligue agraire (Land League)** : — vers 1870, le chef du parti, *Isaac Butt*, avocat protestant et bon orateur, réclame pour le tenancier : la *fixité* sur sa terre, le prix de fermage modéré, le droit de *sous-fermage*. — Disraéli repousse ces propositions si justes (1879). — En 1880, *Michel Davitt*, emprisonné sept ans (1870-77) fonde la *Ligue agraire* qui pose en principe que " la terre doit appartenir au cultivateur ", que " la propriété lui sera légalement acquise par des transitions graduées "... — Étant sans prestige public, il fait élire, comme chef de la Ligue, *Charles Stuart Parnell* (1846-91), shérif protestant, député en 1875, secondé par le groupe des élus du peuple : *Gray, Sexton, O'Connor*...

2o **Crimes agraires** : — ces projets sont écartés par Gladstone : aussitôt le désordre pousse au meurtre des landlords. — Le capitaine *Boycott*, agent et fermier général, est mis en quarantaine, affamé, forcé de quitter l'île : c'est le *boycottage*. — Le 3 juillet 1881, vote de la *loi Forster*, qui autorise l'emprisonnement, pour un an, des citoyens et députés ; indignation générale. — Parnell publie un manifeste : *Pas de fermage* (no rent) ! — Le fénianisme assassine (6 mai 1882) le gouverneur *Cavendish* et *Burke* son secrétaire. — Le 12 juin 1885, Gladstone est remplacé par Salisbury ; revenu au pouvoir (1886), il est converti au Home Rule qui fut rejeté aux Communes, le 7 juin.

3o **Réforme électorale (1885)** : — droit de vote conféré à tous les citoyens — excepté aux *non domiciliés*, fils de famille, gens en garni, domestiques ; — droit de vote dans *les localités* où l'électeur possède un immeuble : — c'est presque le suffrage universel.

5°
L'Unionisme
(1886-92)

1o **Formation du parti (1886)** :— tout partisan du maintien du lien politique dans le royaume se déclara *unioniste*: ni l'Angleterre, ni l'Écosse, ni l'Irlande ne sauraient vivre de l'*autonomie* respective, mais former l'*Union*. — Salisbury, *Chamberlain* (1836-), Hartington, Balfour, etc., se décident à une coalition entre conservateurs, radicaux et libéraux unionistes. — Le 3 août 1886, Salisbury revient au pouvoir jusqu'en 1892.

2o **Désagrègement du parti irlandais** : — le mariage civil de Parnell avec madame *O'Shea*, divorcée de son intime ami, le fit abandonner du clergé et des nationalistes. — Justin *MacCarthy* devint le chef de ces derniers — " Les prêtres me tuent ", s'écria Parnell, ne s'apercevant pas de son propre scandale : — il meurt le 6 octobre 1891. — Mais l'accord ne subsista guère dans le groupe de *Redmond* et de *Healy*.

3o **Abandon de la coalition** : — l'Irlande se vit dédaignée du gouvernement unioniste — " Je ne m'inquiète guère, clamait Salisbury, des paroles des gens qui sont sur leur lit de mort !" — "Aucune justice n'est due à l'*île sœur*", s'écria Chamberlain. — Cauchemar des Unionistes, l'infortunée *sœur* est livrée à l'anarchie et aux batailles de rues.

6°
Dernier ministère Gladstone
(1892-94)

1o **Retour des libéraux :** — en juillet 1892, la coalition unioniste est défaite aux élections. — Gladstone — avec les 80 Irlandais anti-parnellistes — conquiert une majorité de 40 voix (355 contre 315). — *Les causes* étaient : la profonde misère des pauvres de Londres, les deux grèves ouvrières, la non-règlementation du travail, la rudesse des lords.

2o **Défaite du Home Rule** : — Gladstone fait voter le bill du Home Rule aux Communes (1er sept. 1893) ; aux Lords le *duc de Devonshire* le repoussa au nom de la Constitution, du pays non consulté : 419 voix contre 41. — Et Gladstone mit fin à sa carrière laissant à *lord Roseberry* la direction des libéraux. — Ce dernier porta son effort contre les Lords, contre l'Église établie en Galles et en Écosse et leurs évêques.

7°
Réformes des Unionistes
(1888-1900)

1o **Élections nouvelles (1895)** : — les élections, faites sur un programme *démocratique conservateur*, envoient aux Communes 400 Unionistes. — Le gouvernement leur appartient pour 11 années (1895-1906). — Lord Salisbury le dirige jusqu'au 11 juillet 1902.— Néanmoins en 1900, les élections le maintiennent fermement au pouvoir : le sentiment impérialiste exaltait les esprits, même aux Colonies.

2o **Réformes locales** : — c'est la création des *Conseils de comtés* (1888-93) ; les *municipalités* des paroisses (1894) ; le *Land purchase bill — loi du rachat des terres* — crée en Irlande, sans révolution, une classe indispensable de propriétaires laboureurs ; la *municipalisation* des services urbains (lumière, tramways, etc.) ; l'*assainissement* des grands édifices, des cottages, des usines, des maisons d'ouvriers ; la *fixation* du salaire minimum à servir aux travailleurs des docks, des marchés, des usines.

VI°
Édouard VII
(1901-10)

1o **Jeunesse** : — la reine Victoria mourut le 22 janvier 1901. — Le lendemain, son fils est proclamé roi sous le nom d'**Édouard VII**. — Il reçut à sa naissance (9 nov. 1841) les titres de : duc de Saxe, prince de Saxe-Cobourg-Gotha, grand Stewart d'Écosse, duc de Cornwall et de Rothsay, comte de Chester, de Carrick et de Dublin, baron de Renfrew, lord des Iles. — A 14 ans, il accompagne ses parents à Paris ; — à 17, il est nommé colonel et chevalier de la Jarretière. — Il étudie à Edimbourg, à Oxford. — Puis il voyage en Europe, aux E.-U., au Canada (1860). — Le 14 déc. 1861, il perd son père; — en 1862, il visite l'Asie-Mineure, l'Égypte, revient par Paris au Danemark.

2o **Mariage** (1863) : — le 10 mars, il épouse à Windsor la princesse danoise *Alexandra-Caroline-Marie-Charlotte*, née le 1er déc. 1844, fille du roi *Christian IX* de Sleswig-Holstein et mère de cinq enfants : *Albert Victor-Chrétien-Edouard*, duc de Clarence (8 juillet 1864-14 janv. 1892) ; — *Georges* (3 juin 1865), duc d'York ; les princesses *Louise*, mariée au comte de Fife (27 juin 1889), *Victoria* (1868), *Marie* (1869).

3o **Carrière** : — durant 40 années (1863-1901), est voyageur au long cours, chef et grand-maître de la *Maçonnerie anglaise*, amateur des beaux-arts, collectionneur de cannes, roi des *sports*, ambassadeur permanent de sa mère et du g[illegible]nement, diplomate averti, homme d'État très remarquable, ami des humbles, orga[illegible]ur des œuvres philanthropiques... mais de mœurs fort douteuses.

1o **Couronnement** : — proclamé roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes (23 janv. 1901), — il lance, le jour de son *avènement* (4 février) trois manifestes : " A mon peuple ", " A mon peuple d'au-delà des mers ", " Aux Princes et au peuple de l'Inde ". — Le 25 juillet, une loi ajoute au titre royal la nouvelle formule : *Souverain des Bretagnes d'outre-mer*. — Le 9 août, couronnement à Westminster par le primat de Cantorbéry : — le roi exige la *couronne impériale*, et non le *diadème historique* de saint Édouard III (1042-66), dernier roi de la dynastie saxonne; — *Edouard Ier* (1272-1307) inaugura la dynastie des Plantagenets d'Anjou, et *Edouard VI* (1547-53) était fils de Henri VIII, de la branche des Tudors. — Edouard VII avait 60 ans.

1°
Ministres

2o **Ses ministres** : — en juillet 1902, lord Salisbury quitte la politique, meurt en 1903, cédant le pouvoir *unioniste* à son neveu, *James-Arthur* **Balfour**. — Né le 23 juillet 1848, il étudia à Oxford, député en 1874, devint (1878) secrétaire particulier de son oncle, secrétaire d'État pour l'Écosse (1886), pour l'Irlande (1887) où il se montra d'une inflexible sévérité envers les députés et le clergé ; — lord de la Trésorerie (1891);

— en décembre 1905, il démissionne. — En 1906, les élections amènent au pouvoir les libéraux-radicaux ont une majorité de 376 voix. — Le roi confie la formation du cabinet à *sir Henry* **Campbell-Bannerman** (1836-1908) ;—né à Glasgow le 7 sept. 1836, étudie à Cambridge (1861), député (1874-86), ministre (1886-92). — Premier ministre de 1906 à 1908, date de sa mort. — **Herbert-Henry Asquith,** né le 12 sept. 1852 dans le Yorkshire ; — recteur de l'Univ. de Glasgow, Secrétaire d'État de l'Intérieur (1892-95) et commissaire des affaires ecclésiastiques, lord Chancelier de l'Échiquier (1905-08), et alors *premier ministre* jusqu'en 1816.

2°

Politique extérieure

(1901-10)

1o **Esprit nouveau** : — arrivé au trône, Édouard VII se montre **roi** sans transition, ni apprentissage. — Il devient *souverain* autrement que sa mère. — Il a des *ministres*, mais il entend l'*administration*, autant et plus qu'eux.—Il a un *royaume* et un *empire*, il connaît leurs idées, réclamations, droits, traditions. — Il a des *ennemis* intérieurs et extérieurs, il saura leur tenir tête, les modérer, déjouer leurs ruses. — Il est en face des partis—d'un nouveau-né, le *Parti ouvrier* (Labor Party)—il saura les concilier, les opposer, se les attacher: — il usera d'un esprit nouveau, d'une *neutralité*, qui le rendra puissant, aimable à la nation, bien qu'il demeure *roi constitutionnel* :— sa politique est **son œuvre personnelle**.

2o **Hors d'Europe** : — en mars 1902, le roi offre aux *généraux boers* la *médiation de la Hollande* pour la conclusion des hostilités ; — le 25 avril, l'assemblée de Prétoria — par 54 voix sur 60 — signe *le traité de paix*. — L'*Union sud-africaine*, comprenant Natal, Transvaal, Orange, Cap, — préparée de 1900 au 25 mai 1910 — est constituée comme *République* (Commonwealth), sous la protection de l'Angleterre : le général **Louis Botha** est le *premier ministère* responsable. — Les *établissements anglais*— en Égypte, au Soudan, dans l'Ouganda — sont consolidés, malgré la France. — A part l'Inde, l'Empire britannique se compose de **grands Domaines** (Dominions) : Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique australe, — liés par le réseau des câbles anglais, qui en font des centres d'influence commerciale en temps de paix et de transmission d'ordres en temps de guerre : les Domaines conservent la gestion de leurs *intérêts économiques* ; — le roi convoque les **Premiers coloniaux** (1907, 1911) à des conférences où les questions sont discutées en faveur de l'Empire mondial.

3o **En Europe** : — le Royaume-Uni a laissé se constituer la *Triple Alliance* — Allemagne, Autriche, Italie, — et la *Double-Alliance* — Russie et France, — basculant entre l'une et l'autre, tout entier à ses aspirations de conquêtes coloniales. — Édouard VII eut le flair de cet *isolement* très dangereux. — Il conçut ou exécuta sans délai la **politique des accords internationaux** : il résolut de ne plus humilier l'étranger pour exercer la suprématie, en se montrant *modéré, pratique, artisan de paix* (peace maker). — Tâche colossale et incertaine ! — En mars-avril 1903, il touche à Lisbonne , — puis il cause à Rome, — même avec Léon XIII, qui allait mourir, — enfin à Paris : — résultats ? *Traités d'arbitrage* (14 octobre), **Entente cordiale** anglo-française (8 avril 1904) ; — anglo-allemande *Convention d'arbitrage* à Kiel (juin) ; — avec le Japon, *traité d'Alliance*, (1902), et sauvegarde de l'équilibre chinois (1905) contre les Nipons victorieux. — *Accord* avec l'Espagne (1907), avec la Russie (1908), sur le terrain économique avec Berlin (1909) — A sa mort (8 mai 1910) il laisse la Grande-Bretagne plus assurée du lendemain.

1o **Dissolution des Unionistes** : — la dette de la guerre sud-africaine — déclarée par Salisbury, Chamberlain, sous l'action de Cecil Rhodes et Milner— monte à 6 milliards; — l'emprunt du Transvaal à organiser (mai 1903), — le tarif des droits d'entrée (fév. 1904), — l'élévation de l'income-tax, tout témoigne du *malaise économique* : les Unionistes sont renversés (1906).

2o **Réformes scolaires** : — Le gouvernement fait voter la *loi Birrell* qui détruit le monopole attribué à l'Église anglicane pour l'instruction primaire. — Elle améliore l'enseignement pour la moitié des enfants ; — mais elle supprime les *écoles libres* qui ne sont subventionnées que si elles sont administrées par les Comités d'éducation. — Anglicans, Romains, conservateurs sont également frappés par les conséquences de la loi. — C'est seulement en 1900 qu'est créé le *Ministère de l'Instruction publique*. — En

1902, Cecil Rhodes lègue sa fortune de 400 millions pour promouvoir *l'élévation du niveau intellectuel de la race britannique.*

3° Politique intérieure

3o **Réformes militaires** : — en mai 1906, débat aux Communes pour la limitation des armements. — En mars 1907, le ministre de la guerre, **Haldane**, aboutit à la création d'une *force territoriale* — outre la force *expéditionnaire* — destinée à défendre l'île contre l'invasion possible. : c'était le plan de *lord Roberts* et du *duc de Connaught*, généralissime (1904-06).

4o **La marine d'État** : — le 27 juillet 1906, le ministre de la marine, **Mac Kenna**, annonce une diminution du budget des constructions navales : *gage* donné aux idées *pacifiques* exprimées par Guillaume II ! — En 1908, *M. Asquith* revient aux " valeurs des deux pouvoirs ", qui exigent que *la flotte britannique demeure supérieure à la coalition des deux plus fortes marines étrangères.* — Les cuirassiers *monstres* (*Dreadnoughts* : *Sans peur*) auront un tonnage au-dessus de 20,000 tonnes.

5o **Problèmes financiers** : — ces projets ne s'exécuteront pas sans impôts — et d'autres desseins encore. — Le *problème social* sévit à travers le pays ; les radicaux, les démocrates libéraux, le parti ouvrier, les partisans de Redmond qui suscitent et cultivent *l'idée de l'Ecosse autonome*, suggèrent aux électeurs la **réforme de la Chambre des lords**, l'assurance des *retraites* de six shellings par semaine aux travailleurs âgés. — L'Angleterre *rurale* est une terre qui meurt, depuis 50 ans : les aristocrates et les enrichis la tranforment en terres de *chasse et de sport.* — Le surpeuplement des villes y rend la population misérable, à 10 pour 100 *affamés*, à 27 pour 100 *vicieux, aliénés, criminels.* — En mai 1909 — le *budget Lloyd George* — la propriété foncière et les revenus capitalistes sont frappés de 500 millions d'impôts, votés aux Communes (novembre), rejetés par les Lords : crise laissée en suspens, au décès du roi.

VII° Georges V (1910-..)

1° Le roi

1o **Sa jeunesse** : — roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande, empereur des Indes souverain des Bretagnes d'outre-mer, il est né le 3 juin 1865 ; — duc d'York, prince de Galles (1901), il monte sur le trône le 7 mai 1910. — Jeune, il manifeste un tempérament turbulent, espiègle. — Son précepteur, l'évêque anglican *Wilberforce* déclarait : " Il est d'une incroyable exubérance : la vie pétille dans ses veines." Aussi, un ami le surnomme : *The Right Royal Pickle* : Son Altesse, le Royal Piment ! — Vie de voyage à bord de *la Britannia* (1877) avec son frère le duc de Clarence.—Surnommé *le Hareng* par les matelots, il monte aux hunes, noue les câbles, racommode ses chaussettes, reprise ses habits, recoud ses boutons. — En 1879, il monte sur *la Bacchante*, avec 36 cadets : il gagne tous ses grades, en exerçant tous les métiers du bord, modèle de travail, de fidélité à la consigne, de piété religieuse.

2o **Son mariage (1893)** : — le 6 juillet, il épouse la princesse *Marie de Wurtemberg-Teck*, — le 2 mai 1835, *le duc* Paul-Alexandre-Louis-Constantin de Wurtemberg avait épousé *morganatiquement* une Hongroise, nommée *Claudia de Kiss Rhede*, à qui Ferdinand d'Autriche confère le titre de *Comtesse de Rheday*, et aux enfants futurs le titre de *comtes* ou *comtesses* de *Hohenstein.* — En 1863, *le roi* de Wurtemberg confère aux enfants issus de cette alliance le titre de *prince* et *princesse de Teck.* — Le seul fils, Franz de Hohenstein, prince de Teck, épouse (12 juin 1866) *Marie d'Angleterre*, fille de Georges, duc de Cambridge, cousin de la reine Victoria : enfants issus, la reine **Marie de Teck** et trois garçons. — Elle était fiancée au duc de Clarence, quand, après son décès (1892), Georges, l'épouse au grand agrément de la reine Victoria.

1o **Son caractère** : — son instruction morale finie, commence sa formation diplomatique et politique. — Il quitte son croiseur pour la Cour, où il est comme dépaysé. — *Timide*, il est peu habitué aux pompes royales ; — *expansif*, il dit sa pensée franche de marin sur les choses et les hommes du Parlement ; — *froid*, il sait mal tenir une conversation ; — *impressionable*, il se montre sensiblà la fièvre de l'impérialisme ;—son *attitude glaciale* trompe la foule sur sa valeur morale. — Les courtisans raillent *son embarras* ; — les ambitieux exploitent *ses confidences* ; — les parlementaires, devant son chauvinisme colonial, redoutent *sa partialité* future...

2°

Sa formation professionnelle

2o Son éducation politique : — l'espace de *quinze ans*, son *père* dirige son apprentissage : il le tient au courant des démarches ministérielles, des dépêches diplomatiques, des préoccupations politiques, de son œuvre internationale. — Le *conseiller confidentiel* du roi est la reine Marie : collaboration étroite, quotidienne sur les revues, les journaux, les *livres bleus* ; — présence aux séances importantes des Lords et des Communes.

3o Carrière diplomatique : — en 1894, en Russie ; — en 1898, au Danemark ; — en 1902, à Berlin ; — en 1904, à Vienne, Paris, Madrid (1906) ; — en Allemagne (1908). — Il a *six fois* contourné le globe, visité *six fois* le Canada, *trois fois* les Indes et Ceylan, *deux fois* l'Afrique méridionale et l'Australie. — Ses trois grandes missions diplomatiques — Inde et Australie, Cap et Canada (1901-1908) ont eu un caractère *impérial*.— Quand, en 1901, Édouard VII veut préciser les rapprochements et l'entente avec la France, il charge son fils — et dans la suite ses ministres — d'aller porter à Paris un cordial salut. — Ainsi la volonté énergique du marin et la conscience d'un puritain anglican ont trouvé leur achèvement dans le dévouement d'un père, diplomate consommé... — Reste *l'avenir* !



Ière PARTIE

AVANT L'UNION

(1800-1840)

CHAPITRE I

L'ADMINISTRATION

1o **Sir-Robert Shore Milnes** (**1746-1836**) : — **lieut.-gouv** : 4 nov. 1797-29 nov. 1808 ; — **administrateur** : 30 juil. 1799-12 août 1805, en l'absence de Prescott, retourné définitivement à Londres (29 juil. 1799.) — **Principaux faits** : discussion concernant la dévolution des *immeubles* des Jésuites (**mars 1800**) ; — impôts sur les billards et le tabac, fondation autorisée d'*écoles libres* et de l'*Institution royale*, démolition des fortifications de Montréal : — Culture du chanvre intensifiée avec une prime ; commencement des Cantons de l'Est (**1802**). — *Loi militaire* modifiée ; élargissement des prisons (**1803**). — Départ de Milnes (5 août 1805) ; publication du *The Quebec Mercury* par Thomas Cary qui le rédige jusqu'à sa mort (1823) : organe *officiel* du gouvernement colonial.

2o **Thomas Dunn**(**1731-1818**) : — habile négociant de Québec. — En 1764, *conseiller* législatif ; juge (1775) et membre du *Conseil privé* de Carleton ;—seigneur de Saint-Armand, il épouse (1783) *Henriette Guichaud*, veuve d'un M. Fargues. — En 1791, *conseiller* ; — **président** d'âge, et **administrateur** : 12 août 1805-24 oct. 1807. — **Principaux faits** : taxes foncières et commerciales, luttes entre journalistes de Québec et de Montréal : — fondation (22 nov. 1806) du journal *Le Canadien* par les députés P. Bédard, J.-L. Borgia, Fr. Blanchet, J.-T. Taschereau, L. Bourdages, Jos. Plante. — Le *Courrier de Québec* du docteur Labrie (janv.-juin) ; — affaire du *Chesapeake* (américain), visité de force par *le Léopard* (anglais) pour opérer à bord l'arrestation de marins déserteurs : Dunn convoque, à cette alarme, le *cinquième* des miliciens (**1807**) (*V.* R. Christie, *op. cit.*).

BAS-CANADA

I°

Sir James Henry

Craig

(1807-11)

6e gouverneur

3o **Sir J.-H. Craig (1748-1812)** : — né à Gibraltar, où son père était (1748) juge civil et militaire ; — il passe en Amérique (1774), au Canada (1776), blessé à Ticonderoga (1777), en Nouv.-Ecosse (1778-79), en Caroline (1781) ; — major-gén. (1794), *gouverneur* à la Colonie du Cap (1795-97), aux Indes (1798-1802) ; lieut.-gén., en Italie (1805-06). — **Gouverneur général** du Canada : 29 août 1807-21 oct. 1811. — **Principaux faits** : — l'armée, son organisation, sa discipline (**21 nov. 1807**). — La Chambre discrédite le *mandat* législatif des magistrats ; expulsion du député *israélite* Ez. Hart ; critiques hardies du *Canadien* (mars-avril) : destitution militaire et secrète de ses propriétaires (**14 juin 1808**).— Mécontentement de l'électorat canadien ; antagonisme des Conseils et de l'Assemblée : *dissolution* immédiate de la Chambre. — Le 4 nov., arrivée de Montréal à Québec du vapeur *l'Accommodation* de John Molson : 20 passagers, 36 heures de trajet, au prix de 9 dollars (**1809**). — La Chambre adopte — pour abo'ir *es sinécures* — le *projet* de " paiement de la *liste civile* par les fonds du Trésor provincial ", et l'*inégibilité* des juges comme députés, — Aussitôt, Craig saisit les presses du *Canadien*, jette en prison éditeur et *trois* propriétaires (17-19 mars) ; il a dissous le Parlement (1er mars) (**1810**). —Le 19 juin 1811, départ de Craig : — sir G. Prévost est **administrateur** : (14 sept. 1811-15 juil. 1812). — Le 1er janvier 1812, Craig est promu *général* à Londres et meurt le même mois. (*V.* Christie, *op. cit.*, p. 344.)

4o **Francis Nathaniel Burton (1767-1832)** : — **lieutenant-gouverneur** : (1808-32), après Milnes, demeure *à Londres* où il reçoit le salaire annuel du Canada ! — le *frère jumeau* du marquis de Coningham, qui le fait *commandeur* de l'Ordre des Guelfes, *gouverneur*, *colonel* de milice du comté de Clare (Irlande).

1o **Carrière du gouverneur (1767-1816)** : — son père *Augustin*, natif de Genève et calviniste, s'établit en Angleterre, mourut *major-général* en Amérique. — *Georges*, né à Albany, entre dans l'armée : — en 1798, *gouverneur* militaire de Ste-Lucie (Antilles), de la Dominique (1802), *baronet* (1805), — Le 15 janv. 1808, *lieut.-gouv.* de la N.-E., il est promu lieut.-général (1811). — Commission de **gouverneur général** (21 oct.). — **Principaux faits** : — adoption de *loi de milice*, autorisant l'incorporation de 2,000 jeunes gens (18 à 25 ans) et de toute la milice, vote d'un supplément de 60,000 liv. st. ; formation de *quatre bataillons* d'élite (28 mai) : un au col. de Salaberry, un au lieut.-col. Hertel de Rouville, un au lieut.-col. James Cuthbert, un à J.-T. Taschereau, lieut.-colonel ; — *déclaration* de guerre (24 juin). — Convocation du Parlement en vue des subsides des garnisons de Québec et de Montréal ; — malentendu des *recrues* à Pointe-Claire, insurrection à Lachine, arrestation de 37 personnes : amende et prison. — Commencements des hostilités à Michillimakinac (**1812**). — La Chambre vote toutes les *subventions* " pour le soutien de la guerre " ; — vote de félici-

II°

Sir George

Prévost

(1811-15)

7è gouverneur

tations au col. *Proctor*, de gratitude aux soldats de M. de Salaberry et de M. Morrison : *refus* des hauts fonctionnaires de souscrire aux frais de guerre ; *bill* qui exclut les juges du Conseil, repoussé par les intéressés ; *19 chefs* d'accusation contre le juge suprême, *Jonathan Sewell* et 8 contre le juge *James Monk ; requête* de la Chambre au Régent écartée par le gouverneur (**mars 1814**). — Le Parlement octroie à son président ancien (J.-A. Panet) une *pension* à vie, au nouveau une *allocation* annuelle de 1,000 liv. st. ; il décide la présence à Londres d'un *intermédiaire* salarié, la mise en accusation immédiate des *deux juges*. — Le 1er mars, *proclamation* officielle de la paix : vote de *pensions* aux invalides, de *concessions* attribuables aux *Voltigeurs*, de 5,000 liv. de gratification au Gouverneur de 500 liv. à *Jos. Bouchette* pour la topographie des deux Canadas (**1815**) — L'ami sincère des Canadiens, sir G. Prévost, promu colonel (15 fév. 1816), s'embarque à Québec (3 avril 1815) et meurt (5 janvier 1816), durant l'instruction de son procès en cour martiale (*V.* Bibaud, *Hist. du Can.*, 1844 ; Christie, *op. cit.*)

2o **Administrateurs** (**1812-16**) : — élevés, la plupart, au rang de *lieutenants-gouverneurs* du H.-C. : — 1. **Sir Isaac Brock**, commissionné (1812), n'exerce guère ses fonctions en raison de l'Invasion. — 2. Le baron **Francis de Rottenburg** eut *trois* commissions : en 1813 et 1814. — 3. **Georges Glasgow**, administrateur (14 juin-25 sept. 1813), promu *lieut.-gén.* (1819), décédé (1820). — 4. **Sir Gordon Drummond**, administrateur (1814-1816), ordonne de présenter les *bons de l'armée* pour en opérer leur remboursement en espèces, convoque la 2è session parlementaire, communique un *message* du ministère colonial, qui *justifie* les deux magistrats compromis ; — vives *réclamations* de la députation canadienne (24 fév.) : deux jours après, *dissolution* de la Chambre. — Départ de sir Gordon (21 mai.). — 5. **John Wilson**, major.-gén., est administrateur, du 21 mai-12 juillet 1816.

III°

Sir John Coape

Sherbrooke

(1816-18)

8è gouverneur

1o **Antécédents (1764-1816)** : — John Coape, qui prit le nom de *Sherbrooke* par son union (1756) avec *Sarah*, fille de l'héritière de Henry Sherbrooke d'Oxton (Nottingham). — Capitaine (1784) en Nouv.-E.; second lieut.-col. (1794), passe aux Indes (1799) ; blessé à Seringapatam, il se retire du service (1800), avec le grade de colonel. — Major-gén. (1805), il fait les campagnes d'Italie, etc. (1809). — Sa mauvaise santé le ramène en Agleterre, où il est nommé *lieut.-général.* — Le 19 août 1811, il est promu *lieutenant-gouverneur* de la N.-E., qu'il met bientôt en état de défense, enlevant le port *le Maine* entre Penobscob et le N.-B. (1812-14) (*V. Dict. of Nat. Biogr*).

2o **Gouvernement (1816-18)** : — promu (1815) *grand'croix* de l'Ordre du Bain, il reçoit sa commission de **gouverneur général** (1816).— **Principaux faits** : — faute de récolte, plusieurs paroisses, en aval de Québec, sont menacées de la famine : il s'empresse de prendre, dans les magasins du roi, vivres, provisions, et fait un emprunt de 14,000

liv. st. (**1816**). — Prudence, longanimité de Sherbrooke ; son esprit de conciliation, d'équité, dans les affaires Sewel, Monk, Foucher, magistrats ; Stewart, Cuvillier, Sherwood ; le vote du budget, des pensions, (**1817**). — La navigation à vapeur sur les grands lacs ; en Chambre, le gouverneur donne l'ordre " de présenter les *estimations* pour les *dépenses* ordinaires et le *revenu* applicable au paiement de la liste civile, **pour 1818** ". — Frappé d'une légère attaque de paralysie, Sherbrooke sollicita son rappel : avec l'expression de regrets unanimes, il s'embarque (12 août). — Il se retira à Calverton et y mourut le 14 fév. 1830. (*V.* Christie et Bibaud).

IV°

Ch. Lennox

duc de

Richmond

(1818-19)

9è *gouverneur*

1o **Charles Lennox de Richmond** (**176/ 1819**) : — fils aîné du lieut.-général, lord G.-H. Lennox et de Louisa, marquise de Lothian. — En 1879, *duel* sans résultat avec le *duc d'York et d'Albany*. — En 1790, *député* aux Communes ; — 1794, sert à Saint-Domingue ; — 1795, aide-de camp du roi ; — En 1806, *titulaire* du duché de Richmond. — En 1807-13, *lord-lieutenant* d'Irlande, ayant pour secrétaire le *colonel Wellesley*, bientôt *duc de Wellington*. — En 1814, il assiste au triomphe de Waterloo (juin 1815). — Le 8mai 1818, commission de **gouverneur général**;. — **Principaux faits** : — Richmond, à l'ouverture de la session affirme que " le Régent agrée la proposition de l'octroi de la liste civile à l'Assemblée " : soit 81,432 liv. st. — Discussion du *mode* de procédure : ou la somme totale *in globo*, ou par articles afférents à chaque département, ou par *salaires individuels* en vue de supprimer les charges nominales : ce dernier mode prévalut ; mais le Conseil rejette *le bill* presque à l'unanimité. — Accusations de M. Ogden contre le juge Bédard ; — *Cantons* de l'Est, *immigration* irlandaise (12,434), commencement du *canal Rideau* ; voyage au H.-C. (**1819**). — Le 28 août, il succombe, près du village de *Richmond*, à un accès de rage inoculée par la morsure d'un renard apprivoisé : inhumé (4 sept.) dans la cathédrale anglicane de Québec. — Il épousa (1789) *lady Charlotte*, qui lui donna *sept* garçons et sept filles. (*V.* P.-G. Roy, *Bull. des Rech.*, t. V, p. 112.)

2o **Administrateurs** : — 1. **Sir James Monck** : (1819-1820). — Né à Boston en 1745, élève à Oxford. — Procureur général du B.-C. (1792), conseiller (1794), président de la Cour d'Appel (1809), du Cons. lég. (1815). — Doyen de l'Exécutif, il administre *de droit* : — le 9 février, *dissolution* du 9è Parlement et convoque le nouveau. — Il meurt le 18 nov. 1826. — 2. **Sir Peregrine Maitland** : 17 mars-19 juin 1820. — Le Bureau Colonial, l'a nommé administrateur *temporaire*, en attendant lord Dalhousie ; — *lieutenant-gouv.* du H.-C., il paraît à Québec le 7 février, en repart après *deux jours*, y revient le 17 mars. — Le 11 avril, la Chambre n'ayant aucun rapport sur l'élu de Gaspé, se déclare *incompétente* pour siéger et légiférer : — le 24 avril, *avis officiel* de la mort du roi : *dissolution* le **29 mai 1820**.

V°

Sir George

Ramsay,

baron Dalhousie

(1820-28)

10è gouverneur

1o **Georges Ramsay (1770-1838)** : — il entre dans l'armée (1787), sert à Gibraltar (1802), promu major-gén. (1805) et distribue son patrimoine à sa parenté. — En 1809, il se distingue en Espagne, et à Waterloo (1815) ; il est créé grand'croix du Bain, *pair* du Royaume Uni, **baron Dalhousie** du château de ce nom ; — 1816, lieutenant-général, il est promu commandant des forces de terre et *lieut.-gouv.* de la Nouvelle-Écosse. — **Gouverneur général** : 12 avril 1820-8 sept. 1828 ; il débarque à Québec (18 juin). — **Principaux faits** : — immigration des îles Britanniques ; liste civile répartie en *six* catégories, non approuvées par le Cons. législ. ; — *indemnité* parlementaire repoussée ; agent salarié à Londres ; canaux de Lachine, de Beauharnois ; (**1821**). — *Refus* formels de voter une liste civile *permanente* (non annuelle) ; — année civile *sans rotation* du budget. — Fermeté hautaine et *habileté* de Dalhousie. — **Projet d'Union** des Provinces ! — *contre* son adoption, mission politique à Londres de Papineau et de Neilson ; *pour*, James Stuart, délégué des *Unionnaires* (Unionistes) (**1822**). — Présidence Vallières de St-Réal : violents débats sur l'*Union* : unanimité des députés, majorité des conseillers. — Création du *district de Saint-François*, chef-lieu *Sherbrooke*. — *Spéculations* scandaleuses du receveur-général, *John Caldwell* (**1823**). — Déficit de ce fonctionnaire : 96,000 liv. st. ! Succès à Londres : pas d'*Union*. — Débats animés sur l'*Acte du Commerce*, sur les *subsides* : difficultés financières entre les Provinces... (**1824**).

2o **Administrateurs** (**1824-31**) : — 1. **Sir Francis Burton**, *lieutenant-gouverneur* du B.-C. depuis 1808 ; — — en 1821, la Chambre en propose la *suppression*. — Burton débarque à Québec (1822), au salaire de 3,000 liv. — Heureuse, féconde administration : 7 juin 1824-16 sept. 1825. — Le 16 sept., **retour de Dalhousie** : — il déclare que Burton a excédé ses pouvoirs ; — *irritation* de la Chambre et refus de se conformer au *mode* de votation (**1826**). — Papineau, élu président, est écarté par le gouverneur : la lutte est dès lors un corps à corps sans merci... Les députés maintiennent leur choix : dissolution de la Chambre, qui a siégé 2 jours. (**1827**). — Le 8 sept. 1828, départ du baron, qui se voit proclamer (24 fév. 1829) *commandant général* aux Indes ; ensuite pour cause de santé, se retire en Écoss, où il meurt le 21 mars 1838....— 2. **Sir James Kempt** (1764-1854) administrateur : 10 juil.-1828-20 oct. 1830. — Officier de grande valeur en Espagne, à Waterloo, et *lieutenant-général* de la N.-É. (1820-28). — Session parlementaire : *71 bills* soumis à la signature de Kempt : — " nouvelle division des comtés ; subdivisions paroissiales ; création de nouveaux centres de colonisation ; érection des phares fluviaux ; encouragement pécuniaires aux *institutions* littéraires, ". (**1829**). — En 1830, Kempt nommé au Conseil privé ; maître général de l'artillerie (1834-38), généra (1841) : il meurt en 1854... — 3. **Lord Aylmer** est d'abord *administrateur* : 13 août 1830-4 fév. 1831, débarque à Québec le 30 octobre. (*V.* Christie, Bibaud, DeCelles: *Papineau*, Garneau...

VI°

M. Whitworth

lord Aylmer

(1830-35)

11è gouverneur

1o **Mathieu Whitworth, baron Aylmer (1775-1850)** : — il succède à son père (1785) dans la pairie et la baronnie. — Capitaine (1794), major (1800), lieut.-col. (1802) sous les ordres de *lord Cathcart* en Hanovre ; — assistant adjud.-gén. sous Sherbrooke (1809) ; major-gén. en Irlande (1813), général (27 mai 1825). — Il prit le surnom de *Whitworth* avant le nom titulaire de baron, ainsi que *les armoiries*, qu'il ajouta aux siennes, par licence royale (1825). — Commission de **gouverneur général** : 24 nov. 1830-24 août 1835. — **Principaux faits** : le roi accorde à la chambre le *contrôle absolu* des dépenses, — le revenu casuel et domanial excepté — moyennant le vote, *durant le règne*, d'une liste civile de 19,500 liv. st. — Vote de la liste civile *permanente* (6,500 liv.) au H.-C. — Vote de 2,500 liv. comme subsides des députés : le gouverneur sanctionne *50 bills* (**1831**). — *Licence* de la presse ; troubles à Montréal, emprisonnements des éditeurs de journaux ; bill des *fabriques* ; l'esprit de parti au paroxisme ; les ravages du *choléra*... (**1832**). — Enquêtes sur les fauteurs des troubles ; violents discours de Papineau, en faveur du *Conseil électif*. — Mépris de la Constitution, telle que l'applique la minorité. — Le peuple veut s'assembler *en convention*, (**1833**). — *Réapparition* du choléra, *coalitions* contre le gouverneur. — Tension extrême entre la métropole et la colonie. — Les *92 Résolutions*, adoptées par la majorité, tandis que la minorité évacue la Chambre. — Une *dizaine* de Canadiens appelés au Conseil législatif. (**1834**). — *Demande* de 18,000 liv. pour les dépenses éventuelles : refus motivé des députés. — *Bill coercitif* des subsides, rejeté par le Conseil. — Mission officielle de *Hauts Commissaires* au Canada : comte de *Gosford*, sir Charles **Grey**, sir Georges **Gipps**. (**1835**). — Le 17 sept., départ d'Aylmer, qui, retiré de la politique, meurt à Londres (23 fév. 1850). (*V.* De Celles, *op. cit.*, p. 101.)

2o **Gouverneur nominal (1835)** :— *William Pitt*, second **baron et lord Amherst**, neveu de Jeffrey Amherst, (1773-1857), ambassadeur en Chine (1816-17), gouverneur de l'Inde (1823-28), — est nommé *gouv.-gén.* et Haut Commissaire (2 avril 1835) ; — il démissionne, le mois suivant. — Deux autres refusent la charge : *lord Cantorbury, lord Stratford Canning.*

1o **Archibald Acheson, comte de Gosford** (**1775-1849**) : — Commission de **gouverneur général** : 1er juillet 1835-30 mars 1838. — Il est *lord-lieut.* d'Armagh (Irlande) en 1832 ; conseiller privé et capitaine des gardes civiques (1834), il quitte ses fonctions le 27 février 1838 : il meurt en 1849. — **Principaux faits** : — La masse des électeurs adhère au principe du *Conseil électif* : — vote de 22,000 liv. pour frais éventuels ; les subsides, accordés seulement pour *six mois* ! Instructions secrètes au gouverneur *publiées soudain* : nulle concession aux Canadiens, sinon l'abrogation de la *loi agraire*. — De plus, nulle réponse n'est venu aux 92 Résolutions. — Le *rapport* des Commissaires accorde plus de faveurs encore à la minorité anglaise, recommande la

VII°
A. Acheson
comte de Gosford
(1835-38)
12è gouverneur

liste civile de 19,500 liv., condamne le système électif, repousse le rappel de la loi agraire et le projet d'Union des Provinces : — ce rapport fut de *nul effet* aux Communes (**2 mars 1836**). — La Chambre est en grève : les exaltés prêchent la résistance et l'annexion aux É.-U. — *Propositions* de lord Russel aux Communes provoquent les appels aux moyens extrêmes. — La sédition couve, l'émeute se prépare, ainsi que l'appel aux armes, surtout à Montréal (**1837**).— **La Constitution** est suspendue, le 27 mars 1838, par décret sanctionné à Londres (10 février).

2o **Administrateur** (**1838**) : — **sir John Colborne**, lieut.-gouv. du H.-C. (1828-35), est promu *commandant-en-chef* des troupes (1836), en prévision d'un soulèvement. — Le 27 mars 1838, il lance une *Proclamation*, nommant et convoquant 22 membres du **Conseil Spécial**, qui tient sa *première* session mai 1838. (*V.* Jos. Desjardins, *Guide parlem.*, p. 74.)

VIII°
J.-G. Lambton
comte Durham
13è gouverneur
et
Sir J. Colborne
lord Seaton
(1833-39)
14è gouverneur

1o **John George Lambton, comte Durham** (**1792-1840**) : — nommé pair et *premier* baron du nom (28 janv. 1828), *comte* de Durham (1833) ; ambassadeur en Russie (1833-36). — **Gouverneur général** : 30 mars-1er nov. 1838, et *Haut Commissaire*. — Froissé par un désaveu venu de Londres, il s'embarque (3 nov.) sans rappel.— Grand'croix du Bain, conseiller privé, il meurt en 1840. (*V.* Berkeley Powell : *Coll. of Portraits*, Arch. fédér.)

2o **Sir John Colborne** : — *administrateur* : (1838-39), pour la *deuxième* fois. — Commission de **gouverneur général** le 13 déc. 1838 jusqu'au 19 octobre 1839. — De retour à Londres, il est nommé **lord Seaton**, conseiller privé, doté d'une pension de 2,000 liv. annuelles. — En 1858, gouverneur des îles Ioniennes, puis commandant-en-chef en Irlande, maréchal-de-camp (30 mars 1860) ; — il meurt à Plymouth le 17 avril 1863 (*V.* D. B. Read, *The Lieut.-gov. of Upper Can.*, Toronto, 1900, p. 151.)

IX°
Poulett Thomson
lord Sydenham
(1839-40)
15è gouverneur

1o **Charles-Edouard Poulett Thomson, baron Sydenham** (**1799-1841**) : — fils d'un riche négociant de Londres : — d'abord commerçant lui-même, vice-président du Bureau du Commerce (1830) et président (1834) : — talent remarquable dans les affaires financières, commerciales, industrielles. — Commission de **gouverneur général** : 6 sept. 1839-10 fév. 1841. — Il prépare le *projet de loi*, discuté et approuvé par le Conseil Spécial, concernant **l'Union des Provinces**, le 13 nov. 1839.

2o **Administrateur** (**1839-40**) : — sir **Richard Downes Jackson** (1777-1845) administre le B.-C. à *deux* reprises ; — officier de mérite, il se distingue en Espagne, en Amérique ; il est promu *colonel* (1840). — *Administrateur*, 18 nov. 1839-10 fév. 1840, 8-31 juillet 1840. — Gouverneur et administrateur vont inaugurer l'Union par leur mandat officiel *renouvelé*.

HAUT-CANADA

I°

J. G. Simcoe

(1791-96)

1er lieut.-gouv.

1o **John Graves Simcoe** (**1752-1806**) : — fils de John, tué devant Québec (1759). — Enseigne (1771), il accompagne son régiment à Boston (1775) ; capitaine à la bataille de *Brandywine*, lieut.-col. (1778). — Prisonnier, puis échangé, il sert jusqu'à la capitulation de Yorkton (oct. 1781) ; mis en liberté sur parole (1783), il retourne à Londres, et se marie à une parente de l'*amiral* **Graves** commandant de la flotte à Boston. — En 1790, il assiste aux débats de l'*Acte constitutionnel* (avril 1791). — Le 12 sept., commission de **lieutenant-gouverneur** du H.-C., dont il organise le gouvernement (1792). —Il réside à York (1795) et atteint son terme d'office (20 juil. 1796). — *Gouverneur* de Saint-Domingue (1er déc.), [illegible] *lieut.-gén.* (1798). — *Commissaire* à Lisbonne (août 1806), il tom[illegible]alade en route, revient mourir à Exeter (25 octobre). (*V.* D. B. Read, *op. cit.*, *The Makers of Can.*, Toronto, 1911.)

2o **Administrateur, Peter Russel** (**1755-1808**) : — originaire de Cork (Irlande) ; — il achète une *lieutenance*, vend son grade (1772) pour aider ses parents, suit Simcoe au Canada (1792).—En 1796, il est *Président* et *administrateur* (1796-99), s'attribue de larges *concessions* agraires, convoque le *deuxième* Parlement (1er juin 1797), qui adopta plusieurs lois nécessaires et utiles : " pour garantir les titres terriers ; régulariser la milice ; la division de la Province en comtés ; l'éducation et l'entretien des orphelins ". — Il mourut à York, le 30 sept. 1808.

II°

Peter Hunter

(1799-1805)

2è lieut.-gouv.

1o **Peter Hunter** (**1746-1805**) : — gagne tous les grades, durant le conflit américain, jusqu'à celui de *lieut.-gén.* — *Commandant-en-chef* des troupes au Canada, il est nommé **lieutenant-gouverneur**: 10 avril 1799-21 août 1805. — *Convocation* du Parlement, le 2 juin 1800, qui adopte *six projets de loi* ; affaire des *patentes* ; inauguration du *marché public* à York. — Il gouverne au civil en vrai militaire, ami du devoir, respectueux des consciences. — Il meurt célibataire à Québec, (21 août 1805). (*V.* Read, *op. cit.*)

2o **Administrateur** (**1805-06**) : — **Alex. Grant** (1734-1813), aspirant à bord d'une frégate, officier dévoué (1759) sous Amherst au lac Champlain. — En 1780, commodore de la flottille des lacs Érié et Huron, où son expérience sauve la situation (1812). — **Administrateur** ou **Président** : 11 sept. 1805-23 août 1806. — l'Assemblée adopte *sept actes*, dont l'un tend à promouvoir l'*enseignement des sciences*. — Lettre du *juge Thorpe* au Sous-Secrét. d'État : — Le 30 sept. 1774, Al. Grant avait épousé une Canadienne, *Térèse Barthe*, mère d'*un* garçon et de *onze* filles ; — il meurt en (1813) à la Grosse-Pointe (Lac St-Clair).

1o **Sir Francis Gore** (**1769-1852**) : — lieutenant (1793), capitaine des Lanciers (1795) du gouverneur *Camden* (Dublin), *lieut.-col.* (1803), gouverneur des Bermudes (1805-06. — — **Lieutenant-gouverneur**: 22 janv.-1806-2 oct. 1811. — *Réunion* des députés (1807), qui votent *neuf actes*, entre autres celui de " l'établissement des Écoles publi-

ques de districts " ; — *Cabale* du juge *Robert Thorpe*, de *Wyatt* et de *Willcocks* contre le gouvenement. — Litige de concessions de la Couronne (1808), de la milice (1810). — Les agissements politiques de la Cabale aux Communes : pour s'y disculper, Gore obtient un *congé illimité* (11 oct. 1811).

2o **Série d'administrateurs (1811-15)** : — I. **Isaac Brock,** *Président* de l'Exécutif, administre : 9 oct. 1811-13 oct. 1812. — Il convoque *deux sessions* : parlant en vrai militaire, il s'empara des esprits à la veille de l'Invasion de Hull, — et de sa glorieuse mort, succombant (13 octobre) à la tête de ses 150 volontaires d'York... II. **Roger Hale Sheaffe** (1753-1851), lieutenant (1778-80), au Canada (1787-97), major-gén. (1802-11).—**Administrateur** civil et militaire : 20 oct. 1812-19 juin 1813 ; — vainqueur à Queenstown, créé *baronnet* (16 janv. 1813) ; — en avril, *il évacue York* par tactique et se voit blâmer avec aigreur. — Rappelé à Londres (1814), lieutenant-col. (1821), général (1828), il meurt à Edimbourg (17 juil. 1851)... III. Le baron **Francis de Rottenburg,** major des Hussards (1795), commandant de place à Québec (1810), à Montréal (1812). — **Administrateur** : 19 juin-13 déc. 1813. — Puis commandant au Canada (1815), il retourne à Londres, promu lieut.-gén. (1819) ; décédé à Portsmouth (24 avr. 1832). — Son fils, colonel des troupes du H.-C. (1855-58). — IV. **Sir Gordon Drummond** (1771-1854), né à Québec, où son père est trésorier-payeur de l'armée ; lieut.-col. (1794), il sert en Hollande, en Égypte, à la Jamaïque (1795-1805), au Canada (1808-11), en Irlande (1812), au H.-C. (1813).— **Administrateur** : 13 déc. 1813-25 av. 1815. — Retiré à Londres (1816), il y meurt le 10 oct. 1854. — V. **Sir Georges Murray** (1772-1846), il se distingue durant les guerres de l'Empire français ; major-gén. (1812). — **Lieut.-gouv. provisoire** : 4 avril-1er juillet 1815. — A son retour à Londres (1818, il est élevé aux charges : mort à Londres (28 juillet 1846). — VI. **Sir Frédérick Robinson** (1763-1852), commandant militaire, **lieut.-gouv. provisoire** : 1er juillet-21 sept. 1815. — Il avait fourni une brillante carrière sous les armes : décédé (1852).

III°

Sir Fr. Gore

(1806-17)

3è lieut.-gouv.

3o **Nouvelle commission à Fr. Gore (1815-17)** : — le Bureau colonial la lui octroie : 10 juin 1815-11 juin 1817). — Érection d'un *Hôpital Général* à York, ville de 500 âmes, capitale de la Province qui en compte 50,000. — En 1817, un groupe de députés déclare la nécessité d'une enquête " sur l'état de la Province ". — Gore se déclare *insulté* et se retire. — Du nom de son épouse " Arabella ", nommée *Belle* en famille, se forma l'appellation de *Belleville*. — Il finit sa carrière dans les *clubs littéraires* de Londres et mourut le 3 nov. 1852. — **Samuel Smith** (1756-1826), entre dans l'armée (1776) et atteint le grade de lieut.-col. ; conseiller exécutif (1815). — En 1818, la Chambre adopte des règlements concernant les *impôts directs* : son *administration* juin 1817 à août 1818. — Il meurt le 20 oct. 1846.

IV°

Sir Peregrine

Maitland

(1818-28)

4è l.-g.

1o **Sir Peregrine Maitland** (1777-1854) : — natif de Long Parish, (Angl.) ; capitaine en Hollande (1794-98), lieut.-col. en Espagne (1803-09), major-gén. (1814), s'illustre à Waterloo (1815) et mérite l'Ordre du Bain. — Gendre du duc de Richmond, il l'accompagne au Canada, comme **lieutenant-gouv. du H.-C.** : 6 jan. 1818-4 nov. 1828. — Agitation et menées politiques de *Robert Fleming Gourlay*, Écossais turbulent et chicanier (1818), emprisonné, exilé. — Un autre Écossais, *William Lyon Mackensie* (1824). — Incident disgracieux (1828) : emprisonnement du gouverneur. — Nommé lieut.-gouv. de la N.-É. (1828-32) ; commandant à Madras (1836), au Cap (1843-46), général, (1853), il meurt à Londres (30 mai 1854).

2o **Administrateur** : — **Samuel Smith** : 8 mars-30 juin 1820, durant le voyage d'inspection militaire de Maitland. — Tous deux accréditent le *Méthodisme* dans la Province.

V°

J. Colborne

(1828-35)

5è l.-g

Fr. Head

(1835-38)

6è l.-g

G. Arthur

(1838-41)

7è l.-g

1o **Sir John Colborne** (1778-1863) : — capitaine en Égypte (1802), combat en Espagne, à Waterloo (1815). — Militaire énergique, audacieux ; très intelligent dans les fonctions civiles. — **Lieut.-gouv.** : août 1828-26 janv. 1836). — Affaire du journaliste *Francis Collins* : le parti des *Réformes* et *les 31 remontrances* de M. L. Mackensie (1829). — Luttes acrimonieuses, analogues à celles du B. C. : il s'en tint à la Constitution et reçoit la mission d'*apaiser* les unes et les autres (1837-38).

2o **Sir Francis Bond Head** (1793-1875) : — artilleur, se distinguant à Waterloo (1815), à Buenos Ayres (Argentine) comme explorateur des mines d'or et d'argent (1825). — Major (1827) il se retire du service. — **Lieutenant-gouverneur** : 30 nov. 1835-23 mars 1838. — Il publie les *instructions* secrètes du Bureau colonial, devant les exigences *républicaines* des Réformateurs : *victoire* du gouvernement aux élections, *proclamation* des Républicains, *amis* de leurs voisins des É.-U. — Il sut gouverner et mérita l'estime de la Province. — Retiré, il fut nommé *membre du Conseil privé* (1867) et mourut le 20 juillet 1875, créé *baronnet* : il composa *cinq* ou *six* volumes de romans biographiques.

3o **Sir Georges Arthur** (1784-1854) : — lieutenant en Italie (1806), en Égypte, Hollande, (1807-09) ; *Lieutenant-gouv.* du Honduras (1814-22), de Van Diemen (1824-37). — **Lieutenant-gouverneur** (22 déc. 1837-11 fév. 1841). — *Exécutions* capitales de *deux chefs* républicains; troubles sur la frontière américaine. — Décisions parlementaires concernant le règlement des *Réserves* anglicanes, l'éducation, l'indemnité. — Commandant militaire à Bombay (1841-46), membre du Conseil privé, colonel (1853), il meurt en 1854. (V. Read, *op. cit.*)

1o **Lieutenants-gouverneurs** : — I. **Sir John Wentworth** : 13 janv. 1792-12 avril 1808. — Né à Portsmouth (N.-H.) en 1773, gouverneur de sa province natale.— II. Le major-gén. **sir Georges Prévost** (1808-

NOUVELLE-ECOSSE (1800-40)

1811). — III. Le lieut.-gén. **sir John Coape** : (1811-1816). — IV. Le lieut.-gén. **comte Dalhousie** : (1816-1820). — V. **Sir James Kempt** : (1820-1828). — VI. **Sir Per. Maitland** : (18781834). — VII. Le major-gén. **sir Colin Campbell** : (1834-1840) ; sa commission est trois fois renouvelée. Né en 1776, gouverneur à Ceylan de 1840 à 1847, année de sa mort.

2o **Administrateurs** : — *Alex. Croke* (1808-11). — Le major-gen. *Duncan Darroch* (août-sept. 1814). — *Michael Wallace* (avril 1818), à diverses reprises (1824-30). — *Thomas Jeffrey* (1832-34). (*V.* Fr.-J. Audet, *Canadian Hist. Dates and Events*, Ottawa, 1917.)

CAP-BRETON (1800-20)

1o **Gouvernement** : — après la démission du brig.-gén. *John Murray* (1800), l'île est régie par des **Administrateurs** ; — I. Le général **John Despard** : (1800-1807). — II. Le brig.-gén. **Nicholas Nepean** : (1807-1812). — III., IV. Le colonel **Hugh Swayne** : (1812-1816) ; **Fitzherbert** : 5 fév.-3 nov. 1816. — V. Le capitaine **David Stewart** : 26 juin-16 octobre 1820. — VI. Le major-gén. **Georges Robert Ainslie** : (1816-1820), est le seul promu **lieutenant-gouverneur**.

2o **Annexion à la Nouvelle-Ecosse** : — **à partir de 1820**, le Cap-Breton perd son *autonomie* ; il est rattaché *définitivement* à l'administration politique de la Nouvelle-Écosse. — Celle-ci est placée elle-même, comme l'est le Haut-Canada, sous la juridiction du gouverneur général résidant à Québec.

NOUVEAU-BRUNSWICK (1800-40)

1o **Titres administratifs** : — après le décès (1803) de Thomas Carleton, **lieutenant-gouverneur**, la province est régie : — soit par le **Président** de l'Exécutif, doyen d'âge ; — soit en même temps, le **Commandant-en-chef**, en vertu de son caractère militaire d'officier supérieur des troupes en garnison et de la milice. — Trois **lieutenants-gouverneurs**, deux ou trois **administrateurs** sont ainsi désignés dans les commissions officielles : — leurs noms sont soulignés.

2o **Noms des titulaires** : — 1. Gabriel Ludlow (1803-08. — 2. Edouard Winslow : 8 févr. — 23 mai 1808. — 3. Martin Hunter : 23 mai-13 déc. 1808. — 4. Georges Johnstone (1808-09). — 5. M. Hunter (1809-11). 6. William Balfour : 10 sept.-13 nov. 1811. — 7. M. Hunter (1811-12). 8. Stracey Smith (1812-18). — 9. Th. Saumarez (1813-14). — 10. **Georges Smyth** (1814-16). — 11. Harris Hailes (1816-17. — 12. G. Smyth (1817-23). — 13. **Robert French** : 27 mars-mai 1823. — 14. Ward Chipman (1823-24. — 15. **Howard Douglas** (1824-27). — 16. William Black (1827-31.) — 17. **H. Douglas** (1831-35). — 18. **Arch. Campbell** (1835-37). — 19. **John Harvey** : trois fois, lieut.-gouv. 1837-38-39 ; 1841.

1o **Lieutenants-gouverneurs** : — 1. **Jos.-Fréd. Desbarres** (180412). — 2. **Charles Douglas Smith** (1812-24). — 3. Le lieut.-col. **John Ready** (1824-31). — 4. Sir **Murray Maxwell** : 15 mars-25 juillet 1831.

ILE-DU-PRINCE-EDOUARD

— 5. Le lieut.-col. **Aretas William Young** (1831-35). — 6. Le colonel sir **John Harvey** (1836-37). — 7. **Charles Auguste Fitzroy** : trois commissions : 1837-38-39-41.

2o **Administrateurs** : — . William Townshend : 1812-13. — 2. Georges Wright : 1825-26, 1834, 1835-36, 1837. — La Province a progressé sous l'action d'une forte, constante, féconde administration. (V. Fr. Audet, *op. cit.*)

CHAPITRE II

La Situation politique

I° La Constitution et les Prérogatives royales (1800-40)

1o **La Constitution (1791-1838)** : — introduit dans le gouvernement *deux traits* nouveaux : **la division** en deux provinces, B.-C. et H.-C.; — **la création** de leur *Assemblée* respective. — L'organisation *judiciaire* — la Cour d'Appel exceptée,— antérieurement instituée par le gouverneur, est passée sous silence, mais reste acquise à chaque province. — Elle régit la colonie jusqu'à sa *suspension légale* en 1838.

2o **La Couronne et le Parlement impérial** : — la nouvelle forme de gouvernement a pour effet le développement d'une *ferme résistance*, inaugurée contre l'exercice des **prérogatives royales**. — La Couronne établissait *les paroisses anglicanes*, nommait évêques et pasteurs, leur *réservait* des lots de terre par la médiation des gouverneurs coloniaux. — Les *paroisses catholiques* vont-elles subir la même dépendance *laïque?* La Constitution et les instructions subsidiaires la leur imposent: de là, *conflit* religieux du pouvoir et de l'épiscopat de Québec, lequel passe outre par *tolérance.* — En 1802, *Robert Milnes* tente par zèle la *nomination* des curés par l'État : échec complet devant la résistance. — En 1822, le *Bill du Canada* invoque la prérogative royale : il reste *inefficace.* — *L'attribution des revenus* domaniaux soulève un autre litige dans l'Assemblée ; — de même la question des *émoluments* des administrateurs et de l'Exécutif. — Dernière source de contestation prolongée : *tout amendement* à la Constitution appartient, *sous toute réserve*, à la Couronne.

1o **Le Gouverneur général** ou **en chef** : — attributions légales modifiées, et par la **nouvelle division** en deux provinces, et par **l'inauguration** des Assemblées législatives : — en 1791, Dorchester aussi sous sa juridiction les quatre Provinces maritimes. — Sauf dans le B.-C. il n'y exerce que le mandat de *commandant-en-chef* des troupes. — Simcoe réclame même contre ce mandat, à l'égard des *tribus indigènes*, de son ressort : d'où mésintelligence avec Dorchester. — En 1821,

II° Gouverneur et Lieut.-Gouvern. (1800-40)

lord Bathurst restreint l'intervention, *au civil*, du gouverneur général absent dans une autre province ;—en 1840, Poulett Thomson suspend, dans l'occurrence, l'autorité du lieut.-gouverneur :— *Résurrection des frictions de l'Ancien régime, si souvent incriminées, entre le gouverneur et l'intendant* ! Nouvelles *responsabilités* en présence de la Chambre, sans laquelle *point de lois* : — ainsi, il voit son patronage affaibli, déprécié même, en dépit de son droit de *prorogation*, ou de *dissolution*.— De ces dernières armes, Craig et Dalhousie usent et abusent ; mais Prévost, Sherbrooke, Sydenham, évitent de s'en servir. . .

2o **Le lieutenant-gouverneur** : — *dans le Bas-Canada*, le titulaire réside rarement : — en 1821, lord Dalhousie appelle à Québec *Francis Burton* ; — jusqu'à 1822, la conduite des affaires du gouverneur absent était dévolue à un **administrateur**, doyen *Protestant* et *Président* du Conseil. — Chaque lieutenant-gouverneur, reçoit (comme l'Intendant français), ses instructions *directement* du Bureau des Colonies.— En 1796, Simcoe nomme son successeur, *Peter Russel*, comme administrateur. — En 1805, au décès de Hunter, sa succession est dévolue au plus ancien conseiller, — En 1815 et 1817, le gouvernement local est confié par le ministre au *plus ancien officier* des troupes de la province.

III° Conseils exécutifs (1800-40)

1o **Création** : — en 1791, formation du Conseil exécutif : — *neuf* conseillers au B.-C., *quatre* et un *cinquième* (1792) — au H.-C., avec le *quorum de trois voix* respectivement. — Pour réunir ce nombre de voix délibérantes, Dorchester eut recours à l'*assignation de membres honoraires*, non salariés, avec droit aux sièges vacants.

2o **Plan de constitution** : — en 1820-21, Dalhousie suggère l'organisation suivante : *Conseil* constitué du Juge-en-chef provincial, de l'évêque anglican de Québec, du président de la Chambre législative, du secrétaire du gouvernement local, du procureur-général, du vérificateur (*auditor*) général, de l'inspecteur général, de *quatre* notables de la province. — Projet agréé, mais non exécuté : — jusqu'en 1838, le Conseil reste un *comité irresponsable*, élu par les administrateurs.

3o **Attributions** : — les Conseillers ont surtout *voix consultative* ; — forment la *Cour d'Appel*, pour les cas de haute trahison, les questions de politique ordinaire, le contrôle des comptes publics, des concessions des terres.— En 1836, Francis Head se refuse obstinément à soumettre les autres cas aux délibérations : *démission* de tous les Conseillers.

4o **Candidats** : — les *juges* sont souvent choisis pour siéger au Conseil : ce double mandat soulève avec justice les *violentes réclamations* des députés.—En 1832, ils en sont écartés : le vote de l'Assemblée est néanmoins désavoué, pour vice de forme, par Sa Majesté qui adopte le *principe* — non pas encore la *pratique* — de la *séparation des pouvoirs*. — Dès le début, les *deux-tiers*, au B.-C., des membres du *Conseil exécutif*, et *tous* au H.-C., le sont également du *Conseil législatif*, par la volonté des gouverneurs : — le second honneur conduisait au premier. — Ces liens d'union, et le *mandat de député*, obtenu par certains conseil-

lers, ne tardent pas à les discréditer aux yeux du peuple. — L'Assemblée du B.-C. proposa une *réforme efficace* : la formation de l'Exécutif, au moyen des chefs administratifs et de personnages qualifiés, élus en dehors des corps de l'administration.

IV

Cours de justice

(1800-40)

1o **Au Bas-Canada** : — *Henry Dundas*, 1er vicomte de **Melville** (1742-1811), Secrétair de l'Intérieur (1791-94), entreprend en 1792 la réorganisation du système judiciaire : — en 1794, la *Loi judiciaire* (Judicature Act) est promulguée et appliquée jusqu'en 1840. — Il divise la province en *trois districts* : **Québec, Montréal, Trois-Rivières,** — **Gaspé** étant district inférieur ; — en 1823, le district de **Saint-François** pour les Cantons de l'Est. — Les deux premiers ont une **Cour du Banc du Roi** pour le civil et le criminel, avec un juge-en-chef et trois juges puînés ; — en 1818 et en 1838, nomination de juges suppléants. — Aux Trois-Rivières, un *juge provincial*, avec deux autres forment la Cour du Banc du roi, dénommé *juge résident* (1830) et juge de la même Cour. — A Gaspé, un juge provincial pour les causes *civiles*, jusqu'à celles de 20 liv. sterling. — A Saint-François, même organisation, jusqu'à concurrence de 10 liv. seulement ; en 1830 une Cour du Banc du roi, le juge étant assisté ou suppléé par un autre de Montréal ou des Trois-Rivières. — Pour les campagnes, l'un des juges de district siège en *cour de circuit*, au civil et pour les causes d'environ 10 liv. sterling ; — les *juges de paix* (1807) de district siègent trimestriellement, au civil et dans les minces litiges pécuniaires.

2o **Au Haut-Canada** : — organisation moins compliquée : en 1794, *une seule* Cour du Banc, présidée par un juge-en-chef et deux juges puînés, au civil et au criminel, siégeant trimestriellement. — En 1837, désignation de deux autres puînés : — tous sont investis de l'appellation de *Vice-Chanceliers*. — Trois ans après, le nombre des districts judiciaires passe de *quatre* à *quinze* : la Couronne accordait aux Loyalistes de larges et gracieuses faveurs.

3o **Autres Cours** : — dès 1793, le gouverneur ou le lieut.-gouverneur est autorisé à créer une **Cour de Subrogation** et une **Cour des Requêtes** pour le visa des testaments, les litiges de contrats et de dettes ordinaires. — La *Cour d'Appel* est modifiée par la substitution du gouverneur, du lieut.-gouverneur, de l'administrateur temporaire avec le Conseil exécutif ; — dans la province de Québec, elle comprend le juge-en-chef et le président de la Cour du Banc du roi, en dehors du Conseil ; — de même, dans le Haut-Canada. — Ce *procédé* créa des malaises, des mécontentements, de violentes oppositions, parce qu'il compromettait l'*indépendance* de la magistrature : Sydenham l'abolit (1840) et de son époque date cette indépendance.

1o **Composition** : — au Haut-Canada, pas moins de **sept**, au Bas-Canada, pas moins de **quinze conseillers**, choisis par le gouverneur, et le lieut.-gouverneur, parmi des sujets britanniques ou naturalisés, au-

V°

Conseil

législatif

(1800-40)

dessus de 21 ans, — le **président** élu par l'autorité, ayant *2 votes* (1815) en cas d'équilibre des votes, — une *seule* voix (1833).

2o **Insuccès et impopularité** : — institué comme **Chambre haute**, en vue d'équilibrer les pouvoirs, *discrétionnaires* au-dessus, *démocratiques* au-dessous, le Conseil ne réussit point à réaliser l'idéal prétendu, ni par sa dignité, ni par son influence. — Il manquait de prestige, de traditions, d'expérience parlementaire, du principe d'hérédité comme les Lords ; — il passa pour un *instrument commode* aux mains du gouverneur ou de ses créatures. — En 1820, lord Dalhousie le trouve tombé en discrédit : il se plaint de la difficulté de son recrutement. — En 1828, le *Comité parlementaire*, venu de Londres étudier la situation de la colonie, conclut son avis en demandant " qu'on le rende plus indépendant du gouverneur ". — En 1833, les députés proposent à Sa Majesté un sage plan de réforme (V. *Journal de la Ch. d'Ass.*, p. 570).

VI°

Assemblée

législative

(1800-40)

1o **Création** : — en juillet 1792, Simcoe divise le Haut-Can. en **19** comtés, ayant **16** députés ; — en 1798, **19** représentants ; — en 1808, **35** membres ; — en 1820, **40** élus par 27 districts. — En mai 1792, Clarke divise le Bas-Can. en **27** circonscriptions électorales, ayant **50** députés ; — en 1829, il y a **40** comtés, sans énumérer les villes ; — en 1831, **84** représentants. — Inéligibles : les Conseillers législatifs, tous les ministres de culte quelconque, enfin les magistrats de justice. — Députés *salariés* : en 1792, *six shellings* par jour ; en 1838, **50** liv. sterling pas session de 30 jours au moins.

2o **Organisation** : — elle appelle deux conditions : **le personnel** de la direction et la concession de **certains privilèges.** — Le **Président** (Speaker) est élu au début de chaque législature ou remplacé, au besoin, avant le terme d'échéance : ses fonctions sont de diriger les débats et de servir de mandataire auprès du représentant de la Couronne. — La Chambre du Bas-Canada (1792-1838) compta seulement *quatre Présidents* : Jean-Antoine Panet et Louis-Joseph Papineau occupèrent le fauteuil *durant 41 ans* ! — Les Présidents se succèdent bien souvent. — En réalité, les votes de la majorité se portaient alors sur la *personne dirigeante* du parti, dans le dessein de faire échec au Conseil exécutif. — En 1835 seulement, la *Chambre des Communes anglaise* a recours à une *tierce personne*, indépendante de tout parti : Sydenham établit ici un système analogue (1842)... — **Le Secrétaire** de l'Assemblée a pour fonction de consigner les procès-verbaux des séances, de signer ses ordres, de faire endosser ses lois. — **L'Huissier** (Sergeant-at-arms) a pour mission le maintien de l'ordre, l'exécution des ordres présidentiels... — Les **privilèges** ou droits législatifs sont alors : l'ordre du jour des discussions, la liberté d'entrevue avec les autorités supérieures, la liberté de parole ou des débats, l'immunité parlementaire : — en un mot, on réclame les mêmes prérogatives et libertés qu'à la Chambre basse de Londres (1815). — Dans la suite, le ministre des Colonies restreignit cette parité, dans les cas de *John Young* (1793), de

Louis-Charles Foucher (1808), de *Pierre Bédard* (1810-11), de *Philippe Aubert de Gaspé* (1835). — L'histoire parlementaire du Haut-Can. présente des incidents analogues et aussi fréquents, — surtout pour la *vérification des mandats* ou élections des députés. — Enfin, on soulève l'épineuse question de la *mise en accusation* des fonctionnaires publics (Impeachment) : affaires *Jonathan Sewell* et *James Monk* (1814), *Foucher* (1817).

3o **Attribution des revenus publics** : — d'une part, **la Couronne** — et ses mandataires au Canada — prétend pouvoir disposer de ses revenus territoriaux héréditaires, des perceptions fiscales, des salaires des officiers civils. — D'autre part (1810), dans une *adresse* au roi, **l'Assemblée** offre de percevoir les impôts et de salarier de ce produit les employés ou serviteurs publics de la Couronne. — Craig s'empresse de rejeter le proposition, qui paraît bien conforme à la Constitution. — *Compromis* de 1817 à 1824. — En 1821, l'Assemblée vote des *subsides complémentaires*, afin de combler le déficit des revenus, de garantir le plein salaire du personne administratif; mais Burton voit son procédé condamné par le roi. — En 1828, les *commissaires* de Londres au Canada recommandent le contrôle par l'Assemblée des revenus royaux, moyennant le nantissement annuel d'une pension aux juges et officiers civils, mis à la retraite : — en 1832, *application permanente* du système. — Néanmoins l'orage s'accumule à l'horizon. (*V.* Duncan McArthur, *Can. and its Prov.*, t. IV, p. 439).

VII°

Haute

administration

(1791-1841)

1o **Conseil exécutif (1791-1838)** : — *inauguré* par Murray, — *reconstitué* par Guy Carleton (26 nov. 1766), — *mêlé* au Législatif, à partir de 1774, *lié* intimement à ce corps public dans les affaires ; *réorganisé* par Haldimand (1784). — En 1791, nomination, attributions, tout relève du Bureau colonial : — son caractère *irresponsable*, très autonome et autocrate, provoque les luttes politiques jusqu'à 1837. — Le 2 juin 1838, lord Durham constitue le Conseil de : Dominique Daly, Randolph Routh, Charles Buller, M. Turton, Georges Cowper, ces trois derniers étant de *sa maison* ; des juges Sewell, Reid, Panet, Rolland, Vallières de St-Réal, Arthur Buller, qui est l'un de sa suite. (*V.* Jos. Desjardins, *op. cit.*, p. 22).

2o **Conseil législatif (1792-38)** : — *siège*, la 1ère fois, au château St-Louis (17 août 1775) ; — *modifié* (1787) par lord Dorchester qui le réduit à **11** conseillers ; — *reconstitué* en 1791, sous un président et **13** membres. — Le Conseil a eu **24** présidents successifs. (1792-1838) et **92** membres, dans le même intervalle (*V.* It. p. 56).

3o **Conseil spécial (mars 1838-févr. 1841)** : — *créé* le 10 févr. 1838, — *composé* de 22 membres, dont la moitié est canadienne-française (2 avril), sous la présidence d'un élu du gouverneur : — *James Cuthbert* (18 avr.-1er juin 1838) ; *dissous* par lord Durham et *reformé* (2 juin) des créatures de son entourage : le vice-amiral sir *Ch. Pajet*, les majors généraux *James MacDonnel* et *John Clitherow*, les lieut.-col.

G. Cowper et *Ch. Grey*, plus *Charles et Arthur Buller*, siégeant 4 fois ! — *Désaveu* infligé par le gouvernement impérial à son *ordonnance* concernant les accusés politiques : indigné, Durham retourne aussitôt (1er nov. 1838). — Sir J. Colborne réorganise le Conseil : *présidences* de Toussaint Pothier (5 nov. 1838-11 nov. 1839), James Stewart (au 28 janv. 1841), George Moffat (au 10 fév. 1841). — Du 2 avr. 1838-10 fév. 1841, *43* conseillers (*V. It.* p. 74).

VIII°

Basse administration

(1800-41)

1o **Présidents (Orateurs) de la Chambre (1792-1838)** : — Jean-Antoine **Panet** (17 déc. 1792-28 janv. 1794) ; — M.-E.-G. **Chartier de Lotbinière** (au 24 janv. 1797) ; — J.-A. Panet (au 21 janv. 1815) ; — Louis-Jos. **Papineau** (au 10 janv. 1823) ; — Jos.-Rémi **Vallières de Saint-Réal** (au 8 janv. 1825) ; — L.-J. Papineau (au 27 mars 1837).

2o **Représentants par comtés** : — les *treize* Parlements (1792-1830) se composaient, chacun, de **50** députés. — Les *quatorzième* et *quinzième* Parlements eurent, chacun : **84** députés (1830-32), **88** (1832-36), **90** (1836-38), en raison même de l'accroissement du nombre des comtés. (*V.* Jos. Desjardins : *noms des députés par comtés*, p. 122-56).

3o **Sessions annuelles** : — le *troisième* Parlement (1800-04) tint *cinq* sessions ; — le *quatrième* (1804-08) en eut *quatre* ; — le *cinquième*, *une* (1809) ; — le *sixième*, *une* (1810) ; — le *septième* (1810-14), *cinq* ; — le *huitième*, *deux* (1815-16) ; — le *neuvième* *trois* (1817-19) ; — le *dixième*, *une* (1820) ; — le *onzième*, *quatre* (1821-24) ; — le *douzième*, *trois* (1825-27) ; — le *treizième*, *trois* (1827-30) ; — les deux suivants, l'un *quatre* (1831-34), l'autre *quatre* (1835-37). — Le Conseil spécial tint *six* sessions (1838-41). — Discours du trône, réponses, projets de lois, discussions, notes, débats entre députés, etc., etc. (*V.* Robert Christie, *A Hist. of Lower Can.* ; Bibaud, *Hist. du Can.*, 1844).

1o **Au Conseil exécutif (1791-1840)** : — 1o **François Baby** (1733-1820), le 10è enfant de Raymond et de Térèse Lecomte Dupré, né à Montréal, élève des Jésuites, se signale à la Monongahéla, tient la campagne jusqu'en 1759, séjourne deux ans à La Rochelle ; — revenu à Québec, il entre en société commerciale avec Ch. de Lotbinière ; — *conseiller* législatif (1772, 1784), *capitaine* de la milice (1775), major (1778), adjudant-général (1781) ; — marié (1786) à Anne de Lanaudière et père de 12 enfants ; — **conseiller** (1791-1820), en même temps conseiller *législatif* et *président* (1792, 1806). (*V.* Ph. Baby-Casgrain, *Mémorial*, Québec, 1898 ; Jos. Desjardins, *op. cit.*). — 2o **Le Moyne de Longueuil** (colonel Joseph-Dominique-Emmanuel) (1738-1807), fils de Paul-Joseph, dernier gouverneur des Trois-Rivières, *capitaine* aide-major (1759), *prisonnier* à St-Jean et aux E.-U. (1775), *inspecteur général* de la milice (1777), *colonel* des Royaux-Canadiens (1796) ; — **conseiller** exécutif et législatif (1791, 1792-1807). — Marié (1770) à la veuve de M. de Bonne, il meurt le 19 janv. 1807 sans postérité mâle, le dernier de l'illustre famille au Canada. — 3o

IX°

Principaux

conseillers

canadiens

(1791-1841)

Pierre Méru Panet (1731-1804), né à Paris, frère de Jean-Claude qu'il rejoint de France à Québec (1746) ; — *procureur* de la cité (1752), *greffier* de la prévôté (1754), *notaire* royal (1756) ; — *fondateur* de la branche de la famille à Montréal, où il devient (1761) *greffier* du Conseil des " Capitaines du district judiciaire ", *avocat* (1768) ; — l'un des parlementaires délégués auprès de Montgomery pour la reddition de la place (1775), *juge* de la Cour des Plaidoyers communs (1778) ; — **conseiller** le 16 sept. 1791 jusqu'à son décès (15 juin 1804). — Marié (1754) à *M.-A. Trefflé-Rottot*, fille d'un négociant québecois, il en eut 17 enfants. (*V.* P.-G. Roy, *La Fam. Panet*)... — 4o **Saint-Ours Deschaillons** (Paul-Roch de) (1747-1814), né à Québec (5 sept. 1747), seigneur de l'Assomption, entre au service du roi, épouse (8 juillet 1776) Josephte Godefroy de Tonnancour, qui lui laisse deux enfants Marie-Elisabeth et Charles-Auguste. — Son père Pierre-Roch (1712-82) est *conseiller* législatif (1775-82) ; — il est son successeur (1787-1814) et **conseiller** exécutif (1791-1814). (*V.* abbé Az. Couillard-Després, *Hist. de la fam. et de la seign. de St-Ours*, t. II, 1917)... — 5o **Antoine Juchereau Duchesnay** (1740-1806), né à Beauport (7 fév. 1840), dont le père s'illustre sur presque tous les champs de bataille ; — il entre comme *enseigne* dans les troupes (1754) , *capitaine* (1764), fait prisonnier à St-Jean, passe 18 mois à Boston ; — il est élu député de Buckingham (10 juillet 1792) ; nommé **conseiller**, le 9 déc. 1794, il meurt le 15 déc. 1806. — Il épousa d'abord (12 août 1765) *Julie-Louise Liénard de Beaujeu*, mère de 5 enfants, décédée (1773), ensuite (mai 1778 1778) *Catherine Lecomte Dupré*, mère de 4 enfants... — Son fils **Antoine-Louis** (1767-1825), lieutenant (1798), député de Portneuf (1804), **conseiller** législatif (1810), exécutif, (1812-25) (*V.* P.-G. Roy, *La Fam. Juchereau*).—6o **Pierre-Amable de Bonne** (1758-1816), né à Montréal, fils du chevalier et capitaine *Louis*, sieur de Misèle, et de *M.-L. Prudhomme*, qui épousa, au décès de son mari tombé à Québec (1759), le colonel de Longueuil, lequel éleva l'orphelin ; — avocat (1780), secrétaire suppléant du gouverneur (1791), député d'York (1792), des Trois-Rivières (1796-1804), de Québec (1804-10) ; — *juge* des Plaidoyers communs et du Banc du Roi (1794), **conseiller** (21 déc. 1794-1816) : adhère au parti de Craig, qui proroge en sa faveur la Chambre qui s'oppose au cumul de ses fonctions. (*V.* P.-G. Roy, *Bull. des Rech. hist.*, t. 10, p. 17)...—7o **Pierre-Louis Panet** (1761-1812), né à Montréal, le *septième* des enfants de Pierre-Méru, notaire (1780), greffier (1783), député de Cornwallis (1791), vota *contre* la présidence d'Antoine Panet, protonotaire (1794), juge à Montréal (1795), député de la cité (1800), **conseiller** (7 janv. 1801-3 déc. 1812), père de 12 enfants (*V.* P.-G. Roy, *La Fam. Panet*).

2o **Autres Conseillers canadiens** : — 1o jusqu'en 1830 : — le juge Olivier **Perrault** (1812-27) ; — Louis-Joseph **Papineau** (1820-23) ; — Charles-Étienne **Chaussegros de Léry** (1826-37) ; — Philippe **Panet** (1831-37). — 2o Jusqu'en 1841 : — Dominique **Mondelet** (1832-

41) ; — Louis **Panet** (1837-41) ; — Pierre-Dominique **Debartzch** (1837-41) ; — Frédéric-Auguste **Quesnel** (1837-41) ; — le juge Ph. **Panet** (1838), le juge Jean-Roch **Rolland** (1838), le juge **Vallières de St-Réal** (1838) ; — Toussaint **Pothier** (1838-41) ; — Pierre de **Rocheblave** (1838-40. — Total : **20** Canadiens, **42** Anglais, en **50** années (1791-1841) !

X°

Conseillers

canadiens

(1792-1841)

1o **Au Conseil législatif (1792-1838)** : — 1o Dans la **première décade (1792-1800)**, — quelques-uns étant simultanément du *Conseil exécutif* : — *Chaussegros de Léry* (Jos.-Gaspard) (1792-97) ; — Picotté de *Bellestre* (1792-93) ; — François *Baby*, trois fois *président* du Conseil (1794, 1804, 1806) ; — le colonel de *Longueuil* (1792-1807) ; — Charles de *Lanaudière* (1792-1811) ; — R A. de *Boucherville* (1792-1812) ; — Michel-Eust.-Gasp. de *Lotbinière* (1794-1822) ; — Gabr.-Elz. *Taschereau* (1793-1809. — 2. Dans la **seconde décade (1800-10)** : — Charles de *Saint-Ours* (1808-34) ; — Ant.-Louis *Duchesnay* (1810-25). — 3. Dans la **troisième décade (1810-20)** : — Jacques *Perreault*, (1812) ; — Pierre-Ign. *Aubert de Gaspé* (1812-23) ; — J.-B.-Melchior *Hertel de Rouville* (1812-17) ; — Pierre-Dom. *Debartzch* (1814-38) ; — J.-Ant. *Panet* (1815) ; — Ign.-Mich.-Louis-Ant. de *Salaberry* (1817-28) ; — Ph.-P.-Jos. *Taschereau* (1818-26) ; — le juge Olivier *Perreault*, une fois président (1818-27) ; — Mgr Oct. *Plessis* (1818-25) ; — L.-René *Chaussegros de Léry* (1818-29) ; — Louis *Turgeon* (1818-27) ; — Ch.-Michel d'*Irumberry de Salaberry* (1818-29). — 4. Dans la **quatrième décade (1820;30)** : — Toussaint *Pothier* (1824-38) ; — le juge Jean-Th. *Taschereau* (1828-32) ; — Denis-Benj. *Viger* (1829-38) ; — Jacq.-Phil. de *Beaujeu* (1830-32) ; — Louis *Guy* (1830-38). — 5. Dans la **cinquième décade (1830-38)** : — Roch-Ch. de *Saint-Ours* (1832-38) ; — Marc-Pascal de *Sales Laterrière* (1832-38) ; — F.-X. *Malhiot* (1832-38) ; — Jean *Dessaulles* (1832-38) ; — Rob.-Unwin *Harwood de Lotbinière* (1832-38) ; — Ant.-Gasp. *Couillard* (1832-33) ; — J.-B. *Duchesnay* (1832-38) ; — François *Quirouet* (1833-38) ; — Jos. *Masson* (1834-38) ; — J.-B.-R. *Hertel de Rouville* (1837-38) ; — Melch.-Alph. de *Salaberry* (1837-38) ; — Janvier *Lacroix* (1837-38) ; — Amable *Dionne* (1837-38) ; — Sabrevois *de Bleury* (1837-38) ; — René-Ed. *Caron* (1837-36.) — — (*V.* Daniel, *Œuvres diverses* ; — P.-G. Roy, *Bull. des Rech. hist.*, monographies div. ; Jos. Desjardins, *Guide* ; B. Sulte, *Hist.*, t. VI, VIII ; Az. Couillard-Després, *Famille de St-Ours* ; *Mém.* S. R. C. ; F.-J. Audet, *Can. Events and Dates* ; A. Doughty, *The Makers of Can.*; *Can. and its Prov.* (Tables génér.), etc.).

2o **Au Conseil spécial (1838-41)** : — *Présidents* : *un* Canadien, *trois* Anglais. — *Membres* : Toussaint *Pothier* (1838), Ch.-Et. Chaussegros de Léry (*it.*), Marc de Sales Laterrière (*it.*), Barth. Joliette (*it.*), Pierre de Rocheblave (*it.*), Amable Dionne (*it.*), Jules Quesnel (*it.*), Charles-Eusèbe Casgrain (*it.*), Jos.-Edouard Faribault (*it.*), Etienne Myrand (*it.*), Joseph Dionne (*it.*) ; — Dominique Mondelet (1838-41), J.-B.

Taché (1839-41), Robert Harwood (1839-41). — Total : 14 Canadiens, 28 Anglais (*V.* J. Desjardins, *op. cit.*, p. 80).

3o **Disproportion représentative** : — en 1790, *recensement* officiel du Bas-Can.: **161,311** ; — en 1831 ; **553,134**, répartis en **412,717** catholiques, la plupart *Canadiens*, en **72,662** dissidents-protestants, en **67,417** non confessionnels, — ou 140,417 *Anglais*. — En 1842, le recensemnt accuse une population de **697,084** âmes, dont **572,439** catholiques, **102,941** protestants et dissidents, **18,798** non confessionnels, — soit **121,739** Anglais : — argent, terres, charges, honneurs reviennent d'urgence à la minorité.

XI°

Députés

canadiens

(1792-1838)

1o **Principales figures parlementaires** : — 1. **Pierre-Stanislas Bédard** (1762-1829), fils aîné des *huit* enfants d'Isaac Bédard, de Paris, — étudie le droit à Laval, inscrit au barreau de Québec (1790) ; — député de Northumberland (1792-1808), de Québec (1810), de Surrey (1812) ; — marié (1796), père de *quatre enfants*, décédés sans postérité. — *Orateur* original, d'une force et logique irrésistibles. — *Fondateur* du journal *Le Canadien* (1806), supprimé par le gouverneur (1810) : emprisonnement de Bédard, Taschereau, Blanchard (19 mars). — *Juge* aux Trois-Rivières (oct. 1812) ; décédé le 26 avril 1829 (*V.* N.-E. Dionne, *Mém.* S. R. C., 1898)... — 2o **Jean-Antoine Panet** (1751-1815), le troisième des 14 enfants de Jean-Claude, de Paris, marié à Québec (1747) à M.-L. Barolet ; — élève du séminaire, *notaire* (1772), avocat (1773), député (1792-1815), juge (1794), capitaine de milice (1789), lieut.-col. (1794), destitué du grade (1808), *conseiller* législatif (1815)... — Ses neveux, *Pierre-Louis* et *Bonaventure* Panet, sont élus députés (1792) (*V.* P.-G. Roy, *La Fam. Panet*)... — 3o **Joseph Papineau** (1752-1841), petit-fils de *Samuel* qui était originaire de Montigny du Loiret (Orléanais) ; — élève des Sulpiciens, *notaire* à Montréal, arpenteur, agent de liaison avec Québec (1775) où il s'enrôle dans la compagnie Marcoux. — *Député* (1792-1814), émule de Bédard et champion de la langue française ; — *nationaliste* ardent, intransigeant, *orateur* qui se place au premier rang, n'est surpassé que par son fils *Louis*. — Il épousa à Montréal (23 août 1779) *Marie-Rosalie Cherrier*, mère de trois garçons. — En 1804, il acquiert la seigneurie de la *Petite-Nation* sur l'Ottawa, où il termina sa vie...

2o **Nomenclature des représentants** : — dans la représentation des comtés par rotation *quadriennale*, — les travaux parlementaires sessionnels, — les votes d'adoption ou de rejet des projets de lois, — les discussions budgétaires..., on salue *les plus beaux* nom de l'histoire du siècle passé. — Pour la série des personnages et les travaux des Assemblées, consulter : Jos. Desjardins, *Guide hist.* ; *œuvres* de R. Christie, B. Sulte, F.-X. Garneau ; — les annalistes Panet, Bédard, Boisseau, Badeaux, de Gaspé, Foucher, Sanguinet, etc. ; — les monographies, biographies de l'abbé Daniel, souvent inexact, de la S. R. C., de

P.-Cy. Roy, de l'abbé Az. Couillard-Després ; et surtout : Arch. publ., *Docum. const.*, (1791-1818), Ottawa, 1915 ; Francis Audet, *Can., Ev. and Dates*, Ottawa, 1917.

CHAPITRE III

La Deuxième Invasion américaine

I° **Les Causes**

1o **Rivalité commerciale** : — 1. En 1800-10, les *métropoles européennes* retiennent pour soi le trafic colonial et s'étudient à le protéger, et contre les ennemis, et même contre les alliés respectifs : — *exemples* : France, Espagne, Portugal, Hollande. — En 1770, les Américains eux-mêmes n'ont avec la métropole qu'un commerce **de 27** *pour cent*, **de 30** avec les Antilles, **de 11** avec l'étranger, **de 32** sur leur territoire. — 2. Le système des **entrepôts** ou ports métropolitains d'arrivée et de sortie pour les denrées ou objets de trafic ; — la déclaration de l'Indépendance (1783) les ferment et laissent isolés les entrepôts d'Amérique : *baisse* des exportations immédiate. — 3. La République cultive un immense *pays vierge* : blés, bois de construction, usage de petits voiliers côtiers, voisinage des épices des Antilles : — la main d'œuvre se solde *un dollar* par jour, au lieu d'*un shelling*, et attire les émigrants anglais.

2o **Acte de navigation** : — promulgué par Cromwell (9 oct. 1651), il établit que " nul navire ne pourra faire le commerce avec les Colonies ou le cabotage avec l'Angleterre que si le propriétaire, le capitaine, les trois-quarts de l'équipage sont sujets britanniques ". — Maintenu *perpétuellement* par les rois, les ministres, les partis, il garantit la suprématie navale : — en 1807, Canning écrit à Munroe que le personnel anglais est *enrôlé de force* (la presse), même si l'on découvre le matelot anglais à bord des vaisseaux étrangers ; car la presse sauve la Grande-Bretagne sur mer contre Napoléon. — Cet Acte n'est aboli qu'en juin 1849.

3o **Sentiment anti-britannique** : — il est surexcité par une **série d'incidents** : — en 1805, à Trafalgar, Napoléon doit renoncer au projet d'invasion en Angleterre ; — en 1806, le *décret de Berlin* lui donne l'illusion de l'envahir *par terre*, en fermant le continent au trafic anglais ; — en 1807, l'Angleterre lui répond en ferment *le continent* à tout commerce non contrôlé par Londres. — Les Américains ressentent aussitôt le *poids de ce blocus sur mer*, plus que Napoléon sur terre. — En 1807, une escadrille anglaise bloquait deux navires de guerre français dans le bassin d Annapolis, " hospitalisés, dit Jefferson, par les États-Unis " ; — le navire de guerre américain *Chesapeake* fait voile de ce côté, est

inspecté par le *Léopard* anglais qui y saisit des matelots britanniques : " Outrage, insulte ! " s'écrie le Président. — Celui-ci met l'embargo sur les vaisseaux marchands, indisposant ses subordonnés. — En 1809, Craig députe un agent secret, *John Henry*, étudier les sentiments réels des Républicains ; déçu dans sa rémunération, Henry vend des exemplaires de son enquête au *Président Madison*, qui les étale aux yeux du Congrès (1812). — En 1811, *le Président* de l'escadre américaine a subi, dit-on, *le premier coup de feu* du navire anglais *Little Belt*, au milieu des ténèbres. — Le parti de la guerre s'échauffe et vocifère dans le Congrès.

4o **Ambition de la conquête du Canada** : — En 1759, les Anglais ont réussi la conquête ; — en 1775, les Américains ont échoué. — Cette fois, ils ont la certitude ; les orateurs et le peuple n'ont aucune crainte. — En 1813 encore, Madison, réélu Président, s'écrie : " Notre peuple compte un chiffre moitié de celui des Iles Britanniques !" — En vérité, 8 millions environ contre 18 millions, — mais *quinze fois* le nombre des Canadiens. — Cette infériorité s'étendait aussi aux : ressources, vaisseaux, moyens de communication...

II°

Les Effectifs américains

1o **Élément politique** : — *dissentiment* de conquête canadienne entre le Nord et le Sud. — La Nouvelle-Angleterre et New-York ont bénéficié de la main-d'œuvre des *déserteurs* anglais ou *insoumis* à l'Acte de Navigation, qui ont fait baisser les gages, — des chargements qui ont été transportés aux Anglais dans la guerre en Espagne ; — le *blocus napoléonien* les a frappés dans leur commerce ; — l'*embargo* de Jefferson, qui habite le Sud, a produit le même résultat pour le trafic. — Propositions votées *contre la guerre* au N.-H., au Mass., au Conn. : les intérêts étouffent le patriotisme. — Le *budget* aussi était en souffrance : le Trésor a soldé **46 millions**, dix ans avant le conflit ; — en un an, il s'endette de **100 millions** ; — après trois ans, d'un **milliard** de dollars.

2o **Élément naval** : — **Thomas Jefferson** (1743-1826), *troisième* Président, **James Madison** (1751-1836), *quatrième*, qui ont exercé le pouvoir durant les *seize premières années* du siècle, ont totalement négligé la marine, la défense des ports, la protection des lacs et des grands fleuves. — En 1811, la marine compte *22 voiliers*, *trois* flottilles lacustres : l'on escomptait l'action des *corsaires* privés, pour l'espace du conflit. — Il est vrai, les *frégates* côtières, légères, rapides, mieux armées, bien équipées, valurent aux Américains les seuls succès maritimes.

3o **Élément militaire** : — Jefferson écrit à Munroe (1812) : " La conquête du Canada, même jusqu'à Québec, sera cette année *une simple promenade* ! " — **William Eustis** (1753-1825), Secrétaire d'État à la Guerre, se montre plus optimiste : " Nous pouvons prendre le Canada sans soldats ; il suffit d'y envoyer les officiers !..." — En 1801, l'armée est réduite à 3,000 hommes ; — en 1812, il y a 35,000 inscrits, dont 6,744 sous les armes. — Durant les *trois campagnes*, 56,032 réguliers sont enrôlés, 10,110 volontaires, 3,049 forestiers (rangers). — Les différents

États lèvent 456,463 miliciens. — Sur ce demi-million, aucun général n'eut sous ses ordres un effectif dépassant le chiffre de 10,000. — Les **généraux** *Henry Dearborn* (1751-1829), *William Hull* (1753-1825), ainsi que *Hampton* et *Wilkinson* sont âgés, mis hors cadre depuis 30 ans. — Les **troupes** en campagne sont improvisées, indisciplinées, inexpérimentées, mal organisées.

1o **Conflit inopportun** : — en 1812, l'Angleterre se battait depuis 20 années en Europe. — Son personnel d'équipage monte à 150,000 matelots : le recrutement militaire se fait à l'étranger ; — les effets du blocus napoléonien se font sentir aux 18 millions des Iles Britanniques... — Le Canada *lointain* a une population de 500,000 âmes, dont moins de 100,000 au Haut-Can. et beaucoup de provenance américaine, comme la plupart des Cantons de l'Est. — Les *Indiens* versatiles constituent un facteur accessoire, dangereux peut-être. — Le commandant-en-chef, *sir G. Prévost*, qui parle français, sa langue maternelle, est bien aimé des Canadiens français ; mais il a 55 ans ; maladif, temporiseur, même indolent. — *Front immense* à défendre.

2o **Défenses des frontières** : — le golfe et l'embouchure du Saint-Laurent — Halifax à Québec — sont bien protégés par mer et sur terre. — A l'ouest de Montréal s'étendent 1,000 milles ; la région des lacs fait bordure commune ; mais la République y compte plus de vaisseaux, avec facilité d'en construire à son gré. — Ainsi les moyens de défense sont : — 1. la *marine anglaise*, presque épuisée en 1812, meilleure en 1813, forte en 1814 : la chute de Napoléon la rendait bientôt libre ; — 2. la *marine canadienne*, à la disposition de Prévost incompétent, aidée en 1813 par l'arrivée des unités d'Europe, en 1814 confiée à l'Amirauté : elle ravitaille, tant bien que mal, les troupes avoisinant les lacs ; — 3. l'*armée anglaise*, bien faible, mais fort bien commandée par *Isaac Brock*, officier capable, ayant 10 ans de séjour ; 4. 450 réguliers comprenant les bataillons 8e, 41è, 49è, 100è ; 4. les *Fencibles canadiens* (milice bourgeoise), comprenant les *Voltigeurs* canadiens, le *Régiment Royal* de Terre-Neuve et du N.-B., les *Vétérans* du roi, le *Corps de Glengarry* ou 800 hommes, Écossais catholiques émigrés : — en tout environ 4,000 combattants s'ajoutant aux réguliers.

III° Les Effectifs canadiens

3o **Milice canadienne** : — divisée en *incorporée* et en *sédentaire*, elle se compose, par *enrôlement obligatoire*, des hommes âgés de 16 à 60 ans, à partir du mois d'avril 1812. — Au Bas-Can., 52,000 sur une population de 335,000 ; — au Haut-Can., 11,000 sur 90,000 âmes. — *Recrutement* des miliciens incorporés, par l'engagement libre ou par tirage au sort parmi les sédentaires. — Le 19 mai 1812, *loi* du Parlement exigeant 2,000 hommes, nombre porté au double par le gouverneur en Conseil — pour *deux ans*. — Le 16 mars, le Haut Can., où les cultivateurs sont dispersés, pourvoit par l'*Acte de milice* aux levées par volontariat ou tirage au sort. — Donc : 4,000 réguliers, 4,000 coloniaux, 4,000 mili-

ciens (B.-C.) et moins de 2,000 (H.-C.) : très peu des 50,000 sédentaires se joignent à eux pour l'action en campagne.

4o **Rôle des Canadiens français** : — il est fait de loyauté, de générosité, d'absolu dévouement, du début à la fin. — Une *petite mutinerie* à Lachine, au moment de l'enrôlement montréalais : feu de paille, dissipé en fumée ! — Les *Français* (French) ne se laissent séduire ni à l'idée des victoires de Napoléon, ni à celle de la neutralité de la Nouvelle-Angleterre : — ils entendent encore une fois la voix de leur clergé, de leur grand évêque, demeurés rebelles aux principes de la Révolution française et de l'Américaine. — Le lieutenant-colonel, **Charles-Michel d'Irumberry de Salaberry** (1778-1829) devient leur *héros national* et est salué aussi comme un *héros britannique* par son brillant exploit de Châteauguay. — De plus, l'Assemblée de Québec, où les députés Canadiens français votent à l'*unanimité* la *Loi des soldes de l'Armée* (Army Bills Act), crée d'un seul coup le système du *crédit public* : le premier billet de banque est remboursable au pair : *Prévost et ses amis* sauvent les finances et les combattants à la fois, qui à leur tour sauvent le pays !

5o **Intervention des Indiens et des Métis** : — ils font partie intégrante de la défense ; peu nombreux sans doute, non organisés peut-être, mais braves et tenaces jusqu'au dernier, incomparables comme hardis *éclaireurs*. — A Beaver Dam, ils se signalent *à eux seuls* d'une manière superbe. — Ils se coalisent au Lac Supérieur, au Michigan, au lac Huron, à l'île Saint-Joseph. — La grande et mâle figure de leur héros **Tecumseh** (1768-1813) domine la multitude et ses autres chefs : sa *mort glorieuse* est le chant du cygne des prouesses des Indiens, armés contre les Blancs !

IV°

1ère Campagne

(1812)

1°

Combats sur mer et sur terre

1o **Déclaration de guerre** : — **Th. Jefferson**, Secrétaire d'Etat (1789-93), est *Président* (1800-09), hostile à la Grande-Bretagne, convoite le Canada comme une proie facile et rémunératrice. — **J. Madison**, Secrétaire d'État (1800-09), est *Président* (1812-18), rejette les exigences britanniques au droit de visite en mer et se déclare ouvertement l'adversaire de l'Angleterre. — Le 19 juin 1812, il notifia la déclaration de guerre et l'ouverture des hostilités.

2o **Hostilités sur mer** : — deux jours après, le commodore *Roberts* fait voile du port de New-York à bord du *Président*, vaisseau amiral d'une petite escadre, dans le dessein de couper la voie à une flottille marchande britannique, passant des Antilles à Londres : insuccès de sa démarche. — En août, *la Constitution*, frégate américaine de fort tonnage, s'empare de *la Guerrière*. — En octobre, l'autre frégate *les Etats-Unis* prend *le Macédonien* ;—en décembre, *la Constitution* saisit *le Java*. — Sur mer, tous les succès favorisent la République. — Fâcheuse impression en Angleterre : Wellington se lamente plus que d'une défaite sur terre et parle de paix !

3o **Hostilités sur terre** : — il ne s'opère rien d'effectif contre la frontière de Montréal, ni de Québec. — La frontière de Saint-Régis au Ri.

chelieu étant ouverte, sans défense naturelle, le colonel de Salaberry établit une chaîne de postes : la troupe principale de 1,900 combattants campe à Lacadie, à 5 milles de Saint-Jean-d'Iberville. — En octobre, les Américains accablent les Canadiens à St-Régis, mais sont chassés le mois suivant. — Alors l'avant-garde de l'armée républicaine, commandée par le *général H. Dearborn*, qui a établi ses quartiers généraux à Plattsburg, franchit la frontière, *quatre mois* trop tard. — Le 20, deux forts détachements se portent contre la redoute de *Lacolle* : les Canadiens l'évacuent la nuit : les Américains se fusillent les uns les autres, en pleine confusion ; — aussitôt *retour offensif* des Anglais qui les mettent en fuite désordonnée. — Entre St-Régis et Kingston, même insuccès. — Tentative avortée de Prescott contre *Ogdensburg*, et succès des Américains sur Gananoque : deux escarmouches sans conséquence. — Le commodore américain, **Isaac Chauncey** (1772-1840) remporte une victoire à Sackett's Harbour (lac Ontario). — Sir Prévost conclut alors avec Dearborn un *néfaste armistice*, qui déjoue les plans de Brock, permet à l'ennemi de ravitailler le front de Niagara, faillit causer la défaite de Queenston.

2°

Combats dans l'Ouest

(1812)

1o **Génie militaire de Brock** : — **sir Isaac Brock** (1769-1812) — *Elizabethtown* prend le nom de *Brockville*, tôt après sa mort, — né à Guernesey (Ile), le 6 oct. 1769, entre à 15 ans dans l'armée ; — *major général* (4 juin 1811). — Il a ses quartiers au *fort George*, situé sur la rive occidentale du Niagara, à un mille du lac Ontario. — Il donne ses instructions au capitaine *Charles Roberts*, commandant à l'île Saint-Joseph : — le 16 juillet 1812, celui-ci avec 45 vétérans, 180 Canadiens, 400 Indiens part pour *Makinac* et s'en empare le 27, sans tirer *un coup de feu* : 57 prisonniers. — Sur la frontière du Niagara et de Détroit, les Anglais ont concentré 600 hommes : 100 réguliers, 300 miliciens canadiens, 150 Indiens sous la main de Tecumseh. — Le général *Hull* (V. *Mém. Soc. Roy.*, 1907) amène à Détroit (5 juillet) 2,500 hommes, les fait transborder à Sandwich (11 juillet) envahissant la frontière, lance (12) une proclamation pressante aux civils ; — mais il s'attarde à *éparpiller* ses troupes au lieu d'attaquer en masse, à préparer sa grosse artillerie contre Amhersburg, à piller *Moravian Town*, à 60 milles à l'intérieur.

2o **Premières rencontres** : — Brock veille à tout : — le colonel *Henry Procter* (1787-1827), commandant à *Makden* (Amherstburg) intercepte le chemin vers Détroit et l'Ohio. — Le 5 août, en embuscade avec ses guerriers, Tecumseh surprend 200 ennemis, saisit les communiqués officiels. — Le 8, Hull retraite sur Détroit, et, le lendemain, 600 des siens sont taillés en pièces ; le 13, 400 autres sous la conduite du colonel *Duncan McArthur* (1772-1839) subissent le même sort.

3o **Prise de Détroit** : — le 14, Brock, secondé par le colonel *Nichol*, se détermine à la traversée : — le 15, il met le siège devant Détroit, somme le général de capituler, donne l'assaut sur son refus, le force à se rendre à discrétion avec la garnison de 2,500 et tout le matériel des mu-

nitions et des vivres, ainsi que le vaisseau *Adams* et sa cargaison. — Le *même jour* (16 août), abandon du *fort Dearborn* (Chicagou) et reddition de la garnison de 66 hommes. — Brock proclame alors l'*annexion du Michigan* au Canada.

3°

Victoire

anglaise

(13 oct. 1812)

1o **Sur le front de Niagara:** — huit jours après, Brock est à *Niagara* mais l'armistice de Prévost contrarie ses desseins. — Le colonel américain **Solomon Van Rensselear** (1774-1852) y a réuni une armée de 7,000 combattants, soit *quatre* contre *un*. — Son cousin, le général *Stephen Van Rensselaer* (1765-1839), civil improvisé militaire, brûlait d'engager la bataille. — En réalité, Brock ne compte en tout que 1,700 combattants, et la partie semble inégale. — Mais le général *Alex. Smyth*, à Buffalo, est jaloux, comme officier d'expérience, de Van Rensselaer, et refuse de marcher sous ses ordres : fatale décision, car le général a décidé la bataille, se sentant opprimé par ses *adversaires politiques*.

2o **Bataille des Hauteurs de Queenston :** — en 1803, important *village*, situé sur la rive canadienne du Niagara. — Le 12 oct. 1812, Brock presse l'attaque du lendemain, place les sentinelles de nuit à *Brown's Point*, à *Vrooman's Point*, à deux milles l'un, à un mille l'autre des Hauteurs de Queenston. — Les ennemis veulent passer de Lewiston à cette localité (2,250 pieds de traverse). — Canonade, le matin ; attaque et résistance au débarquement : Brock est partout, donnant ses ordres. — L'ennemi gagne les Hauteurs, d'où Brock tente de le déloger : il est mortellement frappé d'une balle à la poitrine (13 oct. 1812) et meurt sur le champ de combat. — Mais les renforts arrivent ; le major-général *Sheaffe* contourne la colline, en chasse l'ennemi, qui fuit en déroute, prend le général américain *William Wadsworth* (1732-1833) et ses 958 hommes, — le *même jour* : victoire inespérée !

1o **Succès anglais dans l'Ouest :** — en sept. 1812, Procter, successeur de Brock à Détroit, tente une expédition contre le *fort Wayne* sous les ordres du capitaine *Muir* : retraite devant des forces supérieures. — En janvier 1813, le général *James Winchester* avec 1,000 hommes, envoie le colonel Lewis avec un fort détachement contre les Canadiens et les sauvages de *Frenchtown* (Riv.-au-Raisin) ; — mais Procter, suivi de 1,000 combattants, passe sur la glace à *Brounstown* : — il attaque par un mouvement tournant (21 janvier) et remporte un brillant succès : ses pertes s'élèvent à 182 blancs et 100 Indiens ; — celles de l'ennemi à 400 morts et blessés, à 500 prisonniers, y compris Winchester et Lewis.

2o **Agression avortée :** — *William Henry Harrison* (1773-1841) — plus tard *neuvième* Président — général en chef, réorganise son armée, bâtit le *fort Meigs* aux rapides Maumee, y place une garnison de 1,300 soldats, et en aval un égal nombre sous les ordres du Brigadier *Green Clay* . — Le 23 avril, Procter se porte à sa rencontre, à la tête de 1,000 blancs,

V°

IIè Campagne

(1813)

1°

Luttes indécises sur les lacs

de 1,200 indigènes commandés par Tecumseh : — vifs combats en mai, mais les Indiens se débandant, la retraite est jugée opportune. — Nouveaux combats, en juillet, sans issue appréciable. — Procter fait alors l'assaut du *fort Stephenson* (bas Sandusky) : il est forcé de se retirer, après avoir perdu 100 hommes, tués et blessés.

3o **Succès américains au lac Ontario** : — e[illegible]r 1813, sir G. Prévost envoie le lieut.-colonel *George Macdonnel* contre Ogdensburg, qui est enlevé d'assaut : casernes et quatre bâtiments armés sont incendiés, 70 hommes faits prisonniers, magasins militaires pillés, onze canons capturés : — 60 tués ou blessés canadiens. — Le 25 avril, Dearborn et Chauncey font voile vers *York* (Toronto), peuplé de moins de 1,000 âmes, où commande l'insouciant Sheaffe avec 600 soldats. — Descente de 1,700 Américains, lutte très ardente, où 200 Anglais sont mis hors de combat, 300 faits prisonniers, les édifices du Parlement brûlés : — les vainqueurs se retirent, ayant perdu 300 tués ou blessés, 200 autres atteints par l'explosion d'une poudrière. — Le général de Rotenberg remplace Sheaffe.— Le 27 mai, assaut donné au fort George : — les ennemis ont le fort Niagara en face, la flottille, et 3,000 hommes. — Le major-général *John Vincent* (1765-1848), bon officier d'Angleterre, défend le fort George contre les attaques venant de l'Ouest et du nord : avec 1,500 guerriers il tient tête avec opiniâtreté, se replie sur les hauteurs de Burlington (29 mai) entre York et Niagara. — Simultanément *sir James Yeo* d'Angleterre commande une flottille de Kingston qui débarque 750 réguliers à Sackett's Harbour : le colonel *Edouard Baynes*, adjudant-général de Prescott, les dirige contre le fort Pompkins, y perd 250 hommes et retraite sur l'avis de Prévost.

2°

Alternatives victorieuses

1o **Contre-attaques britanniques** : — le major Vincent, secondé par l'adjudant-gén., *sir John Harvey* (1778-1852), officier éprouvé et énergique, est menacé de se voir couper de sa jonction avec Procter. — Le 5 juin, les 3,000 Américains de Dearborn sont campés à *Stony Creek* sous les ordres des généraux *Chandler* et *Winder*. — Avec un détachement de 704 braves, Harvey se glisse dans la nuit jusque sous leur artillerie : il commande une charge à la baïonnette, qui les met en déroute : — résultat, 100 morts ou blessés, 100 prisonniers et les deux généraux ; pertes anglaises, 50 prisonniers, 200 morts ou blessés. — Retraite des Américains. — Le 23 juin le colonel *Boerstler* s'avance avec 600 hommes contre le commandant irlandais, *James Fitz-Gibbon* (1780-1863), campé à *Beaver Dam*, non loin de Queenston ; — la femme d'un loyaliste, *Secord*, blessé aux côtés de Brock, va solliciter au loin un parti indien : 250 d'entre eux, conduits par un Canadien nommé *Ducharme*, le capitaine *Kerr* et *John Brant* s'embusquent, tombent sur la colonne Boerstler, quand survient Fitz-Gibbon et le colonel *Thomas Clark* qui le forcent à se rendre avec 540 hommes : 15 Indiens tués et 25 blessés. — Le 5 juillet, les Anglais ont traversé le Niagara au-dessus des chutes, s'emparent du *fort Schlosser* et de *Black Rock*.

2o Contre-attaques américaines : — le 4 août 1813, l'ha ile capitaine *Oliver Hazard Perry*, muni d'une flottille, atteint le *lac Erie*. — Le capitaine *Robert Heriot Barclay* hésite à l'assaillir : Prévost lui commande de payer d'audace. — *Le Lawrence* de Perry se lance avec furie contre *le Détroit* de Barclay qui tue 83 hommes sur 142 : — appel de Perry au *Niagara*, lequel désempare *le Détroit* et saisit 6 voiliers anglais (10 sept.). — Ce succès coupe les vivres et les voies de communication à Procter et aux Indiens affamés : — par malheur, il ne sait pas activer sa retraite ; —le 22 oct., il est à Sandwich avec 3,500 personnes, qui sont réduites à 1,000, le 5 nov., tandis que le général *Harrison* le suit de près. — Il le force à livrer bataille à *Beaver Dam* avec sa troupe harassée, presque mourante de faim, de froid, de privations : — les 500 Indiens de Tecumseh protègent ses flancs, tandis que le centre dégarni est percé par la cavalerie ennemie. — Les indigènes résistent comme des lions en furie : mais *la mort de Tecumseh* achève soudain la victoire éclatante des troupes de Harrison. — La position de Makinac est alors en extrême péril : mais les Américains descendent chez eux reposer sur leurs lauriers. — Sir Prévost envoie l'ordre au major John Vincent d'évacuer Burlington : celui-ci tint bon sur place et prépare ainsi la revanche.

3° *Châteauguay* et *Chrystler*

1o Incursion au lac Champlain : — durant l'été, le capitaine *Everard* et le colonel *John Murray* opèrent une incursion navale et militaire qui eut un plein succès. — *Thomas Macdonough*, le 9 août, commodore américain, provoque une sortie d'Everard, sans l'y décider. — Le général *Wade Hampton* commande au lac Champlain : il fait traverser à Plattsburg, 4,500 réguliers et des détachements de la milice : *Armstrong*, le nouveau Secrétaire de la Guerre a tourné les aspirations vers la frontière de l'Est canadien. — Au lieu de quitter Plattsburg le 20 sept., il se contente d'une escarmouche à *Odelltown*, se rend au nord de Saint-Régis, tandis que le colonel Clark va surprendre le village de *Missisquoi* et y fait des prisonniers (12 oct.)

2o Victoire de Châteauguay : — Hampton concentre 7,000 combattants sur la frontière aux alentours de Châteauguay : le colonel de Salaberry épie ses mouvements (25 oct.). — Le lendemain, l'ennemi engage une colonne au passage du gué sur la rive sud de la rivière, permettant au corps des troupes de frapper sur la rive nord. — La colonne de Purdy s'est lancée au gué, et le général Izard attend qu'elle s'engage. — Les Américains comptent 5,000 hommes, soutenus par la cavalerie et l'artillerie légère ; — M. de Salaberry leur oppose 300 Voltigeurs, 200 Indiens dans les bois, et les 600 miliciens de Macdonell de Glengarry venus à marche forcée de Kingston et formant la réserve. — Les 1,500 hommes de la colonne Purdy s'alllonge au sud dans la direction du gué, prête le flanc aux Canadiens qui les tirent à l'aise de l'autre rive. — Le général Izard se tourne vers le centre où est le colonel, qui lui tient front, pendant que les sauvages frappent le flanc de ses colonnes le long de la rivière. — Au signal convenu du clairon, Macdonnell répond à

M. de Salaberry, tombe sur la colonne Purdy, qui se sent coupée du corps d'armée : aussitôt la débandade s'accentue, les hommes d'Izard se heurtant au parapet d'arbres qui protège le centre des Voltigeurs, se retournent, s'enfuient. — La victoire est gagnée et Montréal sauvé par une poignée de héros, qui se sont battus *un contre cinq*: (26 oct.).

3o Exploit à la Ferme Chrystler : — dix jours après, le général Wilkinson va rejoindre les troupes de Hampton. — Le capitaine *Mulcaster* de la marine et le colonel *Morrison* le suivent par eau et par terre, depuis Kingston, avec 1,000 hommes environ. — Le 10 nov., le colonel Morrison entame l'arrière-garde ; — le 11, quand Wilkinson veut franchir les neuf milles du Long-Saut entre *Chrystler et Cornwall*, Mulcaster ouvre le feu sur ses bateaux et le général *Boyd* attaque Morrison, à la tête de 1,600 combattants. — L'action se déclanche, pressée, vive, ardente : les Américains ont 300 soldats tués ou blessés, 100 des leurs prisonniers contre 200 Anglo-Canadiens mis hors de combat.

4°

Retour offensif

et

victorieux

à

l'Ouest

1o Cruautés américaines : — le colonel *Willcocks*, parjure à son mandat à la Chambre du Haut-Can., et passé à l'ennemi, se trouve au fort George (nov. 1813) : — il dirige le brigadier-général *Mac-Clure* dans les *razzias* que sa soldatesque opère au foyer de chaque Loyaliste canadien. — Mais Vincent à Burlington, le colonel Murray et ses renforts exercent une forte pression vers l'Ouest ; — Mac-Clure voit le fort George en danger : avant de l'abandonner, il notifie aux habitants de *Newark* (Niagara) qu'il va *incendier leurs demeures* (10 déc.) : ainsi plus de 400 femmes et enfants sont sans foyer, au cœur même de l'hiver ! — Son gouvernement, il est vrai, révoque sa commission sur-le-champ.

2o Revanche britannique : — le 13 déc., Gordon Drummond est installé *lieut.-gouverneur* à York (Toronto) : — il décide avec Murray l'assaut immédiat du *fort Niagara* (18 déc.), par un détachement de 600 réguliers. — La surprise réussit : en 15 minutes, devant la pointe des baïonnettes, la garnison se constitue prisonnière : 65 morts, 300 captifs. — Le lendemain, le major-gén. *Phinéas Riall*, commandant-en-second, livre aux flammes Lewiston et rase le fort Schlosser ; — le 29 déc., il s'empare de Black Rock, repousse les Américains hors de *Buffalo* qu'il réduisit en cendres. — Il passe le fer et le feu, tout le long de la frontière américaine.

1o Au Michigan : — en 1813, Harrison se propose de ressaisir le poste de Michillimakinac : son projet est remis à 1814. — Les Anglais ont eu soin de renforcer ce poste isolé, éloigné : le colonel *Mac-Donall* de Glengarry s'y transporte (18 mai) avec 90 hommes, la plupart du régiment de Terre-Neuve. — Il charge son lieutnant, *William Mac-Kay*, de chasser l'ennemi du fortin de la *Prairie-des-Chiens* (Haut-Mississipi) (19 juillet). — En août, 700 Américains, conduits par *Croghan*, et une flottille de cinq voiliers traversent le lac Erie : le colonel Mac-Donall leur op-

VI° IIIè Campagne (1814)

1° *Légers engagements*

pose 200 braves et les repousse ; et le lieutenant de marine *Worsley* s'empare de deux bâtiments, *la Tigresse* et *le Scorpion* (3 et 6 sept. 1814).

2o **A la région orientale** : — le 29 mars, Wilkinson avec 4,000 combattants est tout près de s'emparer du *moulin* et du *fortin de Lacolle* : — les défenseurs résistent avec vigueur jusqu'à la nuit. — Le lendemain, départ des Américains vers Plattsburg. — Au *lac Champlain*, le capitaine *Pring* tente une descente à la frontière ; — mais Prévost ne le seconde point d'un *corps expéditionnaire*, tandis que le commodore Macdonough fortifiait son escadrille. — Le 6 mai, Drummond et Yeo réussissent à raser les forts d'Oswego, au prix de 100 hommes mis hors de combat : — à la fin du mois, 200 matelots anglais sont massacrés dans une embuscade à *Sandy Creek*, dans la même région.

3o **A la péninsule du Niagara** : — elle constitue le *problème réel* entre les belligérants. — Sir Gordon Drummond souffre surtout du manque de vivres : 800 hommes au fort Niagara 1,000 au fort George, 300 à Queenston, 500 à Chippawa, situé à un mille et demi au-dessus des cataractes, 300 à Longue-Pointe (Lac Erié), 400 à Burlington, 1,000 à York : total 4,300. — Le général *Brown* commande quelques centaines de plus : — le 3 juillet 1814, il franchit au-dessus de la *Longue-Pointe* et force la garnison (137 hommes) à se rendre. — Aussitôt il va attaquer le *fort Chippawa* et livre bataille à Riall, qui perd 500 guerriers sur 2,100 et retraite au fort George.

2° *Bataille et siège indécis*

1o **Position et troupes** : — le 19 juillet, le colonel *Stone* incendie *Saint-David* et se voit démettre aussitôt. — Le général Brown dispose d'un effectif de 4,000 combattants ; les Anglais de Drummond et de Riall étaient 1,800. — Le champ de bataille est *Lundy's Lane*, plaine située à un mille au-dessous des Chutes, sur la route de Queenston, qui s'allonge à trois-quarts de mille de la rivière Niagara, présentant au centre une élévation ou mamelon stratégique. — Les Anglais y ont disposé *sept pièces* en batterie.

2o **Assauts indécis** :—le major *Winfield Scott* prononce la première attaque du mamelon avec 1,200 réguliers américains, repoussant l'aile gauche des miliciens canadiens ; — ceux-ci se rallient sur l'arrière, montent à la charge et couvrent l'aile dégarnie : — par malheur, *Riall* passant couvert de blessures est fait prisonnier dans la mêlée. — La colonne Scott tient pied bravement, quand arrivent soudain les renforts du général *Brown* : — il ordonne au colonel *Miller* de donner l'assaut vers le sommet du mamelon, où la baïonnette a raison des canonniers britanniques. — Les Anglais poussent une charge sur le versant opposé et la lutte devient acharnée des deux côtés, sans que l'une ou l'autre puisse occuper le sommet convoité. — On se retire, les rangs se reforment, l'*assaut recommence*, sans nul résultat assuré : la nuit amène une trêve. — Puis Drummond amène 1,200 hommes de renfort, tous épuisés par 18 heures de combat, sous une chaleur torride ; — les ennemis reçoivent leur réserve de munitions. — Nouvelle tentative réciproque : — les

sept canons du sommet sont muets et désertés. — A minuit, le feu se ralentit, l'attaque cesse : *Brown, Scott, Ripley* sont emportés blessés à Chippawa ; — *Drummond* est blessé aussi, *Riall* est prisonnier ; les pertes sont les plus fortes de la guerre : un tiers des Anglais, un quart au plus des Américains, engagés dans la lutte (25 juillet 1814).

3o **Derniers engagements** :— le 1er août, Drummond marche contre le fort Erié ; — la nuit, il détache *Tucker* vers Black Rock et Buffalo. — Mais le 4, le général *Edmond Gaines* déjoue ses plans d'attaque. — Le 2 , le capitaine de vaisseau *Dobbs* capture deux bâtiments armés. — Le 19, Drummond commande l'assaut avec 2,200 hommes et 1,000 de réserve: *quatre fois*, il est sur le point de prendre le fort, mais il est repoussé avec 1,000 des siens hors de combat. — Encouragés de leurs succès, les Américains préparent une vigoureuse sortie (17 sept.) : la résistance coûte 600 vies humaines à Drummond, qui lève le siège, le 21. — En octobre, le général Izard amène 6,000 ; mais il est tenu en respect dans un combat livré le 19. — Le 5 nov., avant de repartir, l'ennemi fait sauter le fort Erié : — ce siège sanglant termine la *défense des frontières* canadiennes.

3°

Echec d'une contre-invasion

1o **Forces des adversaires** : — sir George Prévost, en personne, commande une armée de 10,000 *vétérans* ou combattants sous Wellington dans la Péninsule hispanique : — il a décidé de la mener contre Plattsburg, où une poignée de soldats a fait impunément incursion, en 1813.— Le général *Alexander Macomb* a succédé à Izard, a réuni 1,500 hommes, augmentés par la milice du Vermont et de New-York, au nombre de 3,500. — Prévost met 3,000 des siens comme corps de réserve : — départ le 1er sept. 1814 ; le 6, devant Plattsburg. — Au lieu d'attaquer sur-le-champ, il attend la coopération de la flottille du capitaine *Downie* sur le lac Champlain.

2o **Lamentable échec** : — du 7 au 10 sept., Prévost aiguillonne sans *raisons valables* l'amiral Downie, dont le navire *la Confiance* était encore au chantier, — le 10, les vents contraires l'arrêtent ; le 11, il s'élance à la recherche de la flotte ennemie, commandée par l'amiral Macdonough. — Néanmoins, malgré la voix des canons de marine, Prévost reste *inactif*. — Un bâtiment anglais, par la faute du lieutenant inexpérimenté, est traîné à la dérive dans la ligne ennemie ; — un second est jeté sur l'*Ile-au-Crabe* ; *quatre* canonnières se battent avec énergie ; — *Downie* est tué à bord, un quart d'heure après le premier abordage, pendant que son vaisseau et *le Linnet* soutiennent un combat désespéré contre *le Saratoga* et *l'Aigle*;—le capitaine *Daniel Pring*, commandant-en-second, fait des prodiges de valeur. — Après 2 heures et demie de lutte inégale, *la Confiance* qui sombre amène son pavillon, la moitié de l'équipage mis hors de combat : la flotte anglaise est anéantie. — Dans l'intervalle, Prévost a simulé un ridicule assaut contre Macomb : —après cette démonstration, il laisse là blessés, munitions, approvisionnements, et rentre honteux dans son gouvernement (11 sept. 1814).

4°

Revanche :

Traité de Gand

1o **Position respective des belligérants** : — *à l'Ouest*, Makinac est aux Anglais ; le Détroit et le lac Erié aux Américains ; la frontière du Niagara, avec le fort (américain) de ce nom, plutôt aux premiers qu'aux seconds ; le lac Ontario, mitoyen. — *A l'Est*, la frontière du haut Saint-Laurent reste intacte ; de Montréal au golfe, li're. — Au *Sud-Est*, en septembre la partie du Maine, située entre le Penobscot et le N.-B., est formellement annexée, après la conquête, opérée par sir John Sherbrooke et l'amiral Griffith.

2o **Expédition contre Washington** : — Londres est indigné ; l'Angleterre, furieuse de l'échec final, appelle une éclatante revanche. — Le 24 août 1814, le général *Ross*, avec 4,000 réguliers, l'amiral *Cockburn*, à la tête d'une flotte, débarquent aux États-Unis. — Le général *Winder* est commandant de 5,000 hommes. — Ross lance contre eux 1,500 des siens : seul avec 400 réguliers le capitaine *Joshua Barney* se battit en héros et fut fait prisonnier. — Le soir de la victoire, tous les *édifices publics* de Washington sont livrés aux flammes, en représailles.

3o **Traité de Gand (24 déc. 1824)** : — il est ratifié à Washington le 18 fév. 1815. — Il maintient les choses en l'état, antérieur au conflit : — les demandes mutuelles étaient d'abord extravagantes ; et, dans la suite des pourparlers, les deux parties finirent par se désister de leurs réclamations. — Le Canada seul a conservé le souvenir de ce conflit sanglant, qui mit en danger sa survivance. (V. Col. W. Wood, *Can. and Prov.*, t. III).

CHAPITRE IV

Le Développement Économique

I°

Période de l'Acte constitutionnel

1o **Conflits imprévus** : — la division en deux provinces n'a point délimité leurs *relations commerciales : cause* immédiate et partielle de conflit. — Les marchandises, requises dans le Haut-Can., doivent arriver par la route du St-Laurent : le Bas-Canada va-t-il *taxer* ces importations, comme droit de transit ? Ce droit d'entrée empêchera le gouvernement voisin de percevoir une *seconde taxe locale*, afin de subvenir aux dépenses publiques. — De plus, les marchands de Montréal, ceux de la Comp. du N.-O. expédient, par le Haut-Can., quantité de marchandises vers les pays d'En-Haut : va-t-on les *taxer* une seconde fois, après leur droit d'entrée venant d'Europe ? C'est donc une *guerre de tarifs* qui éclate, si on n'y porte remède.

2o **Essais d'arrangement réciproque** : — l'entente, convenue pour *quatre ans* (1792-96), accorde au H.-C. *un huitième* des recettes perçues sur les entrées au B.-C. — En 1796, *réunion* de Commissaires qui étu-

1°
Conflit et accord interprovincial
(1791-1818)

dient la question du tarif : — ils finissent par l'*accord* suivant : *libre échange* interprovincial ; *concession proportionnelle* au H.-C. des perceptions douanières, contrôlées au bureau du *Coteau-du-Lac* (Soulanges), frontière commune, — *contrôle* aussi au bureau spécial des douanes perçues au H.-C. sur les objets provenant des É.-U. et passant au B.-C. ; *répartition* de ces revenus deux fois l'an.—La convention part de mars 1797 et n'est qu'*annuelle*.

3o **Opposition à cette combinaison** : — le commissaire ontarien, *Richard Cartwright* (1759-1815), originaire d'Albany (N.-Y.), membre du Conseil législatif, amène l'Assemblée à refuser l'acceptation, surtout pour éviter le tarif d'entrée sur les marchandises des É.-U... ce qui détermine *l'ajournement* de l'accord proposé. — L'expérience lui donne raison : en 1797, le transit des affaires accuse à Niagara, à Détroit, à Cataracoui un montant d'un *demi-million* de dollars, pour marchandises centralisées à Montréal. — Aussitôt la *convention réciproque* est signée pour quatre nouvelles années (1797-1801). — Elle est ainsi renouvelée jusqu'en 1818.

2°
Commerce avec les E.-U.

1o **En Nouvelle-Ecosse** : — le traité de Jay a fermé les ports des Provinces maritimes aux vaisseaux américains. — Mais la frontière des îles de l'embouchure de la rivière Sainte-Croix est laissée indécise : — aussi les petits voiliers américains trafiquent avec ceux du N.-B. et de la N.-É., surtout pour l'exportation du *sulfate de chaux* (gypsum ou *plâtre de Paris*), comme engrais agricole abondant dans la baie de Fundy. — Les bateaux américains transportent aux Antilles les produits du nord, réalisant de beaux bénéfices.

2o **Au Haut-Canada** : — il a été difficile de déterminer la valeur réelle des *exportations* canadiennes aux É.-U. et des *importations* américaines au Canada. — Le rapport des Commissaires, pour l'année 1797, indique une échelle approximative : 43,668 gallons de liqueurs, 2,611 ballots de marchandises du prix de 52,220 liv. sterl., 261 batils de sel, ont passé du Can. *à Détroit* ; — sans compter ce qui a été servi à Makinac. — *De Détroit* sont entrés (1797) : 2,616 ballots de fourrures, de Makinac 3,210, d'autres encore ont descendu le fleuve Ottawa.—R. Cartwright, marchand en gros et expéditeur, a laissé des détails circonstanciés sur le commerce à Cataracoui. — Les marchandises arrivent d'Europe à Montréal, d'où après examen et empaquetage, on les dirige de Lachine à Cataracoui, du lac Ontario à Queenston, de là en chariots sur Chippawa (fort Érié), puis en bateaux jusqu'à Détroit et Makinac.

1o **Développement du trafic** : — la commission des expéditeurs montréalais leur assure le 5 pour 100 ; — pour les fourrures et la potasse, 1 pour 100 s'ils les exportaient, 2 et demi si on les vend sur place. — En 1801, le commerce du H.-C. est estimé par *Cartwright* et *MacGill* à 420,000 dollars : celui des pelleteries du Canada entier exportées, à 600,000 liv. sterl., les ventes et emmagasinages pour les garnisons du

pays, à 600,000 liv. sterl. ou 4,800,000 dollars. — Jusqu'à 1812, le système de trafic généralement adopté est l'*échange direct ;* — le négociant est à la fois le *banquier* et *le liquidateur* de ses voisins, le *chef* responsable de l'emmagasinage des produits mis en réserve : aussi bien, les banqueroutes ne sont pas rares, faute de monnaie courante, par concussion, et l'absence de crédit.—Les *capitaux* manquent ou restent accumulés dans les mêmes bourses. — Un des résultats des menaces de guerre est l'impulsion donnée à Québec et à Saint-Jean aux *constructions navales*, industrie un peu négligée d'ordinaire.

3°

Accroissement commercial et industriel

2o **Abus des concessions agraires** : — contre l'ancien *régime seigneurial*, il n'y eut pas assez d'anathèmes. — Après 1791, les concessions sont accordées *sous réserve* qu'elles seront mises en valeur par les acquéreurs. — Par la faveur de grands personnages, l'on fait des *concessions par groupes* à des colons désireux de vivre dans la même localité : — en 1796, *Thomas Dunn* de Québec obtint ainsi *tout un canton*. — Certains personnages eurent de 12,000 à 48,000 acres ; — sous le lieut.-gouverneur Robert Shore Milnes 1,425,000 sont concédés à 60 personnes seulement, pour de véritables *spéculations* scandaleuses. — Dans le H.-C., avocats et magistrats sont gratifiés de 1,200 acres chacun, les Conseillers de 5,000, et de 1,200 pour chaque enfant. — Ce procédé est suivi jusqu'en 1825, époque où la *Compagnie du Canada* est chargée des distributions agraires.

3o **Avantages économiques de la guerre** : — en 1812, 1813, 1814, les *fournisseurs* de l'armée de terre et de mer intérieure font fortune : les marchandises passent en quantité énorme de la Nouvelle-Angleterre au Canada, grâce à une *contrebande* quasi autorisée. — Le *numéraire* afflue d'Europe, surtout du Trésor britannique. — Aussi, le traité de Gand imprime un nouvel essor au trafic et à l'industrie. — Les fourrures ne peuvent cependant être sujettes à l'exportation et à l'importation gratuite. — Le *tarif général* des entrées est limité à 30 ou 35 pour cent.

4°

Fluctuation du trafic (1827-37)

1o **Doctrine de Huskisson** : — en 1822, il fait adopter *deux lois* qui diminuent la *tension des relations* commerciales : entre le Canada, les Antilles anglaises et les É.-U., entre les possessions britanniques et l'étranger. — En 1825, le Canada bénéficie pour *le grain* d'une *prime* et d'un *tarif préférentiel* aux Antilles et à Londres ; — de même, pour le *bois de construction*. — D'autre part, les objets manufacturés dans la métropole trouvent un débouché avantageux au Canada. — La voie s'élargissait pour aboutir à un plus grand relâchement des lois, au libre échange peut-être.

2o **Réaction en Angleterre** : — elle est attribuable, ou aux violentes *idées politiques* qui agitent les deux provinces canadiennes, ou à la dépression du trafic en Grande-Bretagne (1827-28). — Le parti tory revient alors aux anciennes restrictions, en faveur de la *loi des céréales* (corn laws).— A partir du 1er déc. 1826, tous les vaisseaux américains sont exclus de toute escale des ports coloniaux, même du Cap-sud-

africain. — Les conséquences se firent sentir désastreuses : on réclama de toutes parts auprès du cabinet de Londres, surtout les grands *manufacturiers* du pays, privés de l'exportation de leurs produits confectionnés. — En 1830, on reprit l'usage du commerce direct avec les É.-U. — Mais, nouvelle *crise* du trafic en Angleterre (1834), aux É.-U. (1835), au Canada (1837), où il avait pris de l'essor, de 1830 à 1836.

5° *Développement industriel*

1o **Exportations** : — de 1828 à 1836 — à part 1832, année du choléra — accroissement du trafic canadien avec la métropole : — surtout du *bois de construction* (timber, lumber) ; — par malheur, les capitaux investis proviennent de l'étranger, profitant aux armateurs et aux commanditaires. — Les Canadiens n'ont réalisé d'autres *bénéfices* que leur salaire journalier, le gain modeste sur la vente des provisions, de liqueurs fortes importées, au détriment de la moralité et de la colonisation agricole. — Disparition de *belles forêts*, soit par la hache, soit par les *feux* accidentels ; — départ des *marchands* une fois enrichis. — Québec organise un chantier de *construction navale*. — Les chantiers du *Nouv.-Brunswick* offrent les mêmes avantages et les mêmes inconvenients.

2o **Moulins, usines, métiers** : — au H.-C., les moulins à farine, attirent des *groupements*, noyaux des villes. — Çà et là, surgissent des *brasseries*, des *distilleries*, des *scieries* ; — ailleurs, des *filatures*, des manufactures où s'élaborent laines et cotons, utilisés à domicile par les Canadiens français. — Le H.-C. a recours aux étoffes et toiles importées d'Angleterre ; — le B.-C. compte, en 1830, 13,500 *métiers de tisserand* et confectionne les vêtements et linges de ménage, à peu de frais. — Savon, chandelles, huiles, sucre d'érable sont d'excellents produits domestiques.

3o **Fer et forges** : — les fonderies du *Saint-Maurice* sont toujours florissantes : — elles fournissent au pays des poêles, chaudières, marmites, chaînes, pots, scies, toute la quincaillerie. — Une autre fonderie s'élève à *Marmora* (comté de Hastings), vers 1823 : — les difficultés de transport et un marché restreint empêchent les sociétaires d'en faire une opération payante.

4o **Pêcheries** : — elles continuent à produire de beaux dividendes, tout en restant d'une exploitation presque médiocre : — la morue sèche, le saumon salé, l'huile de marsouin sont bien accueillis sur les marchés étrangers. — Mais les capitaux engagés sont inférieurs à l'exploitation qu'il conviendrait de développer.

1o **Prix des denrées** : — à partir de 1825 jusqu'à la Confédération, le taux des approvisionnements est à peu près *uniforme*, — à l'exception de certaines années de mauvaise récolte ou des conflits armés — guerre de Crimée (1854) et de Sécession (1861-65). — En 1836, le boisseau de blé varie entre 0.75 et 0.90 ; — à Montréal, le prix pour l'exportation flotte entre $1.00 et $1.50 : — et les autres denrées en proportion. — Le *baril de farine* est à $4.50 ou à $5.00 ; — le *lait* se vend $0.05 le quart

6°
Coût de la vie
et
salaires

de gallon ; le *beurre*, de $0.15 à $0.20 la livre ; le *fromage*, de $0.10 à $0.15 ; le *pain* de 4 liv., de $0.10 à $0.15 ; le bœuf et le *porc*, de 0.05 à 0.08 la livre.

2o **Salaires courants** : — ils sont en relation avec le bon marché des denrées et des effets domestiques.— Les serviteurs et les servantes reçoivent un *salaire mensuel* de $5.00 à 8.00.—Les *domestiques*, les valets de ferme couchés et nourris, de $8.00 à 12.00 par mois ; sans la pension, de $16.00 à 20.00.— Quant aux artisans de métier, ils sont classés entre $1.25 et 1.50 par jour.

III°
Époque de
la crise
(1837-40)

1o **Ses causes économiques** : — le *déplacement des capitalistes*, enrichis par les transactions commerciales : le B.-C. leur donne l'impression d'un pays étranger au milieu des Canadiens français : — ceux-ci d'ailleurs se sentent bien chez eux pour mille *raisons naturelles* ; — leur *home* à eux, c'est la Grande-Bretagne, à part *quelques* exceptions et leurs descendants bientôt. — En 1837, les *griefs des Ontariens* se manifestent multiples et graves : — fermeture des banques, stagnation du trafic, plaintes fondées de l'Assemblée législative concernant la situation économique ; —ces plaintes sont soulevées surtout en vertu des droits d'entrée et de sortie, des privilèges du transport monopolisé par les vaisseaux anglais, de la douane qui gêne les relations avec les États-Unis, les Antilles. . .—Les *Provinces maritimes* réclament également plus d'air et de liberté, n'ayant que *trois ports* francs : Halifax, Pictou, Sydney, à l'est, ceux de Liverpool et de Yarmouth ne servant guère que d'entrepôts et d'emmagasinages.

2o **Refus de la métropole** : — la *crise commerciale* aggrave la crise politique, et réciproquement. — La métropole (1837-40), instruite par l'enquête officielle de 1828, avait sans doute le devoir de réformer ses règlements douaniers : — elle tenait à garder la colonie *en tutelle*, sans envisager les risques et les résultats inévitables. — En effet, les *Canadiens français* eux-mêmes imitent alors les émigrés et les Ontariens : ils traversent la ligne, sont bien accueillis au-delà, s'y établissent au détriment de leur pays natal, se sentant plus libres et plus à l'aise dans leur vie politique, économique, financière, commerciale : — les uns et les autres préféraient, par l'exode, *les maux* qu'ils ignoraient à ceux qu'ils venaient de subir.

CHAPITRE V

Le Système financier et postal

I° Établissement du crédit (1817-22)

1o Nouvelles tentatives : — l'échec de la fin du siècle se répète au seuil du nouveau. — En 1807, on veut réaliser l'idée d'une *banque du Canada*, à l'instar de la *Banque des É.-U.*, avec agences à Québec et à Montréal ; —la Législature [illegible] projet à la *seconde lecture* (1808). — Des négociants de King[illegible]ent un *essai analogue* pour le Haut-Canada (1811) : la déclaration des hostilités détermine le renvoi de ce projet financier. — *Reprise* en 1815-16. sans plus de succès devant les Chambres.

2o Origine des Sociétés anonymes : — le 19 mai 1827, des commerçants de Montréal et d'ailleurs adoptent le système de la *Banque privée*, sans recours à la Législature : — *le Herald* publie les " Articles de la Société de la **Banque de Montréal** " (29 mai), — le capital investi *étant souscrit* surtout par des Américains, les opérations inaugurées en novembre de la même année. — Ces *articles*, base du système des banques, dans la suite, sont empruntés à la Constitution de la Banque aux É.-U. d'*Alex. Hamilton* (1789-1811-1816) (*V.* A. Shortt, *Can. and its Prov.*, t. IV, p. 603). — En 1818, *fondation* des trois banques canadiennes : **Banque de Québec**, **Banque du Canada** à Montréal, **Banque du Haut-Canada** à Kingston : — *imitations* exactes de leur aînée. — Les Canadiens français nantis de fortune accordent leur crédit et achètent des actions dans les banques : les habitants y sont les meilleurs déposants, contrairement à leurs congénères du Haut-Canada. — En 1821, *reconnaissance légale* (incorporation) de ces Sociétés financières. — En 1822, la **Banque d'York** (Toronto) remplace celle de Kingston, qui a failli.

II° Monnaie courante (1825-40)

1o Organisation anglaise : — après 1822, le *Trésor de Londres*, endetté par les énormes arriérés des guerres napoléonniennes, a recours à une réforme de la *monnaie courante* (currency) :— elle sert au paiement en espèces ; — elle réclamait un *cours uniforme*. — Dès 1816, la *pièce d'or* est la base de l'unité monétaire ; la valeur légale de l'*argent* monnayé ne doit pas dépasser 40 sh. — En 1821, la **Banque d'Angleterre** commence ses paiements en espèces métalliques. — En 1825, elle étend ce système aux colonies : — au Canada, on aura la pièce d'or comme base, l'argent et le billon anglais comme monnaie de comptes courants, les *billets de change* pour les grosses sommes escomptés à 3 pour cent :— par exemple : 100 liv. st. payables au pair à Londres valent 103 liv. st. payables au pays. . .

2o Echec du système au Canada : — Sir James Stephen, sous-secrétaire des colonies, était d'avis que nul ordre en conseil ne pouvait légalement modifier le *cours des monnaies coloniales* : il eut des contradicteurs. En fait, le Canada lui donna raison. — L'expérience démontra que les

deux Provinces, en dépit des ingérences de Dalhousie et de ses subordonnés et successeurs, entendirent s'en tenir aux *dollars* et *cents* (sous) (1825-35), et pour la monnaie courante et pour les billets de banque. (*V.* A. Shortt, *Ibid.*, p. 116-20),

III° Papier-monnaie (1820-40)

1o **Rareté du numéraire** : — faute d'adopter l'unité monétaire britannique et ses fractions ou *coupures*, les espèces métalliques étaient rares ou *introuvables*. — D'autre part, les monnaies d'or et d'argent ne sortaient jamais des banques : *le dollar* ou la piastre, de même valeur qu'aux É.-U., n'apparaît guère sous la forme de pièce d'argent. — Ces procédés créaient la gêne, paralysaient les transactions de commerce : il fallait avoir recours au *papier-monnaie*.

2o **Circulation des billets de banque** : — ces billets tiennent lieu d'or et d'argent dans l'usage journalier : les *coupures* de 50 et 25 sous circulaient au point d'être mis hors d'état de servir ; se déchirant en peu de temps, on ne les présentait même pas aux guichets pour le remboursement de leur valeur. — *Nominalement* les billets étaient remboursables au pair sur présentation ; *en pratique*, l'opération comportait un fort escompte. — Jusqu'à 1830, les établissements financiers subissent de *violentes critiques*, surtout la Banque de Montréal, qui exigeait un taux d'escompte sur les billets payables à Québec ou ailleurs. — Pour renouveler *sa charte* (1830-37) elle doit se soumettre à des rapports circonstanciés sur ses fonds et ses opérations. — Les banques existantes étaient possédées par les membres des Assemblées et des Conseils : d'où leur *crédit* universel inébranlable.

IV° Essor des banques (1829-40)

1o **Nouvelles fondations** : — 1. *Banque de la Ville de Montréal* (1831) au capital social de 1 million. — 2. *Banque du district Midland* (1829) à Kingston ; — 3. *Banque du Commerce* du même district (1831-56), au capital de 500,000 dollars. — Essais de fondations à Brockville, à Sainte-Catherine, à Hamilton, à Cobourg (183 -34) : elles ont des succursales seulement. — 4. *Banque de Gore* (1835). — 5. Sur le modèle de la *Banque britannique par actions* (Joint Stock) s'établissent : *Banque agricole*, fondée par le capitaine anglais Georges Truscott et G.-C. Green, commissaire en retraite (1834) : la première au Canada, elle accorde l'*intérêt aux dépôts* consignés ; — *Banque des Fermiers* (1835) ; — *Banque du Peuple* (1835) à Toronto, fondée par Francis Hincks. — 6. Dans le Bas-Can., *Banque du Peuple* (1835), instituée par messieurs Viger et Dewitt, avec succursales à Boucherville et à Saint-Hyacinthe. — 7. *Banque britannique de l'Amérique du Nord* (1836), la plus florissante de toutes, ayant des succursales à Terre-Neuve, dans les Prov. maritimes.

2o **Crise commerciale** : — en 1837-38, elle n'est pas causée par la *crise politique*, bien qu'elle en subit le contre-coup : — elle se présente subitement, venant d'Angleterre par la voie des É.-U. — Les deux pays étaient *solidaires* en fait de *capitaux*, prêtés par l'un pour le développe-

ment des ressources naturelles, en fait de *vente* et *d'exportation* d'objets ou d'effets, manufacturés pour l'autre. — Le Canada dépendait surtout des E.-U. pour ses *aides financières*, pour ses espèces monnayées ou le numéraire. — Aussi, dès le début de la crise, la Banque de Montréal et celles du Bas-Can., sollicitent de la Chambre l'autorisation de suspendre les paiements en *espèces métalliques*. — Les autres banques du H.-C. réclament *le bénéfice* du même privilège (19 juin 1837).) En mars 1838, les banquiers américains, sortis de la crise, recommencent à escompter *en argent comptant* ; — celles du B.-C., également en mai suivant ; — celles du H.-C., le 1er nov. 1839. — Dans l'intervalle (1837-40), une nuée de *spéculateurs véreux* ont fait circuler une énorme quantité de papier-monnaie, qui ne furent jamais remboursables. (*V. A.* Shortt., *op. cit.*).

V°

Service postal

transocéanique

(1800-30)

1o **Modo de transports** : — le capitaine de voiliers transatlantiques privés annonçait au public le jour du départ pour l'Amérique : — par lettre, il chargeait un *denier* (penny : *deux sous*), pour le port d'arrivée, d'où la poste la transportait à de nouveaux frais au destinataire ; — plus tard, il exigea le double. — Vers 1820, l'État établit une ligne de isseaux rapides de Liverpool à New-York ; — de ce dernier port on geait le courrier sur le Bas et le Haut-Canada.

Affranchissement légal : — le port d'une lettre était : — Londres à Halifax et à Québec, 92 sous ; — à Montréal, 96 sous ; — à Kingston, $1.04 ; — à Toronto, $1.12 ; — à Amherstburg, le terminus d'alors, $1.24. — Si le transport océanique est fait par bateau privé, mais organisé par la poste quand même, le prix est réduit respectivement de 26 sous. — . courrier aboutissait à un *port américain*, et non canadien, sans l'intervention du ministère postal anglais, *le tarif* pour ces localités était de 47, 31, 47, 41, 61 sous.

1o **Enquête sur les taxes postales** : — en 1821, la Chambre du H.-C. constitue *un comité* qu'elle charge d'examiner les droits de la métropole et ceux de la Province : le docteur *W. Baldwin*, père du futur ministre *Robert Baldwin*, en est le président. — Après de minutieuses investigations, le comité conclut son rapport, en affirmant que " le *système postal* s'est développé en dehors de toute sanction légale, et qu'il convient de légiférer en faveur de l'appropriation de ses revenus aux dépenses de la voirie ". — En 1827, la Chambre du B.-C. adopte les mêmes réclamations provinciales contre le fisc du ministère métropolitain.

2o **Livraison des journaux** : — en 1831, éclate une dissension entre un gérant de journal de Montréal et le chef des Postes à Québec : celui-ci exige le même affranchissement que pour les lettres ; — il accorde la *perception de la taxe* à des officiers de son département, et leur permet de s'en assurer le rendement à son compte personnel : c'était créer au journalisme une situation intolérable. — Le 26 mars 1832, *une loi* des Communes anglaises attribue le contrôle et l'administration de la *Poste*

VI°
Lutte
des Provinces
contre
le ministère
(1831-40)

des Colonies au Bureau général de Londres : c'était nouer davantage les dissentiments des Provinces.

3o **Profits exorbitants** : — de 1831 à 1834, le bénéfice du Trésor anglais montait à 3,314 liv. st., au détriment des deux Canadas. — Le représentant colonial des Postes à Québec perçut, sur les journaux, durant le même intervalle, la somme énorme de 6,404 liv. st., outre le salaire de 3,185 liv. — Stayner proposait alors au ministre de porter le nombre des bureaux postaux de 254 à 500, en 1835 : il voulait se tailler une fortune honorable.

4o **Epoque de transition** : — ces scandaleuses *concussions*, communes en haute et en basse administration, vinrent favoriser un changement qui s'imposait depuis longtemps. — Le fameux rapport de *lord Durham* concluait à l'adoption d'un système postal, exclusivement *colonial*. — En 1839, *Poulett Thomson* s'empara de l'administration des Postes lui-même. Il nomma une *Commission* d'études, chargée de l'éclairer, composée de Stayner, d'Ed. Dowling, de John Davidson : elle réunit en octobre 1840, et présenta son rapport le 31 déc. 1841, après le décès du gouverneur. (*V.* W. Smith, *Can. and its Prov.*, t. IV, p. 729).

CHAPITRE VI

L'Immigration et la Colonisation

I°
Immigration
1°
Provenance
et caractère
(1822-32)

1o **Causes déterminantes** : — en 1822-25, fort courant d'*émigration* dans les Iles Britanniques. — A dessein, on l'oriente vers l'Amérique, en favorisant l'exode du *surplus* de la population pauvre. — En Angleterre, la perception des *taxes pour les indigents* gêne les nobles, les riches bourgeois, les manufacturiers : l'on s'ingénie à les expatrier. — En 1826, une *Commission* ou un *Comité parlementaire* élabore, après enquête minutieuse, une série de rapports, de brochures de propagande : l'impulsion est générale.

2o **Éléments de l'émigration** : — ce sont *les miséreux*, hospitalisés dans les asiles de l'État, — *les condamnés* de droit commun des villes et des bourgs du Royaume-Uni : — une partie de ces éléments paraît peu désirable et impropre. — Par malheur, *les vaisseaux* où on les entasse sont malsains, contaminés, sortes de sentines d'immoralité, selon les rapports consignés aux archives de Halifax, Saint-Jean, Miramichi, Québec, Montréal. — Espérait-on transformer *ces recrues forcées*, au grand air du Canada, en hommes sobres, laborieux, en citoyens probes, intéressés, en pères de famille exemplaires ? L'expérience vint corroborer les inéluctables *lois de l'hérédité*. — Administrateurs et anciens colons élèvent bientôt de vigoureuses *protestations* contre un tel voi-

sinage, qui est une menace pour la morale publique, un fardeau souvent, un danger même pour la propriété. — Pour un laps de temps, l'on essaie de remédier au mal.

3o Origine : — les statistiques accusent les débarquements d'**une période (1826-32)**, concernant chaque année : — **1827** : 12,648 ; — **1828** : 12,084 ; — **1829** : 15,945 ; — **1830** : 28,000 ; — **1831** : 50,254 ; **1832** : 51,746. — A cette époque, *l'Irlande* a une population d'environ 7,500,000 âmes ; — les *villes industrielles* anglaises (Manchester, Birmingham) ont une pléthore de jeunesse pauvre et désœuvrée.—Aussi, les *deux tiers* des émigrants sont *irlandais* (110,000) ; les *deux autres tiers*, Anglais ; un *dixième* est Ecossais.

2°

Direction

du courant

1o Aux États-Unis : — dès le début des exodes européens, la République travaille à se prémunir contre l'entrée des *émigrants de basse classe* ; — elle adopte des *lois* ou *règlements* qui défendent le *débarquement* des criminels et des mendiants, des miséreux et des condamnés : — armateurs et officiers de marine sont contraints à les rapatrier à leurs frais. — Dans la suite, les émigrants munis de ressources ou d'un petit capital, dotés de connaissances techniques ou professionnelles, se dirigent d'ordinaire vers les É.-U., où ils sont bien accueillis, au besoin aidés à s'établir, à prospérer. — En 1827-37, plusieurs mobiles déterminent les *émigrants du Canada* à franchir la frontière : — M. G. Forsyth de Montréal évalue la proportion à 60 pour 100. — Ce *mouvement canadien* se perpétua dans la suite et contribua à peupler en partie : l'Ohio, l'Indiana, le Michigan, l'Illinois, le Wisconsin, le Minnesota, le Dakota.

2o Au Canada : Halifax au lac Huron : — grâce aux subventions de l'État, les comités anglais d'émigration ont organisé *l'expatriation* de la classe populaire vers la colonie. — L'État a d'ailleurs engagé des capitaux dans certaines *entreprises* d'utilité publique, — le *canal Rideau* entre autres ; il lui faut la main-d'œuvre immédiate. — Dans le Haut-Can., les fermiers-propriétaires la réclament aussi, en qualité d'*engagés*, disposés à apprendre le défrichement, l'abatis, le genre spécial de culture, l'époque des semailles, la façon rudimentaire de se bâtir *un home*, les moyens parcimonieux de s'établir à poste fixe. — La liberté du choix, l'acquisition de *lots de terrain*, à raison de 50 acres de *concession gratuite* ou d'autres agrandissements à *prix modérés*, payables à loisir, constituent un *stimulant* plein d'attraits, dans une région encore vierge.

1o Compagnie du Canada : — fondée en Angleterre (1824), elle obtient une *charte légale* (1826) dans le dessein de ressaisir d'immenses étendues de terres de la Couronne, au H.-C. surtout : — elle devra les concéder *par lots* aux colonisateurs, au *bénéfice* très rémunérateur des membres de la Compagnie. — En fait, le succès couronne ses démarches : les installations d'émigrés deviennent bientôt *fort prospères*, à Guelph, à Stratford, à Goderich, à Sainte-Marie...

3°
Compagnies colonisatrices
(1824-36)

2o **Compagnie agraire de l'Amérique anglaise** : — nouvelle institution *anonyme* — **The Brit. Amer. Land Co.** — est créée au B.-C., *patentée* en 1833, après diverses péripéties au sein de l'Assemblée législative (*V.* R. Christie, t. III, p. 493).— Les *sections* territoriales octroyées par la Couronne s'étendent dans la vallée du *Saint-Francois*, mesurant une superficie d'à peu près 800,000 acres. — Nombreuses *habitations*, bientôt prospères (1833-36) ; — l'installation des recrues anglaises dans les **Cantons de l'Est** a constitué l'un des griefs des *Troubles politiques* de l'année suivante.

II°
Population approximative
(1844)

1o **État de la population** : — en 1825, la population totale de la colonie est approximativement de 900,000 âmes, dont 582,000 appartiennent aux *Deux Canadas*. — En 1831, elle atteint le chiffre de 1,400,-000 : accroissement relativement rapide, laquelle eût sans doute contrebalancé celui des É.-U., si l'on eut songé à le favoriser par un *système régulier* d'immigration saine et de sage administration adaptée aux bons éléments. — Aussi bien, le gouvernement ne sut ou n'osa pas enrayer l'*exode incessant* au delà des frontières.

2o **La décade suivante** : — en 1838, la **Nouv.-Écosse** — 18 comtés — a une population de 202,575 âmes ; — en 1840, le **Nouv.-Brunswick** — 14 districts, — 156,162 ; — l'**Assiniboine** — 4 localités, — 4,704 ; — l'**Ile-du-Prince-Édouard** — 3 comtés — 47,042 ; — en 1842, le **Haut-Canada** — 19 districts, — une population de 487,053 âmes ;—en 1844, divisé en 36 comtés, le B.-C. compte 697,084 hab. : total, environ 1,-600,000.

1o **Première division** : — le 7 mai 1792, Al. Clarke divise la Province en **27 comtés** ou circonscriptions électorales, portant la plupart une *dénomination anglaise*, afin de perpétuer le souvenir de personnages célèbres, *inconnus* des habitants — Chaque comté devait élire *deux* représentants ; — cependant *quatre* comtés : Bedford, Gaspé, Orléans, William-Henry ne sont représentés que par un *seul* député.

2o **Deuxième division** : — le 14 mars 1829, les comtés sont remaniés, quelques-uns changeant d'application, d'autres resteront les mêmes ; — *un* député par 1,000 âmes ; *deux* députés par 2,000 ; le comté de Mégantic, faute du nombre requis, est rattaché à la Beauce. — Montréal en a 2, Québec 4, Trois-Rivières 2.

3o **Répartition comparée** : — les appellations *françaises* remplacent désormais les anglaises qui, dans *tels* comtés, comportaient une dérisoire provocation.

III°
Divisions électorales
(1792-1838)

1792-1829	1830-1838	1792-1829	1830-1838
1. *Bedford*......	Rouville, Missisquoi	12. *Leinster*.....	Assomption, Lachenaie
2. *Buckingham*..	Yamaska, Drummond Nicolet, Lotbinière Sherbrooke, Mégantic	13. *Montréal*.....	Montréal (3)
3. *Cornwallis*....	Kamouraska, Rimouski	16. *Northumberland*	Montmorency, Saguenay
4. *Devon*........	L'Islet	17. *Orléans*......	Orléans
5. *Dorchester*....	Beauce, Dorchester	18. *Québec*.......	Québec (3)
6. *Effingham*....	Terrebonne	21. *Richelieu*.....	Richelieu, St-Hyacinthe Shefford, Stanstead
7. *Gaspé*........	Bonaventure, Gaspé	22. *St-Maurice*....	Champlain, St-Maurice
8. *Hampshire*...	Portneuf	23. *Trois-Rivières*.	Trois-Rivières (ville)
9. *Hertford*......	Bellechasse	24. *Surrey*.......	Verchères
10. *Huntingdon*..	Lacadie, La Prairie Beauharnois	25. *Warwick*.....	Berthier
11. *Kent*........	Chambly	26. *William-Henry*	Sorel
		27. *York*........	Deux-Montagnes, Vaudreuil, Ottawa

— Ainsi, en 1830, la Chambre comprend **84** députés, provenant de **46** comtés et représentant environ 550,000 âmes.— Sous l'Union, nouvelles circonscriptions. (*V.* J. Desjardins, *op. cit.*).

IV°
Colonie de la Rivière-Rouge
(1811-40)

1°
Habitants

1o **Les aborigènes** : — impossible de consigner *les noms* des tribus et d'énumérer chaque famille ethnique : — Sauteux, Sioux, Mandanes, Assiniboines, Cris, Pieds-Noirs... (*V. Handbook of Indians*, Ottawa, 1913).

2o **Les métis** (latin : *mixtus, mistus*, mêlé, mixte) : — homme ou femme — *métisse*, — issu de l'union d'un *blanc* avec une Indienne, d'une *blanche* avec un Indien. — Époque *incertaine* de leur origine.—**Premières familles** connues: *Francois Beaulieu* (1778) à la Rivière-des-Esclaves ; *Louis Nolin* (1776), *Augustin Cadot* (1780), *John Macdonell* (1790) à la Riv.-Rouge...— **Condition** : chasseurs, coureurs de bois, voyageurs, compagnons des explorateurs ou guides, serviteurs des Compagnies, — appelés les **gens libres**, mêlés aux indigènes et surtout excellents *interprètes*. — **Croyants** ou **catholiques** la plupart, imbus par tradition des *vérités* dogmatiques, enseignées par les derniers Jésuites (1754) et qu'ils communiquent à leur entourage, — malgré le *relâchement* des mœurs en l'absence de tout missionnaire.

3o **Les Canadiens-français** : — *élément* de population, exclus des *historiens anglais* ; — atteint le chiffre d'environ *2,000* personnes, hommes, femmes, enfants ; — *employés* des Compagnies, bourgeois, commis, ouvriers, contre-maîtres, à peu près 800 dans tous les postes, dont 311 dans les vallées de la Riv.-Rouge et de l'Assiniboine ; — venus du B.-C. ou métis, formant la classe des *gens libres*, libérés des engagements contractés avec les Sociétaires. (*V.* R. P. A. Morice, *Hist. de l'Egl.*, t. I, p. 90).

4o **Les Européens anglais** : — gouverneurs, agents, facteurs, bourgeois, traiteurs, commis ; — tous *Protestants* de diverses dénominations ; — venus d'Europe par la baie d'Hudson et par la voie fluviale et lacustre du Canada. — Tous représentants de la *Comp. de l'Hudson*, ou de *celle du N.-O.*— ou de **la Comp. X-Y**, fondée à Montréal (1795) par la

maison commerciale ou syndicat Forsyth, Richardson et Mackensie, qui fit bâtir le fort du *Grand Portage* (1797) : — en 1804, au décès de ***MacTavish***, surnommé " le marquis " et " le premier ", elle se fusionne avec la Comp. du N.-O. — Les intérêts de rivalité portent les agents à introduire chez les Indiens l'usage et les abus pernicieux des spiritueux (It., *ibid.*)

2°

Fondateurs

(1811-20)

1o **Thomas Douglas, 5è comte de Selkirk** (1771-1820) : — né en juin 1771 à l'île *Sainte-Marie* sur la Dee, il entre à 15 ans à l'Univ. d'Edimburg, où il a pour condisciples Jeffrey, Dugald Stewart, Walter Scott (1786-90). — En 1797, il hérite, à la mort de son frère, du titre de *baron Daer et Shortcleugh* ; le seul survivant de *sept* garçons, en 1799, au décès de son père, il devient *comte de Selkirk*. — Ame généreuse, il sympathise avec les miséreux et les travailleurs, si nombreux dans le Royaume : son cœur lui inspire un opuscule sur l'*Emigration* (1805). — En 1807, à la Chambre des Lords, il présente ses idées sur la " défense militaire de l'Empire " ; — en 1809, il publie sa " Réforme parlementaire ".

2o **Essais d'émigration** : — plusieurs *causes* ont déterminé son objectif : la lecture des *Voyages* de ses compatriotes Hearne, les deux Henry, Mackenzie. l'Union forcée de l'Irlande (1800), la situation faite aux Highlanders, l'intérêt patriotique en faveur du Canada, de préférence à l'exode vers les É.-U. — En 1803, **première émigration** écossaise à l'île du Prince-Édouard, qu'il encourage de sa bourse, de ses conseils, de sa présence et qui le conduit à travers le Canada et les États. — En 1805, **deuxième entreprise** d'un établissement *gaélique* dans le H.-C., à Moulton et à Balsdoon, étouffé par le conflit armé de 1812. — **Troisième essai** à la Riv.-Rouge, rêve de sa vie, cause de ses déboires, de sa gloire. — En 1808, il achète un grand nombre d'*obligations* dans les bureaux londoniens de la Comp. d'Hudson. — Le 12 juin 1811, *concession* et *patentes* en sa faveur de 116,000 milles carrés ou 90 millions d'acres, situés au Manitoba actuel, au Dakota, au Minesota. — Organisation immédiate de l'œuvre : levée, transport des colons, des marchandises, du personnel dirigeant. (*V.* Rev. G. Bryce, *Can. and its Prov.*, t. VIII).

3o **Miles Macdonell, gouverneur** (1767-1828) : — né en Écosse, il passe en Amérique avec son père, le colonel John (1773), entre dans l'armée, devient lieutenant et capitaine (1794-96), habite Glengarry, est nommé shérif de district (H.-C.). — Excursion en Angleterre, rencontre de Selkirk. — En juin 1811, le Directeur général de la Compagnie lui confère le titre de **gouverneur** de son nouveau *district d'Assiniboine* ; lord Selkirk, celui de **Surintendant** de sa *colonie de la Riv.-Rouge*. — *Catholique*, Miles recueille des colons irlandais, leur procure un chapelain, *Charles Burke* ou *Bourque*. (*V.* E. H. Oliver, *The Can. N.-O.*, t. I, Ottawa, 1914 ; Chester Martin, *Can. and its Prov.*, t. 19, p. 14).

3°

Contingents coloniaux

(1811-15)

1o **Premier contingent** (1811-12) : — *recrutement* en Écosse, entravé par les parents et amis des Écossais montréalais de la Comp. du N.-O. ; — congénère énergique, Miles réussit quand même à enrôler " 90 ouvriers et 15 écrivains ", parmi eux *quinze* Irlandais. — Le **24 sept. 1811**, le parti débarque à York Factory, hiverne à 35 milles au-dessus sur le Nelson. — Miles, en juillet 1812, n'emmène que *22 hommes* — le Père Bourque retourné en Irlande — vers la Riv.-Rouge (30 août). — Le 4 septembre, officielle **prise de possession** du District par Macdonell, en présence de *W. Hillier*, avocat de la Comp. d'Hudson, de *J. MacLeod*, de *P. Mackenzie*. — Tentes dressées sur le terrain actuel de St-Boniface, en face du *Fort Gibraltar*. — Miles va hiverner à *Pembina*, y construit le *Fort Daer* en vue d'abriter les futurs colons.

2o **Second contingent** (1812-13) : — durant l'été de 1812, nouveau parti d'Irlandais — environ 20 — et d'Hébridiens, sous les ordres d'*Owen Keveny*, Irlandais de poigne, despote cruel, — débarque à York, le 26 août. — Le **27 octobre 1812**, après un voyage conduit à la façon militaire, les colons atteignent le confluent des rivières Assiniboine et Rouge, où les attendait Macdonell : — on a porté leur nombre à une *centaine* (V. *Dict. of Nat. Biogr.*, Selkirk).

3o **Troisième et quatrième contingents** (1814-15) : — le 28 juin 1813, départ de Stromness (Écosse) du *Prince de Galles* avec 93 colons évincés naguère du comté de Sutherland, — zélés *presbytériens*, sans ministre, conduits par un jeune médecin *Archibald Macdonald*. — Le capitaine *Turner* jette le voilier près du fort *Churchill* (Hudson), où il faut hiverner. — En **avril 1814**, environ 41 colons se dirigent par terre vers York ; au mois d'août, avec *dix autres* amis, ils arrivent aux *Fourches* — confluent — des deux fleuves... — **En 1815**, *Robert Semple*, né à Boston (1776), qui a commercé en Afrique et au Levant, devenu officier dans l'armée, est nommé **gouverneur-en-chef** de la région par la Comp. d'Hudson : — le 3 nov., il amène " un fort parti d'émigrés, *cent* personnes de tout âge, originaires de Kildonan (Écosse). — Lord Selkirk a ainsi recruté et transporté environ 300 âmes ; — lui-même établit *les Meurons* (1817). (*V.* A. Morice).

1o **Causes immédiates** : — 1. *Mascarade* des métis qui effraie les colons et les force à remonter la rivière Rouge jusqu'à *Pembina*, à 70 milles : ils y fondent le **fort Daer** (sept. 1812).—2. *Monopole* du buffle dont la chair forme *le pemmican*, réservé par la Comp. du N.-O. pour nourrir son personnel : l'animal abonde dans la vallée. — 3. La *colonie Selkirk* n'est qu'une succursale de l'*ennemie*, la Comp. de l'Hudson, dont il est le principal actionnaire. — 2. La *Proclamation* (8 janv. 1814) du gouverneur Macdonell " qui prohibe l'exportation des denrées, sous peine de confiscation, l'espace de douze mois ". — 5. *Notification* qu'il adresse (21 oct. 1814) à *Allen Macdonnell* de Carleton House, à *Duncan Cameron* de *la Fourche*, de se retirer avec personnel et marchandises du District d'Assiniboine. (*V.* Oliver, p. 190). — 6. *Saisie* de force de 60,000

liv. de denrées au *fort de la Souris* et des provisions du Canadien Desmarais (hiver 1814-15). — 7. *Proclamation* (18 avril 1815) du gouverneur qui promet une *pension* viagère à tout *défenseur* des personnes et des biens, blessé ou estropié pour sa cause.

4°

Sanglantes

rencontres

(1815-16)

2o **Rencontre de la Grenouillère ou des Sept-Chênes** : — ces procédés provoquent partout la haine, la vengeance : *surexcitation* des agents montréalais, des métis, des Indiens, — non des *gens libres*, qui se retirent la plupart à l'écart. — *Mandat* d'arrestation contre Miles. — *Réunion* des *Directeurs du N.-O.* à **Fort William** — bâti par eux en 1792, ainsi appelé du nom de *William MacGillivray*, principal actionnaire ; — ils confient à *Duncan Cameron* et à *Alex. Macdonell* la mission d'anéantir sur-le-champ l'œuvre de Selkirk. — **Première rencontre** (22 juin 1815) : — *assaut* des métis, commandés par Alex. Macdonell, et secondés de sa garnison du **Fort Gibraltar** (1804), assis au confluent des deux fleuves, dirigé contre le **Fort Douglas** (1812), situé par les colons sur la riv. Rouge, à 2 milles en aval : — **résultats** : 4 blessés, 9 canons capturés, Miles prisonnier volontaire emmené à Montréal ; — dispersion des colons — excepté *quatre* — par ordre de Cameron, maisons incendiées... — Héroïque résistance de *John MacLeod*, commis principal de la Comp. d'Hudson... — Puis, *arrivée* de Montréal de *Colin Robertson*, — du contingent de *Robert Semple* ; — retour d'anciens colons ; arrestation de D. Cameron, destruction du fort Gibraltar (août 1815-mars 1816) : — la colonie revient à la vie !... Hélas ! le 19 juin, *nouvel assaut*. Les métis, sous les ordres de leur valeureux chef, *Cuthbert Grant* ; — **résultats** : 21 colons tués, R. Semple blessé, achevé par un haineux Indien ; — les assaillants ont un mort, quatre blessés ; — *reddition* du fort Douglas, second exil des colons au lac Winnipeg... (*V.* A. Morice, *op. cit.*, p. 102 ; G. Bryce, *The Makers of Can.*, t. VIII.).

1o **Réaction de lord Selkirk** : — en octobre 1815, il débarque à New-York avec son épouse, un fils, deux filles ; — il se rend à Montréal, où il passe l'hiver et prépare sa revanche par le recrutement d'anciens soldats de 1812:—le lieut.-colonel **comte de Meuron**, Suisse français de Neufchâtel, commandait un régiment composé de Suisses de langue allemande, française, italienne, surnommés **les Meurons**, au nombre de 100 environ. — M. Macdonell, rendu sans procès à la liberté, redevient **gouverneur** ; — le 4 avril 1816, il écrit une lettre, contresignée de Selkirk, à l'évêque de Québec, lui demandant un *missionnaire*, car " il ne peut exister de stabilité dans le gouvernement, si la religion n'en est pas la pierre angulaire ". — Le 15 juillet, *ordre* intimé par les surintendants des Compagnies — Hudson et N.-O. — de restituer à Selkirk les propriétés saisies : — Commission de *juge de paix* dans le Territoire des Indiens, octroyée à lord Selkirk par le lieut.-gouv. du H.-C. (*V.* Oliver et G. Bryce, *op. cit.*)

2o **Restauration de la colonie** (1817) : — **en juin 1816**, le parti prend

la route de Fort William. — Là, Selkirk exige la mise en liberté des prisonniers ; — après enquête concluante, il lance un *mandat d'arrêt* contre le syndicat du N.-O., MacGillivray, Mackensie, Simon Fraser et d'autres ; il les renvoie subir leur procès à York (Toronto) ; — à 9 milles au-dessus du Fort, il hiverne dans un campement... — **En mars 1817**, départ des Meurons qui enlèvent le fort Douglas aux métis ou *Bois-Brûlés* ; — en juin, lord Selkirk salue enfin sa *Terre promise* !... Retour définitif de ses colons sur les 24 lots, désormais exempts d'impôts, fondation de leur paroisse de *Kildonan*, demande de missionnaires catholiques, attachement et soumission des métis, des Indiens, des gens libres au " chef de l'argent ", heureux d'être par lui soustraits aux agents turbulents des Compagnies qui les ont poussés aux armes. — Installation des Meurons *allemands* sur la rivière *Seine* (Saint-Boniface) ou *rivière des Allemands*. — Retour du fondateur à York par Saint-Louis (Min.) Washington, Albany, lac Ontario. (*V.* It. *ibid.* ; A. Morice, *op. cit.*).

5° *Restauration de la colonie* (1816-18)

3o **Déboires de Selkirk ; sa mort (1818-20)** : — En juillet 1817, le *commissaire-enquêteur* officiel envoyé à la Riv.-Rouge par le gouverneur Sherbrooke, le colonel *W. B. Coltman*, rédige un *rapport* favorable au lord contre les Compagnies jalouses. — Néanmoins le conflit est désormais aigu et violent dans les tribunaux du H.-C., où la magistrature se montre prévenue et hostile. — Procès du Meuron, *Charles Reinhart*, employé du *N.-O.*, meurtrier (19 sept. 1816) d'Owen Keveny : coupable, mais sentence non exécutée. — Procès contre Colin Robertson, — contre Selkirk, condamné à 500 liv. en faveur du shérif Smith, à 1500 pour l'emprisonnement de Mackensie. — Le lord écossais accuse à son tour : les meurtriers de R. Semple, leurs complices de la compagnie, D. Cameron... : le verdict est favorable à ses ennemis. — Blessé, indigné, il écrit son dégoût et son amertume au duc de Richmond, nouveau gouverneur (oct. 1818) et rentre en Europe. — L'état de sa santé le conduit avec les siens dans les Basses-Pyrénées : le 8 avril 1820, il meurt à Pau et il est inhumé dans le cimetière protestant d'Orthez. — Son fils, *Dunbar James Douglas* lui succède et meurt en 1885 sans postérité. — Miles Macdonnell mourut au Canada en 1823. (*V.* Oliver, p. 40).

1o **Gouverneurs ou administrateurs (1817-35)** : — par ordre chronologique : — 1. **Miles Macdonell** (1811-17), remplacé temporairement par : **James White**, jeune apothicaire d'Édimbourg, *aide-chirurgien* à bord du *Beagle* (1809-11) et à la Riv.-Rouge ; — **Colin Robertson,** commis de la Comp. du N.-O. (1809-14), puis de la B. d'Hudson, homme énergique et distingué dans ses manières, restaure l'ordre (1855-16. — 2. **Robert Semple** né à Boston 1766, officier de haute valeur, remplacé (9 juin 1816) par **Alex. Macdonell,** shérif de la colonie, administre en favorisant ses intérêts personnels jusqu'en 1822. — 3. **Andrew Bulger,** natif de Terre-Neuve, capitaine du détachement envoyé au Canada (1812), arrive à la Riv.-Rouge et ne gouverne que l'espace d'un an (1822-23) : il mourut à Montréal en 1858 ; — rem-

placé par **William Kempt**, Écossais, arpenteur habile (1815-23). — 4. **Robert Parker Pelly**, cousin de sir John Henry, gouverneur de la Comp. d'Hudson, demeure deux ans à fort Douglas (1823-25). — 5. **Donald Mackensie** (1783-1851), émigré d'Écosse (1800), commis de la Comp. du N.-O. ; — en 1809, il s'associe à Jacob Astor pour le commerce des pelleteries en Colombie ; — facteur principal de la Comp. d'Hudson (1822), *gouverneur* d'Assiniboine (1825-32), il meurt à Maryville (N.-Y.).

6°

Fin du

Régime Selkirk

(1820-34)

2o **Conseil d'administration** : — il est composé de *cinq* à *sept* membres au début, qui ont voix *consultative*, exercent plutôt des fonctions quasi judiciaires ; — ils ne sont convoqués que rarement par les gouverneurs, à peu près toujours par les *administrateurs* : — *onze* réunions seulement (1815-32). (*V.* E. H. Oliver, *op. cit.*, p. 34 et p. 51). — En 1834, la *population* du district compte 3,360 âmes.

3o **Fin du régime (1834)** : — le 26 mars 1821, *union* des deux Compagnies rivales sous la dénomination de **Cie de la baie d'Hudson**. — Les exécuteurs testamentaires de Selkirk restent les fondés de pouvoir de sa concession. — Sauterelles, inondations, incendies, perte de Pembina inclus dans les frontières de la République, ruine de la *Cie de Laine de Buffle* placée sous le patronage de *lady Selkirk* (1825), tout périclitait jusqu'au gouvernement de D. Mackensie qui vint la relever. — Néanmoins, en 1834, le 6è comte de Selkirk, Dunbar Douglas rétrocède le district d'Assiniboine à la Cie d'Hudson, à raison d'un stock de 15,000 liv. st. d'actions (*V.* Ch. Martin, *op. cit.*, p. 47).

V°

Explorations

arctiques

1o **Simon Fraser (1776-1862)** : — né à Bermington, fils du capitaine loyaliste écossais qui mourut en prison, après la reddition du général Burgoyne. — Sa mère vint avec l'orphelin se réfugier près de Cornwall. — En 1792, admis au service de la Cie du N.-O., commis principal (1802), envoyé à la Riv.-la-Paix (1805), il érige le *Portage des Rocheuses*, sur le versant occidental, et le confie à *trois Canadiens* sous *La Malice*: — le nom des régions nouvelles est la **Nouv.-Calédonie** (Écosse). — Le 20 mai 1806, accompagné de *Jules Quesnel*, de quelques voyageurs et Indiens, il part pour l'exploration, arrive au *lac Stewart* (26 juillet) où il passe l'hiver... — Le 28 mai 1808, il commence à descendre *le fleuve*, appelé depuis **Fraser**, à travers des difficultés inimaginables, et aboutit à la mer (30 juin) ; — en 33 jours, il remonte au *fort George*, et le 16 mai 1809, il se trouve à *la Paix*. — En 1811, il est chargé du district de la Rivière-Rouge, assiste à l'escarmouche des *Sept-Chênes*, est arrêté à Fort William par Selkirk et conduit à Montréal. — En 1821, il rentre dans la vie privée. — *Catholique*, il épousa la fille du capitaine Allan MacDonnell — Mathilda, (Ont.)—et mourut à St-André (Cornwall), le 19 avril 1862 (*V.* R. P. A. Morice, O.M.I., *The Hist. of B. C.*, Toronto, 1905).

2o **David Thompson (1770-1857)** : — né à Westminster (Anglet.). — En 1784, employé de la Cie de la baie d'Hudson, commence alors son

volumineux *Journal* au *fort Churchill*, reste en service jusqu'en 1797. — Cette année, il inaugure ses *explorations* de Nelson à la Saskatchewan, s'enrôle dans la Cie du N.-O., parcourt l'Assiniboine, le Missouri jusqu'au Mississipi, se livre à l'arpentage des régions de la Paix. — Entre 1807 et 1811, il explore de leurs sources aux embouchures la rivière **Thompson**, la Kootenay, la Colombie.—En 1812, il se rend à Montréal ; — de 1816-26, il est chargé de fixer *les frontières* internationales et meurt à Longueuil (1857). — Son *Journal* se compose de 45 volumes manuscrits et couvre une période de 66 années. (V. *The Makers of Can.*, Index.)

3o **Sir John Franklin** (1786-1847) : — sert dans la marine, à bord du *Bellerophon*, à Trafalgar. — En 1819-22, le Bureau colonial de Londres lui confie le commandement d'une expédition au *pôle arctique* ; — parti de York Factory par la voie du Grand-Lac-des-Esclaves, il atteint l'embouchure de la rivière *Mine-de-Cuirre* et la côte arctique. — En 1825-27, *seconde* excursion, il construit le fort Franklin et explore les bouches du Mackensie, l'île Herschel, jusqu'au 70° 11'. — En 1845, *troisième* expédition par mer, en vue de découvrir l'*introuvable* passage du Nord-Ouest : — abandon des vaisseaux dans les glaces, mort du découvreur et de tous ses compagnons dans le trajet vers le poste septentrional de la Cie de l'Hudson (V. *Can. and its Prov.*, L. Burpee, t. IV, p. 675-91).

- - - -

CHAPITRE VII

Les Troubles potitiques

1o **Jeunesse** (1786-1808) : — **né à Montréal** (7 oct. 1786), fils aîné de Joseph et de *Marie-Rosalie Cherrier*, sœur de la mère de D.-B. Viger et de la mère de Mgr Lartigue. — Élève du séminaire Laval, il captive l'admiration par *sa taille* élancée, *sa voix* mélodieuse, son *geste* imposant, ses remarquables facultés, son *éloquence* native, précoce, empoignante. (V. *Mém.* de M. de Gaspé) ; — il perfectionne ses talents par la lecture et comme *spectateur* assidu à la Chambre, où domine la physionomie de son père. — A la fin du cours classique, il entre, à *17 ans*, dans l'étude de son cousin B. Viger de Montréal (1803). — Esprit clair, logique, ardent au labeur, positif comme le droit, il sent son âme vibrante s'enflammer pour l'arène politique (1808).

2o **Débuts parlementaires** (1808-14) : — le 18 juin 1808, il se fait élire comme *représentant* de Kent (Chambly). — *Session* parlementaire (9 avril 1809) ; dissolution (2 oct.). — Le 23 nov., ses électeurs renouvellent son mandat au *sixième* Parlement ; *son père* représente Montréal Est. de 1809 à 1814 ; — *session* (29 janv. 1810) où P. Bédard et Bonav.

BAS-CANADA

1°

Principaux acteurs

1°

Louis-Joseph Papineau

(1786-1871)

Panet déposent, *pour la première fois*, le projet de loi concluant " à prendre sur le budget provincial les dépenses de la liste civile ", Le 3 mai 1810, L.-J. Papineau entre *au barreau* de Montréal. — *Réélu* (21 avril), il est présent aux *cinq* sessions du septième Parlement (12 déc. 1810-17 mars 1814). — En 1812, il s'enrôle dans la milice et fait la campagne avec le grade de capitaine.

3o **Homme politique** (1815-25) : — en 1814, son père rentre dans la vie privée ; — Louis-Joseph se porte comme candidat aux élections du 13 mai : il est élu *député de Montréal-Ouest*, qui lui renouvelle son mandat jusqu'au 26 mars 1832. — *Session* parlementaire (21 janv. 1815) où M. Papineau est élu *Président*, jusqu'au 10 janv. 1823. — Il peut ainsi mûrir son talent par l'observation, la réflexion, l'étude, la correspondance, les discussions politiques. — En juillet 1820, *beau discours* modéré, conciliant, aux électeurs de Montréal. — En 1821, il est appelé à siéger au Conseil législatif, *offre* qu'il décline pour diriger son parti. — En 1822, *délégué* avec Neilson à Londres, afin de déjouer le *premier projet d'Union* des Provinces : retour en nov. 1823.

4o **Le tribun du peuple** (1823-37) : — *Présidence* de M. Vallières de Saint-Réal : 10 janv. 1823-3 janv. 1825. — M. Papineau *défend* avec D.-B. Viger la *Loi du Commerce canadien* (Can. Trade Act) ; — il *accuse* l'administration de dilapider les revenus publics (Affaire Caldwell) ; — il *conclut* au refus du vote des subventions annuelles (**1823-24**) — Le 8 janv. 1825, *session* du 12è Parlement ; — *élu* au fauteuil par 32 contre 12 à M. Vallières : absence de Dalhousie (1825-26). — En juillet 1827, durant la campagne électorale, virulentes *diatribes* contre lui et ses créatures ; — le 27 août, *élu* à Montréal et à Surrey (Verchères) ; — le 20 novembre *orateur* élu par 39 voix contre 5 à M. Vallières, non candidat : nomination *non agréée* du gouverneur, qui proroge la Chambre. — Agitation générale, soulèvement de l'opinion contre Dalhousie : le 18 décembre, pétitionnement, énumération des griefs populaires ; — Neilson pour Québec, D.-B. Viger et A. Cuvillier pour Montréal, sont délégués à Londres, porteurs de requêtes signées de 87,000 protestataires : — Papineau est l'*âme* du mouvement nationaliste. — *En* **1823**, leur départ est suivi d'une violente *agitation patriotique* dans les comtés, les journaux, les réunions de jeunes gens. — *Rappel* à Londres du comte Dalhousie ; — calme relatif sous le conciliant *J. Kempt*, qui ratifie l'élection *présidentielle* de M. Papineau (**1828-29**). — Elections, Papineau *orateur*, agréé ; — sa lettre à lord Aylmer, réclamant une enquête sous Neilson et Phil. Panet : refus du gouverneur (1830-31). — Concession des terres (aux Cant. de l'Est) à la *Comp. agraire de Londres* : griefs des Canadiens contre l'envahissement, attaque vive de Papineau contre le député *Ralph Taylor* qui riposte, est mis en prison (1833). — Discours parlementaire sur les **92** *résolutions* (28 fév. 1834). — Élu *président* par 70 voix contre 6 à M. Lafontaine, non candidat (1835). Lord Gosford, gouverneur et *commissaire-enquêteur* : véhémente philippique de l'Orateur contre ce mandat, injurieux à l'Assemblée ; —

— *prorogation*, sans vote du budget depuis 4 ans ; — relations secrètes entre Papineau et Bidwell, Orateur du H.-C. (1836). — En avril, lord Gosford a ordre de passer outre et de verser les *salaires civils* : — indignation, récriminations, discours enflammés de Papineau, le 1er mai à Montréal, le 7 à St-Ours, le 15 à Saint-Laurent ; — *session* du 18-26 août, les députés revêtus en *étoffes du pays*... Mandats d'arrestation : crime de haute trahison : — le 25 nov., Papineau se rend au Vermont (**1837**).

5o **Dernière phase de sa vie** (**1838-71**) : — il séjourne deux ans aux E.-U., *huit ans* à Paris avec Béranger, Louis Blanc, Lamennais, etc. ; — *retour* en 1845, sans croyances ni pratiques religieuses. — *Député* du comté de St-Maurice : 24 janv. 1848-4-nov. 1851, antagoniste aigri contre Lafontaine et son parti ; — *élu* au comté des Deux-Montagnes 9 juillet 1852-23 juin 1852, époque où il quitte la carrière politique et se retire à Montebello, sur l'Ottawa, où il meurt le 23 sept. 1871... — En 1818, il épousa *Julie Bruneau*, fille aînée de Pierre, négociant et député de Québec, morte subitement au manoir (18 août 1862). — Trois fils, Lactance, Gustave, *Amédée* le seul qui leur survécut ; — deux filles, Ezilda et *Azélie*, épouse de Nap. Bourassa. (*V.* R. Christie, *op. cit.* ; L.-O. David, *Biogr. et Portr.* ; A. DeCelles, *Papineau ;* Th. St. Brown, *Brief Sketch* ; " La Minerve ", Montréal, 25 sept. 1871).

2°

A.-N. Morin

et

J. Neilson

1o **Augustin-Norbert Morin** (**1803-65**) : — né le 3 oct. à St-Michel de Bellechasse, l'aînée de onze enfants, marié (1843) à Adèle Raymond, sœur de Mgr Raymond (St.-Hyac.), décédée sans postérité. — Cours d'études et de droit à Laval (1815-22) ; rédacteur en chef de " la Minerve ", fondée en 1826, avocat au barreau de Montréal (1828), il descend dans l'arène politique. — *Député* de Bellechasse : 26 oct. 1830-27 mars 1838 ; — secrétaire de Papineau et de son parti, rédige motions, manifestes, les 92 *résolutions*. — En 1830, chargé de l'impression de l'*Hist. de J. Labrie* ; — en 1832, porte à Londres au Commissaire Viger une requête fondée sur les *Résolutions*. — En 1836, il ouvre un bureau à Québec, avec mission de stimuler la tiédeur des patriotes. — En 1837, répudiant le recours aux armes, il est élu (15 oct.) malgré lui comme président du club des Deux-Montagnes, accusé de haute trahison, se cache dans les bois, se constitue prisonnier à Québec, demande *en vain* son procès, libéré et amnistié, — en vertu de sa douceur de caractère... (*V.* A. Béchard, *Gal. nat.*, 9e série des Biogr., Québec, 1885).

2o **John Neilson** (**1776-1848**) : — originaire d'Écosse, vint au Canada (1790) et fonda la *Gazette de Québec*, comme journal *officiel* (1797). — *Député* du comté : 28 mars 1818-2 sept. 1830, il est délégué à Londres (1822), ainsi qu'en 1830. — Le 22 août 1837, il décline les honneurs du Cons. exécutif, devient membre du Cons. spécial (2 avril-1er juin 1838). — Admirateur, *ami de Papineau*, persécuté par Dalhousie, favorable aux intérêts canadiens, il déserte, malgré une correspondance intime très suivie, la cause et les idées du grand tribun, en raison de son lan-

gage violent et de son attitude envers l'autorité. — En 1840, il s'oppose à tout projet d'*Union*. — Député de Québec : 8 avril 1841-22 sept. 1842, il est le réel leader du parti canadien-français : — il meurt le 1er fév. 1848 (V. *Makers of Can.*, Index).

3°

D.-B. Viger

et

J.-R. Vallières

1o **Denis-Benjamin Viger (1774-1861)** : — né à Montréal (20 août 1774), fils aîné de Denis et de *Charlotte Cherrier*, marié (21 nov. 1808) à *Marie Foretier*, fait son cours de droit, professe avec succès, s'intéresse aux questions politiques, représente Montréal-Est : 20 juil. 1796-4 juin 1800, Montréal-Ouest : 18 juin 1808-1er mars 1810, Kent : 25 avril 1816-2 sept. 1830. — Il est promu au *Conseil législ.*: 30 nov. 1829-27 mars 1838 ; nommé *député* du comté de Richelieu : 8 avril 1841-23 sept. 1844. . . — Il épouse tous les griefs de ses compatriotes au sein de l'Assemblée, se voit choisir (1828 et 1831) pour les représenter devant les autorités impériales à Londres. — Il est présent (1837) à l'assemblée de Saint-Charles, arrêté, accusé du crime de sédition, remis en liberté provisoire. . . (V. It., *ibid.*)

2o **Joseph-Rémi Vallières de Saint-Réal (1786-1847)** : — né le 1er oct. 1786 à la baie des Chaleurs, perd son père à 15 ans, tandis que sa mère se remarie à *M. Munday* et que l'enfant se rend à Québec près de sa tante Amyot. — Protégé de Mgr Plessis, qui apprécie ses belles facultés et le fait instruire au séminaire. — Puis, études de droit aux Trois-Rivières ; carrière politique, *député* du St-Maurice : 13 mai 1814-26 fév. 1816, de Québec : 11 avril 1820-13 mai 1829. — *Président* de la Chambre : 10 janv. 1823-8 janv. 1825. — Lord Dalhousie le choisit, en vertu de ses connaissances et de son talent oratoire comme son aviseur et son conseiller personnel. — Son état de santé l'éloigne de l'Assemblée : *juge* de la Cour Supérieure aux Trois-Rivières (1828). — Il lutta parfois d'éloquence avec Papineau. — *Conseiller* exécutif de lord Durham : 28 juin-2 nov. 1838. — En 1842, sir Ch. Bagot le promut à la dignité de *juge-en-chef* : il meurt le 17 fév. 1847. — Il épousa (16 nov. 1812) *Louise Pezard de Champlain*, décédée sans enfants (28 avril 1829); en secondes noces la veuve *Bird*, qui lui donna un fils. (*V.* L.-O. David, *Biogr.*, 1876).

1o **Wolfred Nelson (1792-1863)** : — né à Montréal (1792), fils d'un officier de la marine, apparenté à l'illustre amiral de Trafalgar, élève du docteur Carter, exerce sa profession à l'hôpital militaire (1811), au service de l'armée (1812). — *Député* de Sorel : 25 août 1827-2 déc. 1830. — Il ne se représente plus, mais devient un chaud partisan des idées de Papineau. — En 1837, il l'accompagne à l'assemblée de St-Charles, pousse les esprits à la résistance armée, se met à la tête des *Patriotes* à Saint-Denis, voit mettre sa tête à prix; fait prisonnier, exilé aux Bermudes, où il séjourne trois mois. — Au retour (nov. 1838), il s'établit à Plattsburg et rentre au Canada, ouvert par l'amnistie. — Élu *député* du Richelieu : 12 nov. 1844-6 nov. 1851. — En 1854, il bat la candidature

4° *Les deux frères Nelson et T. S. Brown*

de M. Fabre à la mairie de Montréal. — Il meurt le 17 juin 1863, laissant plusieurs enfants, qu'il eut de son mariage (1819) avec *Charlotte de Fleurimont* : Alfred, Charles-Arthur, Sophie veuve de Brosnan, Julie épouse de J.-C. Wurtele, Walter, Charles, tous catholiques (V. It., *ibid*).

2o **Robert Nelson** (1794-1873) : — frère du précédent, étudia sous le docteurAlnoldi. — *Député* de Montréal : 25 août 1827-2 sept. 1830 ; — second mandat : 22 nov. 1834-27 mars 1838. — Orateur véhément contre le vote du budget annuel. — En 1837, il ne prend aucune part au soulèvement ;—il est cependant arrêté, emprisonné sous cautionnement — Libéré, il fuit aux É.-U., y organise une troupe de 600 flibustiers, envahit la frontière (fév. 1838), établit ses quartiers à Napierville, où il proclame la *République canadienne* ; — il est défait à *Lacolle* et à *Odelltown* et cherche refuge aux É.-U. — Ruiné, il se rend en Californie, y exerce son art, s'enrichit, est victime d'un vol odieux, gagne New-York où il meurt, laissant un fils unique, le docteur Eugène. (V. It., *ibid.*, p. 266).

3o **Thomas Storrow Brown** (1803-1886) : — originaire du N.-B., fils d'un Anglo-Américain qui, en 1782, s'éloigne de Boston pour venir s'établir à Halifax : il était apparenté à *sir John Wenworth*, dernier gouverneur du N.-H. — Attaché aux idées de Papineau, il l'applaudit à St-Charles, fait appel à la force, conduit les Patriotes, tombe de ses blessures, réussit à gagner à grand'peine la frontière, revient en 1844. — Brillant écrivain, banquier, patriote, philanthrope, il meurt à Montréal (1886).

II° **Prologue du drame**

1° *Nationalité*

1o **Notions préalables** : — **Nation** : réunion de personnes ou encore *société* fondée sur la communauté d'origine, territoire, mœurs, sentiments, traditions ;—**nationalité** : *groupement* de personnes dans une nation, ayant une même origine, langue, histoire et traditions communes ; — **nationalisme** : *préférence* déterminée que l'on témoigne à *tous* les intérêts vitaux, essentiels de la nationalité propre. — **Patrie** : *société* de personnes, considérée *comme attachée* à tel territoire (*patria tellus*) et *comme subsistant* à travers les siècles, en vertu de la communauté d'origine, etc. ; — **patriotisme** : *amour de préférence*, réservé au pays des parents et ancêtres ; — **patriote** : personne qui, ne détestant aucun pays, sait *reconnaître* les qualités et les défauts de ses concitoyens. — **Chauvinisme** : — (*Nicholas Chauvin*, patriote fanatique sous Napoléon) *sentiment exagéré* du patriotisme ; — **chauvin** : qui déteste les autres nations plus qu'il n'aime son pays et n'aperçoit exclusivement que *les qualités* de caractère de ses compatriotes.

2o **Conditions de la nationalité** : — les **éléments constitutifs du** patriotisme, de la nationalité, sont : — 1. l'unité d'*origine* ou de *race* ; — 2. l'unité de *langue* ; — 3. l'unité de *religion* ; — 4. l'unité d'*intérêts* matériels et moraux (*mœurs*, ou la *communauté* des idées, souvenirs, sentiments, volontés, traditions, dans *un passé* d'efforts et de sa-

crifices ; — 5. l'unité de *gouvernement* et de *législation*. — La réunion de ces éléments constitue l'**unité nationale**, l'âme même de la patrie. (*V*. G. Sortais, S.J., *Traité de phil.*, t. I, p. 109).

2° *Causes éloignées*

1o **Causes éloignées** : — en 1837, le *mouvement* politique, perturbateur de l'ordre, est marqué d'un caractère **réformiste**, au Haut-Can. ; — au Bas-Can., d'un caractère **nationaliste** : pourquoi ? Parce que :

I. **La Métropole** — " Conseil privé, Bureau colonial, Parlement impérial " — affaiblit ou brise par sa politique variable l'**unité nationale** du B.-C., en raison de : — sa *détermination* d'assimiler dans l'Empire la nationalité canadienne-française ; — l'*intangibilité* des privilèges royaux ; — la *tentative* de créer, après l'émancipation *démocratique* des *treize Provinces* américaines, une noblesse coloniale et l'établissement de la religion anglicane ; — la *connivence* des Secrétaires des Colonies avec les gouverneurs pour les profits financiers, la nomination ou la destitution des officiers civils, judiciaires, miliciens, tous choisis dans la minorité anglaise ; — l'*application* restrictive ou tracassière de la Constitution (1791) et des lois fondamentales, abus contraire aux *éléments constitutifs* de la nationalité canadienne ; — le *refus* d'assimiler les pouvoirs de l'Assemblée populaire à ceux des Communes, etc.

II. **Le Gouvernement** : — " gouverneur, lieut.-gouverneur, exécutif " — — affaiblit ou brise par sa politique éventuelle l'**unité nationale**, surtout l'**unité d'administration** et de **législation**, en vertu de : — l'*irresponsabilité* de son mandat à l'égard de la députation ; — l'*immunité* de ce mandat qui ne relève que de la Couronne ; — la *préférence* exclusive réservée à la minorité, au détriment de la majorité et des intérêts généraux du pays, — sauf les exceptions qui honorent Murray, Carleton, Prévost, Sherbrooke, Kempt ; — l'*asservissement* voué aux Conseillers, etc.

III. **Les Conseils** — " Oligarchie, autocratie, bureaucratie, coterie " — formant, **exécutif** et **législatif**, un corps *homogène*, sans distinction d'attributions ; — sorte de **Chambre des Lords**, qui fait obstruction perpétuelle aux décisions de l'Assemblée, à l'adoption des lois, aux projets d'amélioration, d'indépendance, de contrôle des finances, de liberté civile et politique. — La *déviation* de leurs mandats constitutionnels a contribué en grande partie aux **Troubles politiques**, dans les deux Provinces, provoquant la décision de ces appellations de " vieillards malfaisants ", de " chouayens ".

IV. **Le Parlement** — " The French Party, Democrats; Boutefeus, Patriotes" — seul **instrument** à l'usage de la majorité, qui s'en sert pour : — imposer (1792) les droits naturels du *français* ; — écarter les visées de l'*Institution royale* et réclamer un budget d'*écoles primaires* ; — demander *la présence* à Londres d'un mandataire officiel provincial ; — user du droit de *pétitionnement* (1822, 1828, 1831) ; — garantir (1810) le *paiement annuel* des fonctionnaires publics ; — exiger l'*indépendance* des magistrats, incompatible avec tout mandat politique ; — s'assurer

une part équitable dans *le contrôle* de la loi des finances ; — solliciter l'*éligibilité* des Conseillers et leur *responsabilité* aux électeurs... — La plupart de ces *doléances* légitimes sont écartées par les hommes de *la minorité* au pouvoir : autant de *griefs* politiques.

V. **Le Peuple** — " Majorité canadienne, catholique, agricole ; Minorité anglaise, anglicane, commerçante ". — **En haut**, le féodalisme seigneurial de l'Ancien régime passe aux mains de quelques Anglais, se voit déprécier des tenanciers canadiens, laisse disparaître la *classe* sociale et pondératrice des seigneurs. — **En bas** la minorité anglaise participe *seule* aux honneurs et aux charges bien rétribuées, abhorre l'**unité nationale** des Canadiens, méprise et dédaigne ses **éléments constitutifs**. — Elle se montre bientôt arrogante, oppressive, intraitable, en raison de : — l'*augmentation* de la population du Haut-Can. et des colons des Cantons de l'Est, — la *revision* des lois du fisc, de mutation foncière, de tarif commercial, d'enregistrement des actes civils, — la *protection* officielle, politique et judiciaire... — Bref, la compétition de la minorité contre la suprématie de la majorité éclate en une lutte à mains armées (1837-38) *V.* A. DeCelles, *Papineau*, p. 143).

2o Causes prochaines (**1830-37**) : — en 1828, le Parlement impérial organise un **Comité d'enquête** (Canada Committee) : *inanité* de ses conclusions. — Avec lord Aylmer, *aggravation* de la situation politique par **la faute des deux partis** : — les faits parleront d'eux-mêmes.

I. **En 1831** :—1. Le **Gouvernement**,—c.-à.-d. le Secrét. colonial, le Parlement impér., le gouv. lord Aylmer et ses deux Conseils, — concède l'*indépendance* des juges et leur *sortie* des Conseils, le *contrôle* par la Chambre des revenus, estimés (lord Howick) à 31,000 liv., dont 19,500 pour la *liste civile*. — 2. Le **Parlement** ignore à dessein ces combinaisons, — adopte les *griefs* émis par Neilson, appuyés par M. Bourdages, — vote une *indemnité* parlementaire de 2,500 liv. st., — fait suspendre de ses fonctions le proc.-gén. James Stuart, — exige le salaire de son agent à Londres, D.-B. Viger, — projette de rendre *électif* le Cons. législatif. — 3. *Résurrection* du **journal** " Le Canadien " : environ 45 journaux au Canada ! — Ce sont les *organes* des idées de l'**antagonisme** de la majorité et de la minorité. (*V.* R. Christie, t. III.).

II. **En 1832** : — 1. Le **Gouvernement** demande une *subvention partielle* de 5,900 liv., liste civile du gouv. gén., du procur. et du sollicit., des secrét. provinciaux, — propose une *taxe* sur les émigrants, — un *bill* sur les réserves du clergé anglican, — nomme *Phil. Panet* au Cons. législ. pour complaire au parti canadien. — 2. Le **Parlement** oppose un *refus* formel à ces propositions, — vote le bill d'*incompatibilité* du mandat judiciaire et du législ., — étudie la composition du Conseil, — adopte un *salaire* fixe en faveur de M. Viger. — 3. **La Presse** accroît ses attaques violentes contre le Conseil : — *Duvernay* et *Tracey* (Vindicator) emprisonnés ; — élection donne lieu à une *bagarre à Montréal* (21 mai), appel des réguliers : 3 tués et 2 blessés ; — lettre de Papineau

à Aylmer, qui refuse d'enquêter en personne sur le fait : surexcitation et indignation. — Le 30 juillet, meeting convoqué à St-Charles (Richelieu) par *M. Pierre-Dominique Debartzch*, accusant l'émigration d'apporter le *choléra asiatique*.

3°

Causes

prochaines

III. **En 1833** : — . Le **Gouvernement** soumet à la Chambre un *budget* de 54,604 liv. — 2. Le **Parlement** en vote un autre de 47,256, — procède à la convocation des témoins des troubles du 21 mai, — constate les *pétitions* des comtés des Deux-Montagnes, de Richelieu, de St-Hyacinthe, de Rouville, etc. ; — insiste sur le *système électif* pour les conseillers. — 3. **Papineau** s'élève avec acrimonie contre l'invasion des Cantons de l'Est par la *Cie agraire* de Londres " qui s'efforce de noyer l'élément canadien ". — L'antagonisme s'accélère.

IV. **En 1834** : — 1. Le **Gouvernement** répudie le principe d'accorder *force* de loi aux solutions parlementaires, — escompte la *libéralité* de la Chambre pour le vote des subsides, — avance 31,000 liv. pour payer les députés et les fonctionnaires. — 2. Le **Parlement** récuse toute entente avec les Conseillers, — endosse les dépenses de l'enquête du 21 mai, — envoie au Législatif 75 bills, dont 37 sont ratifiés, 17 amendés, le reste rejeté, — adopte les **quatre-vingt-douze Résolutions** ou doléances contre le pouvoir (53 voix contre 20)... — 3. La **presse** canadienne menace de provoquer des soulèvements : l'élément anglais proteste à Londres. — Scission du parti Papineau. — Comité, *Association* des **Constitutionnels** (Neilson, Debartzch, Cuvillier, Quesnel) ; — la *Convention* des **Patriotes** : déclaration et proclamation (novembre). — Le choléra réapparaît !...

V. **En 1835** : — 1. Le **Gouvernement** nomme lord Gosford et *trois commissaires-enquêteurs* : apparente bienveillance du gouverneur. — 2. Le **Parlement** motive son refus d'adopter la dépense de 18,000 liv. de contingences agréées par Gosford.— Pétitions portées au roi par Neilson et Walker. — Affaire de dilapidation du receveur *Caldwell* ; — — les arrérages dûs aux officiers civils. — 3. **Papineau,** avec une éloquence virulente, discrédite le commissariat ; terribles répliques aux idées et pratiques gouvernementales. — L'antagonisme aboutit à l'hostilité.

VI. **En 1836** : — 1. Le **Gouvernement** voit divulguer (13 fév.) les instructions secrètes qui " ordonnent à Gosford de ne consentir aucune concession aux Canadiens " : terrifiant résultat sur l'esprit public. — 2. Le **Parlement** résiste au Parl. impér. concernant la *tenure* seigneuriale, — attente au changement du *texte constitutionnel*, relatif au Cons. lég. pour le rendre *électif* : sorte d'ultimatum de la chambre. — *Agitation publique* provoquée par les journaux des partis. — Assemblées annoncées et comptes-rendus des comités divers. — Embarras et pressentiement du gouvernement : — l'incendie va éclater.

1o **Premier acte** : — le 6 mars, paraît aux Communes le **Rapport des Commissaires** au Canada ;—résultat connu, *en avril*, de la motion de

lord Russel adoptée au Parl. impérial : — " lord Gosford est autorisé à utiliser les revenus, *sans l'assentiment* de la Chambre ". — Donc l'*hostilité* part de Londres !... Aussitôt, *exaltation* portée au paroxysme, de **Papineau**, des **Patriotes**, des **journalistes** : — *ostracisme* immédiat décrété contre le Secrétaire colonial, ses fonctionnaires et leurs partisans ; — *recours* absolu aux principes républicains de l'Indépendance américaine, à l'intervention active du Congrès, à la contrebande réciproque, à la proscription de toute importation anglaise, au projet d'indépendance et de fédération interprovinciale. — De plus, **agitation** de l'opinion populaire, à l'exemple d'O'Connell : Papineau inaugure sa tournée, véritable tribun, acclamé, porté en triomphe par le peuple en délire, proclamé " le sauveur de la patrie en danger " : — assemblée de Saint-Ours (7 mai), de Québec, Montréal, Kamouraska, Malbaie (juin-juillet). — Gosford entre en scène : **Proclamation** (15 juin) ; — **destitution** militaire du *major* L.-J. Papineau, d'une foule de partisans (14 août ; — **convocation** et renvoi de la Chambre (18-28 août).— — *Grand et loyal meeting* des Anglais à Montréal (6 juillet), à Québec (31 juil.). — **Contre-manifestations** des jeunes canadiens " Fils de la liberté ", en vue de fonder la " République canadienne " ; —' *création* des " Juges de paix " ou " Pacificateurs à l'amiable " des litiges locaux (sept.) ; — port du " costume national " en étoffes du pays ; — assemblées de propagande sous l'action du *Comité central*... — Le 23 oct., grande réunion populaire des **six comtés** à Saint-Charles : 6,000 auditeurs frémissent sous le verbe enflammé de Papineau, O'Callaghan, Nelson... — Le lendemain, *mandement* pacificateur de Mgr Lartigue. (V. Christie, t. IV ; L.-O. David, *Les Patr.* ; abbé Couillard, *Seign. de St-Ours*).

III°

Les Acteurs du drame

(1837)

2o **Deuxième acte** : — le 16 nov., **mandats d'arrestation** lancés contre Papineau et les chefs ; — *emprisonnement* des meneurs des " Fils de la liberté " ; *délivrés* près de Chambly par les **premiers coups de feu** du parti du capitaine *Vincent* et de *B. Viger*. — **Colborne** dirige le colonel *Gore* sur Saint-Denis et *Wetherall* sur Saint-Charles ; enrôlement de milice volontaire. — **Bataille de Saint-Denis** (23 nov.) victoire du Dr Nelson : *tués*, 30 Anglais et 12 Canadiens ; *blessés* 30 et 4 ; — huit jours après, Gore revient incendier le village. — **Bataille de Saint-Charles** (25 nov.) qui inflige la défaite à Th. Brown : *tués*, 3 Anglais, environ 40 Patriotes ; *blessés*, 18 et 30 ; *prisonniers*, 30 Canadiens.— Papineau et O'Callaghan, rendus à Saint-Hyacinthe, sont fugitifs (26-28 nov.) à *Alberg* du lac Champlain, passent à *Swanton* (Vermont). — Là, *ralliement* de 80 volontaires sous *Lucien Gagnon*, de Saint-Valentin : escarmouche de **Moore's Corner** (6 déc.). (V. L.-O. David, *Biogr.* 1876.

3o **Troisième acte** : — le 29 nov., **Proclamation** et appel du gouverneur au peuple : fidélité à l'allégeance ; — le 5 déc., *prime* de 4,000 dollars, pour la tête de Papineau ; de 500 liv., pour celles de 10 autres partisans (29 nov.), *tous* accusés du crime de **haute trahison**. —

Autre **Proclamation** (5 déc.) de la *Loi martiale* ; — le 12, arrestation du Dr Nelson ; le 28, arrivée des soldats de la N.-E. et du N.-B. à Québec. — **Bataille de Saint-Eustache** (14 déc.) où périt le docteur *Jean-Olivier Chénier* avec 70 Patriotes ; Colborne a tués 3 et quelques blessés. — **Capitulation de Saint-Benoît** (15 déc.), où le notaire *Jean-Jos. Girouard* ne fit aucune résistance, mais assista à l'incendie, au pillage, à la profanation des objets du culte, etc. : le soldat anglais acheva la victoire par l'orgie et par la rapine. (V. Christie, *op. cit.*).

IV°

Dénouement

(1838-39)

4o **Quatrième acte** : — accalmie à Québec ; — le 8 janvier, *mandement* de Mgr Lartigue. — Le 26 fév., départ de Gosford : — **Proclamation** de Colborne : loi martiale maintenue, désarmement des habitants (22 fév.) ; — le 5 mars, nouvelle des agissements des *réfugiés* sur les frontières. — Deux *proclamations* de R. Nelson (V. Christie, t. V, p. 42). — Le 7 fév., l'Association constitutionnelle de Québec projette l'**Union** des provinces. — **Suspension de la Constitution** (1791) le 28 mars, décrétée à Londres (10 fév.) ; — le 5 avril, le **Conseil spécial**, constitué d'un égal nombre d'Anglais et de Canadiens, annulant le Législatif, convoqué, — suspend la garantie de la *liberté individuelle* (habeas corpus), — licencie la Milice volontaire (12 avril), — supprime la loi martiale (3 mai), — salue l'arrivée de **lord Durham** (29 mai). — Dissolution du Cons. spécial (1er juin) ; — formation de l'**Exécutif** des personnes de son entourage. — Le 18 juin, un *émissaire secret* fait signer aux principaux *détenus* la reconnaissance et l'aveu de leur **culpabilité** ! — Faute impardonnable !... Au lieu de l'amnistie politique, attendue de tous, le gouverneur et ses Conseillers décrètent, *sans nul procès*, l'**internement** aux Bermudes de " Nelson, Bouchette, Viger, Marchessault, Gauvin, Goddu, Desrivières, Masson ", — la **peine de mort** contre Papineau et les fugitifs, — l'**élargissement** des prisonniers politiques, excepté L.-M. Viger, T.-S. Girouard, Docteur Kimber, W.-H. Scott et Coursolles : — mécontentement des esprits, au départ (8 juillet) des huit exilés. — Le 7 août, à la Chambre Haute, lord Brougham fait censurer l'ordonnance Durham, qui est annulée par les Communes (20 août) : — *dépit* et *colère* du gouverneur : le 10 oct., il annonce son départ. — Le 3 nov., Colborne est de nouveau *intérimaire*.

5o **Cinquième acte** : — tous ces démêlés politiques ont alimenté un **second soulèvement**, — d'ailleurs organisé par les proscrits et leurs partisans. — Le 3 nov., engagement de **Beauharnois** contre le seigneur Ellice, conduit par le *Dr Brien* et le *chevalier de Lorimier*... — Soulèvement de **Châteauguay** sous *Jean-Narcisse Cardinal* et *Joseph Duquette*, arrêtés par les Indiens à Caughnawaga. — Affaire de **Laprairie**, dirigée par *Joseph Bobert* et les frères *Sanguinet*... — R. Nelson à **Napierville** (3-8 nov.) ; — **Lacolle** et **Odelltown** (10 nov.)... — La défaite des Patriotes inspire les représailles : pillage, indendies,

incarcération, destruction d'églises, de centaines de maisons. — Cour martiale, procès et sentences (28 déc.-avril 1839).

6o **Dénouement** : — résultats : — **98** sentences capitales ; — **12** exécutions à Montréal : " Jos.-Narc. Cardinal et Jos. Duquette (21 déc. 1838), Pierre Decoigne, Fr.-Xav. Hamelin, Jos. Robert, Ambroise et Charles Sanguinet (18 janv. 1839), Amable Daunais, Fr.-Marie-Thomas de Lorimier, Charles Hindeland Suisse français, Pierre Narbonne, François Nicolas (15 fév. 1839) ; — **12** acquittements sur **112** détenus ; **30** libérés sous cautitonnement ; — **58** exilés en Australie (N.-G.-S.), (25 sept. 1839). (V. L.-O. David, *Les Patriotes*, p. 265 et ss.).

HAUT-CANADA

1°

Chefs réformistes

1o **William Lyon Mackenzie** (**1795-1861**) : né le 8 mai 1795 à Springfield, (Ecosse), d'une remarquable intelligence, émigre au Canada (avril 1820). — Associé de *John Leslie*, il se marie à Montréal (1er juil. 1822), succursale à Dundas, magasin à Queenston, où il devient commissaire d'écoles. — L'été de 1824, il publie le *Colonial Advocate* dans le dessein de **réformer** les abus de la Constitution (1791) : nouveau Papineau ! — Il revient s'établir à York, élu quatre fois *député*, quatre fois *expulsé* de la Chambre, réclame un *gouvernement responsable*, se rend à Londres, sympathise avec les *Patriotes*, proclame le gouvernement *provisoire* et *républican*, exilé, emprisonné, mis en liberté âme des *Rebelles* réformistes (1837), se réfugie aux E.-U.... Décédé (28 août 1861). (V. Ch. Lindsay, *The Makers of Can.:* vol. XI).

2o **Samuel Lount** (**1791-1838**) : — forgeron, adopte les projets de *Réforme* de Lyon, commande les volontaires contre Toronto (déc. 1837) ; — il se retire aux Etats. — Il est fait prisonnier voulant repasser les frontières et *exécuté*.

3o **Antoine Van Egmond** : — d'origine hollandaise, il émigra (1819) dans l'Indiana (Pennsylvanie). — En 1827, il vint s'établir près de *Waterloo* (H.-C.). — Placé par Mackensie à la tête des insurgés, il commande l'*engagement* du 7 déc. 1837 et fut défait ; arrêté, jeté en prison, il mourut des suites de ses fatigues.

4o **John Rolph** (**1792-1870**) : — émigré au Canada, il pratiqua la médecine à Toronto. — Ami de Mackensie, il adhère aux idées de *soulèvement armé* ; il fuit aux E.-U., où il exerce sa profession. — Amnistie, il fonde à Toronto une *école de médecine*, commissaire des terres (1851), résigne ses fonctions (1854), se jette dans l'opposition (1857) ; il meurt en 1870. (V. *It.*, Index).

5o **Marshall Spring Bidwell** (**1799-1872**) : — né en N.-A., il suit son père au Canada (1812) et devint *avocat*. — Député du H.-C. (1824-35), *Orateur* de la Chambre (1829) et 1835), il embrasse le parti des mécontents, adopte les griefs de Papineau, prend une part active au mouvement populaire : — *bannissement* perpétuel.

1o **Causes de la Réforme** : — " les fréquentes *collisions* d'intérêts entre l'Exécutif, le Législatif, l'Assemblée — 335 *bills votés* par celle-ci

2o *Causes de la Réforme* (1830-37)

sont rejetés par celles-là, 1830-37 ; — les *abus* de contrats provinciaux — l'*administration* de la prérogative royale rendue impopulaire ; — l'*ingérence* du Bureau colonial dans les affaires locales ; — l'*irresponsabilité* de l'Exécutif ; —les *réserves du clergé* dans un milieu presbytérien et méthodiste ; — le *manque* de routes, bureaux de poste, moulins, écoles, églises ; — l'*appropriation* scandaleuse des terres de la Couronne ; — la *négligence* coupable de l'établissement des émigrés ; — le *Pacte de Famille* ou la *concentration* du pouvoir et du patronage politique entre les mains de quelques privilégiés, — la *nomination* de lieut.-gouverneurs exclusivement militaires ; — l'*énormité* des salaires accordés à des sinécures publiques ; — le cumul des fonctions judiciaires et législatives ; — le *choix* de magistrats selon la faveur de l'Exécutif et non selon le mérite, etc. (V. Ch. Lindsay, *The Makers of Can.*, t. XI, p. 73).

2o Fondements de ces mobiles : — les griefs qui révoltent Mackensie sont la plupart *identiques* à ceux qui soulèvent la conscience indignée de Papineau. — Le *Septième Rapport concernant les griefs* de Mackensie a fourni à lord Durham les plus légitimes réflexions de son célèbre **Rapport**, — Aussi les **Réformateurs** de la Constitution, source de tant d'abus, ont trouvé de nos jours des témoins justificateurs sans nombre. (V. It., surtout p. 23 et 24). — Leurs arguments n'ont-ils pas la même valeur pour le Bas-Canada ?

3° *Insuccès du soulèvement*

1o Préludes : — le 4 juillet 1837, Mackenzie lance son journal *la Constitution* qui meurt le 29 nov. : — la populace *loyaliste* venait briser ses presses. — Le 2 août, parut dans ce journal l'équivalent d'une " Déclaration d'Indépendance " du Haut-Canada. — Aussitôt, *assemblées* nombreuses dans la Province : W. Lyon prend la parole environ 200 fois. — Relations secrètes avec les Patriotes de Montréal. — Puis, **Proclamation** du gouvernement provisoire : — le 15 nov., son journal publie les *articles préliminaires* de la **nouvelle Constitution** républicaine. — Les ordres d'attaque pour le coup d'Etat sont distribués aux commandants régionaux.

2o Soulèvement : — il est organisé pour le 4 déc., quand soudain paraît un *mandat d'arrêt* contre Mackensie. — Ses lieutenants ont commencé la marche sur Toronto, dès le 3 déc. : les volontaires en retard d'un jour amènent la désorganisation des plans. — **Rolph** refuse de suivre l'avis de Lyon et s'avance vers la ville ; — le gouverneur Francis Head arbore le *drapeau blanc* ; — Mackensie ordonne à Lount de presser la marche, tandis qu'il se porte avec les siens sur un autre point de la cité. — Une *escarmouche* a lieu à la *Taverne Montgomery* : 400 rebelles mal armés tentent l'assaut d'une ville, peuplée de 1 ,000 âmes, défendue par des réguliers sous les ordres des colonels Mac Nab, Chisholm, Jarvis. — L'engagement dure une heure environ, mettant en fuite tous les chefs et leurs volontaires: 1,000 liv. st. sont la rançon accordée pour la prise de Mackensie. — Son exode à Buffalo (11 déc. 1837).

3o **Essai d'invasion** : — il y travaille, avec Jefferson Sutherland, Van Rensselaer (1802-50) à organiser un corps de troupes, sur *Navy Island*, située au-dessus des cataractes, riv. Niagara. — Les patriotes américains fournissent des armes à 600 braves : — Mackensie est *président* d'un gouvernement provisoire (15-31 déc.). — L'incapacité notoire des *généraux* improvisés conduisit à un échec complet : abandon de Navy, de la marche sur Détroit, débandade des volontaires au *Bois Blanc*, à *Pointe-au-Pelé* (13 janv. 1838).

4o **Représailles** : — *exécutions* capitales de : Samuel Lount (1838), Peter Matthews, James Morrow. — Le 4 déc. 1838, à London, *quatre* soldats fusillés *onze* autres subissent le même sort, après leur procès ; — le 8, le Polonais Van Schoultz est mis à mort, à Kingston, ainsi qu'une dizaine de rebelles. — Environ **83** sont *exilés* et font voile sur *le Buffalo* avec les Canadiens français vers la Nouvelle-Galle du Sud. (V. *Bull. des Rech. hist.*, 1915, p. 185 , R. Christie, t. V, p. 286).

CHAPITRE VIII

L'Égise du Canada

I°

Mgr Plessis

(1806-25)

11è évêque

1o **Le jeune homme** : — né à Montréal (3 mars 1763), sous le toit d'un forgeron, **Joseph-Octave** apprend à lire et à compter sous la férule du *père Lucette*. — Il étudie à l'école latine ; cours classique au séminaire de Québec (1778) et de philosophie (1870). — il se distingue parmi ses condisciples. — *vocation* à l'état ecclésiastique.

2o **Le prêtre** : — Le 14 août 1780, tonsure et l'enseignement des belles-lettres à Montréal. — En 1783, secrétaire diocésain ; — prêtre, le 11 mars 1786 ; — en 1792, curé de Québec ; — en 1794, il prononce la belle oraison funèbre de Mgr Briand. — Le 6 sept. 1797, *coadjuteur* de Mgr Denaut ; captivité de Pie VII retarde l'expédition des bulles.

3o **L'évêque** : — le 25 janv. 1801, consécration épiscopale ; — le 17 janv. 1806, l'évêque de *Canathe* prend pour coadjuteur l'abbé **Bernard Panet**, — En 1809, il seconde le curé Girouard dans la fondation du collège de St-Hyacinthe et visite les Provinces maritimes (1811), le Haut-Canada (1816). — En 1817, érection du Vicariat apostolique de la N.-E. — Le 3 juillet 1819, départ pour Londres et Rome, : — *trois mémoires* à lord Bathurst : l'un pour la création du diocèse de Montréal et le Vicariat apostolique de l'Ouest ; l'autre, sollicitant des lettres patentes pour le séminaire de Nicolet ; le troisième, au sujet des biens de Saint-Sulpice ; — Pie VII signa les bulles de Mgr Provencher et de Mgr Lartigue (1820). — Le 4 déc. 1825, le prélat succombait à un rhumatisme inflammatoire.

4o **Le lutteur** : — l'évêque lutta contre les desseins anti-catholiques et disciplinaires de Craig, des juges Sewell et Monk, du secrétaire *perpétuel*, le sectaire *Witsius Herman Ryland* (1770-1838), congédié (1812). —On signifia à l'évêque que son titre était *surintendant* ou *notaire apostolique* ; on réclama de lui la reconnaissance de la suprématie royale en matière de religion et, pour l'Etat, le contrôle de l'administration religieuse, la nomination des curés. — Ces projets viennent se briser devant la fermeté de l'évêque, pleine de douceur et de courtoisie. — Vaincu de ce côté, Craig tente d'acheter sa conscience pour 20,000 liv. st. de traitement. — Mgr Plessis incorruptible et inflexible : l'épiscopat et le sacerdoce ne seront jamais une fonction publique rétribuée. — Il envoie à Londres son *Mémoire* resté célèbre. — Après la guerre de 1812, lord Bathurst lui reconnaît le titre d'*évêque catholique* de Québec et accorde 1,000 liv. st. d'appointements, avec l'agrément d'un coadjuteur (1817) et l'admission de Mgr Plessis au Conseil législatif. — En 1822, évêque, clergé, fidèles s'associent aux députés pour écarter le néfaste projet d'Union. — En 1824, lord Dalhousie essaie de raviver les querelles religieuses : sa voix reste sans écho. (V. A. Fournet, *Dict. de théol. cath.* de Vacant, p. 1467 ; S. Brault, O. M. I. *La Bannière de Marie Im.*, Ottawa, 1900, p. 2 ; S. Pagnuelo, *op. cit.*,).

II°

Successeurs

(1825-67)

1o **Mgr Bernard-Claude Panet** (**1825-33**) : — né à Québec (9 janv. 1753), professeur de philosophie, desservant (1780) de Batiscan, curé de la Rivière-Ouelle (1781-25), architecte des églises diocésaines. — Elu *coadjuteur* et sacré évêque de *Saldes* (19 avril 1807), résidant dans sa cure. — En 1827, il verse au collège de Nicolet 3 ,000 piastres, seconde (1829) l'abbé Painchaud dans la fondation de celui de Sainte-Anne, conçoit le mode de formation de Bureau catholique de l'Institution royale, se dévoue durant le choléra de 1832. — Retiré à l'Hôtel-Dieu, il meurt le 14 fév. 1833.

2o **Mgr Joseph Signay** (**1833-50**) : — né à Québec (8 nov. 1778), vicaire à Chambly et à Longueuil, curé de St-Constant (1804), de Québec (1814). — Elu *coadjuteur*, sacré évêque de *Fussala* (20 mai 1827), il garde sa cure jusqu'en 1831. — Témoin du choléra, il assiste impuissant aux *Troubles* de 1837-38 et, en 1845, au sinistre incendie qui réduit en cendres 3,000 habitations des faubourgs St-Roch et St Jean ; en 1847, aux ravages du typhus apporté par les malheureux émigrés d'Irlande. — Il préside à d'œuvres nouvelles : pensionnats de jeunes filles, Propagation de la Foi, Société de Tempérance, inauguration par Mgr Forbin-Janson des retraites paroissiales, pastorales et ecclésiastiques. — Le 12 juillet 1844, Mgr Signay devient *archevêque* et *premier métropolitain* de Québec, ayant pour suffragants les évêques de Montréal, Toronto, Kingston ; — il meurt le 3 oct. 1850.

1o **Mgr Edmond Burke** (**1753-1820**) : — né en Irlande, il arrive à Québec en 1786, où il professe la philosophie et les sciences ; — curé à

III°
Ier Vicariat apostolique
(1818)

l'île d'Orléans, il sollicite les labeurs des missions dans le H.-C., passe de la Riv.-au-Raisin à Niagara (1798), à York (1800), à Kingston (1801). — Puis à Halifax, où il se dévoue avec zèle. — En 1815, il fait voile vers l'Irlande, vers Rome où il dépose un rapport exagéré, à l'insu de son évêque, demandant la création immédiate d'un Vicariat. — Le 5 juillet 1818, Mgr Plessis le sacre évêque de *Sion* et premier Vicaire apostolique de la N.-E. — Mgr Burke organise paroisses et écoles sous la direction du P. John Caroll, son neveu : il meurt le 29 nov. 1820. (V. H.-A. Scott, *op. cit.*, p. 43).

2o **Son successeur** :— **Mgr William Fraser**, originaire d'Ecosse, évêque de *Tanes* et sacré (1827) Vic.-apost. de la N.-E. — En 1842, il devient premier *titulaire* de Halifax ; — en 1844, il est transféré au siège d'Arichat (N.-B.), dont il fut le premier titulaire et où il mourut (4 oct. 1851).

IV°
IIè Vicariat apostolique
(1819)

1o **Mgr Alex. MacDonell (1762-1840)** : — né en Ecosse 1762)(, il étudie à Douai, à Paris, à Valladolid (Espagne), missionnaire à Perth (1786-92) ; — il établit 700 Highlanders à Glascow (1792) dans les manufactures, leur administrant en secret les sacrements. — Dn 1794, il organise le *premier régiment catholique* — The Glengarry Fencibles — le suit comme aumônier militaire à Guernesey (1795), en Irlande (1798) obtient des terres au Canada, parmi ses compatriotes de Glengarry (1802). — En 1803, il est nommé *vicaire forain* (1807) l'aumônier du contingent écossais en 1812. — Elu évêque de *Rhésine* (12 janv. 1819) et vicaire apostolique du H.-C. à Kingston, il est sacré à Québec (31 déc. 1820). — Lé 27 janv. 1826, il est premier *titulaire* du siège, nommé conseiller législatif ; — fondateur du collège de Régiopolis, il meurt le 14 janvier 1840. (V. H.-A. Scott, *op. cit.*).

2o **Son successeur** : — *Mgr Thomas Weld*, Anglais, choisi comme coadjuteur et sacré évêque d'*Amycla* (6 août 1826) ne vint pas au Canada et décéda à Rome (1837) revêtu du cardinalat. — **Mgr Remi Gaulin** (1787-1857), né à Québec, élu évêque de *Tabraca* (mai 1833), est sacré le 30 oct. — Directeur du collège de St-Raphaël, curé de Kingston, il obtint la création du diocèse de Toronto. — Ce fut le premier évêque qui visita Bytown et les paroisses de la vallée de l'Ottawa, il meurt le 8 mai 1857.

V°
IIIè Vicariat apostolique
(1819)

1o **Mgr Bernard-Angus Mac Eachern (1759-1835)** : — né en Ecosse, émigre (1790) à l'île du P.-E. ; — élu évêque de *Ross* (12 janv. 1819) et Vicaire apost. du N.-B., (1821). — Le 11 août 1829, il devient *titulaire* de Charlottetown, où il fonde le collège St-André, déléguant les pouvoirs de vicaires forains à l'abbé Gagnon. (N.-B.) et M. Donald MacDonald. — il meurt le 23 avril 1835.

2o **Son successeur** : — **Mgr Bernard Donald MacDonald (1797-1859)**, né à Saint-André du P.-E., (15 oct. 1837). — Fondateur du collège

Saint-Dunstan à Charlottetown (1855) et de plusieurs pensionnats : il mourut le 30 déc. 1859.

VI°

IVè Vicariat apostolique

(1820)

1o **Le jeune homme** : — Joseph-Norbert Provencher naquit à Nicolet (12 fév. 1878). — Au collège, il se distingue par ses belles facultés, sa conduite, son caractère, sa piété solide.

2o **Le prêtre** : — ordonné prêtre (21 déc. 1811), vicaire à Québec ; sa faible santé le force au repos ; — desservant de Pointe-Claire (1814), de Kamouraska (1816). — Instances de lord Selkirk pour avoir des missionnaires : Mgr Plessis désigne M. Provencher et l'abbé *Dumoulin*, né à Ste-Anne du bout de l'île (8 déc. 1793), élève du séminaire de Nicolet, ordonné le 23 fév. 1817.

3o **Le missionnaire** : — en 1817, l'abbé *P.-A. Tabeau* s'est rendu à la riv. *La Pluie* où il apprend la rébellion des métis et revient sur ses pas.— Départ (19 mai 1818) des missionnaires, de 40 Canadiens, protégés de troupes sous les ordres du chevalier J.-B. de Lorimier. — Le 16 juillet, arrivée à la Rivière-Rouge, fondation au *fort Douglas*, sur la seigneurie accordée par lord Selkirk. — Le 12 août, les Canadiens vont se fixer à *Pembina*, environ 60 milles en amont, avec M. Dumoulin. — En 1820, nouveau missionnaire, l'abbé *Thomas Destroismaisons* — né (12 janv. 1796) à St-Pierre de la Riv.-du-Sud, qui retourne au Canada en 1827. — De 1818 à 1820, l'abbé Tabeau visite, ainsi que l'abbé *Crevier* de Détroit, le Saut-Sainte-Marie et Fort William.

4o **L'évêque** : — le 1er fév. 1820, l'évêque de *Juliopolis* — le 17 oct. est rendu à Montréal. — Après consultation, il accepte l'épiscopat (19 mars 1821), est sacré à Québec (12 mai 1822), repart, le 7 août, pour Saint-Boniface. — Le 16 juillet 1823, retour à Québec de M. Dumoulin, qui fait imprimer la *Notice sur les Missions* (1824) : 800 baptêmes, 150 mariages, première école, collège de St-Boniface (1822). — Ecole de filles fondée par *Angélique Nolin* (1829) : population de 1,052 âmes. — Voyage au Canada (1830-32) ; l'abbé *G.-A. Belcourt* — né à la Baie-du-Febvre (1803), élève à Nicolet, prêtre (1827), missionnaire des Indiens (1839) ; — l'abbé *J.-B. Thibault*, né à St-Joseph de Lévis (1810), ordonné à St-Boniface (1833)... — En 1835, Conseiller de l'Assiniboia. — En 1844, *Vicaire apost.* du N.-O. — En 1847, premier *titulaire* de Saint-Boniface : il meurt le 7 juin 1853. (V. R. P. Morice, *Dict. hist. des Can.* 1908 : *Aux Sources de l'Hist. man.* 1909 ; *Hist. de l'Egl. cath.*, t. I, 191 ; *Can. and its Prov.*, t. XI, p. 115 ; D.-H. Oliver, *op. cit.* ; H.-A. Scott, *op. cit.*).

1o **L'Auxiliaire de Québec (1821-36)** : — Jean-Jacques Lartigne naquit à Montréal (20 juin 1777), fit son cours de droit (1793). — Il s'agrège à la Société de Saint-Sulpice (1806) ; — défendit son Institut à Londres avec talent et succès (1819). — Elu (1er fév. 1820) évêque de *Telmesse* et *auxiliaire* de Québec au district de Montréal, il est sacré le 21 janv. 1821. — Ce titre d'*auxiliaire* créa des mécontents ; — il dut se retirer

VII°
Mgr Lartigue
à
Montréal
(1821-40)

à l'Hôtel-Dieu : publication de brochures critiques par l'abbé A. Chaboillez, curé de Longueuil, par l'abbé Fr. Pigeon de St-Philippe.— Encouragements de Mgr Plessis et de son successeur.

2o **L'évêque de Montréal (1836-40)** : — le 13 mai 1836, il devient titulaire. — Lettre pastorale ferme et pathétique, dès que les *Troubles politiques* ont éclaté. — Son coadjuteur, **Pierre-Antoine Tabeau** (1782-1835), vicaire forain (1834) est nommé évêque de *Spica* ; mais il mourut (18 mai 1835) avant sa consécration. — Mgr Ignace Bourget fut élu (10 mars 1837) évêque de *Telmesse*. (V. H.-A. Scott, *op. cit.* p. 85).

IIᴱ PARTIE

PENDANT L'UNION

(1840-1867)

CHAPITRE I

L'Administration

A

CANADA

I°
Le baron Sydenham
(1840-41)
16è gouverneur

1o **Baron Sydenham et Toronto** : — **le 23 juillet 1840**, sanction royale de la **Constitution**. — **Le 29 août**, commission de gouverneur renouvelée à Poulett Thomson, promu, le 19, **Premier Baron de Sydenham** (Kent) et de **Toronto** (Canada). — **Le 5 fév. 1841**, promulgation de l'*Acte d'Union* ;— **le 10 février** est choisi — comme jour *anniversaire* du Traité de Paris (1763), du mariage de Victoria, de la suspension de la Constitution au B.-C. — pour la mise en œuvre de l'Acte et la prestation officielle du serment ; — **le 14 juin**, ouverture du Parlement **à Kingston**, ville de 6,000 âmes, adoptée comme capitale, " afin d'éloigner la législature de tout centre populeux de Canadiens français ". — Le baron a écarté du *ministère* tout candidat canadien : — la députation, élue le 8 avril, siège l'espace de trois mois. — **Le 18 août**, la reine agrée la démission de Sydenham. — **Le 4 septembre**, par suite d'une chute de cheval, le gouverneur s'est brisé la jambe, et meurt célibataire ; inhumé à Kingston, le 19 septembre.

2o **Administration** : — sir R. Jackson en exerce les fonctions, pour la 3è fois : 24 sept. 1841-12 janv. 1842. — Commandant des troupes, il meurt au Canada.

1o **Sir Charles Bagot** (**1781-1843**) : — né en Angleterre, secrétaire des Affaires étrangères ; — *plénipotentiaire* en France (1814), aux E.-U. (1815-20) ; *ambassadeur* en Russie (1820), en Hollande (1824)... — **Commission** de gouverneur-général : 7 oct. 1841-20 mars 1843. Homme politique de grande distinction et d'expérience, il discerne la valeur politique de M. Lafontaine, se montre ami des Canadiens : *censures* de lord Stanley. — Il sollicite son rappel, malade, incapable de prendre la mer, meurt entouré de regrets (19 mai 1843).

II°
Sir Bagot
(1841-43)
Baron Metcalfe
(1843-46)
17è et 18è
gouverneurs

2o Baron Charles-Théophile Metcalfe (1785-1846) : — né (30 janv.) à Calcutta, *correspondant* au Bengale (1808), *résident* à Delhi (1811-20), et membre du *Conseil suprême* de l'Inde (1827), gouverneur *provisoire* (1835-36), *lieut.-gouver.* des Provinces du N.-O. (1836-38), *gouverneur* de la *Jamaïque* (1839-42). —**Commission** de *gouverneur* du Canada : 24 fév. 1843-26 nov. 1846. — Il se heurte aux traditions admises à la législature, passe pour autoritaire, fort indépendant du ministère, favorable au patronage officiel : — les tempêtes politiques agitent le pays ; — *siège* du Parlement à Montréal. — Le 19 août 1840, élevé à la *pairie* avec le titre de **Baron Metcalfe de Fern Hill** : un chancre à la bouche le force à démissionner et il meurt à Londres, en sept, 1846. — On a inscrit sur sa tombe : " The first and last lord Metcalfe ".

3o Administration : —*Charles Murray Cathcart*, commandant-en-chef des troupes, devient gouverneur *intérimaire* : 26 nov. 1845-24 avril 1846. — A cause des disputes que soulèvait alors la question de l'*Orégon*, lord Gladstone, décréta sa nomination au gouvernement du pays.

III°
Comte Cathcart
(1846-47)
Comte Elgin
(1847-54)
19è et 20è
gouverneurs

1o Charles Murray, comte Cathcart (1873-1859) : — né (21 déc.) à Waltham, (Angl.), il s'enrôle en 1799 dans les troupes à destination de la Hollande ; — en 1815, commandant de cavalerie à Waterloo, ayant trois chevaux tués sous lui ; — il sert ensuite en France et en Irlande (1817-23) ; — major-gén, en Ecosse (1837), lieut-gén. au Canada (1842). **Commission** de gouverneur : 16 mars 1846-30 janv. 1847. — Une *convention* avec les E.-U. ayant écarté tout péril de conflit, il est rappelé à Londres, meurt à St-Léonard-sur-Mer (16 juillet 1859). — Soldat, non un administrateur politique. (V. Berkeley Powell's *Portraits*).

2o James Bruce, 8è comte Elgin (1811-63) : — né à Londres ; — en 1840, il hérite des titres paternels : *12è comte de Kincardine*. — En 1841, il est élu *représentant* de Southampton, promu *gouverneur* de la Jamaïque (1842-46). — Il épouse (7 nov. 1846) *Marie-Louise Lambton*, fille de lord Durham. —**Commission** de gouverneur du Canada : 1er oct. 1846-19 déc. 1854. — Sa longue administration révèle un homme d'Etat de grandes qualités d'organisation, de diplomatie, de gouvernement.—En 1857, *commissaire* en Chine ;—en 1859, ministre des Postes à Londres ; — en 1862, *vice-roi* des Indes, il meurt (20 nov. 1863).

3o Administrateur : — **sir William Rowan**, originaire d'Irlande, combat sur les champs de bataille du continent ; — secrétaire de lord Seaton au Canada (1832-39), major-gén. (1846), commandant-en-chef (1849-55). — Il est administrateur : 23 août 1853-10 juin 1854. (V. *The Makers of Can.* Index).

1o Sir Edmond Walker Head (1805-68) : — né à Hyde, il succède au titre de *baronnet* (4 janv. 1838) ; — commissaire de la *Loi des Pauvres* (1841), — assermenté *lieut.-gouv.* du N.-B. 11 avril 1848-28 sept. 1854. **Commission** de gouverneur du Canada : 30 sept. 1854-24 oct. 1861.

IV°
E.-W. Head
(1854-61)
Vicomte Monck
21è et 22è
gouverneurs

— En septembre 1859, *John*, son fils unique, se noie à la Grand-Mère, 9è et dernier baronnet. — Il meurt (1868). (V. *Dict. of Nat. Biogr.*)

2o **Sir Charles Stanley, vicomte Monck (1819-94)** : — originaire d'Irlande, avocat (1841). — En 1849, il succède au titre de *quatrième* vicomte comme pair d'Irlande, est député libéral (1851), lord de la Trésorerie (1855-58). — *Administrateur* du Canada : 2 oct.-28 nov. 1861 ; —**Commission** de gouverneur : 2 nov. 1861-30 juin 1867 ; — il démissionne en novembre 1868. — En 1866, il avait été créé **premier baron** de Ballytramman, comme pair d'Angleterre. (V. *It.*).

3o **Administrateurs** : — 1. **Sir William Eyre (1805-59)**, major-gén. en Crimée (1854), commandant-en-chef au Can. (1856), est *administrateur* : 20 juin-2 nov. 1857. — 2. **Sir W. Tenwick Williams (1800-83)**, étudiant à Woolwich, second lieutenant d'artillerie, arme où il fait sa brillante carrière (1825-64), est *administrateur* : 12 oct. 1860-23 fév. 1861. — 3. **Sir William Rowan (1789-1879)**, est *administrateur* : 23 août 1853-10 juin 1854. (*V.* W.-H. Morgan, *Sketches of .... Canada* 1861). — 4. **Sir John Michel (1804-86)**, parcourt une longue et brillante carrière (1826-60), — commandant en-chef au Canada ; deux fois *administrateur* : 30 sept. 1865-12 fév. 1866 ; 10 déc. 1866-25 juin 1867.

B
NOUVELLE-ECOSSE
(1841-67)

1o **Lucius Bentick Cary, 10e vicomte de Falkland (1803-84)** : — fils d'un capitaine au long cours tué en duel, il épouse la fille naturelle de Guillaume IV ; — grâce au beau-père, il est promu *lord de la Chambre royale*. —**Commission** de lieut.-gouv. : 15 août 1840-2 août 1846. — Rappelé à Londres, chargé d'ume mission aux Indes. — Sir *Jérémie Dickson* est alors *administrateur* : 3 août-28 août 1846.

2o **Sir John Harvey (1778-1852)** : — a fait les campagnes de France, Hollande, Canada (1812). — En 1815, aide-de-camp de Wellington. — *Gouverneur* du N.-B. (1837-41), de Terre-Neuve (1841-46) ; — de la N.-E. : 26 juin 1846-22 mars 1852, année de son décès à Halifax. — Le lieut.-colonel, *John Bazalgette*, est deux fois **administrateur** : 29 mai-19 sept. 1851 ; 12 mars-5 août 1852.

3o **Sir John Gaspard Le Marchant (1803-74)** : — conquiert ses grades au Cap, en Espagne. — *Gouverneur* de Terre-Neuve (1847-52). —**Commission** de lieut.-gouverneur : 18 juin 1852-25 fév. 1858 ; il intervint dans le projet de loi concernant l'*enrôlement* des étrangers. (V. Fennings Taylor, *Partr. of Brit. Amer.* 1865).

4o **Georges-Auguste Constantin Mulgrave (1819-90)** : — deuxième marquis de Mulgrave, député de Scarborough. —**Commission** de lieut.-gouverneur : 28 janv. 1858-17 sept. 1863 ; — *gouverneur* de Queensland, de la Nouv.-Zélande, de Victoria (Australie). (V. *Debrett's Peerage* (1912). — **Administrateur** : 18 sept. 1863-21 juin 1864, **sir Charles Hastings Doyle** (1805-83), Irlandais qui se distingue et gagne ses grades (1819-60), commandant des troupes (1861).

5o **Sir Richard Graves MacDonnell (1815-)** : — originaire d'Irlande.

juge en Gambie (Afrique) (1843-47) ; — *gouverneur* de Sainte-Lucie (Antilles) (1852-58). — **Commission** de lieut.-gouverneur : 28 mai 1864-28-sept. 1865. — Puis, Ch. Doyle : 28 sept.-7 nov. 1865.

6o **Sir William Fenwick Williams** (1800-83) : — né à Annapolis Royale (N.-E.), major-gén. (1855) en Crimée, commandant-en-chef (1860-66). —**Commission** de lieut.-gouverneur : 28 oct. 1865-30 juin 1867. — En 1870, *gouv.* de Gibraltar ;—en 1881, *connétable* de la Tour de Londres.

C

NOUVEAU-BRUNSWICK

(1841-67)

1o **Sir W. Macbean George Colbrooke** (1787-1870) : — brillant officier et agent politique au Levant, *lieut.-gouv.* de la Barbade (1834-37), —**Commission** de lieut.-gouv. du N.-B. : 26 avril 1841-11 avr. 1848. — Plus tard, positions analogues aux colonies.

2o **Sir Edmond Walker Head** (1805-68) : — **Commission** de lieut.-gouverneur : 11 avril 1848-28 sept. 1854, — époque où il est promu à la charge de gouverner le Canada.

3o **John Thomas Henry Manners-Sutton** (1814-77) : — sous-secrétaire d'Etat (1841-46). —**Commission** de lieut.-gouv.: 7 oct. 1857-26 oct. 1861. — *Gouverneur* de la Trinidad (1864-66), de Victoria (1866-73). — Il avait le titre de troisième **vicomte de Canterbury**.

4o **Sir Arthur Hamilton Gordon** (1829-. . .) : — fils du comte Aberdeen et **baron de Stanmore**. — **Commission** de lieut.-gouverneur : 26 oct. 1861-30 sept. 1866. . . — Le colonel, *John Amber Cole* est trois fois **administrateur** : 1862, 1864, 1865 ; — ainsi que sir Charles Doyle : 1er oct. 1866-30 juin 1867. (V. Francis Audet, *Can. hist. Dates and Events*, Ottawa, 1917).

D

ILE-DU-PRINCE EDOUARD

(1841-67)

1o **Sir Henry Vere Huntley** (1795-1864) : — né à Boxwell, Gloucestershire, commandant de vaisseau (1832-38), lieut.-gén. à la Gambie (1839). —**Commission** de lieut.-gouv.: 13 nov. 1841-1er nov. 1847 ; — il meurt au Brésil (1864). — *Ambroise Lane* est **administrateur** : 25 juillet-7 oct. 1847.

2o **Sir Donald Campbell** (1800-73 ?) : — baronnet (11 mars 1836) de Dunnstaffinage, promu *lieut.-gouverneur* le 26 oct. 1847-10 oct. 1850 ; — il entra en conflit avec la Chambre au sujet des subventions légales. A son départ, Lane devient encore **administrateur** : 10 oct. 1850-10 mars 1851.

3o **Sir Alex. Bannerman** (1823-. . . ?) : — *baronnet* d'Elsick, en Kincardine (Ecosse), titulaire du nom qui date du temps de la chevalerie, synonyme de *Porte-Etendard* ou *Bannière* (Bannerman). — Il succède à Campbell par une **commission** de lieut.-gouv.; 10 mars 1851-12 juillet 1854. — Sous son gouvernement, *responsabilité* du mandat.

4o **Sir Dominique Daly** (1798-1868) : — né à Galway (Irlande), —en 1838, membre du Conseil spécial de Durham, du Cons. exécutif (1842-43 et 1847-48, — député de Mégantic (1841-49), — secrétaire provincial (1846-51). —**Commission** de lieut.-gouv.: 8 mai 1854-25 mai 1859 ; — *gouverneur* de Tobago, il meurt le 19 fév. 1868. — *Charles*

Young (1812-..)originaire de Glasgow, solliciteur-général (1851), est **administrateur** : 26 mai-7 juin 1859.

5o **Sir Georges Dundas (1819-80)** : — né le 12 novembre, promu lieut.-*gouverneur* : 8 juin 1859-22 oct. 1868 ; — à la même charge, ensuite, à Saint-Vincent. — **Administrateur**. Robert Hodgson, en 1865 (V. *The Can. Biogr. Dict.*, G. Maclean Rose, *A Cycl. of Can. Biogr.*, Toronto, 1888 ; J.-Ch. Dent, *The Can. Port. Gall.*, Toronto, 1881 ; Morgan, *Skertches of Cel. Can.* 1862).

E

TERRITOIRE

de

RUPERT

(1815-70)

gouverneurs

1o **Robert Semple (1766-1816)** : — né à Boston (Mass.), voyage en Europe, en Afrique, (1802-12), arrêté par Cathcart en Allemagne comme espion américain (1813). — En 1815, promu *gouverneur* par les Directeurs de la Cie de la Baie d'Hudson : tué aux Sept-Chênes (1816). **Commission** : 19 mai 1815-19 juin 1816.

2o **Sir George Simpson (1792-1860)** : — né à Dingwall (Ecosse), cousin de l'explorateur *Thomas Simpson* (1808-40), envoyé à Athabasca (1820) par la Compagnie : homme d'énergique résolution, esprit délié, entreprenant. —**Commission** : mars 1821-7 sept. 1860. —**En** 1835, il réorganise l'administration d'Assiniboia... (V. *The Makers of Can.* t. VIII ; *Can. and Prov.*, Index ; E.-H. Oliver, *The Can. N.-O.*, 1914).

3o **Eden Colville** : — *président* du Conseil (1850), gouverneur *provisoire*, — le 1er mai 1851, il dirige encore les délibérations et règlemente les litiges relatifs à l'Église presbytérienne.

4o **Alexandre Grant Dallas** (...-1882) : — originaire d'Ecosse, engagé d'abord dans le commerce avec la Chine, facteur en chef à Victoria (île Vancouver), nommé pour succéder à Simpson (1862-66).

5o **William MacTavish** (....?-1870) : — Ecossais, facteur principal (1847), *gouv.* d'Assiniboia (1858); il meurt en Angleterre en 1870.

F

ASSINIBOIA

(1833-70)

gouverneurs

1o **Alexander Christie** : — sixième **gouverneur** : juin 1833-13 juin 1839, *facteur-en-chef* (1821) d'origine écossaise, conseiller (1822). — La Cie d'Hudson acquiert de la succession Selkirk le district d'Assiniboine, réorganise le Conseil, bâtit en pierres le *Fort Garry*. — Il et de nouveau gouverneur : 19 juin 1844-20 sept. 1848. (V. Oliver, *op. cit.*)

2o **Duncan Finlayson** : — septième **gouverneur** : 13 mars 1839-juin 1844. — En 1832, *commis principal* ; organisateur des cours judiciaires, des développements agricoles que, par *intérêt commercial*, G. Simpson devait plus tard si injustement déprécier. — Le colonel **John Frolliott Crofton**, qui commandait un détachement de réguliers, est gouverneur *provisoire* : juin 1846-juin 1847 ; — ainsi son successeur, le major **John Thomas Griffiths** fait l'intérim : juin 1847-sept. 1848.

3o **William Bletterman Caldwell** : — huitième **gouverneur** : 10 juin 1848-juin 1855. — Major, il amène 56 hommes de police agricole. — Au bout de son mandat, " il laisse la colonie tranquille et paisible ".

4o **Francis Goodshall Johnson** : — neuvième **gouverneur** — *provisoire*, 28 juin 1855, — *titulaire* : 28 nov.-27 fév. 1858. — Un aviseur

légal lui est adjoint pour solutionner les litiges divers. — En 1872, il fait partie de l'administration du Manitoba.

5o **William Mac Tavish** : dixième et dernier **gouverneur** : 9 déc. 1858-17 mai 1870. — Homme d'expérience, intelligent et très énergique, il succombe à la tâche : la maladie le contraint à chercher l'appui d'un *administrateur*, le juge *John Black* en 1865, 1866, 1869.

G

ILE VANCOUVER

(1849-70)

gouverneurs

1o **Georges Vancouver** (**1758-98**) : — navigateur anglais, né à Petersham (Surrey), compagnon de Cook à bord de *la Résolution* dans son second voyage autour du monde (1772-75), à bord de *la Découverte*, dans son troisième (1776-80). — En 1780, sur *le Martin* il sert dans l'escadre des Antilles sous l'amiral Rodney ; lieutenant de vaisseau sur l'*Europe* (1784), *commandant* à bord du *Courageux* (1790). — L'amirauté lui confie la mission de rechercher la communication maritime, au pôle arctique, entre l'Atlantique et le Pacifique. Parti sur *la Découverte* (1791), il parcourt l'Australie, l'archipel Sandwich..., explore les côtes ouest du Canada, l'*île* qui a gardé son nom, visitée par Cook (1787), par John Meares (1788), appelée d'abord *Quadra* (carrée), exploitée en 1843 par la Cie d'Hudson ; — elle y bâtit le *fort Victoria*, dénommé jusque-là *Camosun*. — En 1849, Vancouver devient un **apanage de la Couronne** (Crown Colony).

2o **Richard Blanshard** (... ?-**1894**) : — premier **gouverneur** : 16 juillet 1849-1er sept. 1851 ; — il arrive, via Panama, au fort Victoria où commande J. Douglas (10 mars 1850). — Le *Fort Rupert* qu'il visite était situé à la pointe N.-E. de l'île. — Sa situation, isolée et sans rémunération officielle, est *intenable*, aggravée par la malveillance des commis : il retourne, mécontent des employés de la Compagnie et dénué de ressources. (V. Alex. Begg. *Hist. of Br. Col.*, Toronto, 1894).

3o **Sir James Douglas** (**1803-77**) : — *deuxième* gouverneur : sept. 1851-1864. — Administrateur doué de talents remarquables ; — facteur principal (1840). — En 1843, il a fondé *Victoria* ; — il représente la Couronne et la Cie à la fois ; — en 1856, il organise **un Conseil**, le salaire dans les mines d'or, la construction des voies de communication. — En 1858, la terre ferme ou Nouvelle-Calédonie devient **Colonie royale**, enlevée à la Cie d'Hudson, à cause de l'afflux des chercheurs d'or.— En Angleterre qu'il a quittée en 1820, Douglas meurt (1877).

4o **Frédéric Seymour** (... ?-**1869**) : — troisième **gouverneur** : avril 1864-1866, de la Colonie continentale seulement. — En 1866, *réunion* de l'Ile-Vancouvert et de la Colonie royale en une seule province, nommée **Colombie Britannique**, munie d'une législature, sous l'autorité de Frédéric Seymour (**1866-69**), décédé le 10 juin 1869.

5o **Arthur Edouard Kennedy** (**1810-83**) : — *quatrième* **gouverneur** : 25 mars 1864-23 oct. 1866. — Irlandais, né à Cultra (Down), il parcourt une carrière distinguée et brillante. — En 1851, gouverneur de la Gambie, en Australie (1854-62). — L'île Vancouvert eut deux **administra-**

teurs ; *Arthur Birch* : 9 sept. 1865-7 nov. 1866 ; — *Philippe Hankin* 14 juin-22 août 1869.

6o **Anthony Musgrave (1828-88)** : — secrétaire du gouverneur de Leeland (1850-51), administrateur du Nevis et de St-Vincent (1860-62). — **gouverneur** de la Colombie : 23 août 1869-20 juillet 1871, époque du gouvernement responsable. — En 1872, lieut.-gouverneur du Natal, de l'Australie du Sud (1873-75), de Queensland (1888).

CHAPITRE II

La situation politique

1°

Genèse de l'Union

(1838-40)

1o **Origine** : — l'idée unioniste naît aux Communes (1791): le crédit de Pitt impose la *division* en deux provinces, mais l'*opposition* réclame *une seule* organisation politique, en vue de l'absorption graduelle de la nationalité française. — **En 1810**, Craig recommande à lord Liverpool l'abolition de la Constitution et la *réunion* des Provinces. — **En 1813**, le juge Sewell, sommé de se disculper à Londres, conseille la *fédération* de toutes les colonies. — **En 1819**, le duc de Richmond propose d'unir les législatures provinciales. — **En 1820**, lord Dalhousie est muni d'en haut lieu, en face de toute crise politique, d'un mandat de réunion. — **En 1822**, Wilmot et Bathurst introduisent aux Communes un bill d'union comme *mesure nécessaire*, urgente : abandon forcé du projet, faute de l'adhésion du H.-C. ; — **en 1835**, les Commissaires l'écartent pour le même motif. — **En 1838**, la Constitution a vécu, l'Union est mise au jour. (V. Lareau, *op. cit.*, p. 226 ; Egerton et Grant, *Can. Const. Devel.* p. 124).

2o **Développement** : — en août 1838, lord Durham convoque à Québec des *délégués* des Provinces maritimes pour discuter l'opportunité d'un **plan de confédération** : — *première* Province, comprenant le centre et l'ouest du Haut-Can.;—*deuxième*, l'est du H.-C., la région de Montréal, les Cantons de l'Est ; — *troisième*, le reste du Bas-Can.; — de plus, les *trois* Provinces maritimes. — Echec du plan devant l'inflexible antagonisme des membres canadiens contre ce *suicide* national. — **Deuxième plan** : l'**Union provinviale**, non réalisée par Durham, mais préconisée dans son fameux Rapport comme indispensable, "ayant, dit-il, pour objectif immédiat la *défrancisation* du Bas-Canada". Ni plus, ni moins ! (V. *Can. and its Prov.*, t. IV, p. 397, 403).

3o **Maturité** :— **en juin 1839**, *motion* aux Communes de lord Russel dans le dessein de " réunir les Provinces " et de prolonger la vie du *Conseil spécial* : — renvoi de ce projet à 1840. — **En nov. 1839**, Poulett Thomson inaugure son habile manœuvre **au Bas-Canada** : il fait

voter les *six articles* de l'Union par le Conseil spécial : unanimité moins les voix de Neilson, Cuthbert, Quesnel. — **Le 3 décembre**, même succès **au Haut-Canada**, à la majorité des votants... — *Résultats* : **le 24 janvier 1840**, contre-pétitionnement des Québécois et des Trifluviens, par 40,000 signatures ; — **le 21 février**, même protestation à Montréal, ailleurs.— Aussitôt, les *dépêches* de Thomson - nov.-avril—atténuent à Londres l'opposition des Canadiens, même la pétition du clergé. — **En juillet**, discussion des articles au Parlement impérial, adoption de **la loi** — en dépit des objections des lords et députés : Melbourne, Wellington, Ellenborough, Brougham, Gosford, O'Connel, O'Brien. — Sanction royale : 23 juillet 1840. (V. *Can.*, p. 406 ; L.-P. Turcotte, *Le Can. sous l'Union*, 1881 ; Jos. Royal, *Hist. du Can.*, 1909 ; Jos. Desjardins, *op. cit.*, p. 77).

II°

Analyse

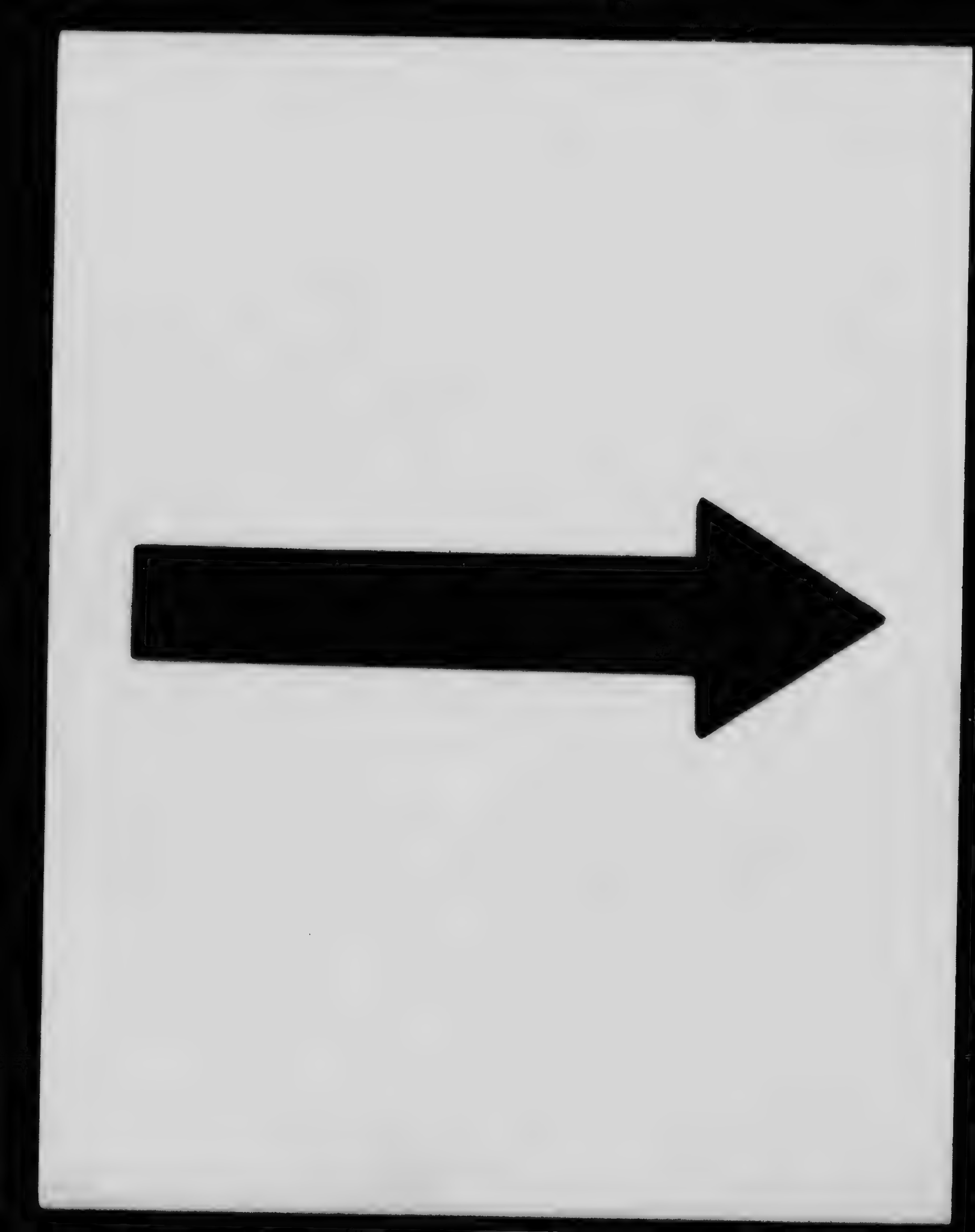
de la

Constitution

1o **Teneur de l'Acte** : — texte de **62 articles**, suivis de deux annexes : bilan de la liste civile *permanente* 45,000 liv. st., bilan de la liste *temporaire* ou limitée au vivant de Victoria 30,000. — Titre : " Acte qui réunit les Provinces du Haut et Bas-Can. pour le gouvernement du Canada ". — Ainsi est constituée une seule province, désormais appelée **Province du Canada** (art. III). — L'Acte rapporte *en substance* les lois antérieures, réserve *certains* articles, introduit de nouveaux.

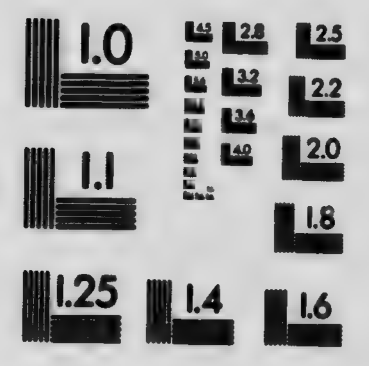
2o **Gouvernement responsable** : — la *responsabilité* morale est l'obligation de *répondre* de ses actes, en vertu de la conscience libre ; — *civile*, elle oblige chacun de *répondre* du dommage qu'il cause à un tiers ; — *ministérielle*, elle rend les ministres en fonction *responsables* envers le prince, si le gouvernement est **absolu** ; — si l'Etat est **constitutionnel**, ils sont *responsables* à l'égard de la représentation nationale ou Chambre des députés, qui ont le droit de les questionner, de les attaquer, de les renvoyer, à la majorité des votes, dès que l'on a fait la preuve contre leurs actes officiels. — La formule de **gouvernement responsable** n'existe, sous l'Union : ni dans le *texte* de l'Acte, ni dans la *teneur* des commissions ou des instructions octroyées aux gouverneurs du Canada ; — est-ce une lacune *volontaire* ? — Oui, le Parlement impérial en a retenu *le monopole*. — **En théorie**, elle est censée accordée à la Province (1841), à la N.-E. (1848), au N.-B. (1848), à l'Ile-du-Prince-Edouard (1851). — **En pratique**, le cabinet Lafontaine-Baldwin impose la formule à lord Elgin qui, *le premier*, consentit à consulter le ministère, à accueillir ses avis, à les suivre, comme représentants des électeurs. (V. *The Makers of Can.*, t. XIV, p. 138 ; A.-B. Keith, *Resp. Gov.*, t. I, p. 60).

3o **Les Partis** : — celui du **Pacte de Famille** ou " groupe de tories " du Haut-Can., ainsi surnommés à cause des liens qui les maintiennent au pouvoir, liens politiques, sociaux, religieux, commerciaux surtout. — Celui de **la Réforme** ou " groupe de réformistes ", composé de Loyalistes imbus des idées de la Constitution républicaine des E.-U. ; — il attira les sympathies naturelles des *Canadiens* opprimés, rappro-



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)





APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

chant Papineau et Lyon MacKensie, leurs héritiers politiques. — Le premier groupe donnera naissance au **Conservateur**, le second au **Libéral**, : mais ni l'un ni l'autre **Parti** n'existe encore sous cette dénomination : tous deux sont *en germe* dans les ministères et les Chambres.

1o **Pouvoir exécutif** : — il appartient au gouverneur seul, ou éclairé et secondé par son *Conseil*, — lequel est nommé par la Couronne, c'est-à-dire choisi en réalité par le gouverneur lui-même. — L'étendue de *responsabilité* des HUIT conseillers envers le Parlement est passé sous silence : — brèche évidente au principe de la responsabilité ministérielle.

2o **Pouvoir législatif** : — un seul Conseil de 24 membres, 12 pour le B.-C., 12 pour le H.-C., nommés à vie, leur président étant choisi par le gouverneur.

3o **Assemblée législative** : — ou *Chambre d'Assemblée* de 34 membres, élus *par moitié* par chacune des anciennes provinces, siégeant durant *quatre* ans avec une session annuelle, — le *président* ou Orateur nommé au début de chaque législature. — Toutes les motions ou propositions de loi sont décidées à la *majorité* des voix, celle du président étant prépondérante. — La **lanque anglaise** est seule admise en Chambre et dans ses comptes rendus. (V. W. Houston, *Doc.*, Toronto, 1891.

4o **Faveurs au Haut-Canada** : — population 456,000 (1841) ; nomination de 42 députés ; par exemple, **cinq villes** *ontariennes* comptaient 15,054 âmes et ont un *nombre égal* de représentants aux **cinq comtés** bas-canadiens de 153,461 âmes :

III°

Analyse

(suite)

Kingston	6,292	HUNTINGTON	36,204
Corwall	1,407	DORCHESTER	34,817
Niagara	2,287	BERTHIER	26,859
London	2,078	DEUX-MONTAGNES	25,835
Bytown	3,000	BEAUHARNOIS	28,74

La *dette* provinciale monte au chiffre de *six millions* et est mise au devoir de la province-unie — même la dette contractée pour des améliorations *locales* par les concussions des administrateurs officiels...

5o **Défaveurs au Bas-Canada** : — en la tuant comme province distincte, on sacrifie son contrôle des finances, de la législation, de l'effigie de son indépendance. — **Sa langue** est vouée à la mort. — Population 650,000 ; moitié de la députation, 42 élus, au lieu de 90 en 1838. — Dans le dessein de l'angliciser par étapes, il a fallu que l'*Acte même* posât le droit à une *nouvelle délimitation* des circonscriptions électorales : ainsi la représentation fera des recrues anglaises dans les villes et les Cantons de l'Est. — Sœur, elle devra partager le passif de sa cadette émancipée.

6o **Griefs des deux Canadas** : — la nouvelle Constitution décrète les clauses suivantes : *liste civile* imposée sans l'assentiment des élus du peuple ; — *initiative* laissée à l'Exécutif, c'est-à-dire au gouverneur de voter les dépenses accidentelles, en dehors de tout contrôle représenta-

tif ; — *extinction* de la dette publique, non par le Trésor de Londres, mais par *tout* le revenu de la Province ; — la *non-responsabilité* des Conseillers.

IV°

1er Parlement

(1841-44)

1o **Ministère Draper-Ogden** (1841-42) : — **William Henry Draper** (1801-77), né en Angleterre, venu au Canada (1821), conseiller exécutif, aide-de-camp du lieut.-gouv. (1837), procureur général (1840)... — **Charles Richard Ogden** (1791-1866), né au Canada, avocat (1812, député des Trois-Riv. (1815), procureur du district (1818), de la colonie (1833-42)... — Le 13 fév. 1841, tous deux nommés *chefs* (leaders) du **1er ministère**, qui se compose de 8 membres. — L.-H. Lafontaine a refusé un portefeuille, est battu aux élections. — Le 9 juin, organisation du Conseil législatif : 24 membres dont 8 Canadiens.

2o **Première session (14 juin-18 sept.** (1841) : — élection du président *M. Augustin Cuvillier*, habile parlementaire, possédant les deux langues. — **Principaux bills** : loi d'emprunt pour les améliorations publiques, projet de l'amnistie politique, loi des municipalités, de l'instruction primaire... La mort du gouverneur hâte la clôture.

3o **Ministère Baldwin-Lafontaine** (1842-43) : — **Robert Baldwin** (1804-58), *Irlandais* dont le père émigre à York (1798), conseiller (1836), avocat gén. (1841)... — Louis-Hippolyte Lafontaine (1807-64), fils d'un fermier de Boucherville, député de Terrebonne (1830-38), voyage en Europe (1837), emprisonné à Montréal (7 nov. 1838), relâché sans procès, élu à Hastings (H.-C.) (1841-44), à Terrebonne (1844-48), à Montréal (1848-51)... — Le 15 sept. 1842, Bagot forme le **2è ministère** par le choix des deux procureurs.

4o **Deuxième session** (**8 sept.-12 oct. 1842**) : — les élections partielles, une démission ministérielle amènent la chute du ministère, 8 jours après l'ouverture de la session. — En dépit de la loi, **premier discours en français** de M. Lafontaine, simple député (13 sept.), — *ministre* deux jours après... Le 20 janv. 1843, Baldwin battu à Hastings est élu à Rimouski. — **Projets de lois** : — bills des céréales, élections, chemins d'hiver, rétablissement de la franchise à Québec et à Montréal ; ordonnance de judicature ; Kingston déclarée inacceptable comme capitale (40 voix contre 20).

5o **Troisième session** (**28 sept.-9 déc. 1843**) : — adresse à la reine pour l'approbation comme capitale de la ville de Montréal (40,000 âmes) ; — oppositions à la liste civile ; projet de suppression des sociétés orangistes secrètes ; de l'inégibilité des fonctionnaires publics. — Metcalfe refuse de consulter le ministère sur la nomination aux charges officielles : *démission* de Baldwin-Lafontaine. — La *crise* ministérielle éclate aussitôt : Draper, Viger, Daly constituent un Exécutif provisoire, qui dure *neuf* mois. — Le 23 sept. 1844, dissolution du Parlement.

1o **Ministère Draper-Viger** (**1844-46**) : — le 2 sept. 1844, la Gazette *officielle* publia la liste suivante : D.-B. Papineau, Daly, Y. Smith, et

plus tard, Jos.-André Taschereau (B.-C.) ; W. Morris, W.-B. Robinson, H. Sherwood (H.-C.). — Sir Metcalfe constitue ainsi le **IIIè ministère** (2 sept. 1844-17 juin 1846), vingt jours avant le renvoi du Parlement.

2o **Première session** (**28 nov.-1844-29 mars 1845**) : — motion de Lafontaine pour l'amnistie générale : elle est appuyée par Metcalfe à Londres ; — autre de D.-B. Papineau pour rétablir l'usage de la langue française. — Indemnités des pertes matérielles en 1837-38 ; bills des municipalités, écoles, etc.

IIè Parlement

(1844-47)

3o **Deuxième session** (**20 mars-9 juin 1846**) : — *emprunt* officiel, non réalisé, en faveur des sinistrés de la basse ville de Québec ; budget considérable pour l'achèvement des voies fluviales. — *Indemnité* de salaire comme président à L.-J. Papineau : 18,000 piastres. — Lois de la milice, des écoles, des cours de justice, des postes. — Le 17 juin, démission du ministère.

4o **Ministère Draper-Papineau** (**1846-47**) : — **Denis-Benjamin Papineau** (1789-1854), frère de Louis-Joseph, sympathique à Metcalfe, sans crédit au B.-C., député d'Ottawa (1842-47), commissaire des terres de la Couronne. — Durant ce ministère : 18 juin 1846-28 mai 1847, le Parlement ne fut point convoqué. — **IVè ministère.**

5o **Ministère Sherwood-Papineau** (**1847-48**) : — **Henry Sherwood** (1807-55), conseiller, avocat gén. du H.-C. (1847-48), est l'ennemi que vise sans cesse Lafontaine. — Les membres du Cabinet (quelques historiens le qualifient de **Vè ministère**, *Sherwood-Daly*) : Daly, W. Badgley, Peter MacGill, etc. — Ce cabinet vécut du : 29 mai-7 déc. 1847. — Un **VIè ministère** *Sherwood* seul : 8 déc. 1847-10 mars 1848.

6o **Troisième session** (**2 juin-28 juillet 1847**) ; — projet de chemin de fer et télégraphe reliant Québec à Halifax ; — Papineau et le bill des municipalités. — Cumul des fonctions, favoritisme, au détriment des Canadiens : crise commerciale du libre échange. . . (V. Jos. Royal).

IIIè Parlement

(1848-51)

1o **Première session** (**25 fév.-23 mars 1848**) : — le sixième ministère vit entrer dans le cabinet François Bruneau et Jos. Ed. Turcotte. — La session d'un mois fut insignifiante. — Elections du 24 janvier.

2o **Ministère Lafontaine-Baldwin** (**1848-51**) : — le 11 mars, lord Elgin recompose le cabinet : — James Leslie, R.-E. Caron, E.-P. Taché, Aylwin (remplacé par L.-P. Drummond) etc. — Question de l'émigration, prorogation (23 mars), à laquelle s'oppose L.-J. Papineau.

3o **Deuxième session** (**18 janv.-30 mai 1849**) : — le Parlement impérial révoque la clause de *prohibition du français* en Chambre : — lord Elgin prononce *en français* le discours du trône. — Lutte acerbe entre Papineau et Lafontaine. — Celui-ci présente un *bill de réforme* électorale : 75 au lieu de 42 : à la seule voix de Papineau, il est rejeté, au détriment des Canadiens. — Discussions de l'exode canadien aux E.-U., du commerce et de la navigation du St-Laurent ; question du tarif douanier. — **loi d'indemnité** des pertes mobilières en 1837-38, votée

par 48 voix contre 23 ; — vengeance et haine : *incendie* du Parlement (25 avril), à Montréal, dévastation des maisons des ministres. (V. A. De Celles, *Lafont*. — Le siège du Parlement à Toronto.

4o **Troisième session (14 mai 10 août 1850)** : — le cabinet est réduit à *huit* ministres. — Projet de réforme électorale mis en échec. — Discussion des Réserves du clergé ; — allocation, réciprocité entre la Province et les Provinces maritimes. — Réforme postale.

5o **Quatrième session (20 mai-30 août 1851)** : — *abolition* du système seigneurial proposée. — Projet de la confédération des Provinces. — Bills et lois concernant : écoles, recensement, primogéniture, etc., Intercolonial... Retraite de M. Baldwin et Lafontaine.

IVè Parlement

(1851-54)

1o **Ministère Hincks-Morin (1851-54)** : — **sir Francis Hincks** (1807-85), fils d'un pasteur presbytérien de Cork (Irlande), ami de Baldwin, fondateur de l'*Examiner*, inspecteur gén. (1848). — Le cabinet comprend successivement : Taché, Caron, Drummond, J. Young, Chabot, L.-V. Sicotte, P.-J.-O. Chauveau (B. C.).

2o **Première session (19 août-10 nov. 1852 ; — 14 fév.-14 juin 1835)** : — Ligne de bateaux à vapeur. — Le Grand Tronc, le pont Victoria — Bureau d'agriculture. — Loi de la députation : 130 membres. — Allocations diverses ; — Bill seigneurial repoussé au Conseil.

3o **Deuxième session (13 juin-22 juin 1854)** : — stériles discussions et amendements écartés par le ministère : il s'attire des marques de nonconfiance. — Lord Elgin dissout le Parlement (23 juin).

Vè Parlement

(1854-57)

1o **Ministère MacNab-Morin (1854-55)** : — **sir Allan Napier MacNab** (1798-1862), né à Newark (Niagara), orateur (1837-41) et (1844-48), adversaire déclaré de Lafontaine et de Baldwin... — Le **neuvième ministère** se composait de : Taché, Drummond, Chabot, etc.

2o **Première session (5 sept.-18 déc. 1854 ; — 23 fév.-30 mai 1855)** : traité de réciprocité ; emprunt municipal du B.-C. — Allocations. — *Sécularisation* des réserves anglicanes. — *Abolition* de la tenure seigneuriale.

3o **Ministère MacNab-Taché (1855-56)** : — **sir Etienne-Pascal Taché** 1795-1865), né à Saint-Thomas de Montmagny, docteur en médecine (1816-41), député de l'Islet (1841-46) receveur gén. (1849-56), conseiller (1856) et orateur...

4o **Conservateurs et Libéraux** : — désormais ces **deux partis** se partagent le domaine politique, bien que *leurs traits* de caractère aillent se dessinant par degrés dans un avenir prochain. — L'un des traits naissants est l'**alliance** d'idées et de principes de personnages *protestants* avec des *catholiques*, par dessus les frontières effacées de Haut et Bas Canadas. (V. Turcotte, *op. cit.*, p. 264)... — La *1ère session* 23 février 1855 : — lois municipales du B.-C. ; celles de la milice, franchise électorale ; fonctionnaires publics, écoles séparées.

5o **Deuxième session (15 fév.-1er juillet 1856)** : — le Conseil rendu

électif ; tarif augmenté et allocations aux chemins de fer ; amendements à la loi scolaire ; écoles normales, séparées : *le docteur Meilleur.* —L'Universiré Laval. — Québec capitale.

6o **Ministère Taché-Macdonald (1856-57)** : — **sir John Alexander Macdonald** (1815-91), né près de Glasgow le 11 janv. 1815 ; son père émigre (1820) à Kingston, où John étudie le droit ; avocat (1836) et député (1854). — **Onzième ministère** : Cauchon, Lemieux,etc.

7o **Troisième session (26 fév.-10 juin 1857)** : — organisation du service civil, codification des lois civiles du B.-C., prison de réforme, sociétés agricoles; question de la capitale dévolue à la reine, qui choisit **Ottawa.**

VIè Parlement

(1858-61)

1o **Ministère Macdonald-Cartier (1857-58)** : — **Sir Georges-Etienne Cartier** (1815-73) ; né le 6 sept. à Saint-Antoine, il étudie au séminaire de Montréal, est admis au barreau (1835), associé de Lafontaine et d'Amable Berthelot, député (1849), conseiller (1855). — Membres du cabinet : Sicotte, Belleau, etc.

2o **Première session (25 fév.-16 août 1858)** : — amendements du tarif, représentation répartie selon la population ; lois des élections, enregistrement des votants ; modification des lois du jury et municipales. — Le cabinet mis *en minorité* à propos de la capitale.... — Un avorton de **ministère Brown-Dorion** : 2 au 5 août 1858.

3o **Ministère Cartier-Macdonald (1858-62)** : — les mêmes, avec A.-T. Galt, L.-S. Morin, Cauchon ; les mêmes, plus Smith Sydney, Ross, G. Sherwood H.-C.).

4o **Deuxième session (29 janv.-4 mai 1859)** : — la milice, les postes, le bureau des travaux publics, le tarif ,consolidation de la dette publique, loi seigneuriale amendée ; érection en corporation de la *Banque Nationale* ; union fédérale au projet.

5o **Troisième session (28 fév.-19 mai 1860)** : — acte des municipalités du B.-C., revision des statuts provinciaux ; lois amendant les actes d'enregistrement et des représentants ; réduction des tarifs douaniers pour les produits de France. — Visite du Prince de Galles...

6o **Quatrième session (16 mars-18 mai 1861)** : — blâme infligé au gouvernement au sujet des Orangistes ; double majorité, motion de non-confiance. — La représentation par le peuple, lois criminelles et d'extradition. (V. A. De Celles, *op. cit.*).

VIIè Parlement

(1861-63)

1o **Ministère J.-S. Macdonald-Sicotte (1862-63)** : — **John Sandfield Macdonald** (1812-72, né à Saint-Raphael, Glengarry, ministre (1849), orateur (1852-54)... — **Louis-Victor Sicotte** (1812-89), né à la Sainte-Famille, Boucherville, avocat (1838), député de St-Hyacinthe (1852), orateur (1854-57), ministre (1858)... — Membres du Cabinet : A. Dorion, U. Tessier. — **Quinzième Parlement.**

2o **Première session (20 mars-9 juin 1862)** : — organisation du bureau d'agriculture ; comtés de colonisation ; émigration aux E.-U., progrès agricoles ; les édifices du Parlement d'Ottawa...

3o **Deuxième session (12 fév.-12 mai 1863)** : — organisation des volontaires ; lois des écoles séparées du H.-C. ; acte des jurés ; projets ministériels sur la milice, la banqueroute, la politique financière. — Motion de non-confiance : démission du cabinet.

VIIIè Parlement

(1863-67)

1o **Ministère J.-S. Macdonald-Dorion (1863-64)** : — **sir Antoine Aimé Dorion** (1818-91), élève du collège de Nicolet, avocat (1842), secrétaire provincial (1862). — Membres du Cabinet : Tessier, etc.

2o **Première session (13 août-15 oct. 1863)** : — loi de milice sédentaire et volontaire ; exposé de l'état des finances ; votes de non-confiance ; règlement des subventions aux vapeurs et aux Cies de chemin de fer.

3o **Deuxième session (19 fév.-30 juin 1864)** : — exposé financier et proposition de droits sur les liqueurs, le tabac, etc. ; allocations considérables pour l'utilité publique ; bill amendant l'acte de judicature et la loi du jury.

4o **Ministère Taché-J.-A. Macdonald (1864-65)** : — Le 10 octobre 1864 se tint à Québec la conférence des délégués des Provinces maritimes, en vue d'établir les préliminaires de la Confédération : la session dura 16 jours. (V. Turcotte, *op. cit.*, p. 515).

5o **Troisième session (19 janv.-18 mars 1865)** : — changement du tarif, de l'acte de judicature, de la loi des faillites ; pour la répression des vols de frontière, expédition de Saint-Albans ; abrogation du traité de réciprocité ; projet de *confédération* adopté à une forte majorité : délégation ministérielle à Londres.

6o **Ministère Belleau-J.-A. Macdonald (1865-67)** : — nul changement dans le cabinet. — **Sir Narcisse Belleau** (1808-94), né, éduqué à Québec ; conseiller (1852), orateur (1857-62), maire de Québec (1860) et nommé chevalier par le prince de Galles, ministre (1862). — **Dix-huitième** et dernier **ministère.**

7o **Quatrième session (8 août-18 sept. 1865)** : — adoption du code civil ; abolition de la peine de mort pour certains cas. — Invasion des Fénians ; divers malheurs publics : incendie de Québec.

8o **Cinquième session (8 juin-15 août 1866)** : — adoption de la procédure civile ; discussion des amendements des lois scolaires. — Constitution des législatures locales adoptée. — Délégués provinciaux à Londres. — Adoption du plan fédéral par le Parlement impérial.

CHAPITRE III

Le Régime administratif

I° Le gouverneur (1841-67)

1o **Attributions** : — *nomination* par le Souverain sur l'avis du Secrétaire colonial ; — *suppléance* par l'administration, soit en cas d'absence, soit en cas de décès ; — *salaire*, garanti par un vote définitif du Parlement de la colonie ; — *titre honorifique* : Excellence, préséance, franchise de la correspondance... — *Commission* officielle ou *lettres patentes*, contenant l'étendue de ses pouvoirs et les restrictions générales, les cas réservés au bon plaisir de Sa Majesté, le droit de grâce pour les condamnés à mort et les autres prérogatives... — La **dualité** de sa situation : — il est *responsable* au Secrétaire colonial au Parlement impérial, — *justiciable* du Parlement local du Canada, " si l'on suppose l'*existence effective* du gouvernement responsable " : — c'est justement cette dernière supposition *non réalisée* qui fait la faiblesse de l'Union et mène forcément à la Confédération.

2o **Exercice des attributions** : — dans ce dessein, il reçoit les *instructions* du Ministre des colonies, ses avis, ses reproches, ses récompenses. — Il a pour le seconder des secrétaires choisis, les Conseils exécutif et législatif. — Il est muni de la faculté de prescrire les élections, nommer les magistrats, convoquer, proroger, dissoudre le Cabinet et les Chambres, proclamer la loi martiale, faire voter le budget, la liste civile, etc,. etc. — Est-il étonnant que, en face de ces attributions et obligations, dans une colonie encore jeune, les gouverneurs (1841-67) aient agi diversement, en raison de leurs facultés mentales, de leur expérience des affaires et des hommes, des principes complexes et des conjonctures plus complexes encore ? — Le Can. a payé cher les premiers essais coloniaux de la métropole dans le monde.

3o **Administration** : — 1. **Thomson** s'est montré intelligent, inflexible jusqu'à la dureté, inexorable dans son dédain des Canadiens qu'il feint d'ignorer dans la distribution de *tous* les honneurs et charges : mais grand homme d'Etat dans l'organisation de la vie politique, opérant beaucoup en deux années... — **Bagot** discerne d'un clin d'œil les griefs des Canadiens, partout supplantés par les favoris incapables de la minorité : ses actes d'équité envers les descendants des anciens colons lui attirent les âpres réprobations de Londres et l'inexpiable haine des tenants du " Pacte de Famille ", au point qu'il en mourut prématurément... — **Metcalfe** eut ordre de ressembler à Thomson : il s'y appliqua avec ferveur : temps d'orage, de malaise général : — il a réussi à ne rien faire... — **Cathcart**, homme de passage, bienveillant, se contente d'être gouverneur militaire... — **Elgin**, habile diplomate, montra du caractère, de la hardiesse, de l'indépendance envers Londres et le parti conservateur extrême : il a le mérite induscutable d'avoir eu le sens de la justice et d'inaugurer le gouvernement responsable : Londres ne sut que l'approuver, le Canada l'applaudir —

Head gouverna selon la Constitution avec zèle et scrupule — **Monck** vit poindre et prépara avec J.-A. Macdonald, la Confédération.

II° Le Cabinet (1841-67)

1o **Le Cabinet** : — *appellation* empruntée par les colonies au *Cabinet* londonien, sans en comporter les hautes attributions. — Ici, il désigne purement le **Conseil exécutif** de *huit* membres, pris de moitié au B.-C. et au H.-C., avec ou sans portefeuille parfois. — Le **Premier** ministre est invité par le gouverneur à choisir ses collègues qu'il agrée ensuite. — Il y a *deux Premiers*, à cause de l'égalité des droits *conventionnels* des deux anciennes Provinces. — Tantôt le gouverneur *dissout* le Cabinet, plus souvent celui-ci *démissionne*, résigne de lui-même.

2o **Le gouvernement responsable** : — vivement *conseillé* dans le " Rapport " Durham (31 janv. 1839) ; — secrètement *indiqué* à Thomson dans les instructions Russel (14, 16 oct. 1839) ; — délibérément *ignoré* dans le texte constitutionnel (23 juillet 1840) ; — formellement *exprimé* dans le bill Harrison-Baldwin, soumis à la Chambre (3 sept. 1841) ; — expressément *exigé* de lord Bagot par le ministère Lafontaine-Baldwin (sept. 1842) ; — définitivement *concédé*, sans texte ni conseil, par lord Elgin (mars 1848 et 25 avril 1849) au second ministère Lafontaine... — Toutefois, ce n'est là que le *point de départ* : le progrès s'opère insensiblement dans la suite.

3o **La majorité** : — comme les amusements d'enfants et les jeux, la politique vit de *conventions* : elles sont sérieuses ! — **Le gouvernement** dit **responsable** et **la majorité** des votes — la *pluralité*, a écrit Pascal — sont affaires d'*accord tacite*. — A moins que et jusqu'à ce que **la minorité** se résigne à se soumettre *au contrôle* de la majorité, tout système de législation — municipal, législatif... — est rendu impossible ; — si la minorité, avouée par le scrutin, a recours quand même à la violence ouverte — ex. : incendie du palais législatif par l'élément anglais (25 avril 1849) — le principe conventionnel de la majorité des voix perd sa signification politique : ce sens ne repose-t-il pas, en fait, sur l'accord tacite que *le plus grand nombre* de votes s'impose de soi-même *au nombre inférieur* ? — Sur cet assentiment présumé et cet accommodement fragile s'appuie la structure du **gouvernement démocratique** moderne : suffrage universel ou restreint, cabinet ou gouvernement responsable. — Cet aspect de la question paraît aujourd'hui simple, quasi naturel : aux opiniâtres tories les exigences de Lafontaine-Baldwin semblaient un inexpiable attentat politique. (V. Leacock, *The Makers of Can.*, t. XIV, p. 137-43 ; L.-P. Turcotte).

1o **Essai de réhabilitation** : — avant 1837, il sert de rempart au Conseil exécutif ; — il est discrédité par son propre servage, au moins au Bas-Canada. — Sydenham tenta de réhabiliter ce rouage administratif, toujours comme instrument, moins pondérateur qu'oppresseur. — Il le proclame désormais non un *piédestal* de l'honneur, mais une charge et un devoir : — il en écarte les anciens membres à quelques-uns près.

III°

Le Conseil

(1841-67)

les magistrats rétribués, les membres du clergé " qui ont, dit-il, à remplir les fonctions plus hautes ". — Ses successeurs cultivent ses idées : c'est sans fruit. — En 1846, on constate la présence aux délibérations de 15 conseillers sur 34. — En 1848, Elgin les qualifie de " personnages pires qu'inutiles " : il songea aussitôt à reconnaître le principe de l'éligibilité des conseillers.

2o **Conseil devenu électif** : — en 1853, la Chambre décide de solliciter à Londres la modification de la Constitution sur ce point : — le gouverneur appuie la pétition. — Le Parlement impérial, après de longs débats, laisse toute liberté au gouvernement colonial. — En 1855, la Chambre revint au projet en changeant plusieurs articles du premier dessein : le Conseil sera élu par les circonscriptions normales, pour une durée de *huit ans*, un quart des 48 conseillers ayant à renouveler leur mandat toutes les deux années. — En 1860, le Conseil est doté du privilège d'élire son *président*. — Dans la suite, il se montra plus opérant, mais seulement sur le terrain financier... — A toutes les époques, le Conseil ne jouit en rien du crédit analogue à celui de la Chambre des Lords qu'il simulait de personnifier, au moins nominalement

IV°

La Chambre

(1841-67)

1o **Elections** : — en 1841, les chefs de parti éclairent leurs électeurs sur les mobiles de leurs actes de citoyens ; — l'agitation se fit sur le principe de l'Union imposée au pays : les *tories* remportent la victoire. — Sydenham l'avait gagnée d'avance par la manipulation des circonscriptions. — En 1849, il fallut recourir à des règles sévères pour éviter les fraudes, la corruption, les actes de violence.—En 1853, lord Elgin fait porter la représentation à 130 membres, modifier la carte électorale, augmenter la députation des villes. — En 1851, la Chambre avait nommé *six membres* du Comité général des élections, pour diriger et surveiller les comités spéciaux. — En 1849, chaque député recevait une *indemnité* de déplacement de 12 sous par mille et un *salaire* de 40 sous par jour — au lieu de 30, en 1841. — En 1859, conseillers et députés perçoivent : *six piastres* par jour pour une session de moins de 30 jours, *600 piastres* au-délà d'un mois.

2o **Accroissement de ses pouvoirs** : — en 1843, la Chambre prie la reine d'abroger " la liste civile ", considérée comme inconstitutionnelle — n'ayant pas été soumise à ses délibérations : elle reçut satisfaction. — En 1846, elle propose une loi qui établissait cette " liste civile ". — En 1849, lord Elgin consent à accepter comme officielle la *langue française* au Parlement ; — le Parlement impérial accordait l'*amnistie générale* aux prisonniers et condamnés politiques. — En 1853, substitution de l'élection par le peuple des conseillers, nommés par la Couronne. — En 1854, faculté concédée d'augmenter le nombre des députés par le *vote de la majorité* et non des deux tiers, selon le Constitution. — En 1856, adoption de la loi d'égibilité des Conseillers. — La Chambre (1852) a triomphé sur la question des " Réserves du clergé anglican " ; — en 1859, la *réforme du tarif*, qui acquiert à la colonie la faveur

de régler ses traités de commerce ; — puis vint la poste, les douanes, le fix, etc. — La lutte se prépare au sujet de la *représentation fondée sur la population*, — non plus sur l'*égalité* du nombre au Bas et Haut-Canada : — celui-ci alimenté par l'émigration, compte une population supérieure en nombre, veut en tirer parti contre celui-ci, qui subit l'exode des Canadiens aux Etats-Unis. (V. E. Lareau, p. 247).

3o **Acte des municipalités** : — 1o **Au Bas-Canada** : — en 1831, la Chambre vote une loi municipale en faveur de Québec et Montréal, *loi réservée* à la sanction du roi ; — approuvée en 1834, elle est annulée en 1836. — En 1839, le *Rap*[illegible] Durham déplore son absence et appelle son établissement. — **Remarque** : en 1835 *seulement* le système municipal est introduit en Angleterre ! — En 1840, lord Sydenham fait adopter par le Conseil spécial "l'ordonnance instituant les municipalités", dénommées par le peuples *machines à taxer*, — divisant la province en districts, sous un *préfet* du choix du gouverneur — non pas nommé par les *contribuables*, — chaque paroisse déléguait un ou deux représentants au Conseil central, etc. : système arbitraire, apte à servir aux élections, odieux à tous. — En 1845, D.-B. Papineau élabore et fait voter une loi corrigeant entièrement ses lacunes et son dispositif autocrate. — En 1847, une autre amélioration est adoptée par la motion Badgley, multipliant les Conseils locaux ; — en 1855, Lewis Drummond fait créer un conseil paroissial à côté du Conseil municipal. — En 1871, la législature de Québec " définitivement organisé le système contemporain "... — 2o **Au Haut Canada.** — En 1841, le bill est discuté et voté à une infime majorité ; il organisait à peu près le système Sydenham. — La loi Baldwin devait le modifier considérablement en 1849. (C. Shortt, *Mun. Gov. in Ont.* ; A.-D. De Celles.

V°

Le barreau

(1841-67)

1o **Indépendance des magistrats** : — jusqu'à l'Union, ils étaient des instruments politiques trop souvent. — Une ordonnance du Conseil spécial accordait au juge en chef des pouvoirs trop étendus : elle fut rapportée. — En 1843, un bill tend à assurer l'*indépendance* de la Chambre du pouvoir judiciaire ; — simultanément plus indépendants seraient les juges [illegible] intrigues du gouvernement et de la Couronne. — Une décision [illegible] du Conseil et de la Chambre suffira pour les destituer au be[illegible] En 1849, la clause précédente est étendue aux Cours du Banc de la Reine, à la Cour supérieure récemment inaugurée, aux Cours des Plaidoyers, à la Chancellerie du H.-C. — En 1846, tout magistrat est exclus des Assemblées de la Colonie. — En 1857, les juges des Cours de comtés sont à la merci du gouverneur qui ne doit les déposer que pour ca[illegible] graves qu'il soumettra aux deux Assemblées par l'intermédiaire du [illegible] Ainsi la magistrature est remise aux devoirs de sa mission [illegible]istrative de la justice.

2o **Accroissement des tribu**[illegible] développement de la Province contraint *le juge* à suivre [illegible] 1840, des *Cours de District* et des *Cours de Division*, qu[illegible] [illegible]x ans après, les *Cours de*

Circuit. — En 1849, celles-ci sont unifiées au B. C. ; les Cours du Banc, également ; — formation de la *Cour de Record*, des tribunaux de *juges de Paix* (1852). — Tout le système de judicature embrasse jusqu'aux localités les plus éloignées du Bas et du Haut-Canada.

3o **Statuts et codes** : — en 1856, le gouvernement nomme six *commissaires* pour travailler à la revision des statuts provinciaux. — G.-E. Cartier fit adopter un bill qui introduisait les lois françaises dans les Cantons de l'Est : les lois civiles deviennent uniformes au B.-C. — La refonte des Statuts date de 1861 : outre l'utilité, la nécessité même imposait ce procédé des collections, des recueils des lois écritures ou coutumières. — La *codification* (1857) appela l'attention et les soucis des divers ministères qui se succèdaient — au pouvoir. — Chaque session parlementaire apporta son contingent aux volumes de jurisprudence déjà nombreux. — Dans la suite, ce travail s'est encore perfectionné. — Les *légistes* anglais et canadiens ont légué des ouvrages qui ont depuis servi au barreau de façon avantageuse et pratique.(V. E. Larreau, *op. cit.*, p. 263 ; *Can. and Prov.*, t. V),

—.—.—

CHAPITRE IV

La Situation financière et fiscale

I°

Etat financier

(1841-46)

1o **Etat financier** : — avant l'Union, la question financière a été la *principale source* des revendications au B.-C., la *cause* fondamentale des **Troubles** ; — elle reste encore épineuse, sous l'Union, en raison de l'état des finances au H.-C. — Ce tableau indique les proportions :

Dépenses		**Recettes**	
1. *Intérêts de la dette :*		1. *Revenu ordinaire*	
Bas-Canada (liv. st.)	6.769	B.-C	107.075
Haut-Canada	65.768	H.-C	77.234
2. *Salaires du clergé*		2. *Perception douanière*	
H.-C	5.731	B.-C	19.665
3. *Liste civile*	75.000	H.-C	15.286
4. *Charges diverses*		3. *Revenus de la Couronne*	
B.-C	12.501	B.-C	3.400
H.-C	20.978	H.-C	30.00
5. *Dépenses civiles*			
B.-C	64.369		
H.-C	18.424		
Total	269.541	Total	272.660

— Ainsi en 1840, le reliquat est de 3,119 liv. st. : somme insignifiante pour toute entreprise publique, la plus urgente.

2o Nécessité d'un emprunt : — le H.-C. est grevé d'un arriéré de 1,226.000 liv. st., la dépression commerciale est alors générale, les travaux publics sont pressants... : — lord Russell, offre de garantir par l'État anglais *un emprunt* de 1,500,000 liv. — De plus, il autorise le gouverneur Sydenham à émettre des *obligations* pour 1,659,082 liv., de flotter un emprunt de 520,333 liv. sur le Fond de Revenu consolidé.

II°

Actif et Passif

(1841-67)

1o Dépenses : — en 1849, elles ont variées entre un maximum de 523,453 et un minimum de 240,801. — L'intérêt des emprunts s'est considérablement accru : de 60,343 à 182,727. — Ainsi les dépenses annuelles montent à 659,794 liv. — L'imquiétude est grande partout : le crédit public est dans la gêne. — Pour améliorer l'état financier, le gouvernement eut recours à de *moindres* obligations, payables à vue, à une caisse d'amortissement, à la réduction des dépenses civiles.

2o Recettes : — en 1849, elles ont variées entre 314,080 liv. et 513,431, somme qui accuse *un déficit* sans doute peu élevé, mais neutralisé par le taux des intérêts de la dette provinciale. — Le système des obligations moindres ne tarda pas à relever le crédit et les revenus. — En même temps, le receveur-général fait accorder *les contrats* de travaux publics aux corporations d'entrepreneurs ou bien aux municipalités.

3o Dans la seconde décade (1850-60) : — les comptes publics accusent le même niveau dans les recettes et les dépenses : — en 1857, celles-ci sont de : 1,274,301 liv., celles-là de : 1,070,263 ; chiffre des intérêts de la dette : 281,036 liv. — Par malheur, presque point de récoltes, en 1857 et 1858 ; — le tarif douanier baisse alors de 1,100,000 piastres. — Bientôt survient la guerre de Sécession et la demande des produits canadiens diminua soudain. — Ainsi en 1861, les dépenses excédant les recettes montent à 2,087,232 dollars ; cependant, en 1866, les droits d'importation s'élèvent à 7,973,261. — Evidemment les travaux de canaux, de voies ferrées et fluviales, du Saint-Laurent surtout et de ses ports absorbent des sommes considérables du Trésor provincial. — Malgré tout, à la Confédération, les finances sont dans un état florissant.

III°

Tarif fiscal

(1841-67)

1o Revision : — Sydenham, financier émérite à Londres, avisa le ministère de la revision du tarif commercial des entrées au pays. — *Révocation* de plusieurs règlements ; — *détermination* des impôts de la douane : — les *spiritueux* sont frappés d'une taxe ; — tandis que les produits exotiques de consommation commune ne paient qu'*un* ou *deux sous* d'entrée. — Les viandes et les conserves, de 2 shel. à 5 et 6, par quart. — Ces tarifs de 1841 sont augmentés tous les 4 ou 5 ans.

2o Revenus douaniers : — ils constituent la plus féconde branche des recettes de la province, bien que les ports du St-Laurent soient fermés en hiver. — Ils atteignent 4,508,882 piastres en 1856 ; — et dix années après : 7,328,146. — Le tarif fiscal perçu dans les transactions à l'intérieur de la Province convergea vers le même bilan du Trésor.

IV°

Dette publique

(1841-67)

1o **Liste civile** : — imposée d'avance par la Constitution, cette **liste** *permanente* suscita un désaveu immédiat et persistant de la part des élus du peuple. — En 1846, elle subit en Chambre un sévère examen : — le *bordereau premier* est réduit à 34,628 liv. au lieu de 50,000 ; — le *bordereau second* est élevé à 39,245 au lieu de 33,333, après qu'elle eut été baissée de 13,000.

2o **Indemnités des Troubles** : — dans sa *dernière session* provinciale le H.-C. accorda la **Première indemnité** de 40,000 liv. aux victimes de l'agitation Lyon Mackensie : — il est vrai que le Trésor, *vidé* par les concussions, ne put rien verser jusqu'à 1845, époque où Draper puisa dans la caisse commune. — Mais le B.-C. réclame aussitôt une indemnité de 10,000 (1846). — En 1849, le gouverneur fait voter 100,-000 liv. pour la liquidation des deux : — on sait les conséquences.

3o **Voies ferrées** : — en 1849, premiers *secours* du gouvernement à la ligne Québec-Halifax. — On vote le principe de *la garantie officille* aux Compagnies, moyennant certaines conditions. — Elle fut recconnue insuffisante ; en 1852, le gouvernement versa gratuitement au *Grand-Tronc*, érigé en corporation : soit 3,000 liv. par mille ; — en 1854, la Chambre l'autorise avec garantie à émettre des actions pour 2,211,500 liv., en 1856 pour 2,000,000 ; — soit, en tout, en 1857 : 3,298,991. — Les corporations municipales commencèrent aussi à faire des placements sur les voies ferrées. — Le chemin de fer *Simcoe et Huron* reçoit (1858) un don de $1,061,756.

4o **Dette publique** : — en 1860, la dette **directe** du Canada s'élève à $22,675,024, contractée en grande partie sur :

1. Les canaux *Welland* et *Saint-Laurent*	$14.155.206
2. Autres canaux	2.766.146
3. Ports, quais, phares	2.817.057
4. Ponts, chaussées, routes	1.610.267
5 Divers	1.326.346
Total	22.675.024

La dette **indirecte** se monte à la somme énorme de :

1. Chemins de fer	$ 20.295.09
2. Emprunt du fond municipal	9.057.792
3. Comptes divers	1.169.684
Total	$ 30.522.575

1 **Banque provinciale** : — *suggérée* par le financier Sydenham, avec privilège de jeter dans la circulation des *billets*, au montant de $1,000,000 — Le talent remarquable du jeune ministre, *Francis Hincks*, sut mettre en opération avec succès le procédé gouvernemental : il émit des *billets de banque* en échange du numéraire.

2o **Monnaie courante** — en 1841, les pièces d'or sont : le **Souverain**

V° Banques et Monnaies (1841-67)

anlgais, valant 1 l. 4 s. 4 d. ; l'*Aigle américain* : 2 l. 13 s. 4 d. — Pièces d'argent : le dollar américain : 5 s. 1 d. ; le demi dollar : 2 s. 6 d. ; le quart dollar : 1 s. 3 d. ; le cinq franc : 4 s. 8 d. ; la Couronne anglaise : 6 s. 1 d. ; la demi-couronne 3 s. ; le shelling : 1 s. 2 d. — En 1850, le taux des pièces américaines subit une dépression, même au Canada. — Un *système décimal* est autorisé par la loi: $1, 50 sous, 25, 20, 10, 5 sous, — il n'est mis en circulation qu'en 1858, époque où le numéraire est apporté de Londres ; — comme on n'avait pas frappé la *pièce de 25 sous*, le shelling anglais la remplaça par convention.

3o **Spéculation et banqueroutes** : — en 1853, la plupart des banques, celle de Montréal, celle de Québec, songèrent à spéculer avec leurs fonds de réserve. — D'autres banques se fondent dans toutes les directions. — En 1858, la crise financière éclata ; — aussitôt *A.-T. Galt*, inspecteur-général, forma un comité de députés qu'il chargea d'étudier (1859) tout le système des banques et de la monnaie courante. — Mais un certain nombre d'établissements de crédit durent fermer, en se déclarant incapables de rétablir leurs affaires : — la Banque du H.-C., la Banque commerciale. — Ces exemples détournent pour longtemps la confiance du peuple de ces institutions.

VI° La Poste (1847-67)

1o **Ancien système** : — directeur général ou *ministre des Postes* (Postmaster-général) ou Bureau colonial des Postes — résidence à Londres ; — *sous-ministre* ou représentant (Deputy Postmaster gen.) à Québec. — Tous deux se partagent les *émoluments éventuels* très élevés, émergeant du service intérieur et par mer.—En 1840, le port d'*un shelling* et quelques sous entrave les fréquentes communications par correspondance. — Le 16 août 1842, la *nomination* du sous-ministre est affectée de droit au gouverneur. — En 1843, la base du tarif est selon *le poids* de la lettre et non d'après *le nombre* des feuilles de papier, à un *sou* chacune. — Le port des *journaux* à l'intérieur est fixé à 2 sh. dix sous l'année par abonné. — En 1845, réclamations universelles contre ce système : — mais **Londres** ne veut céder, sur les bénéfices postaux comme sur *tout le reste*, qu'à la force morale et à la résistance opiniâtre.

2o **Réforme du tarif** : — en juin 1846, *lord Clanricarde*, inaugure des règlements satisfaisants : — franchise de passage à travers les Prov. maritimes ; chaque province garde le tarif des lettres non affranchies ; légère taxe pour le courrier dirigé vers Londres. — Puis *organisation* de comités d'étude et d'un Comité général sous la présidence du gouverneur général.

3o **Contrôle provincial** : — en 1849, une loi conférant *le contrôle* des Postes aux Chambres de chaque Province. — En 1851, il y a dans chaque ministère responsable un *Maître-général* des Postes. — Aussitôt, les bureaux de poste se multiplient, en raison du timbre de *six sous*, émettent des *mandats* (1855). — Le transport du courrier est singulièrement facilité, par terre et par mer, grâce aux voies ferrées, aux paquebots réguliers et à grande vitesse. — En avril 1838, *le Great Western*

de Bristol et *le Sirius* de Cork ont franchi l'Atlantique jusqu'à New-York en *dix sept* jours. — Par malheur, de 1857 à 1864, *huit* steamers rapides font naufrage. — **Sir Samuel Cunard** (1787-1865), né à Halifax, inaugura en 1838 la Cie qui a gardé son nom et la ligne des paquebots, composée de quatre unités, devenue l'une des plus importantes des mers.

CHAPITRE V

La Situation économique et sociale

I° L'essor économique (1841-67)

1o **Avant l'Union** : — la vie *économique* [illegible] concentrée sur **la vie domestique**, frugale et simple — *dépen*[illegible] presque entièrement sur l'abondance des produits du sol, — à peu près *indépendante* du luxe et du raffinement de l'Europe.— Au point de vue *commercial*, elle embrasse l'échange du surplus naturel avec les produits des autres climats et les objets manufacturés d'Angleterre.

2o **Difficultés complexes** : — en 1841, elles résultent de **conditions extérieures** et **intérieures** : — d'une part les intérêts économiques, les lois fiscales, les ressources de navigation et de transport de la Grande-Bretagne et des E.-U. ; — d'autre part, la pénurie des fonds, la nécessité urgente des voies de communication, l'essor de l'industrie domestique, les malaises du marché public, l'absence des banques de crédit, etc., etc.

3o **Progrès remarquables** : — malgré les obstacles, il se réalise sous un puissant *essor économique*, une *amélioration* énorme dans les conditions de développement : — le mouvement du *libre échange* en Angleterre, le commerce du grain et des farines avec les E.-U., la navigation des lacs, canaux, fleuves, le tarif préférentiel (1841-49) de transport maritime, des exportations et des importations, la révocation du fameux Acte de Navigation, la réciprocité (1854-66).

II° Les céréales

1o **Commerce du grain** : — en 1840, la Chambre du H.-C. adresse au Bureau colonial *une pétition* concernant des amendements au tarif, réclamant une part de l'immigration et des capitaux de la métropole : car les Etats limitrophes en bénéficient pour le commerce des céréales ; — les droits d'entrée dans les ports anglais sont élevés à 5 sh. par baril valant 67 sh., sans compter les frais de transport : *réduction* ou *suppression* de ce tarif douanier sur le blé. — Le B.-C. éprouvait alors une disette de ce produit. — En 1841, lord Sydenham seconde vivement la pétition de libre entrée.

2o **Réduction du tarif** : — lord Stanle[illegible] (1843) dépose aux Communes un projet de loi qui baisse le tarif su[illegible] le blé canadien à 1 sh. le quart.

— Le blé américain, taxé au H.-C. d'un droit de 3 sh., moulu au Canada, est soumis a un *impôt spécial* en Angleterre. — Pour la 1ère fois, les ports d'Irlande sont ouverts aux farines du Canada. — La *minoterie* canadienne jouit ainsi d'une protection de 12 sous par quart sur l'américaine. — En 1748, l'abolition des *Lois de céréales* (Corn laws) en Angleterre consterna les agriculteurs et les meuniers de la colonie : l'écoulement des autres produits vinrent faire compensation (1849).

III° Le thé

1o **La contrebande** : — le tarif douanier sur le thé est mal vu du public. — Jusqu'en 1842, un acte impérial en *prohibait* l'importation des E.-U. : sans doute pour éviter la concurrence avec la vente du thé d'Extrême-Orient. — Aussi **la contrebande** éluda la défense impériale. — Sydenham reconnut que, du N.-B. aux Grands Lacs, tout le monde fraudait, même les magistrats et les officiers des troupes.

2o **Taxation** : — le thé *noir*, importation de la Chine, allait mieux aux Anglais, le *vert* aux Américains et aux Canadiens, pris aux Indes pour les E.-U. : les trois quarts de la consommation échappaient à la douane. — Le gouverneur adopta, au lieu de la prohibition inutile, la taxe modérée de 10 sous sur le thé des E.-U.

IV° Les bois

1o **Tarif préférentiel** : en 1841, les intéressés appréhendent de le voir supprimer à Londres : aussitôt, *pétition* des Bureaux de Commerce de Québec, Montréal, Bytown ; *pétition* des marchands et armateurs de Halifax et de Saint-Jean, etc.

2o **Compromis impérial** : — selon lord Stanley, le Canada n'a aucun motif de craindre les modifications du tarif : **elles n'affecteront que** : l'exportation en G.-B., aux Antilles, **des bardeaux et douves**. — En 1846, **W. Ewart Gladstone**, son successeur, fait observer que le *pin blanc* est pratiquement *unique* sur le marché d'Europe, sans nulle compétiteur en Scardinavie ; il propose une *réduction* de 10 pour cent pour le bois de construction, de 12 pour cent pour le bois de charpente, — tandis qu'elle laisse *un impôt* de 15 sh. sur les bois de la Baltique.

1o **Problème économique** : — **selon les uns**, *le peuplement* devait s'opérer par l'immigration de gens pauvres, aptes à cultiver les arpents concédés par le gouvernement, capables comme manœuvres d'activer les travaux publics, comme artisans dans l'industrie : préjugés du docteur *John Rolph*, agent à Londres et de *Gibbon Wakefield*. — **Selon les autres**. — Fr. Hincks et Hawke — mieux valait adopter le système américain : *vendre le terrain* aux immigrants à un prix très modique, afin de les y intéresser ; *examiner d'avance* leurs aptitudes ou agricoles, ou ouvrière ; les *répartir* en conséquence dans la colonie....

2o **Causes** : — émigrés irlandais surtout, à cause de la *surpopulution* de l'Erin ; — *famine* de 1846-47 ; — *conjuration* des propriétaires fonciers (Irish landlords) contre l'immense quantité de miséreux qui les ennuient

de leurs supplications ; — *impatience* d'expatrier cette *pléthore catholique* et de la jeter dans l'inconnu, sans plus de soucis ni d'embarras...

V°

L'immigation

3o **Plan d'émigration** : — Rolph les embarque par milliers aux frais de la Cie des Terres, de l'Association coloniale, des landlords eux-mêmes, sauf à escompter un remboursement ultérieur. — En 1839, *le colonel Wyndam*, landlord irlandais, fait transporter 200 pauvres de ses propriétés : — les autres seigneurs suivent son exemple. — En 1842, lord Russell blâme l'*opération*, " inutile pour le Canada, en raison de l'exode des émigrés à travers la frontière des E.-U., où ils prospèrent davantage " : — mais sa désapprobation demeure aussi stérile que son cœur.

4o **Afflux des émigrés** : — chaque année (1840-47) amène son contingent. — La passage est **facile** : les vapeurs et voiliers, qui ont transbordé grains, farines, bois de toutes sortes, vont se lester au retour, à peu de frais, de centaines de familles, entassées pour des semaines, dans la poussière, les ordures, malades du mal de mer, sans eau et sans pain, victimes bientôt de la typhoïde et du typhus !—En 1847, 13,850 émigrés succombent : en mer 5,293, à la Grosse-Ile 3,289, à Québec 1,237, à Montréal 3,862, à Lachine 130, à Saint-Jean 39 ; — il en meurt beaucoup d'autres au H.-C. et aux E.-U. : — le nombre des victimes n'est qu'*un septième* du chiffre de l'immigration d'environ 100,000. — Il serait ingrat d'oublier la charité publique, les dévouements des institutions, des municipalités, la mort par contagion de l'évêque de Toronto, Mgr Power, du ministre protestant Rév. Chadertan, de 13 prêtres, de plusieurs religieuses, etc., etc. (V. Turcotte, *op. cit*, année 1847, p. 28 ; Adam Shortt, *Can. and its Prov.*, t. V, p. 199).

VI°

Réformes

et

réciprocité

1o **Rivalité commerciale** : — la compétition s'accentue (1842-46) entre l'exportation en Angleterre du blé et des céréales passant par les ports canadiens ou les américains ; — grâce aussi au tarif préférentiel du Canada, qui était compensé par l'expédition *directe* des E.-U. — Les minotiers de Montréal songèrent à draîner, par la voie des lacs, les céréales des *Etats* si productifs *du Milieu* américain : — en 1845, un mémoire du Bureau de Commerce de Toronto s'y oppose auprès du Secrét. colonial : W. Gladstone adopte le système du *laisser-faire*.

2o **Réforme du tarif britannique** : — le 26 juin 1846, *révocation* de la *Loi des blés* (Corn Laws), et *ruine* du tarif préférentiel canadien, dans un délai de trois années : — le libre-échange s'accélère au Parlement impérial. — Ce procédé divise en deux groupes les importateurs du Canada : une *Association* de la liberté commerciale se fonde et exige d'autres réformes comme conditions de vitalité coloniale.

3o **Abolition de l'Acte de Navigation** : — cet Acte célèbre d'Olivier Cromwell, créait *un monopole* à la marine anglaise.— Sous l'influence de *Richard Cobden* et de l'*école de Manchester*, infatigables promoteurs de la liberté commerciale, sir R. Peel fit adopter (1849) un bill qui abolissait les lois protectionnistes, l'Acte de Navigation, établissant une *franchise* à peu près entière pour les denrées alimentaires. — Le 1er

janv. 1850, la suppression entra en vigueur au Canada, qui régularisa dès lors son système de navigation.

4o **Système de réciprocité** : — en 1847, la Chambre entend W. *Hamilton Merritt* proposer un bill de réciprocité commerciale du Canada avec les E.-U. — En 1848, *délégation* officielle à Washington dans ce dessein, qui reçoit un très favorable accueil. — En 1849, *spécification* de certains articles d'échange : produits agricoles, minerais, bois, etc. — En 1851-52, études et rapports sur les bases de l'entente... — En 1854, lord Elgin négocie *le traité*, qui sortit son effet en 1855 : il vécut jusqu'en 1866, époque où la République demanda sa révocation. — Dans la suite, le Canada tenta *en vain* de renouer les mêmes négociations (1869-71-74-79-89-92-96 et 1911).

VII°

Les Fenians

(1866)

1o **Origine** : — en 1858, croit-on, se forme en Irlande l'association ou *Confrérie des Fenians.* — Elle se propage dans la suite dans toutes les colonies anglaises, ainsi qu'aux Etats-Unis. — Son dessein *avoué*, bien que *secret* d'abord, est de libérer l'Irlande de ses liens d'attache avec l'Angleterre, en vue d'y établir le régime républicain. — Le Société a recours à *tous les moyens* pour arriver à la réalisation de son idéal : même les moyens *extrêmes* entrent dans ses plans, comme légitimés par la haine du despotisme anglais, par la rancune des injustices passées, la vengeance des douleurs physiques et morales infligées à des Catholiques par les Protestants.

2o **Soulèvements et rencontres** : — les premiers mois de 1866, le Comité américain des Fenians s'apprête à *envahir* le Canada ; — *mobilisation* de la milice : arrêt du projet d'invasion. — En *avril*, la frontière du N.-B. est menacée : les troupes marchent à la rencontre pour couvrir Saint-André ; — les Fenians se ravisent. — *En mai*, le *colonel O'Neil* traversa le Niagara, à la tête de 1,500 rebelles, s'empare du fort Erie, se dirige sur le fort Colborne. — A *Ridgeway*, il se heurte à un corps de volontaires, *Queen's Own* d'Ontario, commandé par le *colonel Booker* : — engagement qui fait reculer les *Ontariens* avec perte, arrivée des réguliers, retraite d'O'Neil qui est arrêté par les autorités américaines. — La partie est remise. (V. *The Makers of Can.*, Index.)

1o **Mouvement progressif** : — **en 1841**, le B.-C. compte *un surplus* notable sur le H.-C. : environ 300,000 âmes. — **En 1851**, la proportion de 100,000 est en faveur du H.-C., en vertu de l'émigration irlandaise et britannique, américaine aussi, à cause du sol, du climat, de la langue, du voisinage. — **En 1861**, la population de la péninsule ontarienne atteint de près un surplus de 300,000, à peu près le chiffre de l'exode des Canadiens français en N.-A., où la Providence préparait leur *mission catholique*, qui n'a pas cessé de fleurir, de fructifier jusqu'à nos jours : " la foi pèse plus que l'or, vaut mieux que les honneurs ".

2o **Statistiques** : — **en 1861**, pop. du H.-C. : **1,396,000** ; du B.-C. : **1,111,566**. — **Industries** :

VIII°

La Population

Industries

Haut-Canada

Moulins à farine	502
Moulins à scies	1.164
Moulins à gruau	18
Moulins à carder	62
Filatures	85
Brasseries	90
Tanneries	271
Fonderies	124
Fabriques divers	1.046

Bas-Canada

Moulins à farine	450
Moulins à scies	810
Moulins à gruau	12
Moulins à carder	89
Filatures	47
Brasseries	16
Tanneries	214
Fonderies	60
Fabriques diverses	493

N.-B. : pop.	252.017
Moulins à farine	273
Moulins à scies	609
Tanneries	126
Pêcheries très riches	

N.-E. : pop	330.857
Moulins à farine	414
Moulins à scies	1.041
Moulins à carder	77
Brasseries	5
Fonderies	11
Tanneries	44

Prince-Edouard	80.857
Moulins à farine	141
Moulins à scies	176
Moulins à carder	46
Brasseries	20
Tanneries	55

XI°

Colonisation

1o **Développements** (1851-61) : — " Etudes sur la colonisation du B.-C. " — œuvre remarquable, intéressante de **M. Stanislas Drapeau** (Québec), 1863. — En 1860, les terres cultivées ou possédées se répartissent en *seigneuries*, 10,700,000 acres, — En *cantons*, 6,700,000 acres environ ; — elles sont situées *au nord* du Saint-Laurent et l'Ottawa : 23 comtés, — *au sud*, 35 comtés.

2o **Voies de communications** : — la colonisation s'est élargie grâce à des *canaux artificiels* : — **Canal de Lachine**, long de 8 milles, *cinq* écluses près du rapide Saint-Louis ; — **Canal de Beauharnois**, long de 11 milles et quart, *neuf* écluses, évitant les rapides du Coteau, des Cèdres, de la Cascade ; — **Canal de Cornwall**, long de 11 milles et demi, *sept* écluses, évitant le Long-Saut. — Quatre autre : Farrens Point, Rapide Plat, Pointe-aux-Iroquois, les Gallops, avec *six* écluses sur les chutes de même nom. — Le **Canal Welland**, long de 28 milles, unit le lac Erié au lac Ontario par 27 écluses à la chute du Niagara.

3o **Rayons de la colonisation** (1861) : — M. Drapeau divise le B.-C. en sept régions : *quatre* au-dessous et *trois* au-dessus du grand fleuve :

I. Région de la Gaspésie : comprenant les comtés de Gaspé et de Bonaventure. (V. p. 44).

II. Région orientale du St-Laurent : comprenant les comtés de Rimouski, Témiscouata, Kamouraska, Islet, Montmagny, Bellechasse, Dorchester, Lévis. (V. p. 102).

III. Région centrale du St-Laurent : comprenant : les comtés de Beauce, Compton, Wolfe, Mégantic, Lotbinière, Nicolet, Yamaska, Drummond, Arthabaska, Richmond. (V. p. 248).

IV. Région occidentale du St-Laurent : comprenant les comtés de Richelieu, St-Hyacinthe, Bagot, Verchères, Chambly, Rouville, Missisquoi, Brome, Stantead, Shefford, Iberville, Saint-Jean, Napierville, Laprairie, Châteauguay, Beauharnois, Huntingdon. (V. p. 318).

V. Région supérieure du St-Laurent ; comprenant les comtés

de Pontiac, Soulanges, Vaudreuil, Ottawa, Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne, Laval, Jacques-Cartier, Hochelaga, Assomption, Montcalm, Joliette, Berthier. (V. p. 438).

VI. Région moyenne du St-Laurent : comprenant les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Champlain, Portneuf. (V. p. 484).

VII. Région du Saguenay : comprenant les comtés de Québec, Montmorency, Charlevoix, Chicoutimi, Saguenay. (V. p. 542). (V. L.-O. David, *L'Union*, p. 313).

X° Presse et Littérature

1o **Première Période** (**1760-1800**) : celle du *journalisme* ou des *périodiques* canadiens et de l'éloquence parlementaire. (V. p. 219 ; abbé Cam. Roy, *Nos Origines litt.*).

2o **Deuxième Période** (**1800-20**) : 1. Journaux : *Le Canadien* (22 nov. 1806), supprimé en 1810 ; — *Le Courrier de Québec* (3 janv. 1807), qui meurt le 27 juin une première fois et définitivement le 31 déc. 1809 ; — le *Vrai Canadien* (1810). — A Montréal : *Le Spectateur* (1813) ; l'*Aurore des Canadas* (1815)... — 2. *La Société littéraire de Québec* (1809) ; l'*Abeille canadienne*, recueil bi-hebdomadaire. — 3. Poésie légère, badine ou guerrière de J. Quesnel et de J. Mermet, D.-B. Viger.

3o **Troisième Période** (**1820-60**) : — 1. **Poètes** : — *Michel Biband* (1782-1857) publie (1830) un recueil d'épîtres, satires, chansons, etc. — *François-Xavier Garneau* (1809-66) donne aux journaux des poèmes variés. — *Joseph Lenoir* (1822-61), quelques poésies détachées (1840). — *Octave Cremazie* (1827-79), le plus populaire par ses poèmes patriotiques. — 2. **Historiens** : — *Jacques Labrie*, auteur de l'*Hist. du Canada*, dont il publia des extraits dans les périodiques et qui périt dans l'incendie de Saint-Benoît. — *M. Biband*, *Hist. du Can.* (1844) sous la Domination anglaise jusqu'en 1837. — *F.-X. Garneau*, l'historien national, a publié l'*Hist. du Can.*, qui embrasse le régime français et l'anglais jusqu'en 1840. — L'abbé *Jean-Baptiste-Antoine Ferland* (1805-65) a écrit le *Cours d'Hist. du Can.*, des origines à la Cession (1763) ainsi que des opuscules et monographies, parus dans *les Soirées canadiennes* et *le Foyer canadie n.* — *Antoine Gérin-Lajoie* (1824 82) a laissé une forte œuvre posthume, *Dix ans d'Hist. du Can.*, publiée en 1888.. — Les **Historiographes** : Jacques Viger (1787-1858), érudit, collectionneur de documents dans sa *Saberdache* ; — l'abbé Charles-Honoré Laverdière (1826-73), savant éditeur des *Œuvres de Champlain* et du *Journal des Jésuites*, auteur du *Manuel d'Hist. du Can.* (1873)... — 3. **Périodiques** : — Bibliothèque canadienne (1825-30), l'Observateur (1830), le Magazin du B.-C. (1832), l'Encyclopédie canadienne (1842) ; — les Soirées canadiennes (1861), le Foyer canadien (1863), la Revue canadienne (1864). (V. C. Roy, *op. cit.*, et *Tableau de l'Hist. de la Litt.*, Québec, 1907).

CHAPITRE VI

L'Église du Canada

I° Métropole de Québec (1844)

1o **Siège métropolitain** (**1844**) : — en 1841, loi de l'Instruction publique : **M. J.-B. Meilleur** est élu premier *Surintendant* pour l'érection des écoles paroissiales : — " Il créa tout, jusqu'à l'amour de l'instruction dans le peuple " (1842-55). — **En 1844**, le siège de Québec a pour *suffragants* ceux de Kingston, Montréal, Toronto ; — **en 1847**, ceux de Saint-Jean (T.-N.), Bytown ou Ottawa, le N.-O. — Indépendants de Québec, sauf pour les conciles, les évêchés des Prov. maritimes. — Avec Mgr Signay s'éteint l'allocation de 1,000 liv. st., versée par la Couronne.

2o **Mgr Pierre-Flavien Turgeon** (**1850-67**) : — né à Québec (12 nov. 1787), secrétaire de Mgr Plessis, procureur du séminaire, durant 22 ans. — Elu coadjuteur en 1825, il refuse la charge ; — il l'accepte en 1830 : des intrigues montréalaises retardent sa consécration (11 juin 1834) ; évêque de *Sidyme*, très ardent aux œuvres diocésaines. — Trois *conciles* : 1850, 1854, 1863 ; — création de l'Univ. Laval (1852) ; — résurrection des conférences ecclésiastiques ; — En 1855, attaque de paralysie, qui le rend inactif jusqu'à son décès (25 août 1867).

3o **Trois-Rivières** : — **Mgr Jean-Thomas Cooke** (1792-1870 : — né (19 fév. 1792) à la Pointe-du-Lac, élève au séminaire de Nicolet, vicaire de Mgr Panet à la Rivière-Ouelle, missionnaire du Golfe (1817), curé St-Ambroise (1824-35) et des Trois- Rivières. — Erection du diocèse (8 juin 1852) ; — sacre (18 oct.). — Œuvres et fondations diverses : le séminaire (5 sept. 1860). — En 1860, l'abbé Louis-François Laflèche est nommé *administrateur* diocésain et bientôt *coadjuteur* (1867).— Il meurt le 30 avril 1870. (V. R. P. S. Brault, *op. cit.*, 1901, p. 61).

1o **Kingston** : — **Mgr Patrick Phelan** (1795-1857), né en Irlande, vicaire général de Mgr Gaulin, curé de Bytown, où il continue de résider avec l'abbé Hippolyte Moreau, après sa consécration (20 août 1843) comme évêque de *Carrha* et coadjuteur : — en 1844, il y est remplacé par le Père Pierre-Adrien Telmon et les Oblats, à la tête d'une paroisse de 2,362 catholiques, dont 1,298 Irlandais et 0,064 Canadiens français. — Décédé (1857). — 2. **Mgr Edward-John Horan**, né à Québec (26 oct. 1817), premier directeur de l'Ecole Normale Laval, sacré le 1er mai 1858. — En 1860, il fonda à Kingston l'Institut des " Sœurs de la Charité de la Providence ", pour le soulagement des orphelins, infirmes. — Démissionnaire le 15 janv. 1874, il est titulaire de *Chrysopolis* et meurt le 15 fév. 1875. (V. H.-A. Scott, *op. cit.*).

2o **Montréal** : — **Mgr Ignace Bourget** (1799-1885), né à la Pointe-Lévis, secrétaire et vicaire général de Mgr Lartigue, sacré coadjuteur et évêque de *Telmesse* (25 juillet 1837), lui succède le 19 avril 1840 ; — faible de santé, de caractère indomptable, créateur d'institutions,

d'œuvres remarquables... *Croisade* de Mgr Forbin-Janson contre l'intempérance, les bals, l'incrédulité voltairienne. — En 1876, le prélat résigne ses fonctions et se retire au Saut-au-Récollet avec le titre d'archevêque de *Marcianopolis* : il meurt le 3 juin 1885. — **Mgr Jean-Charles Prince** (1804-60), né à St-Grégoire, élu évêque de *Martyropolis* et *coadjuteur* de Montréal (5 juillet 1844), sacré le 25 juillet 1845, premier évêque de St-Hyacinthe (8 juin 1852). — Il amena de France les "Sœurs de la Présentation" à Ste-Marie de Monnoir (19 oct. 1853) : — décédé le 5 mai 1860. — **Mgr Joseph La Rocque** (1808-87), né à Chambly, sacré évêque de *Cydonia* (28 oct. 1852) et *coadjuteur* de Montréal, deuxième évêque de St-Hyacinthe (22 juin 1860), démissionnaire (7 août 1865), évêque titulaire de *Germanicopolis* (15 janv 1867), décédé le 18 nov. 1887. — Il présida à la fondation de l'Institut de la Mère Catherine-Aurélie du Précieux-Sang.

1° **Evêchés suffragants**

3o **Toronto** : — 1. **Mgr Michel Power** (1804-47), né à Halifax, missionnaire à Drummondville (1825-31), à Montréal (1830-33) vicaire général de Montréal. — Il est sacré le 8 mai 1842, réunit son clergé en synode. — 16 prêtres — qui décide la consécration du diocèse au Sacré-Cœur et l'érection d'un collège à Sandwich ; — il amène d'Irlande "les Sœurs de Lorette". — Le 1er oct. 1847, il succombe au chevet des victimes du typhus. — L'abbé **John Larkin** est élu son successeur (9 mai 1843) : mais il décline l'honneur et la charge. — 2. **Mgr Armand-François-Marie de Charbonnel** (1802-91), Sulpicien, né à Lyon, vint au Canada en 1839. — Il fut sacré à Rome (26 mai 1850) ; — à son arrivée, il liquide de sa bourse la dette sur la cathédrale — 100,000 francs. — En 1850, il obtient un groupe de "Sœurs de Saint-Joseph" de la communauté de St-Louis (Missouri), et les Frères des Ecoles chrétiennes ; — il fonde le *collège St-Michel* qu'il confie aux Pères Basiliens de France, et fait diviser son diocèse. — Le 26 avril 1860, il résigne son siège et meurt à Lyon (29 mars 1891), après être entré dans l'Ordre des Capucins, avec le titre d'archevêque de *Sozopolis*. — 3. **Mgr John Farrell** (1820-73), né à Armagh (Irlande), élu premier évêque de **Hamilton** (17 fév. 1856) et sacré le 11 mai suivant ; — établissement des "Pères de la Résurrection" (1857), des missions d'Owen Sound confiées aux Basiliens (1863), de couvents de Lorette et de St-Joseph. — Il meurt le 26 sept. 1873. — 4. **Mgr Adolphe Pinsonnault** (1815-83), né à St-Philippe de Laprairie, entre dans la Cie de St-Sulpice, sacré premier évêque de **London** le 18 mai 1856, obtient de Rome la translation du siège à **Sandwich** (2 fév. 1859) — le 22 déc 1866, il résigne et reçoit le titre d'évêque de *Birtha* : — décédé à Montréal (30 janv. 1883).

4o **Bytown, Ottawa** : — **Mgr Joseph-Eugène-Bruno Guigues** (1805-74), né à Gap (France), entre chez les Oblats de Marie Immaculée (4 oct. 1824), missionnaire au Canada (1844), évêque de Bytown, sacré (30 juillet 1848) — *Ottawa* (1854), choisi pour capitale par la Reine (1858). — Il a fondé des paroisses, églises, cathédrale consacrée par

Mgr Bedini, délégué du Pape, l'Université (1866) ; — Sœurs Grises venues de Montréal (1845), deviennent " les Sœurs Grises de la Croix " (1885) ; — Missions des Algonquins : — décédé (1874).

2°

Evêchés

de l'Ouest

1o **Saint-Boniface** : — **Mgr Alexandre-Antonin Taché**, né à Fraserville ou Rivière-du-Loup (23 juillet 1823), élève au séminaire de St-Hyacinthe, (1841), admis au noviciat des Oblats (1844), missionnaire à la Riv.-Rouge (1845) ; — puis à l'exterme nord — Coadjuteur de Provencher et évêque d'*Arath*, sacré en France (23 nov. 1851). — Il organise le diocèse et les missions lointaines. — Il fait instituer deux *Vicariats apostoliques* : — **Mgr Vital-Justin Grandin** (1829-1902), né à St-Pierre de Lacour (France) évêque de *Satala* et son coadjuteur (11 déc. 1857), sacré (30 nov. 1859) ; — **Mgr Henri-Joseph Faraud** (1823-90), né à Gigondas (France), élu évêque d'*Anemour* et vicaire apost. d'Athabasca (8 mai 1862), sacré le 30 nov. 1864. — Mgr Taché est promu archevêque de St-Boniface le 22 sept. 1871.

2o **Vancouver** : — **Mgr Modeste Demers** (1809-71), né à Saint-Nicolas de Lévis, accompagne Mgr Provencher à St-Boniface, missionnaire zélé en Colombie (1842), nommé évêque de l'île Vancouver, sacré à Orégon City par Mgr Norbert Blanchet (30 nov. 1847), réside à Victoria, où il appelle " les Sœurs de Ste-Anne " de Lachiné (1858) et meurt le 28 juillet 1871.— **Mgr Louis-Joseph D'Herbomez** (1822-90), né à Brillon (France), entré chez les Oblats, est élu évêque de *Mélitopolis* et vicaire apost. de la Colombie britannique (20 déc. 1863), sacré le 9 oct. 1864 et décédé à New-Westminister (3 juin 1890).

II°

Métropole

de

Halifax

(1852)

1o **Halifax** : — 1. **Mgr William Walsh** (1842-58), né en Irlande, suit les émigrés au Canada (1830), — élu évêque de *Maximiopolis* et coadjuteur de Mgr Fraser (1842), à qui il succède (21 sept. 1844), quand il est transféré à Arichat. — *Métropolitain* (4 mai 1852), ayant pour suffragents les évêques de Charlottetown, Arichat, Saint-Jean et bientôt Chatam. — En 1856, inauguration du Chapitre, le premier, après celui de Montréal, depuis 1760. — En 1857, le *premier Concile* des Prov. maritimes, où sont convoqués les titulaires de St-Jean (T.-N.) et du Havre-de-Grâce : — il n'y a pas eu d'autre concile dans la suite. — L'archevêque meurt le 10 août 1858. — 2. **Mgr Thomas-Louis Connolly** (1815-76, originaire du comté de Cork (Irlande), Religieux capucin, sacré évêque de Saint-Jean (N.-B.) le 15 août 1852, promu au siège métropolitain (15 avril 1859) : — il concilia à Halifax les catholiques et les protestants, — se rangea dans la minorité au Concile du Vatican (1869-70), mourut le 27 juillet 1876.

1o **Charlottetown** : — 1. **Mgr Bernard Donald MacDonald** (1797-1859), né à Saint-André du P.-E., ordonné à Québec (1822), où il exerce le ministère auprès des Irlandais, nommé curé à Rustico, missionnaire des Ecossais et des Acadiens. — Sacré à Québec (15 oct. 1837), il fonde

le collège Saint-Dunstan (1855), établit les Sœurs de N.-D. (1857), meurt le 30 déc. 1859. — 2. **Mgr Pierre MacIntyre** (1818-91), né à Saint-Pierre du P.-E., préconisé le 8 mai 1860, sacré le 15 août suivant, fonda divers pensionnats, l'hôpital et l'orphelinat des Sœurs Grises de Québec (1875) : — décédé (30 avril 1891).

Évêchés suffragants (1840-60)

2o **Saint-Jean** : — diocèse érigé le 30 sept. 1842. – 1. **Mgr William Dollard** (1789-1851), né à Bathkyram (Irl.), ordonné à Québec, missionnaire au Cap-Breton et au N.-B. résidant à Miramichi et à Frédéricton, se dévouant avec ardeur [illegible] *victimes de la vérole*. — Il est sacré le 11 juin 1843 et meurt le 27 [illegible] 51. — 2. **Mgr Th.-L. Connolly** lui succède (1852-59), d'abord [illegible] sécrétaire (1842), puis vicaire général de Mgr Walsh ; — il fonde la [illegible] cathédrale de St-Jean, ainsi que l'Institut des "Sœurs de la Charité [illegible] 54). — 3. **Mgr John Sweeney** (1821-1901), né à Clones (Irl.), prêtre en 1844, préconisé (29 nov. 1859), sacré à St-Jean (15 avril 1860). [illegible] mois après, le nord du diocèse forme l'évêché de Chatam. — Il seconde de toute son énergie toutes les œuvres, même la colonisation : — en 1864, fondation du *collège Memramcook* par le curé Stanislas Lafrance et les Pères de Sainte-Croix. (V. H.-A. Scott, *op. cit.*, p. 79).

3o **Arichat** : — diocèse érigé le 21 sept. 1844. [illegible] **Mgr William Fraser** (1844-51) est transféré de Halifax comme premier titulaire — 2. **Mgr Colin-Francis MacKinnon** (1811-79), né à Antigonish (N.-E.), élu évêque (1851), sacré (25 fév. 1852), installe de nouvelles paroisses, fonde le collège St-François Xavier dans sa ville natale, maintenant Université. — Il résigna son siège (17 juillet 1877) avec le titre d'archevêque d'*Amida* et mourut le 26 sept. 1879.

4o **Chatam** : — **Mgr James Rogers** ([illegible]), né à Mount-Charles (Irl.), prêtre à Halifax (2 juillet 185[illegible]) [illegible] érection du diocèse (8 mai 1860), élu premier titulaire et sacré le 1[illegible] août 1860. — Il organisa et developpe son diocèse, durant 42 années, aidé des Pères Eudises et des Religieuses. — Il résigne le siège (7 août 1902) et meurt le 22 mars 1902... — Pour Terre-Neuve : **Saint-Jean** et **Havre-de-Grâce**, voir *Le Can. Ecclésiast.*).

III° Instituts d'hommes

1° *Sulpiciens*

1o **Les propriétés immobilières** : — en 1800, le gouvernement exige l'*état* du personnel, le *cadastre* des biens et revenus ; — en 1804, le Procureur Sewell conclut son *rapport officiel* en affirmant le droit de saisie et de confiscation ; — en 1810, Ryland presse à Londres avec sa violence ordinaire la mainmise de l'Etat sur le Séminaire ; — en 1819, mémoire de M. Rioux, Supérieur, plaidoirie à Londres de l'abbé Lartigue et *succès* auprès de lord Bathurst ; — en 1829, nouvelles attaques : deux délégués de St-Sulpice à Londres et à Rome ; — en 1832, *instance* de Mgr Panet auprès de lord Aylmer : sans résultat.

2o **Confirmation des droits de possession** : — en 1835, lord Gosford s'engage en Chambre à donner une solution ; — celle-ci est retardée par les agitations politiques ; — en 1839, " en vertu d'une ordonnance

du Conseil privé, le Séminaire est maintenu dans la jouissance de ses immeubles et pleinement confirmé dans ses titres ". — Mais il s'engageait à user de ses biens, non à l'étranger, mais à l'avantage du pays.— *Eglise de N.-D.*, œuvre de M. Roux (1825-30), les écoles, le grand séminaire (1840).

2°
Les Frères des Ecoles chrétiennes
(1837)

1o **Origine de l'Institut** : — fondé à Reims (France), en 1680, par saint J.-B. de la Salle. — **But** : instruction chrétienne des adolescents, par l'enseignement *primaire* seulement.

2o **Etablissement au Canada** : — les *premiers* Religieux, appelés de France, depuis la Cession, par M. Quiblier, Supérieur de St-Sulpice (10 oct. 1837).

3°
Les Oblats de Marie-Immaculée
(1841)

1o **Origine de l'Institut**: — vondé (1816) à Aix (Provence) par Mgr de Mazenod (1782-1861), évêque de Marseille, approuvé (17 fév. 1826) par Léon XII. — **But** : les missions et les retraites, etc.

2o **Etablissement au Canada** : — les premiers Religieux prêtres, appelés de France par Mgr Bourget (2 déc. 1841), qui s'égablirent à Saint-Hilaire de Rouville, puis à Longueuil (1er août 1842), enfin à Montréal (8 déc. 1848). (V. Alm. de *l'Act. Cath.* 1918).

4°
Les Jésuites
(1842)

1o **Origine de la Compagnie** : — fondée (1535) par saint Ignace de Loyola (1491-1556), approuvée par Paul III (27 sept. 1540). — **But** : l'éducation classique et cléricale de la jeunesse, les missions étrangères, etc., surtout la défense de la Papauté et de la doctrine catholique.

2o **Etablissement au Canada** : — les premiers Religieux prêtres *enseignants*, appelés de France par Mgr Bourget (1er juin 1842). — Ils ouvrent un noviciat à Montréal (1843) et le *collège Sainte-Marie* (1848). — En 1847, *requête* du clergé à lord Elgin pour réclamer leurs biens en faveur de l'Eglise du B.-C. — Le 29 mars 1889, *restitution* partielle à la Compagnie, — grâce à la législature *de Québec* sur l'initiative de M. Mercier, — grâce à la législature *fédérale* qui, après trois jours de débats, par un vote de 188 contre 13, après les discours de M. Milly et surtout de M. Laurier, sanctionne l'acte de justice du premier ministre de Québec. (V. *Etudes relig.* 1889, t. II, p. 172).

5°
Clercs de St-Viateur
(1847)

1o **Origine de l'Institut** : — fondé (1828) par le Rév. Jean-Louis-Marie-Joseph Querbes, à Vourles, près de Lyon (France). — **But** : l'enseignement de la doctrine chrétienne et le service du culte ; — leur nom est " Clercs paroissiaux ou Catéchistes de Saint-Viateur ".

2o **Etablissement au Canada** : — appelés par Mgr Bourg[illegible] — installés par le sympathique Barthélemy Joliette au village de *l'Industrie*, dénommé dans la suite *ville de Joliette*.

1o **Origine de la Congrégation** : — fondée (1820) par les abbés Dujarié et Moreau, diocèse du Mans (France) ; — elle comprend un plus

6°
Congrégation de Sainte-Croix
(1847)

grand nombre de Frères enseignants que de Pères. — **But** : l'enseignement primaire et secondaire.

2o Etablissement au Canada : — appelés par Mgr Bourget (27 mai 1847) et s'établissent à St-Laurent de Montréal — puis à la Côte-des-Neiges, en 1869.

7°
Les Prêtres de St-Basile
(1852)

1o Origine de la Communauté : — fondée (21 nov. 1822) par Mgr Daviau, archevêque de Vienne (Dauphiné). — **But** : " la gloire de Dieu par tout ministère sacerdotal..., par l'enseignement et par la prédication ".

2o Etablissement au Canada : — conviés à venir au Canada, en 1852, par leur compatriote riche et noble, Mgr de Charbonnel, — à Toronto, Owen Sound (1863) et à Sandwich, à Amherstburg (1879) : leurs seuls établissements.

8°
Les Prêtres de la Résurrection
(1857)

1o Origine de la Congrégation : — fondée le jour de Pâques (1842) dans les catacombes de saint Sébastien, à Rome, par le Rév. P. Semenenks. — **But** : instruction secondaire et desserte des paroisses.

2o Etablissement au Canada : — en 1857, et à la demande de Mgr de Charbonnel.

9°
Les Frères de la Charité
(1865)

1o Origine de l'Institut : — fondé (1809) à Gand (Belgique) par le chanoine Pierre Triest, surnommé le Vincent de Paul belge. — **But** : le soulagement des vieillards, infirmes, aliénés ; l'hébergement des ouvriers pauvres ; la formation intellectuelle et morale des orphelins.

2o Etablissement au Canada : — en 1865, école de réforme ouverte à Montréal. — Institution *St-Benoît* établie à la Longue-Pointe (1884) pour le traitement des aliénés, épileptiques, alcooliques ; — collèges et académies d'enseignement primaire et commercial. — Dénomination : " Frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul ".

II°

Instituts de femmes

1°

Anciens Instituts

1o Congrégation de Notre-Dame : — elle prend un essor remarquable, dans la première moitié du siècle : elle fonde de nouveaux établissements dans *tous* les nouveaux diocèses, qui sont détachés de Québec, — ainsi qu'aux E.-U.

2o Religieuses hospitalières de Saint-Joseph : — l'Hôtel-Dieu, bien que soumis à la clôture, essaime aussi dans toutes les directions du pays : — *chaque communauté* nouvelle est indépendante, dans sa constitution, de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

3o Soeurs de la Charité de l'Hôpital-Général : — l'Institut de la Vén. Mère d'Youville (1747) se développe merveilleusement : — trois branches principales sont coupées du tronc, sans appauvrissement de la sève féconde : — 1. Celle des " Sœurs de la Charité de l'Hôtel-Dieu " de **Saint-Hyacinthe**, fondée (1840) par le vicaire général, M. Edouard Crevier ; — 2. Celle des " Sœurs Grises de la Croix ", **d'Ottawa,** fondée (1845) par la Mère Bruyère ; — 3. Celle des " Sœurs

Grises de la Charité " de **Québec**, fondée en 1849. — **But** : les œuvres de miséricorde spirituelle et corporelle, ainsi que l'instruction primaire, académique, normale, même dans les *missions* lointaines de l'Ouest.

2° *Religieuses du Sacré-Cœur* (1842)

1o **Origine de la Société** : — fondée (21 nov. 1800) à Paris par la Bienreuse Madeleine-Solphie Barat (1789-1865). — **But** : l'éducation des jeunes personnes, écoles normales, orphelinats ; l'œuvre des retraites.

2o **Etablissement au Canada** : — en déc. 1842, quatre Religieuses se fixent à St-Jacques de l'Achigan, — puis, à St-Vincent-de-Paul en 1846, — enfin, au Saut-au-Récollet en 1858.

3° *Sœurs de la Providence* (1843)

1o **Origine de l'Institut** : — fondé à Montréal (25 mars 1843) par Mgr Bourget et madame veuve J.-B. Gamelin, née Marie-Emélie-Eugénie Tavernier. — **But** : soulagement spirituel et temporel des pauvres et des malades ; œuvre des orphelins et des vieillards; visite des pauvres.

2o **Diffusion** : — Titre : " Sœurs de la Charité de la Providence " ; — 102 établissements, desservis par 2,200 Religieuses, disséminées dans tous les diocèses du Canada, dans un grand nombre de ceux des E.-U. et dans l'Alaska. (V. *Vie de la Mère Gamelin*, Montréal, 1900).

4° *Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie* (1843)

1o **Origine de l'Institut** : — fondé à Longueuil (28 oct. 1843) par mademoiselle Eulalie Durocher, sous la direction des missionnaires Oblats de Marie Immaculée, avec la dénomination de " Sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie ". — **But** : instruction des jeunes filles.

2o **Diffusion** : — la Communauté qui compte environ 1,700 Religieuses, a étendu ses rameaux au loin dans la plupart des diocèses canadiens, et dans *sept* missions aux E.-U. (V. *Vie de la Mère Marie-Rose*, Montréal, 1895).

5° *Le Bon-Pasteur* (1844)

1o **Origine du Bon-Pasteur** : — institut fondé à Caen (1651) par le Bienheureux Jean Eudes ; — le monastère d'Angers, dirigé par la Vén. Mère Pelletier, est constitué par elle en généralat, sous l'appellation de " Religieuses de N.-D. de Charité du Bon-Pasteur d'Angers ". — **But** : réhabilitation, préservation, réforme des prisonnières, traitement des alcooliques et morphinomanes.

2o **Etablissement au Canada** : — sur les instances de Mgr Bourget, maison de Montréal (11 juin 1844).

3o **Institut de N.-D. de Charité du Refuge** : — fondé à Caen (1641) par le même ; — établi à Ottawa (1866), surtout comme " refuge aux filles pénitentes ou condamnées par les tribunaux ".

6° *Sœurs de Sainte-Croix* (1847)

1o **Origine de l'Institut** : — fondé (1841) par l'abbé Basile Moreau et la Mère des Sept-Douleurs, à Sainte-Croix du Mans (France), en même temps que les Pères et Frères du même nom. — **But** : instruction des jeunes filles.

2o **Etablissement au Canada** : — à Saint-Laurent de Montréal (27

mai 1847). — Les " Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs " — nom qui a remplacé celui de " Sœurs Marianistes de Ste-Croix " du Mans — ont vu leur Institut séparé et déclaré indépendant le 10 janv. 1883.

7° *Sœurs de Lorette* (1847)	1o **Origine de l'Institut** : — fondé à Munick (Bavière) en 1650, — qui greffa à York (Angleterre) en 1685, — puis à Dublin (Irlande). 2o **Etablissement au Canada** : — en 1847, par l'entremise de l'évêque de Toronto; on y a rattaché depuis les écoles paroissiales. — Nom : " Religieuses de l'Institut de la B.-V.-M ". (Abbaye de Lorette).
8° *Sœurs de la Miséricorde* (1848)	1o **Fondation** : — à Montréal (1848) par Mgr Bourget et madame Rosalie Jetté (Mère de la Nativité). — **But** : sauvegarde des mères et des enfants trouvés ; leur placement par adoption. 2o **Diffusion** : — l'Institut, en 60 ans, s'est répandu avec des résultats merveilleux au N.-O., dans les grandes villes des E.-U.
9° *Asile du Bon-Pasteur* (1850)	1o **Institution** : — fondée en 1850 par Mgr Turgeon, à Québec, par le chevalier Georges Manly Muir, par madame Marie Fitzback — veuve de Fr.-Xav. Roy — ou Mère Marie du Sacré-Cœur. — **But** : refuge aux repenties : instruction des enfants et éducation des jeunes filles. 2o **Succursales** : — la " Congrégation des Sœurs Servantes du Cœur Immaculé de Marie ", — plus connue sous l'appellation de " l'Asile du Bon-Pasteur " — a porté ses rameaux dans les diocèses d'en bas du fleuve et aux E.-U. (V. *L'Asile du Bon-Pasteur*, Québec 1896).
10° *Sœurs de Sainte-Anne* (1850)	1o **Institution** : — fondée à Vaudreuil en 1850 par Mgr Bourget et la Mère Marie-Anne (1809-90). — **But** : instruction et formation morale des jeunes personnes. 2o **Diffusion** : — l'Institut prit un prompt essor, en 15 années, dans le diocèse d'origine ; son champ d'action s'est étendu, dans la suite, aux diocèses lointains : aux E.-U., Vancouver, Yukon, Alaska.
11° *Sœurs de St-Joseph* (1851)	1o **Saint-Joseph à Toronto** : — *Congrégation* fondée au Puy (France) en 1650, établie à Toronto par Mgr Charbonnel (1851). — **But** : instruction primaire, éducation supérieure des jeunes filles, œuvres de miséricorde. — Leur seule mission est à Comox (Ile Vancouver). 2o **Soeurs de St-Joseph à Hamilton** : — branche distincte de la précédente, même nom et même but. — Toutes leurs succursales sont comprises dans les limites du diocèse.
12° *Sœurs de l'Assomption* (1853)	1o **Institution** : — les " Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge " ont été fondées à Nicolet en 1853. — **But** : l'enseignement primaire dans les écoles paroissiales. 2o **Diffusion** : — la Société a franchi les bornes du diocèse, s'est portée au cœur du N.-O., dans plusieurs localités et villes importantes des E.-U.

13°
Sœurs de la Présentation
(1853)

1o **Origine de l'Institut** : — fondée (26 nov. 1796), à Bourg-Saint-Andéol, diocèse de Viviers (France) par la Vén. Mère Rivier. — **But** : instruction des jeunes filles.

2o **Etablissement au Canada** : — les premières Sœurs se fixent à Ste-Marie de Monnoir (19 oct. 1853), puis à St-Hyacinthe (1858). — La diffusion de l'Institut a été merveilleuse au Canada, dans le N.-O., aux E.-U. — Dénomination : " Sœurs de la Présentation de la B.-V. Marie ".

14°
Religieuses de Jésus-Marie
(1855)

1o **Origine de l'Institut** : — fondé (1818) par l'abbé André Coindre — fondateur aussi à Lyon des " Frères du Sacré-Cœur ". — Les six premières Religieuses débarquent à Québec le 21 déc. 1855. — **But** : instruction de l'enfance et de la jeunesse.

2o **Etablissement au Canada** : — à Saint-Joseph de Lévis, par les soins du curé, M. J.-H, Routhier et de la fabrique paroissiale. — En 1873, transfert à St-Colomb de Sillery. — Il y a une dizaine de fondations aux E.-U.

15°
Petites Filles
(1857)

Institut des Petites Filles de Saint-Joseph : — fondé (1857) par le Sulpicien Antoine Mercier, avec l'agrément de Mgr Bourget. — **But** : le service spirituel et temporel du clergé, l'entretien du linge sacré et des ornements. — Congrégation diocésaine approuvée (20 sept. 1897.) — Une seule succursale à Oka.

16°
Sœurs de la Providence
(1860)

Soeurs de Charité de la Providence : — fondation à Kingston (1860) de Mgr Horan, circonscrite au diocèse. — *Hospices* pour les pauvres, malades, infirmes, invalides des deux sexes ; — orphelinats et écoles libres. — Holyoke (Springfield) est leur seule mission.

17°
Sœurs Adoratrices du Précieux-Sang
(1861)

1o **Institution** : — inaugurée à Saint-Hyacinthe, en 1861, par Mgr Jos. La Rocque et la Mère Catherine-Aurélie du Précieux-Sang (Aurélie Caouette), — décédée le 6 juillet 1905. — **But** : la vie contemplative, la réparation et l'expiation des offenses par le culte du Précieux-Sang du Rédempteur.

2o **Diffusion** : — l'Institut s'est propagé avec une merveilleuse rapidité, en l'espace de 40 années : — au Canada, aux E.-U., à la Havane ; environ 14 monastères.

Remarque : — Pendant l'Union, des **18** Instituts de femmes : **5** sont français, — **2** irlandais, — **8** canadiens-français.

IIIE PARTIE

DEPUIS LA CONFÉDÉRATION

(1867-1900)

CHAPITRE I

L'Administration

I°

Vicomte Monck

(1867-68)

1er gouverneur

1o **Sir Ch.-Stanley, vicomte Monck** : — Premier gouverneur : **commission** : 1er juin, serment 1er juillet 1867-13 nov. 1868 ; — l'un des promoteurs de la Confédération, se retire après l'avoir inaugurée. — En 1859, membre du Conseil privé jusqu'à son décès en 1894. — (V. *Berkeley's Powell Coll*, Arch., Ottawa).

2o **Administrateurs** :—**sir John Windham** : 14-30 nov. 1868. — **Sir John Young** : — 10 nov., il est commissionné, assermenté 1er déc. 1868-1er fév. 1869. (V. F.-J. Audet, *Gouv. L.-G.*, Ottawa, 1909).

II°

Baron Lisgar

(1868-72)

2è gouverneur

1o **Sir John Young, baron Lisgar** (1807-76) : — né à Bombay (Inde), député (1831), secrét. de la Trésorerie (1841-46), vice-roi d'Irlande (1852-55), haut commissaire des Iles-Ioniennes (1856-59), gouv. des N.-Galles (1861-67). — **Commission** de gouverneur : 29 fév. 1868-21 juin 1872, commandant-en-chef de l'I.-P.-E. — *Baronnet* de Cavan (1848) et *baron* Lisgar et Balieborough (2 nov. 1870). — Il se déclara un jour pour l'indépendance du Canada : décédé le 6 oct. 1876.

2o **Administrateur** :— **sir Charles Doyle** (1805-83), lieut.-gén. des forces de terre, lieut.-gouv. de la N.-E., n'administre que l'espace de *deux jours* : 22-24 juin 1872.

1o **Sir Fréd. Temple Hamilton Blackwood** (1826-1902) : — né en Irlande (1826), héritier des titres de famille (1841), vicomte et baron dans la pairie d'Irlande de Clandeboye, Ballyleidy, Killyleagh, baronnet, colonel honoraire ; — baron et **marquis Dufferin et Ava** (1850) du Roy.-Uni, commissaire en Syrie (1860, sous-secrét. de l'Inde (1864-66) et de la Guerre (1865-67). — **Commission** de gouverneur : 22 mai 1872-14 nov. 1878. — Ambassadeur en Russie (1879-81), en Tur-

III° **Marquis Dufferin** (1872-78) *3è gouverneur*	quie (1882-84), vice-roi des Indes (1884-88), à Rome (1889-91), à Paris (1891-95). — auteur de plusieurs livres : décédé en fév. 1902. 2o **Administrateurs** : — **sir W. O'Grady Haly** (1811-78), entre en service (1828), en Crimée et aux Indes (1854), commandant suprême au Can. (1873). — Trois fois administrateurs : 1874,1875,1878 ;— général en 1877, il meurt à Halifax en 1878. — **Sir Patrick Leonard MacDougal** (1819-94), colonel des troupes dans la soumission des Fenians, il administre du 19 oct.-24 nov. 1878.
IV° **Marquis de Lorne** (1878-83) *4è gouverneur*	1o **Sir J.-G. Douglas Sutherland Campbell** (**1845-1914**) : — né le 6 août, neuvième duc d'Argyll, capit. des volontaires écossais, colonel des artilleurs d'Argyll et Bute, député (1868-78). — En 1871, il épouse la princesse Louise, 4è fille de la Reine. — **Commission** de gouverneur : 7 oct. 1878-21 oct. 1883, avec le titre de **marquis de Lorne**. — En 1900, héritier de ses titres, député de Manchester (1895-1900) ; — il meurt à l'île de Wight le 4 mai 1814, laissant une série d'ouvrages. 2o **Administrateur** : — *sir P.-L. MacDougall*, major-gén. le remplace à deux reprises : 11 nov. 1881-20 janv. 1882, déc. 1882-fév. 1883.
V° **Marquis de Lansdowne** (1883-88) *5è gouverneur*	1o **Sir H. Ch. Keith Petty Fitzmaurice** (**1845**-. . . .) : — né le 14 janvier, élève d'Oxford, héritier des titres paternels (1866) : vicomte de Caln, lord Wycombe, baron de Chipping (Roy.-Uni) ; comte de Kerry, vicomte de Clanmaurice et de Fitzmaurice, baron de Lixnaw et Dunkerron (pairie d'Irl.) : — cinquième **marquis de Lansdowne**. — Lord du Trésor (1868-72), sous-secrét. de la Guerre (1872-74), de l'Inde (1880). — **Commission** de gouverneur : 18 août 1883-24 mai 1888 ; — promu vice-roi des Indes, secrét. de la Guerre (1895), des Aff. étrangères (1900) ; — chef du parti conservateur aux Lords. . . 2o **Administrateurs** : — lord **At. G. Russel** : 5 août-7 nov. 1886. — **Sir John Ross** (1829-1905), né à Stone House (Cumberl), soldat (1846), au Canada (1848), cap. en Crimée (1854) et aux Indes. — En 1888, commandant suprême au Can. et administrateur du 26 mai-11 juin ; — colonel du régim. de Leister (1895), décédé à Kellœ (Berwickshire) le 5 janv. 1905. (V. *Dict. of Nat. B.*, t. II, Suppl.).
VI° **Comte Derby** (1888-93) *6è gouverneur*	1o **Sir Fréd. Arthur Stanley Preston** (**1841-1908**) : — grenadier de la garde (1858), député (1865-68) de Lancaster (1868-86), lord de l'Amirauté (1868-69), de la Guerre (1874-77) et encore (1878-80), des Colonies (1885-86). — **Commission** de gouverneur : 1er mai 1888-15 juillet 1893. — Seizième **comte de Derby** (1er avril 1893), décédé le 14 juin 1908. 2o **Administrateur** : — le lieut.-gén. **A. G. Montgomery Moore** le remplace à peine deux mois : 15 juillet-18 sept. 1893.
	1o **Sir John Campbell Hamilton Gordon** (**1847**-. . . .) :— né le 3 août en Ecosse, élève d'Oxford, vicomte de Formartine, lord Haddo,

VII°
Comte Aberdeen
(1893-98)
7è gouverneur

Methlic, Tarves et Kellie — pairie d'Ecosse — vicomte et **comte d'Aberdeen** (27 juin 1870) dans la pairie du Roy.-Uni ; — président de la commission des chemins de fer (1875-76), haut commissaire en Ecosse (1881-85), vice-roi d'Irlande (1886). — **Commission** de gouverneur : 22 mai 1893-12 nov. 1898 ; — vice-roi d'Irl. en 1905...

2o **Administrateurs** : — le lieut.-gén. *Alex. George Montgomery*, trois fois : 1893, 1894, 1897 ; **W. Seymour,** lieut.-gén. du 28-30 juin 1898.

VIII°
Comte Minto
(1898-1904)
8è gouverneur

1o **Sir Gilbert John Murray Hynynmond Elliot (1847-1914)** : — né à Londres, élève de Cambridge, garde écossais (1867), colonel du Roxborough, sert en Turquie (1877), en Afganistan (1879), secrét. milit. au Canada (1883-86) comme *comte de Melgund* ; — quatrième **comte de Minto** (1891), baronnet de la N.-E. — **Commission** de gouverneur : 30 juillet 1898-20 nov. 1904. — Vice-roi de l'Inde (1905-10), décédé le 1er mars 1914.

2o **Administrateurs** : — lord Seymour : 4-9 oct. 1899. — **Sir Henry Strong** (1825-1909), né à Dorsetshire, vice-chancelier (1869), juge (1874-90), cour suprême (1892-1902), année où il administre du 9 juin au 26 juillet. — **Sir H.-Elz. Taschereau** (1836-1911), né à Ste-Marie (Beauce), élève de l'Univ. Laval, avocat (1857), député (1861-67), juge à Québec (1871), de la Cour suprême (1878), en chef (1902) ; — retiré (1906), membre du Conseil privé (1904), année où il administre du 21 nov.-9 décembre. (V. *The Makers*, Index).

IX°
Comte Grey
(1904-11)
9è gouverneur

1o **Sir Alb. Henry George Grey (1851-....)** : — né à Howick, élève de Cambridge, député libéral (1880-86), succède au titre de son oncle comme quatrième **comte Grey** (1894), administre la Rhodésie (1896-97), directeur de la " Cie de Sud africain " (1898-1904). — **Commission** de gouverneur : 26 sept. 1904-12 oct. 1911, commandant des troupes du Canada. — Il a habilement travaillé au maintien et à l'extension de l'Impérialisme.

2o **Administrateurs** : — **Robert Sedwick,** dix jours (1906). — **Sir Ch. Fitzpatrick,** né à Québec en 1853, élève de l'Univ. Laval, avocat (1876), défenseur de Riel (1885), député au local (1890)-96), au fédéral (1896-1906), soll.-gén. (1901), min. de la Justice (1901-06), juge-en-chef du Canada (1906...) : — administre à plusieurs reprises (1907-09) ; — ainsi que **M. D. Girouard** (1910). (V. J. Audet, *op. cit.*).

X°
1°
Ier *Parlement*
(1867-72)

1o **Ministère Macdonald (sir John Alex.) : 1er juil. 1867-6 nov. 1873** : né à Glasgow (11 janv. 1815), émigré à Kingston (1820), où il étudie le droit, est reçu au barreau (1836), volontaire (1837-38), député (1854). — L'un des *Pères* de la Confédération, choisi comme *Premier* du ministère conservateur-libéral ; — décédé en 1891.

2o **Ministres et sessions** : — Ontario, 5 ministres ; Québec, 4 ; N.-E., 2 ; — N.-B., 2 ; — conservateurs, 7 ; libéraux, 6. — (V. les noms :

F.-J. Audet, *Can. hist. Dates*, p. 106 et ss.). — **Sessions, élections, orateurs, dissolutions, prorogations.** (It., *ibid.*).

2°
IIè et IIIè
Parlements
(1873-78)

1o **Ministère Mackenzie (sir Alex.) : — 7 nov. 1873-16 oct. 1878 :** — né en Ecosse (1822), émigré à Kingston (1842), entrepreneur à Sarnia (1848), journaliste réformateur, député au local (1861-67), au fédéral (1867-72). — *Premier libéral* (1873), défait (1878), chef de l'opposition (1880), représentant d'York (1882-87), décédé en 1892.

2o **Ministres et sessions :** — les ministres canadiens se distinguent au gouvernement ; — M. W. Laurier paraît au Revenu de l'Intérieur. — Deux *élections* : 1872-1874. (V. Jos. Desjardins, *Guide*, p. 222).

3°
IVè et VIè
Parlements
(1878-91)

1o **Ministère Macdonald (2è fois) : 17-oct. 1878-6 juin 1891 :** — retour de sir John, battu à Kingston, mais élu à Victoria (C.-B.) (1878) ; — grande surprise, 146 conservateurs, 60 libéraux ; — long et fécond ministère, interrompu par la mort du chef estimé de tous.

2o **Ministres et sessions :** — nouvelles figures d'hommes d'Etat canadiens. — Trois élections : 1878, 1882, 1887. — Le nombre des sessions varie entre 4 et 5 dans chaque législature. (V. une étude détaillée sur les 6 Parlements, J. Lewis, *Can. and its Prov.*, t. VI).

4°
VIIè
Parlement
(1891-96)

1o **Ministère Abbot (John Jos. Caldwell) : 16 juin 1819-24 nov. 1898 :** — né au Can. (1821), élève de MacGill, avocat (1847), élu à Argenteuil (1860), avocat-gén. (1862-63), ministre (1887), résigne et meurt (1893).

2o **Ministère Thompson (J. Sparrow David) : 5 déc. 1892-12 déc. 1894 :** — né à Halifax (1814), reporter à la Chambre (1859), avocat (1865), député d'Antigonish (1877), *Premier* de la N.-E. (1882), min. de la Justice à Ottawa (1885) ; — il se rend à Paris (1893) et à Londres comme arbitre (1894), et y meurt peu de mois après.

3o **Ministère Mackenzie Bowell : 21 déc. 1894-27 av. 1896 :** — né en Angleterre (1823), émigré (1833), devint journaliste, député (1867), min. des Douanes (1878-91), de la milice (1892), du commerce (1892-94) : — il résigne en 1896.

4o **Ministère Tupper (sir Charles) : — 27 avril-8 juillet 1896 :** — né (1821) à Amherst (N.-E.), élève et docteur en médecine d'Edimbourg (1843), député et *premier* au local (1855, 1864-67), au fédéral et ministre (1867-78), haut commissaire à Londres (1884-96), *baronnet* (1888). — Choisi comme *Premier*, il n'est pas élu au scrutin ; chef de l'opposition (1896-1900), perd son mandat (1906) et quitte l'arène.

5o **Ministres et sessions :** — la mort de sir John laisse le parti conservateur désemparé : — il y a 6 *sessions* après les élections du 5 mars 1891. (V. *It. ibid.*).

1o **Ministère Laurier (sir Wilfrid) : 13 juil. 1896-6 oct. 1911 :** — né à Saint-Lin (1841), élève de l'Assomption, étudiant en droit à MacGill, avocat (1864), député à Québec (1871), à Ottawa (1874), min. du Rev.

5°
VIIIè-IXè
Parlements
(1896-1911)

de l'Intérieur (1877), chef de l'opposition (1887), président du Conseil (1896), membre du Conseil impérial 1897).

2o **Ministres et sessions** : — nombreux ministres en 15 ans. — Elections : 1896, 1900, 1904, 1908, 1911 ; — sessions variant de 3-5. (V. F.-J. Audet, *op. cit.*, p. 106 ; J. Lewis, *op. cit.*, p. 131-203).

CHAPITRE II

La situation politique

1°
Genèse de la Confédération
(1854-67)

1o **Fruits de l'Union** : — rapprochement administratif des Anglo-Canadiens et des Canadiens ; — *reconnaissance* du gouv. responsable effectif ; — *abolition* de la tenure seigneuriale ; — *sécularisation* des biens du clergé protestant ; — *adoption* du système décimal ; — *codification* des lois civiles et indépendance de la magistrature ; — liberté commerciale, réciprocité ; — *rétablissement* officiel de la langue française — *progrès* de l'enseignement primaire, universitaire : — voies ferrées, navigation fluviale, transatlantique, canaux et ponts, télégraphie... (V. Ed. Lareau, *op. cit.*, p. 310).

2o **Causes du changement** : — *antagonisme* des partis ; — représentation ontarienne selon la population ; — *crises* ministérielles (1854-64) et inutilité des appels au peuple. (V. *The Markers of Can.*, t. 18).

3o **Elaboration du système fédéral** : — entrevu par lord Durham ; — favorisé par la N.-E. (1854) et discuté par le minist. Cartier-Macdonald ; — déclaré urgent par Galt (1858) et G. Brown (1859), par les partis (1864). — Le 1er sept. 1864, *convention* à Charlottetown des délégués, à Québec (10-28 oct.) pour élaborer **72 articles** comme base de fédération. — En 1865, débats parlementaires et adoption des articles ; — en déc. 1866, délégués à Londres des quatre Provinces. — Le 29 mars 1867, la Reine signe **la Constitution** ou " Acte de l'Am. Brit. du Nord ", mise en vigueur le 1er juillet. (V. Egerton et Grant, *Can. Const. Devel.*, Toronto ; A.-B. Keith, *Resp. Gov.*, Oxford, 3 vol. 1912).

1o **Dénomination** : — " Dominion of Canada ", traduit assez improprement " Puissance du Can. ", puisque le terme *Puissance* équivaut à *Etat souverain* ; — le terme " Domaine " (dominionem) exprime exactement un " Etat dépendant de la Couronne ". — L'on dit bien : la **Confédération canadienne**, le **Canada confédéré**, le **Canada**.

2o **Amérique Brit. du Nord** : — en 1867, provinces de Québec, Ontario, N.-E., N.-B. ; — en 1869, Territ. N.-O., achetés de la Cie d'Hudson : — en 1870, érection du Manitoba ; — en 1871, adhésion de la

II° La Constitution (1867)

Col.-Brit. au pacte fédéral ; — en 1873, de l'I.-P.-E. — **Le Canada** forme une **Union fédérale**, où chaque province conserve l'autonomie relative ; — Angleterre, Ecosse, Irlande, constituent une **Union législative**, dont les partisans s'appellent *Unionistes*. — De là, entre les deux pays, découlent des divergences politiques : faute de les discerner : erreurs, désagréments, discordes .

3o **Pouvoir souverain** : — de droit la métropole manifeste son action par le Souverain, le ministre des Colonies, le Parlement impérial, qui s'identifient avec le Cons. privé, un peu par la Conférence coloniale. — Ainsi notre gouvernement ne saurait exister qu'en vertu de pouvoirs délégués par la Const. et les Statuts ou tacitement consentis : il reste des points sujets à discussion et à décission. (V. *Can. and its Prov.*, t. VI ; Jos. Desjardins, *op. cit.*, p. 207 , JKeith, *op. cit.*).

III° Gouverneur général

1o **Attributions** : — nommé par la Couronne, sur l'avis du Secrét. colonial, par *lettres patentes* (jusqu'en 1878) avec les *instructions* convenables ; — par simple *commission* ensuite avec le titre de " commandant-en-chef du Can. ". — Salaire, état-major, pouvoirs de grâce, de pétition, etc., etc. (V. *Ibid.* sir Jos. Pope, t. VI, p. 272).

2o **Secrétaire** : — *deux*, civil et militaire jusque vers 1870 ; — *fonctions* de cérémonial, de liaison avec le ministère ou *exécutif*, dont il reçoit son salaire, sa promotion, etc.

3o **Conseil privé du Canada** : — établi par la Constit., choisi par le gouv. sur l'avis du Premier, à vie d'ordinaire avec le titre d'*Honorable*, sans salaire ni commission ; — nombre indéfini rarement convoqué en totalité, sinon les membres du Cabinet...

IV° Pouvoir législatif

1o **Parlement** : — *composé* du gouverneur, sénat, Chambre pour sanctionner, appliquer les lois ; — *libre*, chacun des trois, d'approuver ou d'opposer son veto ; — d'ordinaire, entente et harmonie...

2o **Sénat** : — candidats présentés par le Cabinet, confirmés par le gouverneur, — à vie avec salaire, — *Réparti* au début en 24 membres de Québec, 24 de l'Ontario, 12 de la N.-E., 12 du N.-B. ; — depuis, 10 de la N.-E., 10 du N.-B., 4 du P.-E., et autant de la Sask., du Man., de l'Alberta, 3 de la Col. Brit.

3o **Chambre** : — comprenant au début : Ont. 82 et 88 (1871), Québec 65, N.-E. 19 et 21 (1871), N.-B. 15 et 16 (1872) ; — Man. 4, C.-B. et I.-P.-E. 6 : — 206 en 1882. — Aujourd'hui : Ont. 86, Québec 65, N.-E. 18, N.-B. 13, Man. 10, Sask. 10, C.-B., 7 Alberta 7, P.-E. 4, Yukon 1. (V. J. Desjardins, textes officiels ; sir J. Pope, *op. cit.*, p. 286).

1o **Cabinet** : — ressemble de loin à celui de Londres, car, ici, il est simplement *Conseil exécutif* ou *ministériel* : — il n'est nulle part mentionné dans le texte constitutionnel. — Ses membres sont laissés au bon plaisir du *Premier*, qui les prend d'ordinaire dans le Parlement, et l'usage —

V° Pouvoir exécutif

qui paraît absurde — exige leur réélection, etc. (V. A.-B. Keith, *op. cit.*, t. I, p. 303 et sir J. Pope, *ibid.*).

2o **Premier ministre** : — il use de pouvoirs étendus entre le gouverneur et l'électorat ; — sa démission entraîne la chute du Cabinet ; — son nom est absent de la Constitution ; — il peut démettre un autre ministre. — Il nomme les *orateurs* du sénat, de la Chambre et leurs substituts, etc. (V. *It. ibid.*).

3o **Président du Conseil privé** : — jadis, le plus jeune des ministres ; auj., c'est le *Premier* qui retient cet honneur et cette charge : — sir Wilfrid Laurier a personnellement présidé le Conseil durant 15 années.

VI° Rouage ministériel

1° *Finances*

1o **Ministre des finances** : — **Receveur-général** aussi — vient le second au Conseil, aux Communes, aux cérémonies ; — chargé du budget colonial, recettes, dépenses, emprunts, soumis au gouverneur ; de l'administration des Banques d'Epargne de l'Etat, des assurances immobilières, des comptes publics, dettes, obligations, émission de la monnaie et des billets du Dominion, de l'Hôtel des Monnaies.

2o **Bureau du Trésor** : — composé du même ministre et de quatre collègues — *sous-comité* du Cabinet constitué pour l'étude des matières financières, revenus et dépenses, améliorations, dont le *Rapport* est soumis au gouverneur en Conseil.

3o **Auditeur-général** ou **Contrôleur** ou **Vérificateur-général** : — mis sous la dépendance du min. des Finances ; — il a pour mission de surveiller les dépenses occasionnelles ; muni de pouvoirs étendus, qu'il doit exercer avec intégrité, régularité, il dépose ses comptes devant le Parlement. (V. Sir Jos. Pope, *op. cit.* ; Audet, *op. cit.*, p. 107).

2° *Justice*

Secret. d'Etat

1o **Ministre de la Justice** : — aviseur légal du gouvernement, du gouverneur, surtout en ce qui concerne : 1. le fiat ou le veto à l'égard des bills votés ; — 2. le rejet de telle législation provinciale ; — 3. la concession ou le refus de pétition des droits ; — 4. l'exercice du droit de grâce. — Examen périodique des lois des *neuf* Provinces ! — Direction des pénitenciers et de la Police coloniale, etc. (V. F. Audet, p. 108).

2o **Solliciteur-général** ou **Procureur-général** : — nommé par le gouv. en Conseil pour assister le précédent ; — muni du mandat électoral, admis parmi les ministres, sans être du Cabinet.

3o **Secrétaire d'Etat** : — avant 1873, deux : l'un pour le Can., l'autre pour les Provinces, en relation directe avec le gouverneur, gardien des sceaux, administrateur des lois des Cies, de la naturalisation, de la Tempérance, secrétaire-archiviste. — Il est aussi — depuis 1909 — en charge des " Affaires extérieures ", — ainsi que du **Bureau de l'Imprimerie royale** et **celui des Archives fédérales** (1912).

1o **Ministre** : — jadis *Commissaire des Trav. Publ.* — En 1879, son ministère est séparé des Chem. de fer et Canaux. — En charge des :

3°

Travaux publics

Chemins de fer

1. édifices publics ; 2. ports et quais de navigation ; 3. écluses, môles, digues ; 4. ponts et chaussées : 5. lignes télégraphiques, etc.

2o **Ministre des Chemins de fer et Canaux** : — Intercolonial, Windsor (N.-E.), Chemin de fer du P.-E. : le tracé et le trajet des lignes ou voies ferrées du Can., du Nation. Transcont. — En 1903, création du *Comité* du Cons. privé ou des *Chem. de fer* : six membres. — Canaux de navigation, environ longs de 2,000 milles.

4°

Intérieur

1o **Ministre** : — en 1869, *achat* — pour 300,000 liv. st. et des terres concédées — des Prairies du N.-O. et du Territ. de Rupert, — et création (1873) de l'*Intérieur* ; — administre le Yukon (1898), vend les terres aux colons, en commande l'arpentage et la répartition, exerce et surveille l'immigration étrangère (1892).

2o **Département des Affaires indiennes** : — confié (1844) au secrét. civil du gouverneur ; en 1860, au directeur des Terres de la Couronne ; en 1867, au Secrét. d'Etat ; en 1873, au ministère de l'Intérieur ; en 1880, à un *surintendant* spécial qui lui est rattaché. — (**Indiens du Can. 1763-1840**, voir *Can. and its Prov.*, t. IV, p. 695 ; — **1840-67**, t. V, p. 331 ; — **1867-1912**, t. VII, p. 593).

5°

Agriculture

Postes

1o **Ministre de l'Agriculture** : — créé en 1868, pour contrôler l'immigr[illegible]on, imposer la quarantaine... — En 1887, création des *Fermes ex[illegible]rimentales* : laiterie, semences, animaux, plantes et fruits, — Lettres patentes aux inventeurs, marques de fabrique, etc.

2o **Ministre des Postes** : — date de 1851, fonde et dirige tous les bureaux du pays, la livraison des lettres et colis, des mandats et bons, timbres, etc : — il est chargé de publier règlements, défenses, combinaisons, de surveiller les journaux et publications non désirables : 600 millions de lettres par an.

6°

Marine

1o **Ministre** : — Chargé de l'hydrographie, du canal navigable d[illegible] St-Laurent (1904), de[illegible] phares, des bouées flottantes, des hôpitaux de la marine, du pitotage, des naufrages, etc. — Les *Pêcheries* côtières forment une branche considérable — qui restait séparée (1884-91), source de revenus...

2o **Service naval** : — loi de 1910 qui établit ce département sous le contrôle du même ministre : — construction, achat, entretien, réparation de navires de l'Etat, du matériel de navigation sur les lacs, les fleuves... observations météorologiques, télégraphie **sans fils, marées**.

1o **Ministre des Douanes** : — complément du ministère des Finances, il perçoit les droits d'entrée aux ports, impose les tarifs, les amendes, consigne en dépôt les marchandises de transport ou de transit par voie ferrée ou fluviale, se[illegible] le traité de Washington (1871). — Source de revenus énormes : le ministère, aboli en 1892, est rétabli en 1897.

2o **Ministre du Commerce** : — établi en 1887, en fonction en 1892, il

7°
Douanes, Commerce, Revenu, Mines, Travail

organise surtout le *trafic extérieur* avec les autres colonies et l'étranger ; — il administre " l'Acte d'Inspection et de Vente ", l'immigration de Chine — 500 piastres d'entrée par tête, — les rentes ou pensions viagères, établies (1908) par sir Rich. Cartwright.

3o **Ministre du Revenu intérieur** : — perception des accises ou impôt territorial sur les spiritueux, le tabac, les produits distillés ; — concession des permis ou licences ; surveillance des poids et mesures ; inspection du gaz, de l'électricité, des aliments, des produits pharmaceutiques. — Aboli en 1892, le ministère revit en 1897.

4o **Ministre des Mines** : — établi en 1907, sous la direction du précédent, séparé de lui en 1912, il administre les Mines et la Géologie : — cette dernière branche existait cepuis 1842. — Ses doubles fonctions sont indiquées dans les Statuts respectifs. (V. *Can. and its Prov.*,t, VI, p. 343.)

5o **Ministre du Travail** : — créé en 1900, mis sous la juridiction du ministre des Postes, séparé (1906) en ministère spécial avec de nouvelles attributions en 1907 et 1910. — Il a la charge de prévenir les grèves, de les apaiser et supprimer par la conciliation légale.

8°
Milice

1o **Ministre** : — service civil : forts, artilleries, munitions, armes, manutention, habillements, campements ; — service militaire : état-major, officiers, soldats de différentes armes, tous les services divers, honneurs, promotions, etc., etc. (Noms des ministres : F.-J. Audet, *op. cit.*).

2o **Police à cheval** ou **gendarmerie** : — établie dans le N.-O. (1873) sous le ministre de la Justice (1876) : 300 hommes ; — 500 en 1882 ; — 1,000 en 1885 ; — 700 en 1911. — Le *Commissaire* ou commandant supérieur réside à Régina ; — en 1903, le roi Edouard VII accorde à ce Corps le titre de *Royal*.

VII°
Magistrature suprême

1o **Cour Suprême** : — constituée, en 1875, d'un juge-en-chef, de cinq juges prîmés, dont *deux* du barreau de Québec ; — cour d'appel au civil, au criminel dans les cas prévus. — Sentence *sans appel*, la prérogative royale exceptée. (V. F. Audet, *op. cit.*, p. 129).

2o **Cour de l'Échiquier** : — créée comme la précédente pour les litiges où " la Couronne est plaignante ou demanderesse " (1875, se ct. 59). — Juge spécial nommé en 1887 ; extension de sa juridiction ; — assesseur au juge, en avril 1912.

CHAPITRE III

La Province de Québec

I° **Administration**

1° *Lieut.-gouv.* (1867-1908)

1o **Lieutenant-gouverneur** : — nommé désormais par le gouverneur pour cinq ans ; — investi de pouvoirs directs ; — doté en partie de la prérogative royale ; — chef de l'Exécutif ; — choisi dans les rangs du parti au pouvoir et usant de son crédit en sa faveur. (V. A.-B. Keith, *op. cit.*, p. 654).

2o **Titulaires** : — 1. **Sir Narcisse Belleau** (1867-73), né à Québec (1808), conseiller législ. (1852) et président (1857-62, maire de Québec (1860), créé *chevalier* par le prince de Galles ; — ministre de l'Agric. (1862), *premier* (1865). — Il résigne ses fonctions de lieut.- gouv. le 11 fév. 1873 et meurt en 1894. — 2. **René-Edouard Caron** (1873-76), né à Sainte-Anne (1800), élève de Laval et avocat (1826), maire de Québec (1833-37), conseiller (1841) et orateur (1843-53) ; — deux fois ministre juge, décédé en 1876. — Sir A.-A. Dorion (1818-91) est **administrateur**, 8 nov.-15 déc. 1876. — 3. **Luc Letellier de St-Just** (1876-79), né à la Riv.-Ouelle (1820), sénateur (1867) et ministre (1873. — Lieut.-gouv., il se querelle avec le Cabinet et le dissout ; sous la motion de sir John à Ottawa, il est démis de sa charge (25 juil. 1879) et meurt en 1881. — 4. **Théodore Robitaille** (1879-84), né en 1834, ministre (1873), refuse la dissolution à sir Joly de Lotbinière, sénateur (1885), décédé en 1897. — 5. **L.-Fr.-Rodr. Masson** (1884-87), né à Terrebonne (1833), ministre de la milice (1878), président du Conseil (1880), sénateur (1882) et décédé (1903)! — Lieut.-gouv., il amena le compromis qui règla ensuite la question des biens des Jésuites: — en son absence, sir Belleau et sir *André Stuart* furent **administrateurs** — 6. **Auguste-Réal Angers** (1887-92), né à Québec (1838), avocat (1874), ministre (1876-78), juge (1880). — Lieut.-gouv., il renvoie M. Mercier ; sénateur (1892), président du Conseil (1892-96)... — L.-*A. Casault* et *J.-G. Bossé* sont **administrateurs** en 1889. — 7. **Sir J.-A. Chapleau** (1892-98), né en 1840, avocat (1861), tour-à-tour avocat gén., secrétaire provincial, *premier* (1879), secrétaire d'Etat à Ottawa (1882), nommé *chevalier* (1896), il meurt en 1898. — *Sir Alex. Lacoste* est deux fois **administrateur** 1893, 1897. — 8. **Sir L.-A. Jetté** (1898-1908), né en 1836, avocat (1857), juge puîné (1878), doyen de la faculté de droit à Laval et membre de diverses commissions, deux fois lieut.-gouv., 1898, 1903, juge en chef de la Cour supérieure de Québec (1909).

1o **Conseil législatif** : — non électif désormais ; — composé encore de 24 membres, élus par le lieut.-gouv. au nom de S. M., dans des circonscriptions convenues. — Chaque conseiller doit être sujet britannique, résider dans la Province, posséder un immeuble de 4,000 piastres. — Salaire du *Président* $4,000, de *conseiller* $1,500.

2°

Gouvernement

2o Cabinet ou **Conseil exécutif** : — aviseur du lieut.-gouv. ; — composé des *ministres* qu'il agrée, maintenus par le vote majoritaire des députés, préposés aux divers départements de l'administration. — Salaire du *Premier* $7,000, — de ses collègues avec portefeuilles $6,000.

3o Assemblée ou **Chambre** : — élue par le vote populaire, — composée d'abord de 65 députés, de 72 ensuite, enfin de 81 en vertu des circonscriptions nouvelles. — Salaire de l'Orateur $4,000, de chaque représentant $1,500. (V. *Can. and its Prov.*, vol. XV, p. 219).

3°

Cabinet

1o Premier ministre : — en charge du département du *Cons. exécutif*, où se discutent les motions et projets de loi qu'il soumet au lieut.-gouv. en conseil, qui les doit sanctionner. — *Attributions* multiples : convocation des électeurs, députés ou législatures, nomination des juges, employés du service civil, affaires municipales, etc.

2o Procureur-général : — a son département sous la présidence du Premier ; — *aviseur* légal du lieut.-gouv., du ministère ; — surveille l'exécution des lois, l'administration de la justice, de l'enregistrement, de la police, des prisons, de la Commission d'utilités publiques.

2o Secrétaire provincial : — recueille les ordres en conseil, les transmet aux ministères, les enregistre, les publie dans *la Gazette officielle* ; — en charge du *grand sceau*, de la correspondance provinciale, des patentes, commissions, des érections de corporations, des registres de l'état civil, etc. — Il est comme le *ministre de l'Instruction publique*.

4o Trésorier provincial : — comme *ministre des finances* ; — contrôle recettes et dépenses, dépôts et consignations ; — administre la dette publique ou *Fonds consolidé*, salaires des employés, les achats et les ventes, les licences diverses...

5o Ministre des Terres et Forêts : — contrôle concessions et ventes des propriétés provinciales, parcs publics, coupe des bois, agences et sous-agences locales, opérations forestières, écoles expérimentales...

6o Ministre de l'Agriculture et des Chemins : — contrôle collèges agricoles, fermes modèles, comités d'exposition, sociétés industrielles, voies de communication et de transport ;— mais les *Chemins* sont sous la charge d'un sous-ministre.

7o Ministère de la Colonisation, des Mines et Pêcheries : — comprend immigration, ouverture de nouveaux centres agricoles, miniers, au moyen de voies et de ponts ; — permis de chasse et de pêche, règlements qui les régissent...

8o Ministère du Travail et des Travaux publics : — embrasse constructions, réparations des édifices ; — contrôle entreprises, voies ferrées, quais, ponts, industries et usines, grèves ouvrières, etc.

9o Surintendant de l'Instruction publique : — pas de ministre titulaire ; secrétaire *français* et un *anglais*. — *Conseil* de dignitaires catholiques et protestants, nommés par le lieut.-gouv. — *Commissaires* d'école locaux qui perçoivent les taxes, salarient le personnel de l'enseignement ; *allocation* du budget provincial. — Au comité des évêques

conseillers est adjoint un nombre égal de laïques *catholiques* et le même nombre du comité de laïques *protestants.* (V. It. *ibid* ; Ed. Lareau, *Hist. du Droit can.*, t. II, p. 459).

4°

Ministères

Ie Décade

(1867-78)

1o **Ministère Chauveau** (**1867-73**) : — le lieut.-gouv. Belleau charge *Jos. Cauchon* (1816-85) de former le 1er Cabinet : il échoue. — Pierre-Jos.-Olivier Chauveau réussit. — Né à Québec (1820), avocat, député, ministre (1851-53), *premier*, président du sénat (1873), shériff de Montréal, (1877), il meurt en 1890. — En 1871, W. Laurier fait son premier discours. (V. It., p. 171 ; J. Desjardins, *Guide*, p. 40).

2o **Ministère Ouimet** (**1873-74**) : — né en 1823, Gédéon Ouimet avait été procureur général (1867-73), continua la politique de Chauveau, fit voter contre le *double mandat* à Ottawa et à Québec, tomba du pouvoir en raison du " scandale " d'un troc de lots de terre à Montréal. — Il devint Surintendant de l'Inst. publique et mourut en 1905.

3o **Ministère de Boucherville** (**1874-78**) : — né en 1822, docteur en médecine, député (1860) ; comme Premier il est démis par Luc Letellier (28 mars 1878) ; — sénateur (1879), il est mort en 1917. — Il s'occupa de construction des voies ferrées.

IIè Décade

1, **Ministère Joly de Lotbinière** (**1878-79**) : — né en 1820, calviniste, avocat (1855), opposé à la Confédération, député au fédéral et au local (1867-74) mais le parti *libéral* est défait aux élections en 1879 : il entraîna la chute du ministère de sir Henri-Gustave Joly ; — *lieut.-gouv.* de la C.-B. (1900), décédé en 1908.

2o **Ministère Chapleau** (**1879-82**) : — (V. **Lieut.-gouv.**). — Il fut le promoteur de l'extension des voies ferrées, de la fondation du *Crédit foncier franco-canadien*, des améliorations agricoles, etc.

3o **Ministère Mousseau** (**1882-84**) : — Jos.-Alfred, né en 1838, député (1874-82), président du Conseil et Secrét. d'Etat à Ottawa (1880-82), *premier* et procureur gén. ; nommé juge (1884), il meurt en 1886.

4o **Ministère Ross** (**1884-87**) : — John Jones, né en 1827, ministre à Québec et à Ottawa à diverses reprises, président du Cons. législ. (1873), *premier* et Commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics, décédé en 1901.

5o **Ministère Taillon** (**25-29 janv. 1887**) : — Louis-Olivier, né en 1840, député en 1875-86, président du Cons. législ. (1882-84), ministre des Postes (1896)... — Durant ces trois derniers ministères : incendie du Parlement de Québec, multiples chartes municipales, fondation des asiles de Beauport et Longue-Pointe, etc.(V. *Can. and Prov.*, t. XV).

1o **Ministère Mercier** (**1887-91**) : — Honoré, né à St-Athanase (1840), avocat (1865), procureur gén. (1879), chef libéral (1883) ; — fondateur du " Parti national ", de son organe *Le National* ; agitation en faveur de Riel, fait rendre justice aux Jésuites (1889), $400,000 d'indemnité ;

IIIè Décade

cosntruction de ponts en fer, de chemins, de la voie ferrée de la baie des Chaleurs : " scandale " détermine la chute du ministère...

2o **Ministère de Bourcherville** (1891-92) : — nouvelles élections : 25 libéraux élus sur 72 candidats. — Enquêtes et procès contre les ministres précédents ; — *dette* énorme de 24 millions, exigeant des taxes sans fin : démission du Premier.

3o **Ministère Taillon** (1892-96) :— travaille à amortir la dette publique, à améliorer la *situation financière* ; — le gouvernement fédéral verse comme capitation 2 millions et demi ; — la Cie du Pacifique doit verser 7 millions 600 milles dollars pour l'achat de la ligne nord Montréal-Ottawa.

4o **Ministère Flynn** (1896-97) : — Edmond James, né en 1847, député de Gaspé (1878-90), de Matane et de Nicolet (1892-1900), deux fois ministre (1878-87) ; s'intéresse à la colonisation ; renversé du pouvoir par le succès des libéraux.

IVè Décade

1o **Ministère Marchand** (1897-1900) : — Félix-Gabriel, né à St-Jean (1832), élève du collège de St-Hyacinthe, député (1867), secrét. prov. (1878), commiss. des Terres (1879), présid. de la Chambre (1887-92), éditeur du *Franco-Canadien*, de plusieurs opuscules : — il organise l'emploi des pouvoirs hydrauliques, délimite les frontières provinciales, étudie le projet du pont de Québec ; décédé en 1900.

2o **Ministère Parent** (1900-05) : — Siméon-Napoléon, né à Beauport (12 sept. 1855), avocat (1881), cons. munic. de Québec (1890-94), député de St-Sauveur (1890) ; maire (1894), il a considérablement embelli la ville ; min. des Terres (1897) ; *Premier* (1900-05) avec le même portefeuille des Terres, Mines et Pêcheries, il crée (1901) le Bureau d'arbitrage dans les grèves, convoque (1902) la seconde Conférence interprovinciale... — *Président* de la Commission du Chem. de fer Transcontinental de Moncton à Winnipeg (1905-11). (V. Magurn, *The Can. Parl. Guide*, Ottawa, 1903).

3o **Ministère Gouin** (1905-18) : — Lomer, né aux Grondines (19 mars 1861), élève du coll. de Lévis, avocat (1884), député (1897), min. des Trav. publ. 1900...

II° Système judiciaire

1o **La Cour d'Appel** ou **du Banc du Roi** : — *composé* d'un juge en chef et de cinq prîmés, avec juridiction civile et criminelle ; — *convoquée* par le lieut.-gouv. ; — *siégeant* par rotation à Québec et à Montréal ; *jugeant* en dernier ressort, en dehors des cas où il y aurait appel de ses décisions à la Cour Suprême et au Cons. privé.

2o **La Cour Supérieure** : — ou Cour d'archives, au civil, comprend un juge en chef et 29 puînés, dans les 21 districts judiciaires ; — *présidée* par un seul magistrat, connaissant en première instance des causes au-dessus des Cours inférieures ; — *convoquée* par le lieut.-gouv. —' jugeant avec appel à la précédente.

3o **La Cour de vice-amirauté** : — ne connaît que des cas de litiges maritimes : collisions, sauvetages, pilotage, etc.

4o **La Cour de Circuit** : — se tient dans chaque district par un juge de la Supérieure, connaît en dernier ressort, à l'exclusion de cette dernière ; et en première instance dans certains cas déterminés ou par convocation, ou par voie d'appel.

5o **La Cour des sessions générales** : — recorder, magistrats de district, coroner juges de paix ; — jury au criminel, etc. (V. Ed. Lareau, t. II, p. 390 et ss.).

III°

Système financier

1o **Recettes** : — en progression à peu près constante, en 50 ans ; — — *sources* : terres et forêts, pêche et chasse, droits perçus sur les successions, licences, corporations, timbres d'enregistrement, etc. ; — de plus, la subvention fédérale, qui atteint près de 2 millions.

2o **Dépenses** : — équilibrées par les revenus (1865-82) ; — augmentées par les avances faites aux Cies de chemins de fer (1874-97) ; — atténuées par les surplus, ainsi que la dette consolidée, après 1900.

3o **Taxes provinciales** : — apport des 2 cinquièmes du Trésor, — bien que variées dans leur répartition, elles se réduisent à *un dollar et demi* environ par tête sur 2 millions 2,710 âmes, — soit 3 millions 250,000 piastres par an.

IV°

Système municipal

1o **Origine** : — récente, nécessitée par l'accroissement de la population, le progrès agricole, commercial, industriel ; — conseillée par le *rapport* Durham ; — *dessinée* par lord Sydenham (1804), innovation de l'autocratie fort déplaisante à l'opinion.

2o **Organisation** : — due à D.-B. Papineau (1845) et à M. Morin : *maire* élu par les contribuables ; — à M. Badgley (1874), qui institue la municipalité de comté ; — à L. Drummond (1855), celle de paroisse, en plus, modifiée en 1860 ; — à la Législature (1870) qui promulgue (1871) le *Code municipal* : — sept conseillers qui élisent le maire ; les maires réunis formant le Conseil de comté. — Attributions. (V. A.-D. De Celles, *Can. and Prov.*, t. 15).

V°

Système agricole

1o **Organisation** : — *Soc. d'Agric.* (1790), composée de 86 adhérents ; — *Traité* de **J.-T. Perreault** (1830 et 1839) ; — *The Can. Agric. Journal* en deux langues (1843) ; — rapports sur la culture et formation du ministère (1853). — Première *Ecole d'Agric.*, fondée par **l'abbé Pilote** à Ste-Anne-de-la-Pocatière (1859).

2o **Progrès incessant** : — autres écoles : à l'Assomption (1869-99), à Richmond (1875-89), à Oka (1890), à Ste-Anne-de-Bellevue (1908) ; — celles des Ursulines à Roberval (1882), des Sœurs de N.-D. à Saint-Pascal, et du Collège Macdonald ; — les *Missionnaires agricoles* les conférences de *Barnard* et ses *revues* (1872-85) ; — 67 Soc. agricoles, 657 clubs de fermiers, 19 coopératives, etc. ; — l'industrie laitière et les fromageries... (V. J.-C. Chapais, *ibid.*, t. 16)..

Remarques : — Pour les **Forêts**, les **Pêcheries**, les **Mines**, consulter E.-T. Chambers et Frank Adams, *Can. and Prov.*, *ibid.*).

CHAPITRE IV

La Province de l'Ontario

I°

Administration

1°

Lieut.-gouv.

(1867-1908)

1o **Lieutenant-gouverneur** : — fonction créée par la section 58 de la Constit. ; — *Ontario*, nom du H.-C. ; — charge qui dure 5 ans. — Il est suppléé au besoin par un *administrateur*, juge en chef de la Province...

2o **Titulaires** : — 1. **Sir Henry W. Stisted** (1867-68), né en 1817, sert aux Indes orient., major-gén. (1864), commandant des troupes au H.-C. (1866), décédé en Anglet. (1875). — 2. **Sir W. Pearce Howland** (1868-73), né dans le N.-Y. (1811), vint au Can. (1830), cinq fois ministre (1862-67), décédé (1907). — 3. **John Willoughby Crawford** (1873-75), né en Irlande (1817), vint au Can. (1824), décédé à Toronto (1875). — 4. **Donald Alex. Macdonald** (1875-80), né à St-Raphaël (1816), entrepreneur du *Grand Tronc*, député catholique de Glengarry (1837)-75, ministre des Postes (1873-78), décédé à Montréal (1896). — 5. **John Beverley Robinson** (1880-87), né à Toronto (1820), aide-de-camp de Sir Head, avocat (1844), président du Conseil (1862), décédé (1896). — 6. **Sir Alex. Campbell** (1887-92), né en Angl. (1821), avocat (1843), conseiller (1858), plusieurs fois ministre (1863-87), décédé (1892). — 7. **Sir G. Airey Kirkpatrick** (1892-97), né à Kingston (1841), avocat (1865), député à Ottawa (1870-92) et orateur, conseiller privé (1891), décédé (1899). — 8. **Sir Oliver Mowat** (1897-1903), né à Kingston (1820), avocat (1841), député (1857-64), ministre (1858-96), décédé (1903). — 9. **Sir W. Mortimer Clark** (1903-08). — 10. **Sir John Morison Gibson**. (V. D.-B. Read, *The Lieut.-gov.* ; *The Makers of Can.*, Index).

2°

Gouvernement

1o **Assemblée législative** : — établie par les sections 60 et 70 de l'Acte de 1867 ; — composée d'abord [illegible]2 députés, de 88 (1874), de 90 (1885), de 94 (1894), de 100 (1908) ; — orateur élu au début des sessions, lesquelles sont annuelles durant 4 ans, — dissolubles au gré du lieut.-gouverneur.

2o **Cabinet** : — point de *Cons. législ.*, mais un cabinet composé d'abord de *cinq* officiers civils, — ensuite augmenté de *trois* autres : les Prés. du Cons., Procureur-gén., Secrét. prov., Trésorier ; les ministres des Terres..., de l'Education, des Trav. publ., de l'Agriculture. — D'autres sans portefeuille, pris en dehors de l'Assemblée.

3o **Président du Conseil** : — fonction datant de 1905 ; — auparavant c'était le Procur.-gén. d'office ;— il est dénommé aussi *Présid.-du Cons. privé* : —sous le régime de sir John, c'était la position inférieure dans le Cabinet ; — c'est le contraire aujourd'hui.

2°

Ministères

1o **Ministres et fonctionnaires** : — leurs *attributions* sont analogues à celles de leurs congénères respectifs de Québec.

2o **Ministre de l'Éducation** : — n'existe pas à Québec. — Il a la charge des écoles publiques, du haut enseignement, bureaux d'éducat., écoles normales, séparées et Univ. de Toronto fondées en 1827, 1843, 1849, 1852.

3o **Commissions spéciales** : — celle du Parc Niagara, celle des Chem. de fer, celle des Bureaux municipaux, celle des chutes hydrauliques et des moteurs électriques.

II°

Magistrature

1o **Dénominations et lois anglaises** : — le H.-C., dès 1774, adopta le système de jurisprudence des émigrés anglais, au civil et au criminel,— divisa la région en districts judiciaires : juges de paix, des Plaids communs, Cour du Banc du roi, d'Appel ; — plus tard, *Cour de Chancellerie* (1837), des *Erreurs et Appels*.

2o **Fusion des Cours** (1881) : — Cour suprême embrasse les sus-nommées, qui forment dès lors des *Cours de Division*, avec la *Haute Cour de Justice* ; — plus, les Cours de Comtés et de Substituts, les unes et les autres soumises dans la suite à de nouvelles combinaisons pour matières et actes de judicature.

III°

Système municipal

1o **Divisions municipales** : — en 1868, il existe 36 *comtés*, 399 *cantons*, 104 *villes* ou *villages* : — c'est d'origine anglaise, ainsi que les *conseils* d'administration de chaque unité, avec les qualifications des élus du peuple, salaires, termes d'office, etc.

2o **Questions municipales** : — franchise, accise, taxation, perception des impôts, exemptions, corporations patentées et propriétaires, bureaux et comités, voies ferrées, routes, hygiène, règ ements, mendicité, allocation provinciale, etc.

IV°

Finances

1o **Dette publique** : — assumée (1867) par le Fédéral, monte à 62 millions ; — la dette *totale*, à 78 millions et demi. — L'Ontario reçoit alors du Trésor $80,000 l'an et 80 sous par tête de sa population de 1,396,000 (1861). — En 1909, la dette atteint 29 millions 700 mille.

2o **Revenus** : — en 1909, ils réalisent $7,478,000 ; dans ce total, se comprend la capitation fournie par le Fédéral, soit 2 millions et un quart.

3o **Dépenses** : — en 1909, $7,545,000, dont plus de la moitié versée aux fins d'éducation ; — l'Univ. de Toronto *seule* perçoit un demi million : privilège exclusif au détriment de la plus élémentaire équité. — Les *intérêts* de fonds publics servent à équilibrer le déficit annuel du Trésor provincial. (V. J. Mavor, *Can. and Prov.*, t. 17, p. 250).

Remarque. — Pour l'**Agriculture**, les **Forêts**, **Pêcheries**, **Mines**, v. *Can. and Prov.*, vol. 18).

CHAPITRE V

Les Provinces maritimes

I° Nouvelle-Écosse

1° *Gouvernement*

1o **Lieutenants-gouverneurs** :—1. **Sir Ch. Hastings Doyle** (1867-73), né en 1905, commande les troupes (1861-68) et au Can. (1870-74), décédé (1883). — Administrateurs : le colonel John Francklyn, Edward Kenny, Jos. Howe. — 2. **Sir Adams Archibald** (1873-83), né en 1814, avocat, ministre, lieut.-gouv. du Manitoba (1870), décédé (1892). — Autres lieut.-gouv. ; — 3. **Matthew H. Richey** (1883-88) ; — 4. **Archib. Woodbury MacLeland** (1888-90) ; — 5. sir **Malachy Bowes Daly** (1890-1900) ; — 6. **Alf. Gilpin Jones** (1900-06).

2o **Conseil exécutif** : — composé de neuf membres, choisis par le lieut.-gouv. ; — ils administrent avec les portefeuilles de : Procureur-gén., Secrét.-provincial, Trésorier, Commissaire des Terres, des Trav. publics et Mines, Surintendant de l'Education... En réalité, le lieut.-gouv. et *quatre* ministres se partagent les divers départements, avec le concours de *sous-ministres*.

3o **Conseil législatif** : — créé en 1838 avec 15 conseillers, 21 en 1862 et jusqu'à nos jours. — Sorte de Sénat ou Chambre des lords, avec pouvoirs et privilèges en matière de projets législatifs.

4o **Assemblée** ou **Chambre** : — comprend 38 représentants, avec des pouvoirs énoncés dans la Constit. de 1867, section 92. — Les députés ne sauraient toucher aucunement à l'appropriation des revenus publics. (V. Ch. Morse, *Can. and Prov.*, t. 14, p. 435).

2° *Magistrature*

Finances

1o **Cours et tribunaux** : — constitués et modelés sur la jurisprudence et la procédure anglaises : Cours suprême, testamentaire (*Probate* : vérification), de mariage et divorce, de comtés, criminelle avec *petit* et *grand* jury ; magistrats stipendiaires, de justice de paix (1874-1897).

2o **Municipalités** : — réformées en 1879, avec conseils de comtés, de villes, de villages pour gérer les corporations diverses, exercer la police ; — en 1888, nouvelles réformes et améliorations, avec institution d'une *Cour municipale* pour régler les litiges.

3o **Recettes et dépenses** : — en 1867, versement de $60,000 et 80 sous par tête de la part du Fédéral ; — en 1869, la somme est portée à $82,700 pour dix ans. — En 1910, le revenu global accuse 1 million 600 mille et le passif des dépenses 1 million 725 mille piastres : — équilibre satisfaisant du budget annuel. (V. It. *ibid.*).

1o **Produits agricoles** : — beaucoup de régions incultivables, surtout au Cap-Breton, beaucoup trop *non cultivées*. — Foins, fruits, élevage des bestiaux sont les ressources du pays ; — il a été fondé plus de 200 Soc. d'Agriculture et d'Associat. de Fermiers, sans grande amélioration, même pour les terres aptes à la culture.

2o **Ressources forestières** : — le cadastre ou carte des forêts est de

3° *Industrie* *Commerce*

1909 : — elle accuse une richesse considérable de bois de toute sorte, surtout de construction, de pulpe, de chantiers de navires : — le climat est très favorable à la végétation, au développement rapide des forêts exploitées — hélas ! victimes fréquentes du feu ; — le sirop d'érable et de moindres industries augmentent la richesse.

3o **Richesses minières** : — la Province, grâce au Cap-Breton, abonde en dépôts miniers : or, argent, fer, houille, sulfates, antimoine, cuivre, pétrole, etc. — Les Cies ont exploité, depuis 60 ans, tous les bassins de minerais avec des bénéfices énormes : elles ont ajouté les aciéries aux mines de charbon... Exportation considérable.

4o **Pêcheries** : — sont l'une des meilleures ressources : — tous les genres de poissons, de la sardine à la baleine, bien que *la morue* et le homard constituent l'élément le plus recherché. — Le commerce avec le monde entier est immense et subit des améliorations annuelles. (V. *Ibid*).

II° **Nouv.-Brunswick**

1° *Gouvernement*

1o **Lieutenants-gouverneurs** : — 1. **Sir Ch. Doyle** : 1er juillet-24 oct. 1867 ; — 2. **Fr.-P. Harding** (1867-68) ; — 3. **Lem. A. Wilmot** (1868-73) ; — 4. **Sam. Leon. Tilley** (1873-78) ; — 5. **Ed. Baron Chandler** (1878-80) ; — 6. **R. Duncan Wilmot** (1885) ; — 7. **S. L. Tilley** (1893) ; — 8. **John Boyd** (1893) ; — 9. **John James Fraser** (1896) ; — 10. **Abner Reid MacClehan** (1902) ; — 11. **Jab. B. Snowball** (1907). (V. F.-J. Audet, op. cit., p. 63).

2o **Conseil exécutif** : — composé de huit membres, séparé du Cons. législ. en 1833, devenu cabinet en 1848. — Procur.-gén., Inspecteur gén., Secrét. provincial, Commissaire des Trav. publ., Comm. de l'Agriculture ; — de plus, le Surintendant de l'Educ., le Trésorier payeur.

3o **Assemblée** ou **Chambre** : — 46 députés, ayant mêmes attributions légales que ceux de la N.-E. — Le *Cons. législ.* a été supprimé en 1892.

2° *Institutions* *Budget*

1o **Cours et tribunaux** : — les dénominations pour les Cours de justice supérieure, — pour les tribunaux de juridiction inférieure — sont identiques à celles et à ceux de la N.-E. : contemporaines dans leurs modifications.

3o **Institutions municipales** : — en 1896, lettres patentes aux Conseils de cantons ; — en 1898, à ceux des comtés. — Mais quelques villes — comme Saint-Jean — ont gardé par tradition bon nombre de privilèges administratifs et judiciaires.

3o **Finances** : — en 1910, le Trésor fédéral avait versé, depuis 1867, la somme de 20 millions 100 mille piastres. — La même année accuse un revenu de 1 million 325 mille et une dépense de 1 million 317 mille dollars.

Remarque. — Pour l'agriculture, le commerce, l'industrie, les ressources forestières, minières, maritimes, le N.-B. égale la N.-E. ; — cette similitude est suffisamment indiquée par le total général approximatif des recettes et dépenses respectives.

III°

Prince-Édouard

1°

Gouvernement

1o **Lieut.-gouverneurs** : — **Sir R. Hodgson,** *administrateur* (1873) et lieut.-gouv. (1874-79). — 2. **Th. Haviland** (1884). — 3. **And. Macdonald** (1889) ; — 4. **Jed. Carvell** (1894) ; — Wilf. Sullivan, *admin.* (1893) ; — 5. **G. W. Howland** (1894-99) ; — 6. **P. A. MacIntyre** (1904) ; — 7. D. A. MacKinnon (1910).
2o **Conseil exécutif** : — en 1839, séparé du Législatif, sans fonctionner encore ; — comprend *huit* conseillers : Procur. gén., Secrét.-Trésor., Commiss. de l'Agric. et celui des Trav. publics.
3o **Assemblée** : — en 1773, inaugurée par Patterson ; — en 1851, gouv. responsable, dix ans après l'Union ; — en 1893, fusion des deux corps législ. : 30 députés, dont la moitié porte le nom de *Conseillers*.
4o **Ministres** : — les mêmes qu'en N.-E. ; — il y a un Bureau d'Educat. présidé par un Surintendant. — Chaque ministère dirige deux départements.

2°

Institutions

Finances

1o **Cours** : — la Cour suprême, la Cour de Chancellerie ; — les Cours de comtés, de revision ; — le Jury criminel ; — la Cour d'Appel en équité : — toutes établies de 1773 à 1873 et 1884. — Magistrats stipendiaires au civil et au criminel, en juridiction inférieure.
2o **Institutions municipales** : — en général, pas de système municipal, sinon à Charlottetown et à Summerside ; — en 1870, faculté a été accordée de pétitionner la faveur et de l'établir avec l'assentiment du lieut.-gouv. en conseil.
3o **Finances** : — le 26 juin 1873, entrée dans la Confédération, la dette est 4 millions 700 mille ; — versement du Fédéral $30,000 et 80 sous par tête selon le recensement décennal ; — en 1911, il atteint $281,900 ; — dépenses annuelles $425,000 et recettes approximatives.

Remarque. — Les ressources sont bornées à l'agriculture et aux pêcheries. (V. Ibid.).

CHAPITRE VI

Les Provinces centrales

1o **Population** : — en 1867, environ 11,500 ; *métisse* en majorité, *anglaise* protestante, *canadienne* catholique ; — heureuse, paisible sous le régime paternel du gouv. Mac Tavish et de la Cie d'Hudson.
2o **Causes des Troubles** : — soudaine révélation des riches terres de la Riv.-Rouge ; — soif de possession de la part des **Ontariens** envahisseurs qui fondent le journal *Nor'wester* contre la Cie et ses officiers, rédigé par le jeune docteur *J. C. Schultz* ; — cupidité du **gouv. d'Ot-**

tawa, qui envoie des arpenteurs insolents en pays *indépendant* — achat de l'Assin. et de Rupert par le Fédéral (15 juil, 1870) à raison de 300,-000 liv. st. ; — *proclamations* irrégulières de *W. Mac Dougall* (1er et 6 déc. 1869) ; — *désistement* par faux arraché au gouv. Mac Tavish · — l'Assiniboia est ainsi sans gouvernement.

I°

Manitoba

1°

Gouvernement provisoire

(1869-71)

3o **Comité national** : — insultes, injustices, rapines soulèvent l'indignation des Métis, qui convoquent les délégués : — ceux-ci forment un gouvernement provisoire et nomme **L. Riel** président (25 déc. 1869). — Le même jour, arrivée d'Ottawa de l'abbé Thibault et du col. Ch. de Salaberry, *sans instruction* écrite. — Le 25 janv. 1870, convention gén. de la popul., présidée par *D. A. Smith* (lord Strathcona), qui approuve l'institution du **Gouv. Provisoire.**

4o **Troubles** : — non *insurrection* ni *rébellion* contre Londres. — Le 15 fév., soulèvement des Anglais du Portage, qui marchent contre le fort Garry de Riel : — ses métis (17 fév.) se lancent contre eux et font prisonniers 48 pers., le major Boulton et Th. Scott : — celui-ci, un Orangiste furieux ,est fusillé (4 mars). — Retour de Mgr Taché (9 mars) ;— Trois délégués portent à Ottawa un document officiel "Liste des Droits" les négociations aboutissent à la **Constitution du Manitoba** (3 mai 1870). — " Acte " signé du gouv.-gén. (12 mai) : — fin du *gouvern. Provis.* de Riel. — Promenade milit. du *colonel comte Wolseley* au fort Garry (24 août) : campagne *pacifique* d'injures et de haine qui se termine par l'érection d'une loge orangiste à Winnipeg. (V. Rév. P. A. Morice, O. M. I., *L'Egl. cath. dans l'O. can.*, t. II, p. 121-207 ; E.-H. Oliver, *op. cit.*, t. I, II passim.).

2°

Gouvernement régulier

(1870)

1o **Lieut.-gouverneurs** : — 1. **Sir A. G. Archibald** (1870-72) ; — 2. **Al. Morris** (1877) ; — 3. **Jos.-Ed. Cauchon** (1882), né à Québec (1816-85) ; — 4. **J.-Cox Aikins** (1888) ; — 5. **Sir J.-C. Schultz** (1985) ; — 6. **J.-C. Patterson** (1900) ; — 7. **sir D. H. MacMillan** (1911) et **sir Jos. Dubuc**, trois fois administrateur (1905-08). (V. Biogr. contenues dans E.-H. Oliver, *The Can. N.-O.*)

2o **Conseil exécutif** : — limité à 5 membres d'abord, au choix du lieut.-gouv., qui attribue à chacun un portefeuille avec telle dénomination qu'il établira ; — siège du gouvernement au *Fort Garry* ou à distance d'un mille, comprenant les *Territ. du N.-O.* temporairement.

3o **Conseil Législatif** : — ayant 7 membres, quatre ans après, 12 au plus, désignés par le lieut.-gouv., nommés à vie. — Ce corps est supprimé le 4 fév. 1876.

4o **Assemblée** ou **Chambre** : — 24 députés, nommés dans autant de Divisions électorales selon la population ; — mandat de 4 ans, avec une session annuelle au moins ; — 10 législatures (1871-1904).

1o **Ministère** : — 1. **Alfred Boyd** (16 sept. 1870-71) ; — 2. **Marc Amable Girard** (1871-72) ; — 3. **H. J. Clarke** (1874) ; — 4. **M.-A Girard** (1874) ; — 5. **R.-A. Davis** (1878) ; — 6. **J. Norquay** (1887)

3° *Ministères*

— 7. **D. H. Harrison** (1888) ; — 8. **Th. Greenway** (1900) ; — 9. **H.-J. Macdonald** (1900) ; — 10. **Rodm. Roblin** (1915).

2o **Sénat et Chambre fédérales** : — 2 sénateurs d'abord, 3 dix ans après, 4 ensuite ; — 4 députés d'abord ; — 10 en 1905.

4° *Magistrature* *Finances*

1o **Cours et tribunaux** : — Cour ancienne d'Assiniboia (1870-71) ; — Suprême (1872), — de revision et de comtés (1902), — d'Appel (1906). — En 1872, tribunaux de juridiction inférieure.

2o **Municipalités** : — inaugurées en 1873 ; — en 1883, divisions en 26 comtés avec conseils, subdivisés en 3 districts judiciaires, et ceux-ci en municipalités avec maire et conseillers ; — sauf Winnipeg organisé en *ville* privilégiée.

3o **Finances** : — versement fédéral (1870) de $472,000, avec 80 sous annuels par personne : 17,000 âmes (1871) ; — plus, une allocation annuelle de $30,000, de 50,000 (1882), de 190,000 (1910). — Taxes, ventes de lots et sections ont enrichi le Trésor : mais qui connaît le chiffre des rapines légales et privées ? . . . (V. *Can. and Prov.*, t. 19 et 20).

5° *Rébellion métisse* (1885)

1o **Malaises et hostilités** : — plaintes des métis au sujet de leurs titres de possession agraires ; — insouciance du **ministère John Macdonald** (1878-84) : *six ans* de réclamations justes et universelles, *six ans* de déni de justice de la part d'un gouvernement hostile. — Retour de Riel des E.-U. sur les instances formelles de ses compatriotes (1884). — Agitation métisse, indienne : bataille du *lac Canard*, où G. Dumont bat le major Crozier (26 mars 1885).

2o **Massacre et répression** : — opposition des missionnaires : exaltation religieuse de Riel. — Massacre des Pères Fafard et Marchand au *lac la Grenouille* (2 avril). — Engagements : *Anse-aux-Poissons*, *Couteau-Coupé* ; — siège et prise de Batoche : Riel se constitue prisonnier aux mains du général Middelton (16 mai).

3o **Résultats** : — sans compter les blessés : — tués ou morts de blessures : **soldats**, 39 ; **rebelles**, 29 ; **blancs** massacrés, 12 ; **exécutés**, 9 total, 89.—Procès, défense, condamnation de L. Riel (1er août) ; pendaison à Régina (10 novembre 1885). (V. R. P. A. Morice, *op. cit.*). — **Persécution scolaire** : V. It., t. 3).

1o **Constitution** : — le 22 juin 1867, *acte provisoire* de la métropole qui attribue les T.-N.-O. au gouvernement du Man. — Le 15 juil. 1871, ils font partie de la Confédération. — Le 8 avril 1875, **Constitution** officielle de tout l'Ouest "jadis Terre de Rupert". — Man. et C.-B. exceptés — en "Territoires du Nord-Ouest", avec gouvernement spécial. — En 1882, division en **quatre districts** temporaires : Assiniboia, Athabasca, **Alberta**, **Saskatchewan** ; — en 1905, ceux-ci les absorbent et sont érigés en Provinces.

2o **Lieut.-gouverneur** : — 1. **David Laird** (1876-81) ; — 2. **Edgar Dewdney** (1888) ; — 3. **Jos. Royal** (1893) ; — 4. **Ch. H. Mac-**

II°

Territoire

Nord-Ouest

Intosh (1898) ; — 5. **M. Colin Cameron** (1898) ; — 6. **Améd. Emman. Forget** (1905)) —*premier* lieut.-gouv. de la Saskatchewan (1905-08) ; — **G. H. V. Bulyea**, *premier* de l'Alberta (1905-10). — *Siège* des gouverneurs à Battleford (1876-88). (V. Magurn, *op. cit.*).

3o **Conseil exécutif** : — *cinq* membres, parmi lesquels sont admis *d'office* les magistrats stipendiaires. — Salaires : lieut.-gouv. $7,000, magistrats $3,000, autres $1,000.—Conseillers ont les pouvoirs ordinaires de leurs fonctions.

4o **Assemblée** ;— en oct. 1888, réunie à Régina ; — 35 députés élus dans autant de circonscriptions ; — munis des mêmes attributions que dans les nouvelles provinces... — **Alberta, Saskatchewan.** (V. E.-H. Oliver, *op, cit* ; *Can. and Prov.*, t. 219-22 ; *The Makers of Can.*, Index et leurs références aux auteurs à consulter).

5o **Territoires N.-O.** : — aujourd'hui cette appellation désigne trois grands districts : **Mackensie, Franklin, Keewatin.** — Population, flore, faune, pêche, chasse, minerais. (V. *Can. and Prov.*, t. 22 ; abbé A. Garneau, *Précis de géogr.*, Québec, 1912).

CHAPITRE VII

La Province du Pacifique

1°

Colombie

1°

Gouvernement

1o **Union** : — les frontières de l'Etat de l'Orégon sont fixées (1846) entre l'Angl. et les E.-U. — En 1866, *Union* des deux **Colonies de la Couronne**, île Vancouver et Colombie ou *terre ferme*. — Le 20 juillet 1871, elle entre dans la Confédération, à l'unanimité des voix.

2o **Lieut.-gouverneurs** : — 1. **J. W. Trutch** (1871-76) ; — 2. **A. N. Richards** (1881) ; — 3. **C. F. Cornwall** (1887) ; — 4. **H. Nelson** (1892) ; — 5. **E. Dewdney** (1897) ; — 6. **T. R. MacInnes** (1900) ; — 7. **sir H. Joly de Lotbinière** (1906)... (V. F.-J. Audet, op. cit.).

3o **Conseil provisoire** : — le Cons. législ. qui existait est dissous par le Provisoire, composé de *six* membres élus par la Couronne et *neuf* par le peuple (5 janv. 1871). — Le Conseil discute et détermine les *termes* du pacte d'adhésion à la fédération.

4o **Assemblée** : — au début 35 députés, auj. 42, qui succèdent aux conseillers législ. (19 juil. 1871). — *Dix* législatures : 1872-1910. — 6 députés alors aux Communes d'Ottawa et 3 sénateurs.

5o **Cabinet** : — il ne comprend d'abord que trois ministres : le premier est procureur-gén., un Secrétaire prov., un Commissaire des Terres et Travaux. — Chacun des *quinze* ministères (1872-1904) a compté ou 4, ou 5, ou 6 membres.

2°
Justice
Finances

1o **Magistrature** : — à l'imitation de celle d'Angleterre : — Cours suprême, supérieure, de comtés ; — jury, tribunaux inférieurs, entre autres celui des *Petites Dettes* ; — juges de paix, magistrats stipendiaires.

2o **Institutions municipales** : — elles reproduisent à peu près celles de l'Ontario, en ce qui concerne leur organisation, fonctionnement, extension, taxes scolaires ou autres ; — les villes, bourgs, villages sont soumis aux mêmes lois ou règlements : toutes les municipalités, à deux ou trois exceptions près, n'ont cessé de progresser dans leur état financier.

3o **Finances** : — le gouv. fédéral a adopté les mêmes conventions qu'ailleurs : — versement annuel de $35,000, de $48,0000 pour la capitation réduite à 60,000 âmes. — Don annuel de $100,000 pour payer les terrains servant aux voies ferrées en construction. — Les finances accusent en 1872, un profit de 432,000 et un avoir de $327,000 ; — en 1912, des recettes de $11 millions et un tiers, des dépenses de $10 millions et trois quarts.

3°
Richesses
du sol

1o **Chasse et pêche** : — *commerce* considérable des plus belles fourrures du monde ; pelleteries de toutes sortes venant du nord et du pôle. — Immense richesse des îles et des côtes : baleines et saumons, industrie des conserves, homards, huîtres, etc.

2o **Forêts** : — rien n'égale au Can. les *bois colombiens* pour les dimensions, la valeur, la quantité, l'exploitation, l'exportation : — au-delà de $25 millions par an. — Ravages constants des feux, impéritie de protection, négligence de la reproduction des pins disparus !...

3o **Agriculture** : — excellente dans le plateau central où l'on se contente de l'élevage ; — au sud, les arbres fruitiers, le jardinage ; le fermage est délaissé par avidité des ressources faciles. — L'immigration est médiocre à l'intérieur des parties cultivables.

4o **Mines** : — superbes en plomb, cuivre, or, argent, etc. — Le rapport officiel accuse : 1893-1903, $108,640,000 ; — 1903-13, $240,000,000. — L'on s'étonne que le gouvernement n'ait pas exploité les riches *sources* minérales et thermales du pays : la concussion ordinaire s'alimente d'ailleurs plus aisément. (V. *Can. and Prov.*, t. 22).

4°
Population

1o **Blanche** : — environ 350,000, d'origine surtout britannique, concentrée exclusivement dans les vil es, livrée au commerce, à l'industrie, aux spéculations, à la politique. — Il y a environ 50,000 catholiques.

2o **Sino-japonaise** : — Vancouver a un quartier *chinois* ; — environ 16,000 âmes à peu près sequestrées des blancs : leur admission en C.-B. a été longuement discutée pour trois raisons : la *morale*, la *substitution* de la main-d'œuvre chinoise à la nôtre, l'*exode* en Chine de leurs salaires (en 1879 : $1,440,000)... — Entre janvier et avril 1900, 4,669 **Japonais** débarquaient à Victoria, et environ 1,325 **Chinois** : — dans ces proportions, c'était l'*Invasion jaune*, — sans compter *les*

Indous. — La main d'œuvre en a bénéficié considérablement, faute de blancs ; mais des *lois sévères* ont servi de barrières.
3o Indigènes : — se divisent en *tribus de l'intérieur* et *tribus du littoral* ; — en 1867, les premières comptaient environ 38,000 âmes, auj. elles sont estimées à 11,500 ; — les secondes sont à peu près en nombre égal, *catholiques* en presque totalité les unes et les autres.

II°

Yukon

(Territoire)

1o Commissaires : — en 1894, **Constantine**, inspecteur du gouvernement fédéral, y exerce les pouvoirs des divers départements officiels.— La découverte des sédiments aurifères décide le Cabinet Laurier à nommer un représentant accrédité, soutenu d'un détachement de la Police à cheval... — 1. Major **J.-M. Walsh** (17 août 1897) ; — 2. **W. Ogilvie** (4 juil. 1898) ; — 3. **J.-H. Ross** (11 mars 1901) ; — 4. **F.-T. Congdon** (12 mars 1903) ; — 5. **W.-W. Mac Innes** (29 mai 1905) ; — 6. **Alex. Henderson** (1907) et **A. Wilson** (1909-11—). — *Conseil* composé de 5 membres ; — *un* député aux Communes d'Ottawa.
2o Population : — indigène (1901) environ 3,300, — étrangère, attirée de loin par la renommée du Klondike, environ 27,300 au moins ; — en 1911, elle est descendue au chiffre de 8,512, après la dépression et les pertes subies par les acheteurs de terrains prétendus aurifères.
3o Produits divers : —l'été court, très chaud, favorise la végétation luxuriante : fleurs, groseillers, pins et sapins, peupliers, légumes et céréales... — La *faune* abondante, excellente pour les fourrures : élan, caribou, ours noir, renard noir et argenté, chèvre des monts, martre surtout. — La *pêche* égale presque la chasse.
4o Mines : — les gisements *d'or* sont loin d'être épuisés : — le rendement (1885-1910) est monté à $140 millions et trois quarts.—*L'argent* (1900-10) à $75,000. — Il se rencontre aussi des mines de *cuivre*, d'*étain*, d'*antimoine*, de houille, lignite et anthracite que l'on a évaluées à plus de 850 millions de tonnes. (V. *Can. and Prov.*, t. 22).

CHAPITRE VIII

L'Église du Canada

1o Mgr Charles-François Baillargeon (1867-70) : — né à l'Ile-aux-Grues (26 av. 1798), sacré *évêque de Tloa* et coadjuteur (23 fév. 1851), archevêque (28 août 1867), fait appel à un régiment de Zouaves pontificaux, préside le 4è concile de Québec (1868), malade au Concile du Vatican (1869), revient mourir le 13 oct. 1870.
2o Cardinal Elz.-Alex. Taschereau (1870-98) : — né (17 fév. 1820) à

1° Province de Québec

1° *Québec*

Ste-Marie (Beauce), docteur romain (1854-56), sacré (19 mars 1871), *cardinal* (7 juin 1886) avec le titre de *Comte romain* (1874), décédé (12 av. 1898). (V. R. E. S. Brault, O. M. I. ; *La Bannière de Marie Im.*, 1900, p. 40).

3o **Mgr Louis-Nazaire Bégin (cardinal) (1898-...)** : — né à Lévis (10 janv. 1840), prêtre à Rome (10 juin 1865), élu évêque de Chicoutimi (1er oct.) et sacré (28 oct. 1888), archev. de Cyrène et coadjuteur (22 déc. 1891), adminstrateur (3 sept. 1894), *cardinal* (25 mai 1914)... (V. *Le Can. ecclés.*). — **Mgr Paul-Eugène Roy**, auxiliaire (1908).

2° *Trois-Rivières*

1o **Mgr Louis-François Laflèche (1870-98)** : — Richer dit **Laflèche**, né à Sainte-Anne-de-la-Pérade (4 sept. 1818), missionnaire à la Riv.-Rouge (1844-56), professeur à Nicolet (1856-61), élu évêque d'*Anthédon* (23 nov. 1866), sacré (25 fév. 1867), évêque (30 av. 1870), décédé (14 juil. 1898).

2o **Mgr François-Xavier Cloutier (1899-...)** : — né à Batiscan (2 nov. 1848), prêtre (22 sept. 1872), préconisé (8 mai) et sacré le 25 juillet 1899...

3° *Rimouski*

1o **Mgr Jean-Pierre Langevin (1867-92)** : — né à Québec (22 sept. 1821), Principal de l'Ecole Normale Laval, sacré (1er mai 1867), *fondateur* du diocèse, des œuvres diverses d'enseignement et de charité, du séminaire, du Chapitre ; — auteur de plusieurs ouvrages de pédagogie : décédé (12 janv. 1892). (V. R. P. Brault, *op, cit.*, 1902, p. 62).

2o **Mgr André-Albert Blais (1891-...)** : — né à Saint-Vallier (26 août 1842, prêtre (6 juin 1868), élu évêque titulaire de *Germanicopolis* (28 déc. 1889), sacré (18 mai 1890) comme coadjuteur, évêque (6 fév. 1891)...

4° *Chicoutimi*

1o **Mgr Dominique Racine (1878-88)** : — né à la Jeune-Lorette (24 janv. 1828), curé de Chicoutimi (1862) — incendie de 1870 — préconisé *premier* évêque (28 mai 1878) : laborieux épiscopat de créations et de fondations : décédé (28 janv. 1888). (V. Ibid. p. 66). — *Mgr L.-N. Bégin* lui succède sur le siège qu'il occupe durant 4 années.

2o **Mgr Michel-Thomas Labrecque (1892-...)** : — né à Saint-Anselme (30 déc. 1849), prêtre (28 mai 1876), préconisé (8 avril 1892), sacré le 22 mai et installé le 28...

5° *Nicolet*

1o **Mgr Elphège Gravel (1885-1904)** : — né à Saint-Antoine de Richelieu (12 oct. 1838), élu *premier* évêque de Nicolet (10 juillet 1885), décédé (28 janv. 1904).

2o **Mgr Jos.-Simon-Hermann Brunault (1904-...)** : — né à Saint-David (10 janv. 1857), prêtre (29 juin 1882), évêque de *Tubuna*, coadjuteur et sacré (27 déc. 1899), deuxième évêque titulaire (28 janv. 1904).

6°
Vicariat appost. du Golfe St-Laurent

1o **Mgr Fr.-Xavier Bossé (1882-92)** : — né à Ste-Anne-de-la-Pocatière (6 sept. 1838), nommé Préfet apostolique (29 mai 1882), résigne en 1892, alors que la Préfecture est rattaché e au diocèse de Chicoutimi. — Elle est érigée en *Vicariat apost.* (8 sept. 1895).

2o **Mgr Gustave Blanche (1905-1917)** : — né à Josselin, diocèse de Vannes (Bretagne) (30 av. 1849), prêtre (mars 1878) et Eudiste, évêque titulaire de *Sicca* et premier *Vicair? apost*, du Golfe St-Laurent, sacré (28 oct. 1905).

3o **Mgr Patrice Chiasson** : — né à St-Jos.-du-Moine (1867), Eudiste, prêtre (1898)), sacré évêque de *Lydda* (18 oct. 1917).

II°
Province de Montréal
1°
Montréal

1o **Mgr Edouard-Charles Fabre (1886-96)** : — né à Montréal (26 fév. 1827), élu évêque de *Gratianopolis*, sacré le 1er mai 1873 ; évêque de Montréal (mai 1876), *premier* archevêque (8 juin 1886) : décédé le (30 déc. 1896).

2o **Mgr Paul Bruchési (1896-...)** : — né à Montréal (29 oct. 1855), prêtre (21 déc. 1878), préconisé archevęque (25 juin 1897), sacré le 8 août, décoré du pallium (8 août 1898). — *Mgr Fr. Théoph.-Zotique Racicot*, né (1845), protonotaire apost. (1899), évêque de *Pogla*, auxiliaire (1905), sacré le 3 mai : décédé (1916). — *Mgr Georges Gauthier*, né à Montréal (9 oct. 1871), prêtre (29 sept. 1894), év. titulaire de *Philippopolis* et auxiliaire (28 juin) et sacré (24 août 1912).

2°
St-Hyacinthe

1o **Mgr Charles La Rocque (1866-75)** : — né à Chambly (15 bov. 1809), sacré (29 juil. 1866), décédé (15 juil. 1875).

2o **Mgr Louis-Zéphirin Moreau (1875-1901)**: — né à Bécancourt (1er av. 1842), sacré (16 janv. 1876), décédé (24 mai 1901).

3o **Mgr Maxime De Celles (1901-05)** : — né à St-Damase (30 nov. 1849), sacré évêque de *Druzipara* (9 mars 1893), décédé (7 juil. 1905).

4o **Mgr Alexis-Xyste Bernard (1905-...)** : — né à Belœil (29 déc. 1847), prêtre (1er oct. 1871), protonotaire apost. (24 mai 1901), préconisé évêque (6 déc. 1905) et sacré (15 fév. 1906).

3°
Sherbrooke

1o **Mgr Antoine Racine (1874-93)** : — né à la Jeune-Lorette (26 janv. 1822), frère de l'évêque de Chicoutimi, sacré (18 oct. 1874), décédé (17 juil. 1893).

2o **Mgr Paul La Rocque (1893-...)** : — né à Ste-Marie-de-Monnoir (28 oct. 1846), prêtre (9 mai 1869), préconisé (6 oct.), sacré (30 nov. 1893). — *Mgr Hubert-Olivier Chalifoux*, né à St-Hyacinthe (1850), nommé évêque d'*Auréliopolis* et auxiliaire (29 déc. 1914).

4°
Valleyfield

1o **Mgr Jos.-Médard Emard (1892-...)** : — né à St-Constant (1er av. 1853), prêtre (10 juin 1876), préconisé (5 avril), sacré (9 juin 1892).

5°
Joliette

2o **Mgr Jos.-Alfred Archambault (1904-13)** : — né à L'Assomption (mai 1859), prêtre (1882), protonotaire apost. (15 déc. 1902), préconisé *premier* évêque (27 juin), sacré (24 août 1904), décédé (25 av. 1913).

3o **Mgr Jos.-Guil.-Laurent Forbes (1913-...)** : — né à l'Ile-Perrot (10 août 1865), prêtre (17 mars 1888), préconisé (6 août) et sacré (9 oct. 1913).

III° Province d'Ottawa

1° *Ottawa*

1o **Mgr Jos.-Thomas Duhamel (1874-1909)** : — né à Contrecœur (1841), sacré (28 oct. 1874), archevêque (8 juin 1886) ; décédé (5 juin 1909).

2o **Mgr Charles-Hugues Gauthier (1910-...)** : — né à Alexandria (Ont.) le 13 nov. 1843, ordonné (28 août 1867), élu archevêque de Kingston (29 juil. 1898), sacré le 18 oct. suivant transféré au siège d'Ottawa (6 sept. 1910).

2° *Pembroke*

1o **Mgr Narcisse-Zéphirin Lorrain (1898-1915)** : — né à Saint-Martin (1842), évêque titulaire de *Cythère* (21 sept. 1882), vicaire apost. de Pontiac, évêque de Pembroke (6 mai 1898), décédé (18 déc. 1915).

2o **Mgr Patr.-Thomas Ryan (1816-...)** : — né en Irlande (5 déc. 1864), prêtre (21 déc. 1887), élu évêque de *Clazomène* et auxiliaire (3 mai 1912).

3° *Mont-Laurier*

1o **Mgr François-Xavier Brunet (1913-...)** : — né à Saint-André d'Argenteuil (27 nov. 1868), prêtre (23 sept. 1893), préconisé *premier* évêque (6 août) et sacré (28 oct. 1913).

4° *Haileybury*

2o **Mgr Elie-Anicet Latulipe (1915-...)** — né à Saint-Anicet (3 août 1859), prêtre (30 mai 1885), évêque de *Catenna* et vicaire apost. du Témiscamingue (1er oct.) et sacré (30 mai 1908) ; évêque de Haileybury (31 déc. 1915).

IV° Province de Toronto

1° *Toronto*

1o **Mgr John-Jos. Lynch (1860-88)** : — né en Irlande (1816), évêque d'*Æchinas* (1850), titulaire (1860), archevêque (1870), décédé (12 mai 1888).

2o **Mgr John Walsh (1889-98)** : — né en Irl. (1830), évêque de Sandwich (1867), de London (1869), de Toronto (1889), décédé (31 juil. 1898).

3o **Mgr Denis O'Connor (1899-1908)** : — né dans l'Ont. (1841), évêque de London (1890), démissionne et meurt (30 juin 1811).

4o **Mgr Fergus Mac Evay (1908-11)** : — né à Lindsay (1856), év. de de London (1890), de Toronto (1908), décédé (10 mai 1911).

5o **Mgr Neil MacNeil (1912-...)** : — né en 1851, prêtre (1879), évêque de *Nilopolis* (1895), de Saint-Georges (T.-N.) (1904), archevêque de Vancouver (1910), transféré (1912).

2° *Hamilton*

1o **Mgr L.-F. Crinnon** : — né en 1818, sacré (1874), décédé (1882).

2o **Mgr J.-Jos. Carbery (1883-87)** : — né en Irlande (1823), de l'Ordre de Saint-Dominique (1851), décédé (1887).

3o **Mgr Thomas-Jos. Dowling (1889-...)** : — né à Limerick (Irl.) (1840), évêque de Peterboro (1887), transféré (11 janv. 1889).

3°
London

1o **Mgr John Walsh (1867-89)** :) évêque de Sandwich (1867), il transfère le siège à London (3 oct. 1869).
2o **Mgr F.-P. MacEvay (1899-1908)** : — évêque (27 mai 1899), élu archevêque (13 avril 1908).
3o **Mgr Michel-Francis Fallon (1909-...)** : — né à Kingston (mai 1867), prêtre (29 juil. 1894), entré dans l'Institut des Oblats (1892), préconisé (14 déc. 1909) et sacré (25 avril 1910).

V°
Province de Kingston
1°
Kingston

1o **Mgr John O'Brien** : — — né dans l'Ont. (1832), évêque (1875), cédé (1879).
2o **Mgr J.-V. Cleary** :— né en 1818, Irlande, prêtre (1851), sacré (1880) *premier* archevêque (1889), décédé (1898).
3o **Mgr Michel Spratt** : — né à Lindsay (1854), préconisé (7 juillet 1911) et sacré en novembre suivant.

2°
Alexandria

1o **Mgr Alexander Macdonall** : — né près de Glengarry (1833), préconisé (juil. 1890), décédé (30 mai 1905).
2o **Mgr Will.-André Macdonall** : — né à la Riv.-aux-Raisins (1853), préconisé (21 mars), sacré (24 juin 1906).

3°
Peterborough
4°
Saut Ste-Marie

1o **Mgr Jean-Fr. Jamot (1882-86)** : — né à Châtelard (France) (1823), sacré évêque de *Sarepta* (24 fév.), vicaire apost. du Canada septentrional (1874), *premier* évêque (1882), décédé (4 mai 1886).
2o **Mgr Richard O'Connor** : — né en Irlande (1838), sacré (1880), décédé (23 janv. 1913).
3o **Mgr Michel O'Brien** : — né à Peterborough (1874), prêtre (1897), évêque (24 sept. 1913).
4o **Mgr David-Jos. Scollard** : — né à Ennismore (1862), prêtre (1890), *premier* évêque, sacré le 24 fév. 1905.

VI°
Province de Halifax
1°
Halifax

1o **Mgr Michel Hannan** : — né en Irlande, sacré (20 mai 1877), mort (17 av. 1882).
2o **Mgr Cornelius O'Brien** : — né à l'Ile-du-P.-E. (1843—, prêtre (1871), préconisé (1883), mort (9 mars 1906).
3o **Mgr Ed.-J. MacCarthy** : — né à Halifax (1850) prêtre (1873), préconisé (27 juin), sacré (9 sept. 1906).

2°
Charlottetown

1o **Mgr J.-Ch. Macdonald** : — né à Allisary (1840), sacré évêque d'*Irina* (1890), successeur de Mgr MacIntyre (1891), mort (déc. 1912).
2o **Mgr H.-Jos. O'Leary** : — né à Richibucto (1879), prêtre (1901), sacré (25 mai 1913).

3°
Saint-Jean

1o **Mgr Tim. Casey** : — né à Charlotte County (1862), élu évêque d'*Utina* et coadjuteur de Mgr Sweeney (1899), évêque (1901), archevêque de Vancouver (2 août 1912).

2o **Mgr Ed.-Alfred Leblanc** : — né à St-Bernard (1870), prêtre (1898), préconisé (2 août) sacré (10 déc. 1912).

4°
Antigonish

1o **Mgr John Cameron** : — né à Antigonish (1826), prêtre (1853), élu évêque de *Titopolis* et coadjuteur d'Arichat (1870), où il a son siège (1877), puis à Antigonish (1886), décédé (6 av. 1910).

2o **Mgr James Morrison** : — né à l'Ile-du-P.-E. (1861), prêtre (1889), sacré (4 sept. 1912).

5°
Chatham

1o **Mgr James Rogers** : — né en Irlande (1826), sacré (15 août 1860), démissionne (1902) et meurt (22 mars 1903).

2o **Mgr Thomas Barry** : — né à Pokemouche (1841), évêque de *Thugga* et coadjuteur (1899), titulaire (7 août 1902). — *Mgr L.-J. O'Leary*, auxiliaire (1914).

VII°
Province de Saint-Boniface

1o **Mgr L.-Phil.-Adél. Langevin, O. M. I.** : — né à Saint-Isidore (1855), sacré (19 mars 1895), décédé (15 juin 1915).

2o **Mgr Arthur Béliveau** : — né à Mont-Carmel (1870), prêtre (1893), élu évêque de *Domitianopolis* et auxiliaire (1913), archevêque (9 déc. 1915).

3o **Mgr Ovide Charlebois** : — né à Sainte-Placide (17 fév. 1862), prêtre (1887), évêque de Bérénice, *vicaire apost.* du Keewatin (30 nov. 1910), résidence à Le Pas (Man.). — Seul suffragant.

4o Mgr Alfred-Arthur Sinnott : — archevêque de W nnipeg, dépend du Pape directement, prêtre (1900), sacré (21 sept. 1916) : — érection, le 4 déc. 1915.

VIII°
Province d'Edmonton
1°
Edmonton

1o **Mgr Vital Grandin, O. M. I.** : — premier évêque de St-Albert (1871), décédé (1902).

2o **Mgr Emile Legal, O. M. I.** : — né au diocèse de Nantes (1849), prêtre (1874), évêque de *Pogla* et coadjuteur (1897), archevêque (30 nov. 1912).

2°
Calgary
3°
Vic.-apost. d'Athabaska
4°
du Mackensie

1o **Mgr John MacNally** : — né à l'Ile-du-P.-E. (1871), élu évêque et sacré à Rome (1er juin 1913) ; — érection du diocèse de Calgary (30 nov. 1912).

2o **Mgr Faraud, O. M. I.** : — premier vicaire apost. d'Athabaska (1862-90). — **Mgr Emile Grouard**, né en 1840, évêque d'Ibora et sacré (1er août 1891.) — *Mgr Célestin Joussard*, évêque coadjuteur, titulaire d'*Arcadiopolis* (1909).

3o **Mgr Isidore Clut** : — premier vic. apost. du Mackensie, né en 1832, sacré le 15 août 1867, décédé (31 juillet 1903).

4o **Mgr Gabr.-Jos. Breynat** : — né au diocèse de Valence (1867), évêque titulaire d'*Adramyte* (1901), sacré (1902). — Tous ces vic. apost. sont de la Congrég. des Oblats de Marie Immaculée.

IX°
Province
de Régina

1o **Mgr Oliv.-Elz. Mathieu** : — né à Québec, St-Roch (1853), prêtre (1878), élu évêque de Régina (21 juil. 1911) et sacré (5 nov.), archevêque (9 déc. 1915).

2o **Mgr Albert Pascal, O. M. I.** : : — né au diocèse de Viviers (1848), prêtre (1873), évêque titulaire de *Mosynopolis*, vic. apost. de la Sask., sacré (28 juin 1891), 1er évêque de Prince-Albert (3 déc. 1907).

X°
Province
de Vancouver
1°
New-Westminster
Vancouver

1o **Mgr Paul Durieu, O. M. I. (1830-99)** : — né au diocèse du Puy (France), missionnaire, élu titulaire de *Marcopolis* (1875), évêque de New-Westm. (1890).

2o **Mgr Augustin Dontenwill. O. M. I.** : — né au diocèse de Strasbourg (1857), titulaire de *Germanicopolis* (1897), évêque de N.-W. (1899) archevêque de Vancouver (1908), élu Sup. gén. de la Congr. des Oblats (1908) et titulaire de *Ptolemaïs*. — 3o Mgr Casey (2 août 1912).

2°
Victoria
3°
Rupert

1o **Mgr Ch.-Jean Seghers** : — né à Gand (Belgique) (1839), sacré titulaire d'*Emèse* (29 juin 1873), évêque (1885-86).

2o **Mgr J.-N, Lemmens** : — né en Hollande (1850), sacré (1888), décédé (10 août 1897).

3o **Mgr Alex. Christie** : — sacré (1898), transféré à Orégon-City (E.-U.) (1899).

4o **Mgr Bertrand Orth** : — né au diocèse de Cologne (1848), sacré (1900), *premier* archev. (1903), résigne (1908).

5o **Mgr Alex. MacDonald** : — né à Mabou (Cap-Bret.) (1858) nommé évêque (1908), sacré (1909) : l'archev. est transféré à Vancouver-City.

6o **Mgr E.-M. Bunoz, O. M. I.** : — préfet apost. du Yukon (1908). vient (18 oct. 1917) d'être sacré évêque de Rupert et Vic. apost. du Yukon.

1o **Ordre de Saint-Dominique** : — fondé en 1213 à Toulouse (France) ; — à Saint-Hyacinthe (1873).

2o **Ordre des Carmes chaussés** : — fondé en 1224 à Jérusalem ; — à Niagara (1875).

3o **Congrégation du T.-S. Rédempteur** : — fondé par saint Alphonse en 1732 ; — à Sainte-Anne de Beaupré (1879).

4o **Ordre des Frères Mineurs — Franciscains** : — fondé en 1209 en Italie ; — à Chatam (1878).

5o **Cistericens Réformés** : — fondé à Citeaux au 11è siècle par saint Robert ; — à N.-D. du Lac, Oka (1881).

6o **Compagnie de Marie** : — fondée (1708) par le Bx L.-M. Grignon de Montfort (Bretagne) ; — au Canada (1883).

7o **Congrégation de Jésus et Marie — Eudistes** : —fondé (1643) par le Bx Jean Eudes ; — en N.-E. (1890) ; — Société de prêtres sans vœu de pauvreté.

8o **Ordre des Frères Mineurs — Capucins** : — fondé en 1525 en Italie ; — au Canada (1890).

XI° Instituts religieux

1° *Prêtres*

9o **Congrégation du T.-S. Sacrement** : — fondé à Paris (1856) ; — à Montréal (1890).

10o **Chanoines réguliers de l'Im.-Conc.** : — institution de Dom Gréa dans l'Isère ; — au Canada (1898).

11o **Missionnaires de la Salette** : — fondés au diocèse de Greoble ; — au diocèse de Saint-Boniface (1899).

12o **Missionnaires d'Afrique — Pères Blancs** : — fondés à Alger (1868) par le cardinal Lavigerie ; — au Canada (1901).

13o **Missionnaires du Sacré-Coeur** : — fondés à Issoudun en 1854 ; — au Canada (1900).

14o **Ordre de Saint-Benoît** : — abbaye fondée au diocèse de Prince-Albert (1903).

15o **Missionnaires de Chavagnes — Enfants de Marie-Im.** : — institut fondé en 1804 en Vendée ; — au Canada (1903).

16o **Autres Instituts** : — les Prémontrés de Belgique dans la Prov. eccl. d'Edmonton, ainsi que les Prêtres de Marie de Tinchebray (Normandie) ; — les Bénédictius de Saint-Benoît du Lac, au diocèse de Sherbrooke ; — les Pères Servites de Marie : — tous récemment (1904-1915) établis au Canada.

2° *Frères*

1o **Institut des Frères du Sacré-Cœur** : — fondé à Lyon (1821) par le Père A. Coindre ; — à Arthabasca (1672).

2o **Frères de St-Vincent de Paul** : — institut fondé à Paris (1845) par M. Jean-Léon Le Prévost, prêtre ; — à Québec (1861).

3o **Institut des Frères Maristes des Écoles** : — fondé (1817) par le Vén. J.-B. Champagnat à Lavalla (France) ; — au Canada (1886).

4o **Frères de l'Instruction chrétienne** : — institut fondé à St-Brieuc (Bretagne) en 1817 par le Vén. J.-M. de la Mennais ; — au Canada (1886).

5o **Institut des Frères de Marie** : — fondé à Bordeaux (1817) par le chanoine Jos. Chaminade ; — au Manitoba (1880).

6o **Institut des Frères de Saint-Gabriel** : — fondé (1705) par le Bx Grignon de Montfort ; — au Canada (1888).

7o **Frères de N.-D. des Champs** :—Congrég. canadienne, fondé (1902) par l'abbé J.-O. Brousseau à Saint-Damien de Buckland (dioc. de Québec.)

8o **Frères de la Croix-de-Jésus** : — fondé (1820) à Lyon par le viç.-gén. Bochard ; — à Rimouski (1903).

9o **Frères de Saint-François Régis** : — institut fondé au Puy (1859) par le Père de Bussy ; — au Canada (1907).

10o **Frères irlandais de la Présentation** : — institut fondé, au début du 19è siècle, en Irlande par Ed.-Ignace Rice;—établi (1910) à Montréal.

1o **Sœurs de la Charité** :—œuvre fondée à St-Jean (N.-B). en 1854.

2o **Sociétés des Dames institutrices catholiques** : — mission des écoles indigènes fondée (1862) à Wikwémikong, baie Georgienne.

3° *Fondations canadiennes*

3o **Sœurs de St-Joseph de Saint-Hyacinthe** : — fondées par Mgr Moreau (1877) sous le nom d'" Institut St-Joseph ".

4o **Congrégation de N.-D. du Saint-Rosaire** : — fondée à Rimouski (1879).

5o **Sœurs de Sainte-Marthe** : — institut fondé (1885) par le chanoine J.-R. Ouellette et la Mère Sainte-Marthe.

6o **Sœurs de la Charité — Hôtel-Dieu** : — greffe de l'Inst. des Sœurs Grises de Saint-Hyacinthe, transplantée à Nicolet (1886).

7o **Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus** : — fondées au Sém. de Québec (1887).

8o **Institut des Petites Sœurs Franciscaines de Marie** : — fondé (1889) à la Baie St-Paul par M. l'abbé Ambr. Fafard.

9o **Institut des Sœurs de N.-D. du Perpétuel-Secours** ; — fondé (1892) à Saint-Damien par l'abbé Brousseau.

10o **Sœurs de N.-D. du Bon-Conseil** : — communauté fondée -par Mgr M.-T. Labrecque à Chicoutimi (1894).

11o **Petites Sœurs de la Sainte-Famille** : — Société fondée (1874) à Memramcook, transférée à Sherbrooke (1895) par le R. P. Lefebvre, Père de Sainte-Croix, et la Mère Léonie, Religieuse du même Institut.

12o **Sœurs Missionnaires de l'Im.-Conception** : — fondées (1902) par M. l'abbé Bourassa et la Mère Jos. de Montmarquet, à N.-D. des Neiges.

13o **Sœurs de Saint-Antoine de Padoue** : — institut fondé à Chicoutimi (1904) -par M. l'abbé Elz. Delamarre, Sup. du séminaire.

14o **Missionnaires Oblates du Sacré-Cœur et de Marie-Im.** : — Congrégation fondée à St-Boniface (1904) par Mgr Langevin.

1o **Sœurs des Écoles de N.-D.** : — Congrégation fondée (1598) à Mattaincourt (Lorraine) par saint Pierre Fourrier ; — au Canada (1872).

2o **Carmélites** : — fondation de Sainte Térèse (1562) ; — au Canada par le Carmel de Reims (1875)

3o **Filles de la Sagesse** : — Congrégation fondée (1703) par le Bx Grignon de Montfort et la Mère Marie-Louise de Jésus ; — au Canada (1884).

4o **Fidèles Compagnes de Jésus** : — Société fondée en 1820 par madame de Bonnault d'Houet ; — au Canada (1883) dans l'Alberta.

5o **Sœurs de Sainte-Marie** : — Congrégation fondée à Namur (Belgique) en 1819 ; — au Canada (1887).

6o **Petites Sœurs des Pauvres** : — institut fondé (1840) à Saint-Servan (Bretagne) par l'abbé Le Pailleur ; – à Montréal (1887).

7o **Religieuses Franciscaines - Missionnaires de Marie** : — instifondé aux Indes anglaises ; — à Québec (1892).

8o **Congrégation de Saint-Joseph** : — fondée au Puy (1650) ;) à Peterborough (1890).

9o **Servantes du Saint-Cœur de Marie** : — fondées à Paris (1860)

par le Père Delaplace et la Mère Marie du St-Sacrement ; — à Québec (1899).

4° *Fondations étrangères*

10o **Chanoinesses régulières des Cinq-Plaies** : — approuvées à Lyon (1885) ; — au Canada (1894).

11o **Filles de la Providence** : — institut fondé à St-Brieuc (Bretagne) par le Vén. J.-M. de la Mennais (1858) ; — au Canada (1897).

12o **Religieuses de N.-D. des Missions** : — institut fondé à Lyon en 1861 par la Mère Marie du Sacré-Cœur ; — au Manitoba (1898).

13o **Sœurs du Sacré-Cœur de Jésus** : — fondées au diocèse de Vannes (Bretagne) à Saint-Jacut ; — au Canada (1906).

14o **Clarisses** : — Ordre fondé par sainte Claire d'Assise (1212) avec la coopération de saint François ; — à Valleyfield (1902).

15o **Trappistines de N.-D. du Bon-Conseil** : — monastère de St-Romuald fondé (1902) par la Mère Lutgarde, de Rodez (France).

16o **Sœurs de l'Espérance** : — institut fondé à Bordeaux (1820) par l'abbé Noailles ; — à Montréal (1901).

17o **Filles de Jésus** : — société fondée en Bretagne (1821) au diocèse de Vannes ; — au Canada (1903).

18o **Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier** : — institut fondé (1683) au diocèse de Valence par le futur évêque de Québec ; — au Canada (1903).

19o **Sœurs de la Charité de Saint-Louis** : — fondées à Vannes (Bretagne) en 1903 par madame de Lamoignon ; — au Canada (1903).

20o **Missionnaires de N.-D. d'Afrique — Sœurs Blanches** : — Congrégation fondée à Alger (1869) par le card. Lavigerie ; — à Québec (1903).

21o **Congrégation des Religieuses de Saint-François d'Assise** : — fondée à Lyon par Anne Rollet, pieuse ouvrière (1838) ; — au Canada (1904).

22o **Sœurs des Saints-Cœurs de Jésus et de Marie** : — institut fondé en Bretagne (1853) ; — à Joliette (1905).

23o **Religieuses Rédemptoristines** : — instituées par saint Alphonse (1731) au royaume de Naples ; — à Ste-Anne de Beaupré (1905).

24o **Filles de la Charité du Sacré-Cœur de Jésus** : — Congrégation fondée (1823) par l'abbé Catroux et la Mère Marie, au diocèse d'Angers ; — au Canada (1907).

25o **Congrégation des Religieuses du Saint-Enfant-Jésus** : — fondée (1859) par Mgr de Marguerye à Chauffailles, diocèse d'Autun ; — au Labrador (1912).

26o **Dames de N.-S. de Sion** : — fondation de l'abbé de Ratisbonne (1847) à Paris ; — à Prince-Albert (1904).

27o **Sœurs de la Visitation de Sainte-Marie — Visitandines** : — fondation de sainte J. de Chantal et de saint Fr. de Sales (1610) à Annecy : — à Ottawa (1910). (V. *Can. eccl.*)

Remarques. — I. Les Vicariats apost. du Canada — à partir de 1845 — ont été alimentés par les aumônes de la *Propagation de la Foi* de Lyon. — En 1848, la somme versée à l'Amérique montait à 1,050,000 francs : même l'évêché de Baltimore émargeait à ce budget annuel.

II. Les Missionnaires français et canadiens *seuls* ont fondé les Vicariats, évangélisé les Indiens : *seuls*, ou à peu près, ils continuent ce pénible ministère, de nos jours. Les Religieuses missionnaires sont *exclusivement* ou Françaises, ou Canadiennes : voilà la vérité historique.

III. Les *quatre* tables, imprimées à la fin de chaque Epoque, nous dispensent d'ajouter la *Table générale* : elle ne servirait qu'à les reproduire. — Dans la seconde édition des " Tableaux Synoptiques " on espère pouvoir insérer *quelques* cartes, regardées à présent comme dispendieuses, bien que jugées nécessaires et utiles.

TABLE DES MATIÈRES

IVè ÉPOQUE ; *Union et Confédération.*

IIè PARTIE (1840-67), *Pendant l'Union.*

IIIè PARTIE (1867-1900), *Depuis la Confédération.*